



N° 65 - Janvier | January 2021



SPECIAL 2020

Une publication du Cabinet Civil | A Publication of the Civil Cabinet

PAUL BIYA

**La
Sagesse
incarnée**

Unique
Acuity





S.E. PAUL BIYA **H.E. PAUL BIYA**

Président de la République du Cameroun **President of the Republic of Cameroon**



J'en appelle donc à toutes les forces vives camerounaises, sans discrimination, pour l'avènement heureux de cette société politique que nous voulons plus ouverte, plus tolérante et plus démocratique.

Je suis convaincu de ce que la construction du Cameroun moderne exige non seulement la participation active de tous les enfants de notre pays, mais encore et surtout une nouvelle organisation de la vie commune qui repose sur le débat permanent dans la libre confrontation des idées.

Puisse le Cameroun, à travers l'expérience que propose le RDPC, parti au gouvernement selon la volonté du peuple souverain, s'engager avec bonheur dans cette étape nouvelle et décisive de son Histoire, celle de la réalisation de sa véritable unité mais aussi celle de son développement éclatant, dans une démocratie fondée sur le libéralisme communautaire.



Pour le Libéralisme Communautaire,
P.164.



I am therefore calling upon all the vital forces of Cameroon without exception to contribute to the successful advent of this more open, more tolerant and more democratic political society.

I am convinced that the building of a modern Cameroon requires not only the active participation of all the children of our country but, above all, it requires a new organization of community life based on constant discussion and a free exchange of ideas.

May Cameroon, through the experiment proposed by the CPDM, the ruling party as per the will of the sovereign people, successfully undertake this new and decisive phase of its history, that is, the achievement of its genuine unity and glowing development in a democracy founded on communal liberalism.



Communal Liberalism,
p. 168



5 EDITO

- **L'art de se régénérer**
- **The Art of Regeneration**

8 SPECIAL 2020

- **Paul BIYA. Le sage, l'inoxydable**
- **Paul BIYA, the Embodiment of Wisdom**
- **Démocratie. La Loi, le Peuple et le Président**
- **Democracy: The Law, the People and the President**
- **Décentralisation. Un outil de gouvernance et de développement local**
- **Decentralization, Hope for a Harmonious Development of Cameroon**
- **Etat de droit et droits de l'homme. Une œuvre éloquente**
- **Rule of Law and Human Rights: A Telling Achievement**
- **Apaisement dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. Une constante préoccupation**
- **Resolving the Crisis in the North-West and South-West: A Constant Preoccupation**
- **Une Armée moderne pour relever les défis sécuritaires**
- **A Modern Army to Address Security Challenges**
- **Notre devoir de solidarité pour consolider l'unité nationale...**
- **Our Duty of Solidarity to Consolidate National Unity ...**
- **Une diplomatie pertinente au service de l'émergence**
- **Relevant Diplomacy at the Service of Cameroon's Emergence**
- **L'économie camerounaise face à la crise sanitaire et économique. De la résilience à la relance**
- **The Cameroonian Economy in the Face of the Health and Economic Crisis: from Resilience to Recovery**
- **La transformation numérique au Cameroun et son impact sur l'économie nationale**
- **Digital Transformation in Cameroon and its Impact on the National Economy**
- **Révolution dans les télécommunications. Un nouveau départ pour le régulateur**
- **Revolution in the Telecommunications: A New Beginning for the Regulator**
- **Riposte contre le COVID-19. Le discours, la méthode et les résultats**
- **COVID-19 Response: Discourse, Method and Results**
- **Djaïli Amadou Amal et Hemley Boum. Ces belles plumes féminines qui font la fierté du Cameroun**
- **Djaïli Amadou Amal and Hemley Boum: Award-winning Female Writers Who Made Cameroon Proud**
- **CHAN 2021 et CAN 2022. Offrir à la jeunesse des rendez-vous mémorables**
- **CHAN 2021 and AFCON 2022: Offering Youths a Memorable Jamboree**

122 ACTUALITÉ

- **Message du Chef de l'Etat à la Nation, 31 décembre 2020**
- **Head of State's Message to the Nation 31 December 2020**

130 CARNET DIPLOMATIQUE

- **Cameroun-Guinée Equatoriale. En bons voisins**
- **Cameroon, Equatorial Guinea Determined to Collaborate**

132 AU CŒUR DE L'ACTION

- **Actes du Chef de l'Etat**
- **Texts signed by the Head of State**

158 FIRST LADY

- **La marraine honore la petite reine**
- **The Patroness Honours Cycling Competition**
- **Honneur à la lauréate du Prix Goncourt des Lycéens 2020**
- **First Lady Salutes Award-winning Cameroonian Writer Djaili Amadou Amal**
- **Cérémonie de l'arbre de Noël 2020**
- **Mrs. Chantal BIYA Rewards Excellence at 'Les Coccinelles'**

Bonne et Heureuse
Année

Happy and Prosperous
New Year



Par By

Samuel MVONDO AYOLO

Ministre, Directeur du Cabinet Civil Minister, Director of the Civil Cabinet



L'art de se régénérer

The Art of Regeneration

2020, quelle année ! Débutée sous de meilleurs auspices avec une configuration qui pouvait laisser penser à une année au long cours, pleine de bonheur pour tous, et en tout, 2020 s'est révélé au final être une année particulière.

Alors que le rideau a été définitivement tiré, il serait encore tôt de risquer un avis précis sur l'état du monde qui dérive des douze derniers mois. Le moins que l'on puisse dire, à cet instant, est que ce fut vraiment une année très difficile. Tant de choses inédites se sont produites... remettant l'humanité brutalement face à sa fragile condition...

En effet, lorsque, dès le mois de janvier, la ville chinoise de Wuhan est mise sous le feu des projecteurs suite à l'apparition d'un virus extrêmement mortel, le nouveau coronavirus (COVID-19), pas grand monde ne voit dans cette étincelle, le départ d'une pandémie qui va toucher le monde entier à la manière d'un incendie de forêt...

Très vite, la planète entière est ébranlée, la COVID-19 sème la panique et la mort partout. Les pays les plus avancés sont les plus touchés. Le bois vert en flamme, qu'en serait-il du bois sec ? D'autant plus que les scientifiques (surpris ?) s'embrouillent, s'invectivent, se contredisent... et, finalement, ne rassurent pas. Les victimes se comptent par dizaines de milliers...

On prédit le pire au continent africain, y compris la vénérable Organisation Mondiale de la Santé (OMS). Nous sommes vraiment dans une année terrible, et des hommes très connus tombent sur le carreau ; le Cameroun se souvient toujours de son icône, Manu Dibango, fauché par cette bourrasque sans pouvoir avoir droit aux hommages mérités de la Nation du fait des mesures barrières qu'impose la pandémie.

What a year 2020 was! It got off to a beautiful start, ushering prospects of a long year of happiness for everyone and in everything, but turned out to be special in the end.

Although the curtain has definitively been drawn, it would still be early to venture a precise opinion on the state of the world as it unfolded over the last twelve months. The least we can say is that it was really a very difficult year. So many unusual things happened... brutally reminding humanity of its fragile condition...

Indeed, when, in early January, the Chinese city of Wuhan came under the spotlight following the appearance of an extremely deadly virus, the new coronavirus (COVID-19), few people imagined it would spark off a pandemic that was to affect the entire world like a forest fire...

The entire planet was very quickly taken by storm as COVID-19 spread panic and death everywhere. The most advanced countries were the hardest hit. If green wood could go up in flame, what would happen to dry wood? Especially as (surprised?) scientists got confused, called each other names, contradicted each other... and, ultimately, failed to reassure. Tens of thousands got infected...

A bleaker picture was painted of the African continent, including by the venerable World Health Organization (WHO). The year 2020 was truly a terrible year, and very renowned men passed on; Cameroon still has memories of its icon, Manu Dibango, who was struck down by the COVID-19 storm and could not even be paid deserved tribute by the Nation owing to protective measures imposed by the pandemic.

Très vite, la crise sanitaire s'impose durant toute l'année 2020. Très vite aussi, elle étend ses tentacules sur l'économie mondiale : le confinement a bloqué les activités humaines, la récession s'est installée, la crise économique sévit...

Et la crise morale lui est consubstantielle. Que choisir en premier? Sauver des vies humaines ou préserver des gains économiques? Dilemme ! Derrière la pandémie, tant d'intérêts particuliers s'entrechoquent, technologiques, bioéthiques, civilisationnels et, bien sûr, géostratégiques et sociopolitiques... A cause du coronavirus, le monde est plongé dans un océan particulièrement agité, et chacun se demande d'où viendra la bouée de sauvetage.

Au Cameroun spécifiquement, comment se protéger du virus dans une conjoncture économique peu favorable ? Comment préserver, et les populations et un tissu économique en développement, c'est-à-dire encore fragile ? Comment conjurer les soubresauts politiques adossés malicieusement sur la pandémie dans un contexte déjà marqué par des velléités sécessionnistes déraisonnables ?

Mais comment fait-on dans ce Cameroun pour survivre à tant de crises, tant de prédictions apocalyptiques, tant de malveillances sibyllines, de trahisons, de solidarités calculées ... ?

Le psychologue suisse Karl Gustav Jung avait su, en son temps, trouver une réponse juste à un tel questionnement : « **Les crises, les bouleversements et la maladie ne surgissent pas par hasard. Ils nous servent d'indicateurs pour rectifier une trajectoire, explorer de nouvelles orientations, expérimenter un autre chemin de vie.** » Et la sagesse orientale ne dit pas le contraire, elle qui voit en la crise, un concept à double visage : un danger et une opportunité.

OPPORTUNITE ! Le mot est lâché. 2020, c'était bien l'an deux du septennat des « **Grandes Opportunités** ». Cela n'a pas échappé aux Camerounais et en particulier au Président de la République, S.E. Paul BIYA, dans ce contexte de crises multiples. Lui, le Chef de l'Etat, sait bien que dans toute crise, le danger excelle à se faire visible et prégnant, alors que l'opportunité, pourtant bien réelle, s'emploie à se dissimuler.

The health crisis very quickly spread throughout the year 2020. Just as quickly, it extended its tentacles over the global economy: confinement disrupted human activities, recession set in, economic crisis raged, etc.

And in its wake came moral crisis. What was to be prioritized? Saving human lives or preserving economic gains? That was the dilemma. So many individual, technological, biotechnical, civilizational and, of course, geostrategic and socio-political interests clashed behind the pandemic... The coronavirus plunged the world into a particularly turbulent ocean, and everyone wondered where the lifeline will come from.

In Cameroon specifically, the issue was how to fend off the virus in an unfavourable economic situation, preserve both the population and a developing and, hence, still fragile economic fabric, and stem political throes maliciously pegged on the pandemic in a context already marked by unreasonable secessionist tendencies.

But how was Cameroon going to survive so many crises, so many apocalyptic predictions, so much sibylline malice, so many betrayals, calculated solidarity, etc.?

The Swiss psychologist Karl Gustav Jung, in his time, came up with a correct answer to such questions: ***"Crises, upheavals and illness do not happen by chance. They serve as indicators to rectify a trajectory, explore new directions, experience another way of life"***. And eastern wisdom concurs as it considers crisis as a two-faced concept involving a danger and an opportunity.

OPPORTUNITY! The word is out. Indeed, 2020 was year two of the ***"Great Opportunities"*** seven-year term. This was not lost on Cameroonians and, in particular, the President of the Republic, H.E. Paul BIYA, in a multiple crises context. The Head of State is quite aware that in any crisis, danger excels in making itself visible and significant, while opportunity, though very real, strives to be invisible.

Faced with the apparent chaos, Cameroon, under the leadership of President BIYA, mustered courage and engaged in deep introspection to rethink itself and identify its real options, to act

Face au chaos apparent, le Cameroun, sous la conduite du Président BIYA, a su garder le courage, et rentrer dans une introspection profonde, pour se repenser et identifier ses réelles possibilités, pour agir avec originalité et avec ses moyens propres, ses valeurs profondes, celles qui ne passeront pas, parce qu'elles se tiennent loin des convenances empruntées, fugaces et instables, voire déstructurantes et avilissantes.

Il a fallu se recadrer, changer de paradigme tout en restant soi-même, afin de rétablir un certain équilibre menacé, sans céder, par exemple, à la tentation du confinement qui aurait alors été désastreuse pour la petite économie des familles vivant au jour le jour... De même, en remettant au goût du jour la pharmacopée traditionnelle camerounaise, aux côtés de la médecine moderne, le pays a mieux géré le grand mal.

Sans se laisser devancer par les événements, ni se laisser détourner par la rhétorique oiseuse et les conjectures douteuses, le Président Paul BIYA a su adapter à chaque situation la mesure et la justesse de sa réponse. Persuadé qu'il est, que le Cameroun ne survivra aux enjeux actuels, qu'en empruntant à sa capacité d'anticipation, de souplesse et d'innovation dans la démarche.

En 2020, en dépit des crises, le Président Paul BIYA a poursuivi sa démarche de mise en place complète des institutions républicaines. La démocratie camerounaise constitue désormais une réalité toujours plus vivante, assise sur une cohérence intelligible et une robustesse éprouvée ; renforcée par une grande capacité à s'ouvrir au changement, tout en préservant la cohésion sociale.

Ainsi, pourra émerger des crises sanitaire, économique et sécuritaire actuelles, un pays où chaque citoyen est à mesure d'apporter sa contribution juste et légitime, dans l'œuvre collective de construction d'une nation plus unie et plus prospère.

Ce numéro spécial de votre magazine, « **Le Temps des Opportunités** », nous donne de parcourir à nouveau l'année 2020, pour y découvrir comment, sous l'élixir du Président de la République, S.E. Paul BIYA, le Cameroun a su se régénérer face aux multiples crises qui le guettent et qui secouent le monde. ■

with originality using its own resources, its deep values, its intransigent values that have steered clear of borrowed, fleeting, unstable and even destabilizing and degrading etiquette.

It was necessary to refocus, to engage in a paradigm shift while remaining oneself, in order to re-establish a certain vulnerable balance, without giving in, for example, to the temptation of confinement which would then have been disastrous for the small economy of families living a day-to-day life... The country was able to better manage the serious disease by bringing the Cameroon traditional pharmacopoeia back to limelight, alongside modern medicine.

Without letting himself be overtaken by events, or getting distracted by idle rhetoric and dubious conjectures, President Paul BIYA was able to respond proportionately and accurately to each situation. He was convinced that Cameroon will only survive the current challenges by borrowing from its capacity to implement an anticipative, flexible and innovative approach.

The crises notwithstanding, President Paul BIYA continued his efforts to fully establish republican institutions in 2020. Cameroon's democracy is now an ever more living reality founded on intelligible coherence and proven robustness, bolstered by a great capacity to open up to change, while preserving social cohesion.

A country where each citizen can fairly and legitimately contribute to the collective work of building a more united and more prosperous nation will thus emerge from the current health, economic and security crises.

This special issue of your magazine "**Le Temps des Opportunités**" enables us to revisit the year 2020 and discover how, under the elixir of the President of the Republic, H.E. Paul BIYA, Cameroon was able to regenerate in the face of the numerous crises that are looming over the country and rocking the world. ■



Paul BIYA. Le sage, l'inoxydable

Paul BIYA, the Embodiment of Wisdom

Le temps qui passe révèle chaque jour un peu plus, la profondeur et les vertus de la sagesse qui réside en lui. Comment ne pas s'émerveiller de la capacité du Président Paul BIYA à ne réaliser que de bonnes œuvres, avec patience, pondération et mesure. Heureux est-il, cet esprit élevé qui, pour paraphraser le penseur Joseph Joubert, sait « *s'égayer dans les rayons de lumière de la sagesse* ».

Constant et fidèle à ses engagements politiques et à son éthique de vie, le Président Paul BIYA, tout au long de l'année 2020, a continué de surprendre les observateurs avertis de la scène politique nationale et internationale. **Plus que jamais, il laisse s'épancher dans toute son action, cette sagesse qui discerne les choses**

Each passing day reveals a little more about the depth and virtues of his wisdom. How can one remain indifferent to President Paul BIYA's capacity to seek only what is good with patience, equanimity and moderation? Blessed is this great mind that, to paraphrase the thinker, Joseph Joubert, "*exults in the light of wisdom*".

President Paul BIYA who remained steadfast and faithful to his political commitments and lifestyle throughout 2020 has continued to amaze informed observers of the national and international political scene. ***More than ever, he allows this wisdom, which discerns what is good for the soul, to permeate all his actions, because he knows the value, the right price,***

bonnes à l'âme, car elle en connaît la valeur, le juste prix, le véritable usage, les dangers et les utilités. Tout son être s'en incarne. C'est par elle qu'il met en action sa grande expérience des hommes et des situations, pour assumer avec aplomb, prestance, respectabilité et détermination ses hautes charges d'homme d'Etat.

La sagesse l'a nourri de ses beaux fruits de justice et de droiture, de prudence et de tempérance, de conscience de soi et des autres, de sincérité, de discernement et de clairvoyance, de ruse légitime aussi, d'action et d'engagement au service du bien commun, et particulièrement des plus vulnérables. On dirait, vraiment, en lui, « *la sagesse a bâti sa maison* ».

En voulez-vous des preuves ? Il n'en a pas manqué tout au long des douze derniers mois :

- Lorsque s'est levée la bourrasque COVID-19, le sage, perspicace, a pris des mesures courageuses et radicales pour préserver l'espace vital national du funeste destin qu'elle promettait à la population. Les résultats sont éloquentes aujourd'hui et les instances internationales compétentes en ont été subjuguées.
- Que la scène politique s'agite par le fait de quelques acteurs en mal d'inspiration, lui, creuse sereinement ses layons pour implanter une démocratie authentique. C'est ainsi qu'il poursuit le parachèvement de l'armature institutionnelle du Cameroun, contre ceux qui, à hue et à dia, font l'éloge du déni et de l'invective.
- Attaqué de toute part, outragé, moqué, vilipendé, « tué » par des contempteurs inconsistants et vils, le sage répond par son silence légendaire et altier. Lui, ne parle pas au moment choisi par d'autres, il ne parle pas pour dire ce que pensent les autres, ni pour ne rien apporter, ou pour ne rien changer... **Le sage sait que sa parole est d'or et que les actes seuls sont porteurs de vertu.**
- L'illusion sécessionniste fait de la résistance, elle a beau ruiné la tranquillité sociale dans notre « havre de paix » historique, le sage n'en perd pas pour autant le nord. Il se met dans le feu de l'action avec tact et fermeté, mu

the true use, the dangers and the benefits. His entire is an embodiment of wisdom. He uses his great knowledge of men and situations with wisdom to discharge his lofty duties as a confident, poised, dignified and determined statesman.

Wisdom has nurtured him with the finest fruits of justice and righteousness, prudence and moderation, the awareness of self and others, sincerity, discernment and clairvoyance, but also a genuine sense of judgement in action and commitment at the service of the common good, especially the most vulnerable. One might truly say that in him "*wisdom has built her house*".

Do you want proof of this? He has provided a lot of it over the last twelve months:

- When the COVID-19 whirlwind blew, this wise and shrewd man took courageous and radical measures to preserve the national living space and, hence, protect the population from a grim fate. Today, the results speak for themselves and the relevant international bodies have been astonished by them.
- While the political scene is agitated due to the actions of a few actors in need of inspiration, he continues calmly to lay the foundations for the establishment of a genuine democracy. He pursues his efforts towards finalizing Cameroon's institutional framework, as opposed to those who, working at cross-purposes, chant a chorus of denial and hurl invectives.
- Attacked on all sides, insulted, mocked, vilified, "assassinated" by erratic and vile despisers, the Wise Man responds with his legendary and proud silence. He does not speak at the time chosen by others, he does not speak to say what others think, or to bring nothing to bear, or to change nothing... **The Wise Man knows that his word is golden and that deeds alone are bearers of virtue.**
- The secessionist illusion is putting up a resistance. It may have destroyed social tranquility in our legendary "haven of peace", but the Wise Man's head is on his shoulders. He is in the thick of it with tact and firmness, spurred by a genuine, unwavering and irresistible desire for dialogue, but also without any

par une vraie volonté de dialogue, inaltérable et incompressible, mais aussi sans faiblesse, ni forfanterie. Main de fer dans un gang de velours, le sage mendie sincèrement la paix, tout en maintenant à flot les institutions selon son serment constitutionnel.

- Pacificateur et recours ultime de la nation camerounaise, tous l'interpellent, attendant sa parole de patriarche respecté et faisant autorité, face aux situations internes de disharmonie sociale.

- Sur le front extérieur, peu importe les attitudes équivoques de quelques partenaires étrangers, le sage, lui, reste fidèle aux engagements républicains, aux solidarités diplomatiques consenties, aux partenariats ratifiés. Avec finesse, réalisme, sens élevé de la souve-

weakness or bravado. The Wise Man is sincerely begging for peace with an iron fist in a velvet glove, while protecting the institutions, in keeping with his constitutional oath.

- Peacemaker and ultimate recourse of the Cameroonian nation, all appeal to him, awaiting his word as a respected and authoritative patriarch, in the face of internal situations of social dissent.

- On the international scene, regardless of the ambiguous attitudes of some foreign partners, the Wise Man has remained faithful to his republican commitments, to the diplomatic ties established and to the partnerships ratified. He transcends, in a subtle and realistic manner and with a profound attachment to Cameroon's sover-



raineté du Cameroun et de l'intérêt national, il transcende les velléités d'ingérence et défend la démarche camerounaise pour construire une société juste et équitable où il fait bon vivre pour tous.

- Et le sage reste une référence dont les avis comptent et sont recherchés sur la scène internationale. Sans tambours ni trompettes, il a amorcé depuis quelques temps un renouvellement progressif de son personnel diplomatique.

Au bout du compte, **Paul BIYA, en 2020, a parfaitement confirmé sa posture d'homme d'Etat rassurant par sa capacité à éviter au Cameroun les pièges de la déstabilisation, sa vision d'un Cameroun harmonieux, pacifique et prospère pour tous, sa haute stature de dirigeant respecté dans un monde agité, sa vivacité d'esprit et son acuité intellectuelle inoxydables.** Toujours aussi flegmatique, y compris face à des attaques en dessous de la ceinture, la vigueur supposée ou affichée des adversaires ne l'impressionne pas. Il va son chemin, tout bonnement, lentement même, mais sûrement.

Untel trouve son pas trop lent et chancelant, voire démodé ? Oh ! Insensé qui ne sait y voir le poids de l'exception, par ces temps de grande fragilité humaine, où le grand âge est une élection divine hautement réservée... Il va donc son chemin, oui, lentement mais sûrement, et la sagesse l'accompagne, et elle lui donne la lenteur de la tortue, maîtresse de la sagesse dans l'univers culturel de la forêt...

Pour tout dire, Paul BIYA en 2020, a bel et bien su rester imperturbable au service du Cameroun, paré du diadème des sages qui, on peut le dire, lui semble impartit providentiellement... ■

eignty and national interest, attempts to interfere in the country's internal affairs and defends the Cameroonian approach to build a just and equitable society for all.

- And the Wise Man is a reference whose opinion is valued and sought after on the international scene. For some time now, he has embarked on the gradual renewal of his diplomatic staff without fanfare or publicity.

Ultimately, in 2020, **Paul BIYA clearly confirmed his status as a reassuring statesman through his ability to avoid pitfalls of destabilization in Cameroon, his vision for a harmonious, peaceful and prosperous Cameroon for all, his standing as a respected leader in a turbulent world, his alertness and superlative intellectual insight.** Always as phlegmatic as ever, even in the face of offensive attacks, the supposed or displayed vigour of his opponents does not impress him. He simply goes his way, slowly, but surely.

Some people think that his steps are too slow and faltering, or even old-fashioned? Oh, only a fool cannot see the weight of exception in these times of great human fragility, when great age is a highly reserved divine choice... He forges ahead. Yes! Slowly, but surely, with wisdom, and this gives him the languid pace of the tortoise, the personification of wisdom in the cultural space of the forest..

Indeed, in 2020, Paul BIYA remained steadfast at the service of Cameroon, adorned with the diadem of wise men who, it could be said, seem to be providentially faithful to him... ■





Démocratie. La Loi, le Peuple et le Président

Democracy: The Law, the People and the President

Du Cameroun on en parle comme une figure géométrique, le triangle camerounais, qui s'applique parfaitement à la démocratie camerounaise en tant que depuis trente ans, elle marque son temps et inscrit sa temporalité *suis generis* sur un socle triangulaire implacable et granitique formé par la Loi, le Peuple et le Président de la République.

Regard synchronique sur une démocratie camerounaise qui ne cesse de surprendre...

Il faut bien prendre la démocratie pour ce qu'elle est, c'est-à-dire, un chemin et non une destination. Ce chemin ardu et parsemé

Cameroon is described as a geometrical figure, the Cameroonian triangle, which applies perfectly to the country's democracy insofar as it has, for the past thirty years, marked and inscribed its *suis generis* temporality on an implacable and granitic triangular base comprising the Law, the People and the President of the Republic.

A synchronic view of Cameroon's democracy which continues to amaze...

Democracy should be considered for what it is, that is, a journey, not a destination. This difficult journey, which is strewn with pitfalls, unfolds in States according to their own realities,

d'embûches s'épanouit dans les Etats selon leurs réalités propres, la maestia des dirigeants et les conjonctures spécifiques de chaque pays. De sorte que, chaque pays a finalement la démocratie qu'il mérite. Ce chemin, quoique d'origine étrangère et donc porteur de ses marqueurs originels, n'est pas un *prolem sine matrem creatam* lorsqu'il s'agit de nos Etats d'Afrique noire, puisqu'en effet, la démocratie n'est pas *un enfant conçu sans mère*, comme le suggère si bien l'expression latine. La démocratie est fille d'une vision du monde. Elle est également le choix volontariste des dirigeants dans un esprit de la loi assumé par un peuple.

La démocratie au Cameroun, quoique l'on en pense, est **le résultat créole d'une adhésion aux valeurs universelles qu'elle charrie, mises bout à bout ici avec la sagesse de son architecte dans un respect canonique de la loi et un recours systématique à la volonté du peuple**, tant il est vrai que la voix du peuple, c'est la voix de Dieu.

Les définitions de la démocratie prolifèrent. Elle est même devenue une arlésienne, tant ceux qui en parlent ne la voient plus, à force d'y projeter leurs fantasmes propres et de lui attribuer une nature qu'elle n'a pas ou qui n'est pas la sienne. Certains en sont arrivés à galvauder sa charge sémantique au point de l'assimiler à l'anarchie. C'est ce qui advient le plus souvent lorsque les hommes veulent faire coïncider les institutions avec leurs aspirations particulières, au détriment de l'intérêt commun et de la volonté du corps social entier.

Cependant, lorsqu'on considère la démocratie en général, un consensus semble se dégager parmi les spécialistes de la question autour de trois piliers : les élections, les droits et libertés, la primauté du peuple. Ces piliers ne méjugent point l'existence d'un Souverain investi par le peuple, dépositaire ultime de la souveraineté dans un Etat. C'est donc lui le Souverain qui, en République, veille à la mise en œuvre de la démocratie qui n'est qu'un corps de principes. Les principes ne sont rien, s'ils ne s'enchaînent dans la loi qui est l'expression de la volonté générale ; sans le peuple dont elle est l'émanation ; et sans un Chef d'Etat qui accepte de la concevoir et anime sa mise en œuvre.

the maestia of their leaders and the specific circumstances of each country. Each country therefore has the democracy it deserves. Although this journey is of a foreign origin and, therefore, bears its original markers, it is not a *prolem sine matrem creatam* concerning Black African States, since democracy is not *a child conceived without a mother*, as the Latin expression so aptly suggests. It is the product of a world view and the voluntarist option of leaders in an intent of the law assumed by a people.

In Cameroon, irrespective of what one may think, democracy is **the creole result of adherence to its universal values, pieced together here with the wisdom of its architect in a canonical respect of the law and the systematic recourse to the will of the people**, insofar as it is true that the voice of the people is the voice of God.

Democracy is defined in many different ways. It has even become a holy grail, insofar as those who talk about it no longer see it, because they project their own fantasies into it and attributing to it a nature that it does not have or that is not its own. Some people have even ended up by diluting its meaning to the point of equating it with anarchy. This is what often happens when people try to align institutions with their specific aspirations, to the detriment of the common good and the will of the entire body politic.

However, when one considers democracy as a whole, there is consensus among experts on three pillars: elections, rights and freedoms, and the primacy of the people. These pillars in no way preclude the existence of a sovereign empowered by the people who are the ultimate custodians of State sovereignty. Thus, it is the Sovereign that, in the Republic, ensures the implementation of democracy which is nothing other than a set of principles. Principles have no meaning, except they are enshrined in the law, which is an expression of the general will, with a people from whom it emanates, and with a Head of State who agrees to design and oversee its implementation.



**La Loi :
l'esprit de la démocratie camerounaise**

Par-delà les acceptions, telle que mise en œuvre au Cameroun depuis les années 1990, la démocratie, sans sortir du talweg originel que ses concepteurs lui ont tracé, a connu une prospérité particulière et une fortune spécifique selon qu'elle est solidement enracinée sur la Loi. D'abord la Loi fondamentale dans laquelle elle est ancrée, comme sur un roc solide, rempart indestructible du contrat social du peuple et de la société politique. Ensuite, la Loi qu'elle a générée au gré de la prise en compte des aspirations populaires, en conformité parfaite avec les exigences de la démocratie.

Si la République est la chose commune (*res publica/communis*), c'est parce qu'y règnent les régimes d'isonomie (*isonomia*) et d'iségoria (*isegoria*). L'égal accès des citoyens à l'Etat et

**Law: The Spirit of
Cameroon's Democracy**

Democracy has, beyond acceptances, as has been implemented in Cameroon since the 1990s, without departing from the original talweg mapped out for it by its creators, flourished and experienced various fortunes depending on whether it is rooted firmly in the law. First, the Fundamental Law in which it is anchored as though on a solid rock, an enduring bulwark of the social contract of the people and of political society and the Law it has produced in line with the people's aspirations, in full compliance with the requirements of democracy.

The Republic is a common asset (*res publica/communis*) because it is ruled by the regimes of isonomy (*isonomia*) and isegoria (*isegoria*). Equal access of citizens to the State and equality before the law is provided by a codex which

leur égalité devant la loi sont assurés par un codex qui est un pacte écrit. La Constitution est la matérialité de ce pacte que d'autres appellent encore "contrat social". La Constitution de la République du Cameroun est donc ce palimpseste sur lequel sont inscrits en lettres d'or et inaltérables les fondements de notre vivre-ensemble ; les clauses de notre pacte social, le pacte républicain camerounais. Le retour au multipartisme à la fin de l'année 1990 que l'on assimile à l'avènement de la démocratie ne pouvait trouver séance au Cameroun en dehors de ce cadre. La Constitution du 18 janvier 1996 en tant qu'elle est la version améliorée de celle de 1972 est la conséquence de cette exigence de légalité des principes démocratiques pris en compte après les années dites de braise. De sorte que si l'on veut à ce jour sentir l'esprit de la démocratie au Cameroun, il suffira de revisiter cette loi constitutionnelle.

La démocratie camerounaise à un esprit qui est logé dans la loi, grâce à ses multiples modalités issues des négociations et tractations des années 90. Sans se livrer à un inventaire à la Prévert, l'on se souvient que dès 1990, le ton est donné avec la loi N°90-50 du 19 décembre 1990 portant liberté d'association. Si la démocratie est un régime de libertés, nul ne peut envisager leur épanouissement sans un cadre d'expression approprié. Cette loi créatrice a ainsi campé le cadre de toutes les autres lois consécutives qui viendront exprimer au plan sectoriel la prise en compte de la soif de liberté comme modalité de mise en œuvre de la démocratie. La loi N°90-052 du 19 décembre 1990 prise le même jour que celle relative à la liberté d'association dit bien cette volonté du Président de la République de libérer la parole. En détricotant ainsi le monopole jadis détenu par l'audiovisuel d'Etat et en instaurant le régime de déclaration en matière de publication des journaux, la scène médiatique a été ouverte à tous les Camerounais. La libération de la parole et la cession du droit de s'associer vont ainsi mettre fin à la tristement célèbre ordonnance N° 062/OF/18 du 12 mars 1962 portant répression de la subversion. En même temps, elles vont donner sens à toutes les lois ultérieures telles que celle relative aux ONG en 1999.

is a written covenant. The Constitution is a concrete expression of this pact which others refer to as a "social contract". The Constitution of the Republic of Cameroon is therefore the palimpsest on which our living together, the clauses of our social pact, the Cameroonian Republican Pact, are inscribed in golden and unalterable letters. The restoration of multiparty politics at the end of 1990, which is considered as the advent of democracy, could not have been achieved in Cameroon outside this framework. The 18 January 1996 Constitution which is an improvement on the 1972 Constitution is the outcome of this requirement for legality of the democratic principles considered after the so-called turbulent years. Thus, to understand the spirit of democracy in Cameroon today, it is necessary to revisit that Constitution.

The spirit of Cameroon's democracy is enshrined in the law through numerous arrangements ensuing from the negotiations of the 90s. Without delving into a Prévert-style inventory, it should be recalled that as early as 1990, the stage was set with the enactment of Law No. 90-50 of 19 December 1990 on the Freedom of Association. Though democracy is a regime of freedoms, such freedoms cannot flourish without a suitable framework that is conducive to their expression. This innovative law therefore created a framework for all the other laws passed subsequently, reflecting the thirst for freedom as a means of implementing democracy at sector level. Law No. 90-052 of 19 December 1990, which was passed on the same day as the Law on the Freedom of Association, clearly expresses the President of the Republic's commitment to promote freedom of speech. The dismantling of the monopoly formerly enjoyed by the public audio-visual broadcasting corporation and setting up of a declaration regime for news publication opened up the media landscape for all Cameroonians. Thus, the freedom of speech and the freedom of association repealed the infamous Ordinance No. 62/OF/18 of 12 March 1962 to repress subversive activities. They also gave meaning to all subsequent laws such as Law No. 99/14 of 22 December 1999 to govern non-governmental organizations (NGOs) In Cameroon.

Ces différentes expressions légales de la volonté assumée et librement consentie de donner corps à la démocratie forment la trame de l'esprit de la Loi, en tant qu'elle constitue l'un des principaux indicateurs du chemin accompli par la démocratie au Cameroun. Une archéologie et une exégèse des lois votées et promulguées depuis 1990 permettront mieux de mesurer la marche éloquente de la démocratie dans notre pays. Car, il en est de la démocratie comme de l'amour et de la foi ; on ne les mesure qu'à travers les actes. Et la Loi au Cameroun est un prisme déterminant pour rendre raison de la démocratie qui s'y est implantée et qui continue de s'épaissir. Tout cela a été rendu possible grâce à un peuple particulier qui est finalement l'âme de notre démocratie.

**Le Peuple :
l'âme de la démocratie camerounaise**

En République, le peuple est la mesure de toute chose. Il est l'émanation de la souveraineté qu'exercent ceux qui reçoivent mandat pour parler au nom de tous. C'est pourquoi seul le peuple est finalement souverain. L'heureuse formule de Carl Schmitt parlant du pouvoir de représentation comme d'une présentification, c'est-à-dire, l'art de rendre présent ce qui est absent n'a jamais été aussi pertinente qu'en République. Car, le peuple souverain donne mandat à ses élus pour gouverner en son nom. Ce faisant, il est rendu présent aux instances dirigeantes par ses mandataires, lui qui y est en réalité absent. **On aura donc compris que si la qualité des dirigeants informe sur la nature d'un système politique, la qualité d'un peuple en dit beaucoup quant à la solidité de la démocratie d'un pays.**

Le peuple est introuvable, disent certains, pour préférer à ce concept, celui de population qui elle est quantifiable, palpable. Mais si le peuple est le concept consacré par les Constitutions des Etats, c'est précisément parce qu'il rend compte, mieux que tout autre concept, de l'unité d'une Nation qui est à rechercher non pas dans une addition des volontés et des individus comme l'aurait conseillé Jean Jacques Rousseau, mais

These various legal expressions of the assumed and freely consented will to give substance to democracy form the fabric of the intent of the Law, in as much as it is one of the main indicators of the progress made towards democracy in Cameroon. The archaeology and exegesis of the laws voted and promulgated since 1990 help to better assess the significant progress towards democracy in our country. This is because democracy is like love and faith; they are measured only through deeds. Laws in Cameroon are a determining factor that gives meaning to democracy that has taken root in the country and continues to thrive. All these achievements have been made thanks to a special people who are the soul of our democracy.

**The People:
The Soul of Cameroon's Democracy**

In the Republic, the people constitute the measure of all things. It is the emanation of the sovereignty exercised by those who are mandated to speak on behalf of all. This is why only the people are truly sovereign. Carl Schmitt's happy formula of speaking of the power of representation as presentification, that is, the art of making what is absent present has never been more relevant than in the Republic. This is because sovereign people give a mandate to their elected representatives to govern on their behalf. Thus, although they are not actually present in governing bodies, they are represented therein by their representatives. **It is therefore obvious that while the quality of leaders informs the nature of a political system, the quality of a people says a lot about the stability of a country's democracy.**

Some people hold that the concept of people is elusive, preferring that of population which is quantifiable and palpable. However, if people is the concept enshrined in the constitutions of States, it is precisely because it best reflects the unity of a Nation which is not founded on a sum total of wills and individuals, as Jean Jacques Rousseau would have advised, but on a united, indivisible social body, despite its diversity. Such



dans un corps social uni, indivisible, malgré sa diversité. Une telle compréhension de la philosophie politique semble taillée sur les mesures du Cameroun, mosaïque de peuples, de cultures, de reliefs, de traditions...mais tous ne faisant qu'un.

Alors même que cette diversité consubstantielle aurait pu faire craindre une implosion et une cacophonie dans l'ambiance des revendications des années 1990, le peuple camerounais s'est illustré par une maturité extraordinairement poussée. Pour faire une paraphrase évocatrice, ce n'est pas le peuple camerounais **qui a une « âme immortelle »** qui serait conservée par un parti politique. C'est le peuple lui-même **qui est l'âme de notre démocratie**. Une âme (du latin anima) est ce qui fait vivre, ce qui anime.

Si la démocratie a pu prendre corps au Cameroun, c'est bien parce qu'elle est animée par un peuple qui a refusé d'être comme tout autre peuple. Parce qu'en effet, **le peuple camerounais, c'est le peuple camerounais**. Il s'est interdit tout suivisme. Il a rejeté toute

an understanding of political philosophy seems to be custom-tailored to Cameroon, a mosaic of peoples, cultures, landforms, traditions... all of which form a single whole.

Although this consubstantial diversity could have raised fears of an implosion and cacophony against the backdrop of the demands of the 1990s, the Cameroonian people stood out through their exceptional advanced maturity. To use a suggestive paraphrase, it is not the Cameroonian people that has **"an immortal soul"**, supposedly preserved by a political party. It is the people itself that is **the soul of our democracy**. A soul (from Latin anima) is what gives life, what animates.

Democracy has become a reality in Cameroon because it is nurtured by a people that refused to be like any other people. Because, indeed, **Cameroonians are Cameroonians**. It banished blind conformity, rejected any form of mimicry and abhorred the easy way out and destruction. However, a people is much more than just a mere soul, it is the alma mater (the nurturer) of

forme de mimétisme. Il a abhorré la facilité et la destruction. Mais le peuple est bien plus qu'une simple âme, il est l'*alma mater* (la mère nourricière) de la démocratie d'un pays. Il la sustente par ses multiples marques d'adhésion à la politique de son leader. Il la nourrit par son animation républicaine des contre-pouvoirs et l'expression maîtrisée de ses droits et libertés. Il en est le métronome selon que ses libertés et ses droits respectés donnent la mesure de l'amplitude de la démocratie d'un pays. Et dans le contexte camerounais, le peuple, sans céder aux sirènes de la division et sans prêter le flanc aux vendeurs et promoteurs des projets d'insurrection, de déstabilisation et de sécession, a su donner de la voix, donner de sa voix lors des multiples consultations électorales pour renforcer le jeu démocratique. L'essence de la démocratie c'est la capacité du peuple à donner sa souveraineté à un homme pour parler et agir au nom de la multitude. Car la démocratie n'atteint sa plénitude que par les qualités de l'architecte du tout démocratique qu'est le Président de la République.

a country's democracy. The people sustains and nourishes democracy through its numerous signs of adherence to the policy of its leader, through its republican organization of countervailing powers and the measured expression of its rights and freedoms. The people is democracy's metronome, depending on whether respect for its freedoms and rights fully reflects the magnitude of a country's democracy. And in the Cameroonian context, the people, without listening to preachers of division and without lending the flank to peddlers and promoters of insurrection, destabilization and secession plans, cast their votes during the numerous elections in order to enhance the democratic game. The essence of democracy is the ability of the people to give their sovereignty to a man to speak and act on behalf of the multitude. Because democracy only finds full expression through the qualities of the architect of the entire democratic process, who is the President of the Republic.





**Le Président de la République :
l'architecte de la démocratie camerounaise**

Dans un régime démocratique, le Président de la République en tant que *primus inter pares* n'est ni au-dessus de la Loi, ni au-dessus du Peuple. Il en est à la fois l'émanation et le garant aussi bien de la sécurité que de la commodité de vie, cet autre nom du bonheur selon Aristote.

Au Cameroun, l'avènement de la démocratie a été facilité par un leader qui a su y voir une opportunité et une contingence de l'histoire pour son peuple. De sorte que, comme un *kairos* dont on se saisit pour le bonheur de la multitude et non d'un seul dans le cas d'espèce, les événements des années 1990 ont été une heureuse occurrence malgré leur apparence tumultueuse au premier regard. S'il en est ainsi, c'est parce que contrairement à certains de ces pairs de la région, le Président de la République, Paul BIYA, ne s'est pas refusé à l'idée de faire

**The President of the Republic:
architect of Cameroon's democracy**

In a democratic regime, the President of the Republic as *primus inter pares* is neither above the Law nor above the People. He is both the emanation and the guarantor of security and the comforts of life, another name for happiness according to Aristotle.

In Cameroon, the advent of democracy was facilitated by a leader who saw it as an opportunity and a historical contingency for his people. So, like *kairos* that is seized for the happiness of the multitude and not of an individual in the present case, the events of the 1990s were a happy occurrence despite their apparent turbulence at first sight. This was so because unlike some of his peers in the region, the President of the Republic, Paul BIYA, did not refuse the idea of letting the national political scene and life evolve. It can be said without

évoluer la scène et la vie politique nationale. On peut dire sans risque d'exagération que **la démocratie au Cameroun doit plus à la vision du Président Paul BIYA qu'aux péripéties de l'histoire.**

C'est qu'en effet, la nature d'un leader occupe une place importante pour comprendre le sens qu'il donne à l'histoire de son peuple et la nature des institutions du pays dont il préside aux destinées. Dire que le Président Paul BIYA est un nationaliste doublé d'un homme de paix est un doux euphémisme. Ne pas relever sa nature pondérée et sa profonde connaissance du Cameroun est un crime devant les générations à venir et un déni de l'histoire. Il n'est pas inutile de dire que le charisme d'un leader étant pour certains une clé de lecture et de compréhension du sens de la marche d'un peuple, la personnalité du Président de la République est un déterminant de la marche démocratique du Cameroun. Il n'aurait pu en être autrement du Cameroun sous Paul BIYA, au regard de sa nature pacifique et d'homme de tempérance. **Car, la démocratie est un régime de tolérance, de paix et de consensus.** Qui pourrait imaginer qu'un Chef d'Etat va-t'en guerre soit un champion de la démocratie? La démocratie est certes comme on n'aura de cesse de rappeler, une donnée universelle. Mais dans chaque contrée où elle vient à être enracinée, il faut qu'un dirigeant adhère à ses valeurs et principes, qu'il consente à l'implémenter et soit animé de bonne foi pour en assurer la mise en œuvre efficiente. Or, tous les profils politiques ne sont pas compatibles avec l'esprit démocratique. Tous les acteurs politiques n'ont pas la culture démocratique utile pour son émulation. Les vertus d'ouverture, d'écoute, de consensus, de paix et de conciliation dont est doté le Président Paul BIYA sont dès lors des atouts et des prédispositions avérées pour la bonne fortune de la démocratie au Cameroun.

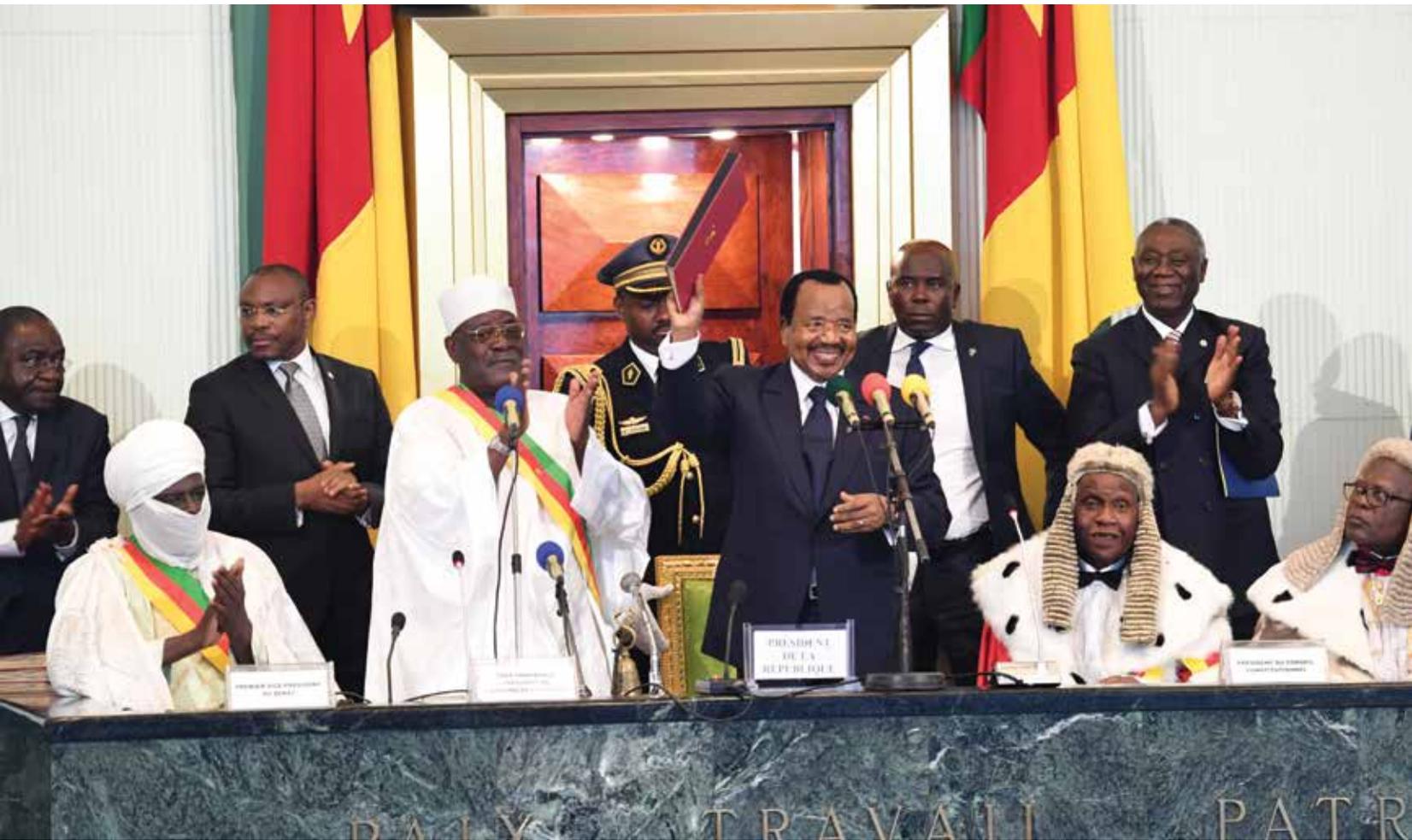
Outre son intuition opportune et sa nature propre, le Président de la République est l'architecte de la démocratie au Cameroun parce que sa forme, ses contours, sa temporalité, les modalités de sa mise en œuvre ont savamment été pensés et sont patiemment et méthodiquement déployés sous son magistère.

any risk of exaggeration that **democracy in Cameroon owes more to the vision of President Paul BIYA than to the twists and turns of history.**

This is because the nature of a leader plays an important role in understanding the meaning he gives to the history of his people and the nature of the institutions of the country over whose destiny he presides. To say that President Paul BIYA is a nationalist and a man of peace is a huge understatement. Failing to point out his level-headedness and his deep knowledge of Cameroon is a crime before future generations and a denial of history. Given that the charisma of a leader is for some people the key to reading and understanding the meaning of the progress of a people, it is not superfluous to say that the personality of the President of the Republic is a determinant of Cameroon's democratic progress. It could not have been otherwise in Cameroon under Paul BIYA, given his peaceful nature and moderation. **Because democracy is a regime of tolerance, peace and consensus.** Who could have imagined a war-loving Head of State being a champion of democracy? Like we will keep saying, democracy is certainly a universal datum. However, in each country where it takes root, there must be a leader who adheres to its values and principles, who agrees to implement it and who has the good faith to ensure its efficient implementation. However, not all political profiles are compatible with the democratic spirit. Not all political actors have the democratic culture needed for its emulation. President Paul BIYA's virtues of openness, listening, consensus, peace and conciliation are therefore assets and proven predispositions for a successful democratic process in Cameroon.

Besides his timely intuition and his true nature, the President of the Republic is the architect of democracy in Cameroon because its form, its outlines, its temporality and its implementation conditions have been carefully thought out and are patiently and methodically being deployed under his stewardship.

As the curtains drop on the election of Regional Councillors, it should be kept in mind that it is the completion of the institutional architecture provided for in the 1996 Constitution which, itself, is the outcome of a consensus.



Alors que les lampions s'éteignent sur l'épisode des élections en vue de la désignation des Conseillers régionaux, nul ne peut oublier qu'il s'agit du parachèvement de l'architecture institutionnelle prévue dans la Constitution de 1996 qui, elle-même, est le fruit d'un consensus. La décentralisation qui va ipso facto subir un coup de fouet permettra au Cameroun de passer à un autre stade, celui de la démocratie locale comme une étape avancée de ce processus. On peut dès à présent attendre avec optimisme, les défis de demain que posera la démocratie, convaincu que la personnalité du Chef de l'Etat est un atout, que le Peuple est une âme éclairée et avertie, la Loi en est le socle inamovible et inviolé.

Au final, la démocratie au Cameroun s'est épanouie durant trois décennies et a encore de beaux jours devant elle, parce qu'elle a un esprit : **la Loi ; une âme : le Peuple, et un Architecte avisé : le Président de la République.** ■

Decentralization, which will ipso facto be given a booster, will enable Cameroon to move to another level, that of local democracy as an advanced stage in this process. We can now look forward with optimism to the future challenges of democracy, convinced that the personality of the Head of State is an asset, that the People is an enlightened and informed soul and that the Law is its immovable and inviolate base.

Ultimately, democracy in Cameroon has developed for three decades now and still has a bright future, because **it has a spirit which is the Law, a soul which is the People, and a wise Architect who is the President of the Republic.** ■





Décentralisation. Un outil de gouvernance et de développement local

Decentralization, Hope for a Harmonious Development of Cameroon

Le 6 décembre 2020 marque l'épilogue du processus de mise en place des organes de la décentralisation au Cameroun. Cette réforme est consacrée par la loi du 16 janvier 1996 portant révision de la Constitution, où le Cameroun se reconnaît comme un Etat unitaire décentralisé. Pour la première fois de son histoire, en effet, notre pays a organisé de manière fort éclatante, une élection pour désigner les tout premiers Conseillers régionaux dans les assemblées délibérantes des dix régions. A cette occasion, plus de 24 000 électeurs, dont

December 6, 2020 marked the culmination of the process of setting up decentralization bodies in Cameroon. This reform is enshrined in the 16 January 1996 law revising the Constitution, wherein Cameroon is declared a decentralized unitary state. Indeed, for the first time in its history, our country brilliantly organized an election to designate the very first regional councilors in the deliberative assemblies of the ten regions. On this occasion, more than 24 000 voters, including 10 236 municipal councilors and 14 002 traditional rulers, went to the polls to elect

10.236 conseillers municipaux et 14.002 chefs traditionnels se sont rendus aux urnes pour élire ceux qui devront siéger au sein de ces instances. Constitués en deux collèges électoraux, ils ont désigné 700 délégués de département et 200 représentants du commandement traditionnel. Une grande première aussi pour les chefs traditionnels qui voient ainsi leur rôle politique renforcé, eux qui ont fait preuve d'un engouement à s'inscrire dans ce mouvement avec plus de 110 listes concurrentes.

Le geste-surprise du Chef de l'Etat

Les dépositaires du pouvoir traditionnel et ancestral ont bénéficié d'un appui particulier du Chef de l'Etat, S.E. Paul BIYA, à travers un geste-surprise dont la portée et l'opportunité sont caractéristiques d'un homme toujours aussi prompt à lever les entraves susceptibles d'enrayer le fonctionnement harmonieux des institutions. Il s'agit d'une dotation financière octroyée de manière exceptionnelle pour combler le vide juridique en matière de financement public de la campagne électorale. Cette décision éclairée et équitable du Président de la République a été saluée par toutes les parties prenantes au scrutin, les bénéficiaires en premier. En tout cas, le geste du Président Paul BIYA confirme, une fois encore, l'importance qu'il accorde à ces auxiliaires de l'administration, représentants légaux de l'État en des circonstances bien définies, et qui assurent en outre un rôle irremplaçable de régulateur social.

La participation des formations politiques à ce scrutin historique a aussi été remarquable. L'on a dénombré quatorze partis concurrents ayant constitué 111 listes des représentants des départements pour concourir dans les 58 circonscriptions électorales du territoire national. La campagne électorale s'est déroulée du 21 novembre au 5 décembre 2020 dans le strict respect des mesures barrières de lutte contre le COVID-19.

La sécurité juridique de la décentralisation

Sur le plan juridique, après la promulgation de la loi 2019/024 du 24 décembre 2019 portant Code Général des Collectivités

those to sit on these bodies. Composed of two electoral colleges, they elected 700 divisional representatives and 200 representatives of traditional rulers. The election was a first of its kind also for traditional rulers whose political role was thus reinforced, and who were enthusiastic to be part of this movement by presenting more than 110 competing lists.

The Head of State's surprise gesture

The custodians of traditional and ancestral power received special support from the Head of State, H.E. Paul BIYA, through a surprise gesture, the scope and timeliness of which are the hallmarks of a man who is always so ready to remove obstacles likely to hamper the harmonious functioning of institutions. It consisted of a financial allocation granted on an exceptional basis to fill the legal void in terms of public financing of the electoral campaign. This enlightened and fair decision by the President of the Republic was welcomed by all the parties involved in the ballot, especially beneficiaries. In any case, the gesture by President Paul BIYA once again confirmed the importance he attaches to these auxiliaries of the administration, legal representatives of the State in well-defined circumstances who also play an irreplaceable role as social regulators.

The participation of political parties in this historic election was also remarkable. Fourteen parties presented 111 lists of divisional representatives to compete in the 58 electoral constituencies of the national territory. The electoral campaign took place from 21 November to 5 December 2020, in strict compliance with the COVID-19 protective measures.

Legal security of decentralization

On the legal front, following the enactment of Law No. 2019/24 of 24 December 2019 to institute the General Code of Regional and Local Authorities, a host of relevant implementing instruments were prepared or are being finalized to regulate the process. They include the decree of 18 May 2020 to lay down

Territoriales Décentralisées, une kyrielle de textes d'application y relatifs ont été élaborés ou sont en cours de finalisation pour encadrer le processus. Il s'agit, entre autres, de l'arrêté du 18 mai 2020 fixant les modalités de délivrance et les caractéristiques de la carte d'élu local, du décret du 13 juillet 2020 déterminant les caractéristiques des attributs et insignes des conseillers régionaux et municipaux, du décret du 2 septembre 2020 fixant le nombre de conseillers régionaux par département et par catégorie, de celui du 14 septembre 2020 portant organisation et fonctionnement de la Commission interministérielle de la coopération décentralisée, du décret du 4 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des services locaux, du décret du 3 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement du Conseil national de la décentralisation, etc. Les projets de texte en cours de finalisation concernent, notamment les transferts de compétences de certains ministères aux régions assortis de leurs cahiers des charges, la mise en place de la fonction publique territoriale, etc.

Un maillon essentiel de la gouvernance locale

Depuis l'accélération du processus de mise en oeuvre de la décentralisation, marquée par le transfert des compétences aux communes le 1^{er} janvier 2010, la question la plus poignante a toujours porté sur l'étendue des pouvoirs communaux sur les espaces publics de manière à porter une solidarité citoyenne et une légitimité opérationnelle dans l'administration locale. En outre, il s'avère que l'efficacité des mécanismes de dévolution des biens meubles et immeubles relevant du domaine privé de l'Etat découlera de la consistance des ressources financières concédées aux régions pour leur permettre d'être autonomes et d'asseoir leur légitimité sur des politiques de développement local, ainsi que l'aptitude des exécutifs régionaux à réaliser un mode de gestion crédible et consensuel. **La responsabilité des exécutifs régionaux est donc engagée pour que la politique des « Grandes Opportunités » du Chef de l'Etat se traduise par des améliorations concrètes dans la vie des populations de nos régions.**

issuing conditions and characteristics of the local elected representative's card, the decree of 13 July 2020 to determine the characteristics of the attributes and insignias of regional and municipal councillors, the decree of 2 September 2020 fixing the number of regional councillors per division and by category, the decree of 14 September 2020 relating to the organization and functioning of the Inter-ministerial Commission on Decentralized Cooperation, the decree of 4 November 2020 relating to the organization and functioning of local services and the decree of 3 November 2020 on the organization and functioning of the National Decentralization Board. The draft instruments currently being finalized concern, in particular, the transfer of powers from some ministries to the regions, together with their specifications, the establishment of the regional public service, etc.

A vital link in local governance

Since the acceleration of the decentralization implementation process marked by the transfer of powers to the municipalities on 1 January 2010, the most burning issue has always been the extent of the powers of councils over public spaces so as to ensure civic solidarity and operational legitimacy in local administration. In addition, it turned out that the effectiveness of the mechanisms for devolving movable and immovable property falling under the private property of the State will depend on the size of the financial resources granted to the regions to enable them to be autonomous and to establish their legitimacy on local development policies, as well as the ability of regional executives to implement a credible and consensual management method. **The responsibility of regional executives is therefore required for the Head of State's "Great Opportunities" policy to bring about concrete improvements in the lives of the populations of our regions.**

A special status was instituted in the North-West and South-West regions at the end of the Major National Dialogue and materialized in the General Code of Regional and Local Authorities. As a result, they will be administered freely by



Dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, un statut spécial a été institué à l'issue du Grand Dialogue National et matérialisé dans le Code Général des Collectivités Territoriales Décentralisées. Aussi, vont-elles s'administrer librement par des organes élus, dans les conditions fixées par la loi, à travers l'Assemblée Régionale et le Conseil Exécutif Régional. L'Assemblée Régionale, organe délibérant, exerce l'ensemble des attributions dévolues aux conseils régionaux par la législation en vigueur. Cette Assemblée Régionale est également composée de quatre-vingt-dix (90) conseillers régionaux, dont le mandat est de cinq ans. Elle comprend deux chambres, la House of Divisional Representatives et la House of Chiefs.

Du coup, la région, dans son ensemble, va effectivement recouvrer sa mission originelle de catalyseur du progrès économique et social, et contribuer au développement harmonieux, équilibré, solidaire et durable de son territoire, en tant que maillon essentiel de la gouvernance locale. C'est ainsi que, de par ses délibérations, le Conseil Régional



elected bodies, under conditions laid down by law, through the Regional Assembly and the Regional Executive Council. The Regional Assembly, a deliberative body, exercises all the powers devolved to the regional councils by the laws in force. The Regional Assembly is also composed of ninety (90) regional councillors elected for a five-year term of office. It comprises two houses, the House of Divisional Representatives and the House of Chiefs.

Therefore, the region, as a whole, will effectively revert to its original duty as catalyst for economic and social progress, and contribute to the harmonious, balanced, inclusive and sustainable development of its territory as a vital link in local governance. Thus, the Regional Council or the Regional Assembly will, through its deliberations, regulate the affairs of the region, while ensuring the protection of the interests of the indigenous population and minority groups,

ou l'Assemblée Régionale, va régler les affaires de la région, tout en assurant la représentation des intérêts de la population autochtone, des minorités et la prise en compte des questions liées au genre. En effet, **nul ne doit perdre de vue la logique du Chef de l'Etat, qui appréhende la décentralisation comme un outil de gouvernance et de développement local correspondant aux spécificités d'un pays aux multiples variétés et aux complexités sociologiques particulières comme le Cameroun.** Ses objectifs consistent donc à renforcer les pouvoirs des acteurs locaux en vue d'assurer un meilleur équilibre des politiques de développement sur l'ensemble du territoire ; favoriser une démocratie de proximité en impliquant les citoyens dans la gestion des affaires locales ; privilégier l'échelon local pour tenir compte des besoins de la population et améliorer leur niveau de vie ; responsabiliser les élus locaux, de même que les populations, sur la base du principe de participation. Le comprendre est important pour avoir la mesure des changements significatifs qu'apporte la région.

and the mainstreaming of gender issues. Indeed, **we must all bear in mind the logic of the Head of State, who construes decentralization as a governance and local development tool that corresponds to the specificities of a country with many varieties and unique sociological complexities like Cameroon.** Its goals are therefore to reinforce the powers of local actors in order to ensure more balanced development policies nationwide, promote local democracy by involving citizens in the management of local affairs, prioritize management at the local level to take into account the needs of the population and improve their standard of living, empower local elected officials and the population, based on the principle of participation. It is important to understand this in order to fathom the significant changes that the region will bring.



Cap irréversible vers l'émergence

En définitive, la Constitution du 16 janvier 1996, les lois de 2004 sur la décentralisation, le début effectif du transfert des compétences et des ressources amorcé en janvier 2010, la création du Ministère la Décentralisation et du Développement Local..., ont constitué des étapes marquantes de la réforme des institutions qui engage le Cameroun dans une nouvelle ère. Depuis 2018, l'on note une accélération des consultations électorales dans l'optique d'un parachèvement des institutions prévues par la Loi fondamentale avec l'élection présidentielle, les sénatoriales, les élections législatives et municipales et enfin les élections régionales. Tout cela traduit une volonté politique méthodique et rationnelle du Chef de l'Etat dans la mise en œuvre progressive et maîtrisée, mais irréversible des réformes institutionnelles qui transforment le paysage politique économique et social, permettant ainsi de conduire le Cameroun vers l'émergence, dans la démocratie, la paix et l'unité.

Le Chef de l'Etat s'y était par ailleurs engagé. Le pari a largement été tenu. La mise en place des exécutifs régionaux coïncide ainsi avec le transfert des compétences aux régions, en concomitance avec les ressources nécessaires à l'entrée en service et au fonctionnement de leurs organes. C'est dans cette logique que le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, a prescrit, bien avant la tenue du scrutin du 6 décembre 2020, le parachèvement du Compte unique du Trésor ainsi que de la fonction publique locale pour permettre auxdits organes de fonctionner en harmonie avec la dotation générale de la décentralisation qui représente une fraction des recettes de l'Etat.

Cette ultime étape de mise en œuvre du processus de décentralisation s'inscrit également en droite ligne à des recommandations du Grand Dialogue National. Elle est donc porteuse d'espoir pour un développement accru, à partir de l'échelon local, mais davantage de retour à la paix dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. ■

Irreversible progress towards emergence

Ultimately, the 16 January 1996 Constitution, the 2004 laws on decentralization, the effective start of transfer of powers and resources initiated in January 2010, the setting up of the Ministry of Decentralization and Local Development, etc. are key steps in the institutional reform which ushers Cameroon into a new era. Since 2018, elections have been held in quick succession with a view to completing the setting up of the institutions provided for by the Constitution. They include the presidential election, the senatorial elections, the legislative and municipal elections and, lastly, the regional elections. All of this reflects the methodical and rational political will of the Head of State in the gradual and controlled, but irreversible, implementation of the institutional reforms which transform the political, economic and social landscape, thus placing Cameroon on the path towards emergence, in democracy, peace and unity.

Moreover, the Head of State had given his word. The challenge has largely been met. The establishment of regional executives thus coincides with the transfer of powers to the regions, alongside the resources required for the setting up and functioning of their organs. It is in this connection that, well ahead of the holding of the 6 December 2020 election, the Prime Minister, Head of Government, instructed the completion of the single treasury account and the local public service to allow the said bodies to function harmoniously with the overall allocation for decentralization which represents a fraction of State revenue.

This final phase in the implementation of the decentralization process is also in line with the recommendations of the Major National Dialogue. It therefore brings hope for increased development from the local level, but especially for a return to peace in the North-West and South-West regions. ■



Etat de droit et droits de l'homme. Une œuvre éloquente

Rule of Law and Human Rights: A Telling Achievement

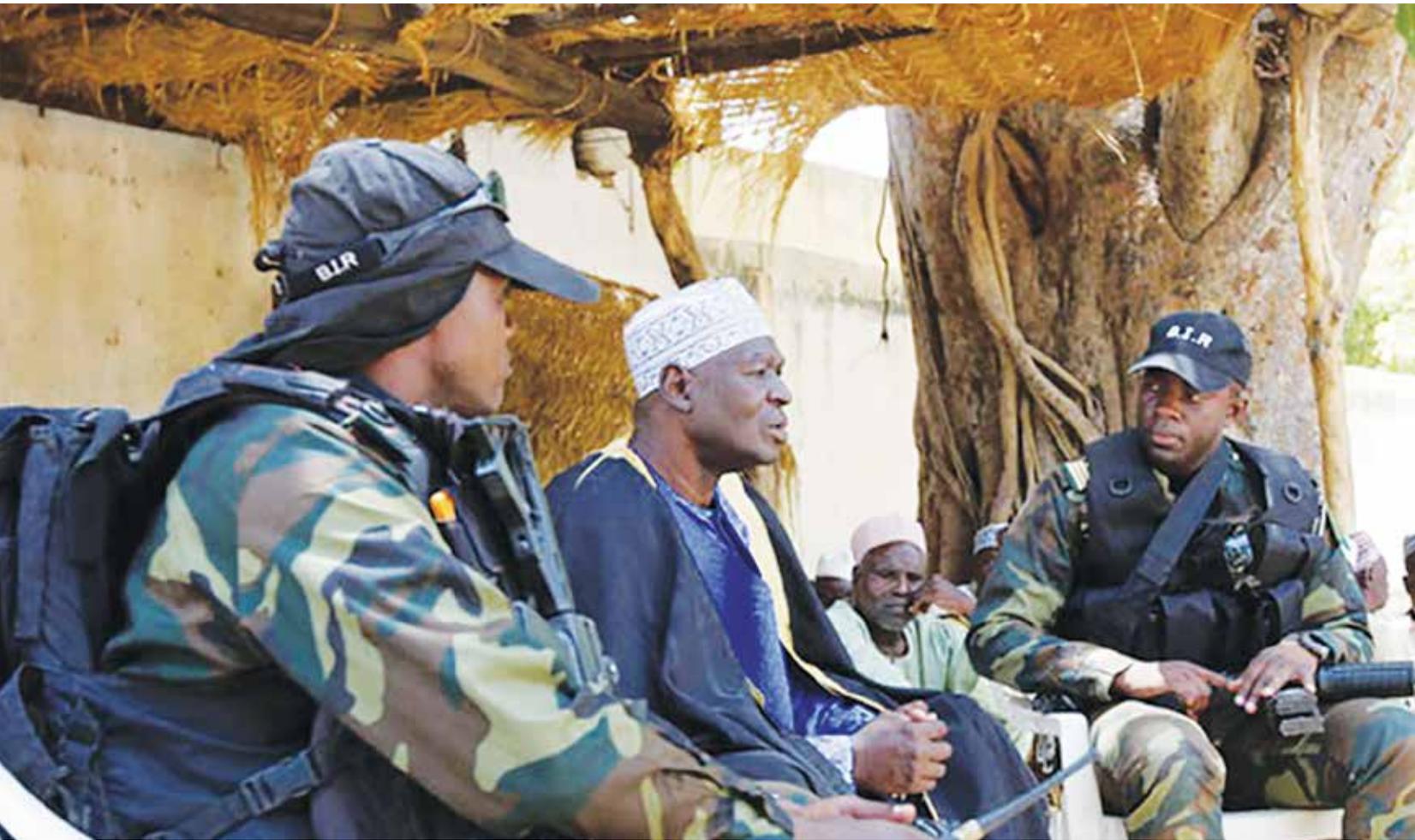
Dans l'allocution qu'il a prononcée à l'occasion du triomphe de la 37^{ème} promotion de l'Ecole Militaire Interarmées (EMIA) de Yaoundé, le 24 janvier 2020, le Président de la République, Chef des Forces Armées, S. E. Paul BIYA, s'est adressé aux forces de défense et de sécurité en ces termes : « *En accomplissant vos missions, vous vous devez de respecter les droits humains* ». Cette prescription, formulée à l'endroit des corps dépositaires de la violence d'Etat vaut a fortiori pour toutes les autres structures de l'Etat. Elle vaut donc pour la société tout entière, aussi bien en ce qui concerne les droits de l'homme que pour l'Etat de droit, étant entendu que l'Etat de droit fait partie intégrante des droits de l'homme, autant que les droits de l'homme font partie de la dimension substantielle du concept contemporain de l'Etat de droit.

In his speech on the occasion of the triumph of the 37th batch of the Yaounde Combined Services Military Academy (EMIA) on 24 January 2020, the President of the Republic, Head of the Armed Forces, H.E. Paul BIYA, addressed the Defence and Security Forces as follows: *"...in performing your duties, you must respect human rights"*. This prescription to the corps vested with powers of State violence is valid a fortiori for all other State entities. It therefore applies to society as a whole, as regards human rights and the rule of law, given that the rule of law is an integral part of human rights, just as human rights are part of the substantive dimension of the contemporary concept of the rule of law.

Il ne s'agit pas de vains mots, car en l'espace de cinq mois, entre les mois d'avril et de septembre 2020, le Chef de l'État est passé de la parole aux actes. D'abord, dans un communiqué rendu public le 21 avril 2020, le Ministre d'État, Secrétaire Général de la Présidence de la République, a rendu publics les résultats de l'enquête mixte ordonnée par le Président de la République sur les meurtres présumés de civils dans la localité de Ngarbuh, arrondissement de Ndu, département du Donga-Mantung, région du Nord-Ouest, dans la nuit du 13 au 14 février 2020. A la suite de cette enquête, le Chef de l'État a ordonné l'ouverture d'une procédure disciplinaire contre tous les militaires incriminés, l'arrestation de trois d'entre eux ainsi que de dix membres du comité de vigilance local également coupables d'exactions dans cette affaire, afin que justice puisse être rendue aux victimes.

These are not empty words, because in the space of five months, between April and September 2020, the Head of State has moved from words into action. First, in a press release issued on 21 April 2020, the Minister of State, Secretary-General of the Presidency of the Republic, made public the findings of the joint investigation ordered by the President of the Republic into the alleged murders of civilians in the locality of Ngarbuh, Ndu Subdivision, Donga-Mantung Division, North-West Region, on the night of 13 to 14 February 2020. Following the investigation, the Head of State ordered the opening of a disciplinary procedure against all the accused soldiers, the arrest of three of them as well as ten members of the local vigilante committee who were also guilty of abuses in the case, so that justice can be done to the victims.





Ensuite, le 5 juin 2020, l'Ambassadeur de France au Cameroun, Christophe Guilhou, a annoncé au sortir d'une audience avec le Président de la République que le Chef de l'État a ordonné une enquête pour déterminer les circonstances exactes de la mort du journaliste Samuel Wazzi, arrêté pour faits de terrorisme. Dans le cadre de son information interne sur cette affaire, la Commission nationale des Droits de l'homme et des libertés (CNDHL) a été prévenue par voie officielle que les résultats des recherches ont été transmis à leur commanditaire.

Enfin, le 21 septembre 2020, quatre militaires camerounais ont été condamnés à dix ans de prison ferme et un autre à deux ans par le Tribunal militaire de Yaoundé, pour l'« *assassinat* » en 2015 de deux femmes et de leurs deux enfants dans la Région de l'Extrême-Nord.

Then, on 5 June 2020, the Ambassador of France to Cameroon, Christophe Guilhou, announced at the end of an audience with the President of the Republic that the Head of State had ordered an investigation to determine the exact circumstances of the death of journalist Samuel Wazizi, arrested on terrorism charges. As part of its internal intelligence on this case, the National Commission for Human Rights and Freedoms (NCHRF) was officially notified that the findings of the investigation have been sent to the appropriate quarters.

Lastly, on 21 September 2020, four Cameroonian soldiers were sentenced to ten years in prison and another to two years by the Yaounde Military Tribunal, for "assassination" of two women and their two children in the Far-North Region, in 2015.

Avec ces sanctions qui ne constituent que la partie émergée de l'iceberg, le Président Paul BIYA a administré la preuve que les atteintes aux droits de l'homme sont juridiquement sanctionnées au Cameroun. Tous les corps de l'Etat sont assujettis à la règle de droit, les responsables civils ou militaires ne sont ni au-dessus du droit, ni au-dessus des lois, qu'ils ne peuvent transgresser impunément. C'est, en effet, la triple idée de l'encadrement de l'action de l'État par le droit, de l'usage uniquement des moyens autorisés par le droit et du respect des droits et libertés du citoyen qui est au cœur de la définition de l'État de droit.

Même l'une des préoccupations principales du Président Paul BIYA qui est « *la protection de la santé de (ses) compatriotes par ces temps de COVID-19* » se fait dans le respect des lois et règlements de la République. C'est ce qui explique la mise en place formelle d'un Fonds spécial de solidarité dédié à la lutte contre le coronavirus et le rejet corrélatif des initiatives égoïstes en marge du cadre institutionnel.

L'action du Président de la République en faveur de l'État de droit s'est aussi traduite par l'adoption et la promulgation subséquente de la loi du 24 décembre 2019 portant promotion des langues officielles au Cameroun. Elle impose la publication simultanée des documents officiels en français et en anglais. Une manière de renforcer l'application de l'alinéa 3 de l'article 1^{er} de la Constitution aux termes duquel la « *République du Cameroun adopte l'anglais et le français comme langues officielles d'égale valeur. Elle garantit la promotion du bilinguisme sur toute l'étendue du territoire* ».

C'est le lieu de faire l'éloge de la fermeté mesurée avec laquelle le Président Paul BIYA a fait et continue de faire barrage à toutes les entreprises insurrectionnelles dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, ainsi qu'aux appels insurrectionnels qui tentent d'altérer le processus démocratique dans le pays.

Renforcement du dispositif normatif

L'engagement spécifique du Chef de l'Etat en faveur des « droits de l'homme » - expression préférable à celle de « droits humains », à celle de « droits fondamentaux » et à celle de

With such sanctions which are only the tip of the iceberg, President Paul BIYA has proven that human rights abuses are legally sanctioned in Cameroon. All corps of the State are liable to the rule of law. Civilian or military officials are not above the law, which they cannot transgress with impunity. It is, in fact, the triple idea of basing State action on the law, of using only the means authorized by law and respecting the rights and freedoms of the citizen who is at the centre of definition of the rule of law.

Even one of the main concerns of President Paul BIYA which is "protecting the health of (his) compatriots in these times of COVID-19" is achieved in compliance with the laws and regulations of the Republic. This explains the formal establishment of a special solidarity fund dedicated to combat the coronavirus and the consequential rejection of selfish initiatives outside the institutional framework.

The President of the Republic's action in favour of the rule of law has also resulted in the adoption and subsequent enactment of the law of 24 December 2019 on the promotion of official languages in Cameroon. It requires the simultaneous publication of official documents in English and French, one way of strengthening the implementation of Section 1(3) of the Constitution which stipulates that "The official languages of the Republic of Cameroon shall be English and French, both languages having the same status. The State shall guarantee the promotion of bilingualism throughout the country".

This is the place to praise the measured firmness with which President Paul BIYA has and continues to block all insurrectionary enterprises in the North-West and South-West Regions, as well as calls for insurgency which try to alter the democratic process in the country.

Strengthening the normative mechanism

The Head of State's specific commitment towards "human rights" - an expression preferable to that of "fundamental rights" and to that of "rights of the human person" due to its historical and philosophical consideration - also materialized in 2020 with the strengthening of the normative



« droits de la personne humaine » en raison de sa charge historique et philosophique - s'est aussi concrétisé en 2020 avec le renforcement du dispositif normatif et institutionnel relatif aux droits de l'homme. Cela s'est opéré à travers la conclusion, la ratification ou l'adhésion de 14 traités et accords, et la promulgation de huit lois ainsi que la signature de 38 décrets ayant des effets sur un grand nombre de champs des droits de l'homme au Cameroun, qu'il s'agisse des droits de l'enfant, du droit à l'alimentation, du droit à l'éducation, du droit des personnes handicapées, du droit à l'information, du droit à la liberté de culte, des droits des personnes détenues, du droit à la protection de la santé, du droit à la participation politique et à la gestion des affaires publiques, du droit au travail et à la sécurité sociale, du droit à un environnement sain et à la protection de la biodiversité, de la liberté de communication, de la liberté

and institutional human rights mechanism, which took place with the conclusion, ratification or accession to 14 treaties and agreements, and the enactment of eight laws as well as the signing of 38 decrees having effects on a large number of human rights fields in Cameroon, be it children's rights, the right to food, the right to education, the right of people with disabilities, the right to information, the right to freedom of religion, the rights of detained persons, the right to health protection, the right to political participation and the management of public affairs, the right to work and to social security, the right to a healthy environment and the protection of biodiversity, freedom of communication, freedom of association, the right to development or the right to culture and... to leisure.

The jurist by training and the legalist by

d'association, du droit au développement ou du droit à la culture et... aux loisirs.

Le juriste de formation et le légaliste de conviction qui dirige le Cameroun a, en outre, fait prendre deux arrêtés par le Premier Ministre, Chef du Gouvernement. Le premier est relatif au cadre organique de la mise en œuvre du Plan présidentiel de reconstruction et de développement des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Le second porte création et organisation des centres spéciaux de prise en charge des patients atteints de COVID-19.

Le Président Paul BIYA se montre particulièrement attentif au respect du droit à la vie et du droit à l'éducation, d'où son indignation après « *le meurtre d'un jeune professeur de mathématiques par un de ses élèves* », qu'il a qualifié d'« *acte à peine croyable* » dans son message à la jeunesse du 10 février 2020. À cette occasion, l'homme d'État conceptuel qui dirige le Cameroun a formulé un commandement explicite à la jeunesse : « *je vous demande (...) de réfléchir à ce qui s'est passé, d'en mesurer la gravité et de prendre l'engagement de ne plus jamais commettre de tels actes* ».

Il n'est pas inutile de souligner que, dans le cadre du respect du droit à la participation politique et à la gestion des affaires publiques et des droits électoraux des citoyens, le Chef de l'État a parachevé la mise en place des institutions prévues par la Constitution du 18 janvier 1996 en organisant les élections régionales, le 6 décembre 2020. Les nouveaux organes des régions vont exercer sous l'empire de la loi du 24 décembre 2019 portant Code général des collectivités territoriales décentralisées.

Ajoutons que l'une des catégories des droits les mieux respectés par l'État au Cameroun en 2020, ce sont les droits électoraux et de participation politique, à l'occasion du double scrutin des législatives et des municipales du 9 février et des élections régionales du 6 décembre. À cette occasion, par l'action directe ou sous l'impulsion du Chef de l'État, le droit à la démocratie, le droit à des élections libres, le droit de se porter candidat, le droit d'élire et d'être élu, le droit au recours effectif et satisfaisant en cas d'allégation de fraude électorale ont été scrupuleusement respectés.

conviction who heads Cameroon has, moreover, made the Prime Minister, Head of Government, to sign two orders. The first relates to the organic framework for implementation of the Presidential Plan for Reconstruction and Development of the North-West and South-West Regions. The second involves the setting-up and organization of special care centres for COVID-19 patients.

President Paul BIYA pays special attention to respect for the right to life and the right to education, hence his outrage after "*the murder of a young mathematics teacher by one of his students*", which he described as "an incredible act" in his message to the youth on 10 February 2020. On that occasion, the conceptual statesman who leads Cameroon gave an explicit commandment to the youth: "*I [...] urge you to reflect on what has happened, to ponder its gravity and to resolve to never again commit such acts*".

It is worth noting that, within the context of respect for the right to political participation and the management of public affairs and the electoral rights of citizens, the Head of State has completed the setting-up of the institutions provided for by the 18 January 1996 Constitution by organizing regional elections on 6 December 2020. The new regional bodies will function under the Law of 24 December 2019 to institute the General Code of Regional and Local Authorities.

It is also worthy to note that one of the categories of rights most respected by the State of Cameroon in 2020, are the electoral and political participation rights, during the twin legislative and municipal elections of 9 February and the regional elections of 6 December. On this occasion, by direct action or at the instigation of the Head of State, the right to democracy, the right to free elections, the right to stand as a candidate, the right to vote and to be voted, the right to an effective and satisfactory remedy in the event of alleged electoral fraud were scrupulously respected.

But as Philippe Beaussant of the Académie française pointed out, "we had freedom, democracy, human rights, and we forgot responsibility". A way of recalling an old largely

Mais comme le fait remarquer Philippe Beaussant de l'Académie française, « *on avait la liberté, la démocratie, les droits de l'homme, et on a oublié la responsabilité.* » Une manière de rappeler un vieil adage latin, largement méconnu : *ubi jus, ibi onus*. Traduction : *Là où il y a un droit, là aussi il y a une obligation.* Afin d'illustrer cet adage dans le contexte de surenchère où certains droits de l'homme sont présentés comme des dogmes absolus et où les libertés frisent l'anarchisme, aussi bien dans les réseaux sociaux qu'en dehors de ceux-ci, il n'est pas inutile de souligner, un aspect du préambule de la Constitution du 18 janvier 1996 ainsi que quelques articles de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples ouverte à la signature le 27 juin 1981 et entrée en vigueur le 21 octobre 1986.

« *La liberté et la sécurité sont garanties à chaque individu dans le respect des droits d'autrui et de l'intérêt supérieur de l'Etat* » (la Constitution).

La Charte africaine,

Article 27 (1). Chaque individu a des devoirs envers la famille et la société, envers l'État et les autres collectivités légalement reconnues et envers la communauté internationale.

(2). Les droits et les libertés de chaque personne s'exercent dans *le respect du droit d'autrui, de la sécurité collective, de la morale et de l'intérêt commun.*

Article 28. Chaque individu a le devoir de respecter et de considérer ses semblables sans discrimination aucune, et d'entretenir avec eux des relations qui permettent de promouvoir, de sauvegarder et de renforcer le respect et la tolérance réciproques.

Article 29. L'individu a en outre le devoir : *...de ne pas compromettre la sécurité de l'Etat dont il est national ou résident; de préserver et de renforcer la solidarité sociale et nationale, singulièrement lorsque celle-ci est menacée; de préserver et de renforcer l'indépendance nationale et l'intégrité territoriale de la patrie et, d'une façon générale, de contribuer à la défense de son pays, dans les conditions fixées par la loi* ».

Dans le même élan, la Déclaration américaine

unknown Latin saying: "ubi jus, ibi onus", meaning "where there is a right, there is also an obligation". In order to illustrate this saying in the context of overbidding where certain human rights are presented as absolute dogmas and where freedoms border on anarchism, both in and out of social networks, it is worth underscoring an aspect of the preamble to the Constitution of 18 January 1996 as well as some articles of the African Charter on Human and Peoples' Rights which was signed on 27 June 1981 and entered into force on 21 October 1986.

"Freedom and security shall be guaranteed to each individual, subject to respect for the rights of others and the higher interests of the State" (the Constitution).

The African Charter:

Article 27: (1) Every individual shall have duties towards his family and society, the State and other legally recognized communities and the international community.

(2) The rights and freedoms of each individual shall be exercised with due regard to the rights of others, collective security, morality and common interest.

Article 28: Every individual shall have the duty to respect and consider his fellow beings without discrimination, and to maintain relations aimed at promoting, safeguarding and reinforcing mutual respect and tolerance.

Article 29: The individual shall also have the duty: ... not to compromise the security of the State whose national or resident he is; to preserve and strengthen social and national solidarity, particularly when the latter is threatened; to preserve and strengthen the national independence and the territorial integrity of his country and to contribute to its defense in accordance with the law".

In the same vein, the 1948 American Declaration of the Rights and Duties of Man enshrines, in its preamble, the complementarity between rights and duties, when it stipulates that "The fulfilment of duty by each individual is a prerequisite for the rights of all. Rights and duties are interrelated



des droits et des devoirs de l'homme de 1948 consacre, dès son préambule, la complémentarité entre droits et devoirs, lorsqu'elle stipule que « *l'accomplissement du devoir de chacun est une condition préalable au droit de tous. Droits et devoirs se complètent corrélativement, dans toutes les activités sociales et politiques de l'homme. Si les droits exaltent la liberté individuelle, les devoirs expriment la dignité de cette liberté* » (paragraphe 2). Ces devoirs sont détaillés dans les articles 29 à 38 de cet instrument interrégional. Plus récemment, le paragraphe 6 du préambule de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne adoptée le 7 décembre 2000 pose, de manière encore plus saturante, que « *la jouissance de ces droits entraîne des responsabilités et des devoirs tant à l'égard d'autrui qu'à l'égard de la communauté humaine et des générations futures* ».

in every social and political activity of man. While rights exalt individual liberty, duties express the dignity of that liberty”(Paragraph 2). These duties are detailed in Articles 29 to 38 of this interregional instrument. More recently, paragraph 6 of the preamble to the Charter of Fundamental Rights of the European Union adopted on 7 December 2000 states, even more emphatically, that “enjoyment of these rights entails responsibilities and duties with regard to other persons, to the human community and to future generations”.

In addition to the duties imposed on all beneficiaries of human rights - themselves debtors of certain human rights -, it is important to recall that while guaranteed rights must be respected by all, they are not absolute values. The Constitution of Cameroon thus subjects the exercise of human rights to the higher interests of the State in a wording worthy to be reproduced:

En plus des devoirs imposés à tous les bénéficiaires des droits de l'homme – eux-mêmes débiteurs de certains droits de l'homme –, il importe de rappeler que les droits garantis, s'ils doivent être respectés par tous, ne constituent pas des valeurs absolues. La Constitution du Cameroun subordonne ainsi l'exercice des droits de l'homme à l'intérêt supérieur de l'État dans une formule qui mérite d'être reproduite : « *la liberté et la sécurité sont garanties à chaque individu dans le respect des droits d'autrui et de l'intérêt supérieur de l'État* ». À l'échelle régionale, l'alinéa 2 de l'article 27 de la Charte africaine des Droits de l'homme et des peuples rappelle à l'unisson que « *les droits et les libertés de chaque personne s'exercent dans le respect du droit d'autrui, de la sécurité collective, de la morale et de l'intérêt commun.* » Un intérêt commun qui commande le respect des autorités démocratiquement élues et le respect de l'honneur du pays.

Une tâche de longue haleine

Ainsi que l'a relevé Didier Burkhalter, alors Président de la Confédération Helvétique, la promotion et la protection des droits de l'homme, idéaux jamais entièrement réalisés dans aucun pays au monde, à l'échelle régionale ou au plan international, est « *une tâche de longue haleine, qui requiert des efforts sans cesse renouvelés* ». C'est ce à quoi le Président de la République, S.E. Paul BIYA s'attèle sans relâche. Pendant la cérémonie de présentation des vœux du corps diplomatique accrédité à Yaoundé le 9 janvier 2020, le Chef de l'Etat a encore plaidé pour l'avènement de « *l'acte II de la mondialisation* », qui renvoie à « *une mondialisation où l'homme et son environnement sont au cœur de toute activité économique* ». Cette exhortation atteste que le Président Paul BIYA, fervent adepte de la décrispation, n'est pas seulement préoccupé par les droits civils et politiques, mais aussi par le respect des droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux des populations dont il faut renforcer la justiciabilité.

C'est dans cet esprit que la Commission nationale des Droits de l'homme et des libertés observe que **si l'œuvre accomplie par le Président Paul BIYA dans le domaine de**

“freedom and security shall be guaranteed to each individual, subject to respect for the rights of others and the higher interests of the State”. At regional level, Article 27(2) of the African Charter on Human and Peoples' Rights recalls in unison that “the rights and freedoms of each individual shall be exercised with due regard to the rights of others, collective security, morality and common interest”. A common interest which commands respect for the democratically elected authorities and respect for the honour of the country.

A long-term task

As Didier Burkhalter, then President of the Swiss Confederation, noted, human rights promotion and protection, ideals that are never fully achieved in any country in the world, regionally or internationally, is “a long-term task, which requires constantly renewed efforts”. This is what the President of the Republic, H.E. Paul BIYA, is tirelessly striving to achieve. During the presentation of New Year wishes by the diplomatic corps accredited to Yaounde on 9 January 2020, the Head of State again pleaded for the advent of “Act II of globalization” which refers to “globalization that places man and his environment at the centre of any economic activity”. This appeal testifies that President Paul BIYA, a fervent follower of easing of tension, is not only concerned about civil and political rights, but also about respect for the economic, social, cultural and environmental rights of the populations whose justiciability must be strengthened.





l'État de droit et des droits de l'homme en 2020 est éloquent, la tâche demeure considérable, entre la criminalisation des exactions sur la personne humaine commises dans les théâtres de conflits, la prévention de la torture et des traitements inhumains et dégradants, notamment dans certains lieux de privation de liberté, le droit au domicile des déplacés internes, le renforcement du droit à un procès équitable, la signature des décrets d'application d'une dizaine de lois ayant une incidence sur les droits de l'homme, la ratification ou l'adhésion à quelque 72 conventions internationales relatives aux droits de l'homme (dont 56 conventions de l'Organisation internationale du Travail), ainsi que la poursuite de la recherche des solutions imaginatives pour mettre définitivement un terme aux incursions de Boko Haram dans une partie de la région de l'Extrême-Nord, autant qu'à la situation qui prévaut dans les régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest. La situation de ces trois régions est, en effet, à l'origine des plus énormes violations des droits de l'homme au Cameroun depuis plus de quatre ans. Des violations aggravées par la pandémie du nouveau coronavirus, ici comme ailleurs. ■

It is in this spirit that the National Commission for Human Rights and Freedoms noted that although **the work accomplished by President Paul BIYA in the field of the rule of law and human rights in 2020 speaks volumes**, there is still much to be done, between the criminalization of abuses against the human person perpetrated in theatres of conflict, the prevention of torture and inhumane and degrading treatment, in particular in certain places of deprivation of liberty, the right to a home for internally displaced persons, strengthening of the right to fair trial, the signing of implementing decrees for about ten laws having an impact on human rights, the ratification or accession to about 72 international conventions on human rights (including 56 conventions of the International Labour Organization), as well as further search for imaginative solutions to put an end permanently to the Boko Haram incursions in parts of the Far North Region, as well as to the prevailing situation in the North-West and South-West Regions. In fact, the situation in these three regions is the source of most numerous human rights violations in Cameroon for more than four years, violations compounded by the new coronavirus pandemic, here as elsewhere. ■



Apaisement dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. Une constante préoccupation

Resolving the Crisis in the North-West and South-West: A Constant Preoccupation of President Paul BIYA

« Depuis la survenance de cette crise, je n'ai ménagé aucun effort, avec l'aide de Camerounaises et de Camerounais de bonne volonté, pour rechercher les voies et moyens d'une résolution pacifique de celle-ci. » (Paul BIYA, message à la nation, le 10 septembre 2019).

Les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest font face, depuis quatre ans, à une crise sans précédent dans l'histoire du Cameroun, et qui affecte, directement ou indirectement, l'ensemble du pays. Elle a commencé par des revendications corporatistes des enseignants et des avocats d'expression anglaise, avant de se muer en une crise sociopolitique aux relents sécessionnistes. Homme de paix et de dialogue, le Président de la République, S.E. Paul BIYA, a aussitôt instruit le Gouvernement d'engager des négociations avec les syndicats grévistes pour trouver des solutions aux réclamations susceptibles d'être légitimes. Ces négociations ont été conduites à Bamenda par le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Philémon Yang. Seulement, le mouvement d'humeur d'origine s'est trouvé infiltré par des positions se réclamant du courant sécessionniste. Ainsi, les discussions ont achoppé sur des divergences sur le vivre ensemble et l'unité nationale, voire la forme de l'Etat, reconnu comme Un et Indivisible par la Constitution. Le Chef de l'État, garant de l'unité et de l'intégrité territoriale, a exigé que le dialogue se déroule exclusivement dans un cadre légal et républicain. Face à la fermeté et l'argumentaire cohérent du Gouvernement, les insurgés ont instauré un climat de terreur dans le but de contraindre les populations à adhérer à leur projet de partition du Cameroun. L'Etat, détenteur du monopole de la force légitime, se devait de prendre ses responsabilités pour rétablir l'ordre.

Since the outbreak of this crisis, I have spared no effort, with the help of Cameroonians of good will, in seeking ways and means for its peaceful resolution. (Paul BIYA, 10 September, 2019).

For the past 4 years (2016-2020), the North West and South West Regions have known an unprecedented crisis in the history of Cameroon. What began as legitimate demands of teachers and lawyers in the restoration of what they termed the Anglo-Saxon educational and Common Law systems was quickly hijacked by secessionist-separatists calling for a total and complete independence of the North West and South West Regions of the country. On the instructions of President Paul BIYA, negotiations with Teachers and Lawyers Trade Unions in Bamenda led by Former Prime Minister, Philemon YANG and his Director of Cabinet Paul GOGHOMO resolved all the worries of teachers and lawyers to the satisfaction of the corporate educational and legal professions but for what unfortunately turned out (and this after the infiltration of the negotiation by secessionists) to be negotiations on the form of the state which the "GOGHOMO Commission" could not handle. Yet, the Head of State, as father of the Nation, custodian of its Unity in diversity, opened consultations, negotiations and dialogue for total and complete return to peace and normalcy in these regions in particular and Cameroon at large.



Les engagements du 6 novembre 2018

Dans son discours inaugural du septennat, le 6 novembre 2018, devant la représentation nationale, le Président Paul BIYA, plébiscité par le peuple camerounais lors du scrutin du 7 octobre, a fermement condamné les violences sur les populations civiles innocentes, ainsi que les manœuvres visant à porter atteinte à l'intégrité du pays : « *...des forces négatives ont cru pouvoir profiter de revendications d'ordre corporatiste pour essayer de mettre en œuvre un projet de sécession. Il s'en est suivi une succession d'actes de violence terroriste auxquels le Gouvernement a répondu en prenant des mesures nécessaires pour préserver l'ordre public, ainsi que la sécurité des citoyens et de leurs biens* ».

En signe d'apaisement, le Chef de l'Etat a adressé une offre de paix à ceux qui ont pris le maquis, les invitant à déposer les armes et à rejoindre les Centres de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR) créés pour la circonstance, où chacun pourra se préparer à reprendre une vie normale. Par ce geste, le Président Paul BIYA réaffirme sa détermination à mettre fin à la crise par des solutions pérennes et conciliantes dans le cadre des institutions républicaines pour préserver la stabilité de l'Etat. Il déclare, à cet effet : « *... je me suis attentivement penché sur les frustrations et les aspirations de la grande majorité de nos compatriotes du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Un bon nombre de réponses à ces préoccupations et à ces aspirations sera apporté dans le cadre de l'accélération du processus de décentralisation en cours. Dans les meilleurs délais possibles, des mesures seront prises pour élargir le champ de compétences des collectivités territoriales afin de leur donner les moyens d'une plus grande autonomie.* »

Ainsi, le Président de la République n'a cessé de multiplier les initiatives en faveur du retour à la normale. Il convient de rappeler à cet égard qu'à la suite des discussions avec les syndicats grévistes des enseignants et des avocats, le Gouvernement a répondu à toutes leurs revendications, y compris celles qui n'avaient

November 6, 2018: Investiture Commitments

The president's penchant for peace to return in the North West and South West regions is rooted in his inaugural speech of 6 November 2018 at the National Assembly, before God and before man. In strong terms, President Paul BIYA condemned the acts of atrocity perpetrated by secessionists' ambitions which undermine the "indivisible" nature of the Republic. He stated unequivocally that:

...in the North-West and South-West Regions, negative forces thought they could take advantage of socio-professional grievances to try to roll out a secessionist agenda. This was followed by successive acts of terrorist violence to which the Government responded by taking the necessary measures to ensure public law and order, as well as the safety of people and their property.

These measures involved protecting the lives and property, dignity and liberty of the peoples of the restive Regions who had become victims of the secessionists. However, in his fatherly disposition and statesmanship, the Head of State, while remaining firm and resolute, went further to announce far-reaching measures aimed at meeting the aspirations of the populations of these two regions and creating conditions conducive to stability and security.

"...I deeply reflected over the frustrations and aspirations of the vast majority of our compatriots in the North-West and South-West Regions. A good number of these concerns and aspirations will be addressed as part of current efforts to accelerate the decentralization process. Measures will be taken as soon as possible to broaden the powers of local authorities in order to provide them with the means for greater autonomy."

All presidential actions and decisions have been tailored towards meeting the high aspirations of the citizens of the South West and North West regions. The Head of State has left no stone unturned in the search for perennial solutions to the crisis. The measures taken by government after the Bamenda Negotiations

Resolving the Crisis in the North-West and South-West: A Constant Preoccupation of President Paul BIYA

pas été expressément posées. Sans être exhaustif, on peut citer pêle-mêle : la traduction en langue anglaise des actes uniformes OHADA, la création d'une section de la *Common Law* à la Cour Suprême ; le recrutement des auditeurs de justice et de greffiers anglophones à l'École Nationale d'Administration et de Magistrature (ENAM) dont les premières promotions sont opérationnelles à ce jour ; le recrutement spécial d'enseignants bilingues dans les lycées et collèges ; l'arrêt des procédures judiciaires contre près de 300 personnes poursuivies pour des troubles à l'ordre public et autres crimes de droit commun ; la création de la Commission Nationale pour la Promotion du Bilinguisme et du Multiculturalisme ; la création du Ministère de la Décentralisation et du Développement Local ; le lancement d'un Plan d'assistance humanitaire en faveur des populations déplacées ou affectées par cette crise, ainsi que la mise en place du Plan présidentiel pour la reconstruction et le développement de ces deux régions.

Malgré ces efforts singuliers, les sécessionnistes et leurs commanditaires de l'intérieur du pays et/ou résidant à l'étranger, ont continué de commettre des atrocités et des exactions d'une horreur inqualifiable et inadmissible, empruntant à des manœuvres terroristes les plus abjectes. Massacres de civils et des éléments des forces de défense et de sécurité, décapitations, prises d'otages, viols, incendies des édifices publics et privés, etc. Des milliers de personnes ont fui vers le Nigeria voisin, tandis que d'autres sont déplacées vers les autres régions du pays. Inlassablement, le Président Paul BIYA a continué de tendre la main aux séparatistes en multipliant les appels à la raison et au patriotisme.

went far beyond the original demands of teachers and lawyers. Among these measures, one can cite the translation of the OHADA Law into the English Language, the creation of a Common Law section at the Supreme Court and at the National School of Administration and Magistracy, the special recruitment of English-speaking Cameroonians as Court Clerks and justice auditors, the special recruitment of bilingual teachers, the suspension of judicial procedures against those arrested within the framework of the crises (289), the creation of the National Commission for the Promotion of Bilingualism and Multiculturalism, the creation of the Ministry of De-centralisation, the launch of a large-scale assistance plan for affected compatriots of the North-West and South-West Regions, the establishment of a Centre for the Coordination of Humanitarian Action and much more.

In spite of the President's bona fide intentions, secessionist fighters instead intensified their terrorist activities. They kidnapped, raped, slaughtered, decapitated, maimed, burnt, looted and committed other such heinous crimes against the state and the people of the North West and South West Regions. Thousands fled to neighbouring Nigeria, thousands more relocated, willy-nilly, to the other 8 Regions of Cameroon. The atrocities committed notwithstanding, H.E Paul BIYA stretched a hand of peace to armed separatists fighters. He repeatedly called on them to drop their arms, come back to their senses and together join in the construction of the fatherland. This led to the creation of the Disarmament, Demobilisation and Reintegration Committee centres in Maroua (to cater for Boko Haram victims), Buea and Bamenda.





Un nouveau locataire à l'Immeuble Etoile

Le 4 janvier 2019, le Président de la République nomme Chief Dr Joseph Dion Ngute au poste de Premier Ministre, Chef du Gouvernement. Sa mission est de renforcer le dialogue entamé par son prédécesseur pour éradiquer l'insécurité instaurée dans le pays par la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Sur très hautes instructions du Chef de l'État, le nouveau PM entame une tournée dans les deux régions. Il s'adresse directement aux populations dans une langue qui leur est familière, le « Pidgin-english ». Son message réaliste et convivial touche aussi bien les cœurs les plus endurcis que les âmes meurtries. Il réitère l'invitation du Chef de l'Etat au dialogue comme seule voie de résolution de la crise dans le cadre de la République. Puis, le PM consulte toutes les composantes sociopolitiques et

A New Prime Minister is Appointed

On Friday 4 January 2019, the President of the Republic appointed Chief Dr Joseph DION NGUTE as Prime Minister, Head of Government. The task was clear-reinforce the dialogue started by his predecessor to bring peace and normalcy to the restive North West and South West Regions. At a time when visiting the two regions was a herculean task that required extraordinary courage, Joseph DION NGUTE, on the instructions of the Head of State, visited them. The welcome was hilarious and the applause was thunderous. The Prime Minister spoke to them in the Pidgin English language. Joseph DION NGUTE spoke to the hearts of the people. They all called for dialogue and promised to be part of it. Even armed separatists saw light at the end of the tunnel. On the instructions of the President of the Republic, the Prime Minister listened, consulted and noted. In

Resolving the Crisis in the North-West and South-West: A Constant Preoccupation of President Paul BIYA

professionnelles de la nation pendant plusieurs jours à Yaoundé, pour recueillir leurs avis sur les stratégies de sortie de crise. Il transmet ensuite ses conclusions au Chef de l'Etat. Sans tarder, celui-ci convoque le Grand Dialogue National.

Le Grand Dialogue National

Dans son adresse à la nation, le 10 septembre 2019, le Président de la République fait une annonce majeure : « *j'ai décidé de convoquer, dès la fin du mois en cours, un grand dialogue national qui nous permettra, dans le cadre de notre Constitution, d'examiner les voies et moyens de répondre aux aspirations profondes des populations du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, mais aussi de toutes les autres composantes de notre Nation. Il s'articulera également autour de thèmes susceptibles d'apporter des réponses aux préoccupations des populations du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, ainsi qu'à celles des autres régions de notre pays : le bilinguisme, la diversité culturelle et la cohésion sociale, la reconstruction et le développement des zones touchées par le conflit, le retour des réfugiés et des personnes déplacées, le système éducatif et judiciaire, la décentralisation et le développement local, la démobilisation et la réinsertion des ex-combattants, le rôle de la diaspora dans le développement du pays, etc.* »

Le Grand Dialogue National se tient au Palais des Congrès de Yaoundé, du 30 septembre au 04 octobre 2020. Le Président de la République charge le Premier Ministre Joseph Dion Ngute de présider ces assises auxquelles prennent part tous les fils et les filles du Cameroun et de la diaspora, ainsi que les rebelles repentis dont certains sortent tout droit de brousse. Toutes les intelligences dont regorge notre pays sont ainsi mobilisées pour poser les fondations d'un Cameroun nouveau, uni et indivisible dans sa diversité linguistique, culturelle et religieuse. Le Grand Dialogue National s'achève sur une série de recommandations, parmi lesquelles l'octroi d'un statut spécial aux régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Réagissant à l'issue de cette concertation, le Chef de l'Etat écrit

Yaounde he received in three weeks, all socio-political and professional components of the nation. He got their views on how the crisis can be solved and transmitted them to the President of the Republic, who immediately called for the Major National Dialogue.

Paul BIYA and the International Audience

In the heat and heart of the crisis, some "friendly" countries opted to mediate. Some even went to the extent of attempting to impose solutions to Cameroonians. President Paul BIYA, in his characteristic manner, of openness in discretion, received a gamut of personalities and foreign dignitaries at the Presidency of the Republic. Among those received was the Secretary General of the United Nations Organisation, Antonio GUTERRES, the Secretary General of the Commonwealth of Nations, the Right Honourable Patricia SCOTT, the Secretary General of the International Organisation of La Francophonie, Louise Mushikiwabo, the United States Under-Secretary of State for Africa, Tibor Nagy, the Special Representative of the United Nations Secretary General in Central Africa, François Lounceny Fall and several others. The Head of State listened to all the proposals made, explained the situation of the crisis to them, schooled them on what his administration has done to bring a thaw in the crisis and at some point carved the way out. But the President also noted that in spite of measures taken to assuage the situation, the separatists-terrorists were in safe havens in some "friendly" countries.

The Major National Dialogue: The Trump Card

After consultations and as a continuation of the dialogue that began way back with socio-professional groups in the North West and South West Regions, the Head of State, H.E Paul BIYA, on Tuesday 10 September 2019, in a Radio/TV address to the Nation convened the Major National Dialogue from 30 September to 04 October 2020.

"I have decided to convene, from the end of this month, a major national dialogue that will,

dans un tweet du 4 octobre : « *Je puis vous assurer que toutes les recommandations feront l'objet d'un examen attentif et diligent dans la perspective de leur mise en œuvre, en tenant compte de leur opportunité et de leur faisabilité, mais aussi des capacités de notre pays* ».

Dans la foulée de nombreux actes sont posés par le Chef de l'Etat aussi bien au plan législatif que réglementaire : promulgation de la loi portant Code Général des Collectivités Territoriales Décentralisées, mise en place du Plan présidentiel de reconstruction et de développement des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, création de l'Ecole Nationale Supérieure de l'Administration Locale à Buea, mise en place des Conseils régionaux matérialisent le statut spécial accordé aux deux régions.

Alors que le Président Paul BIYA reste pleinement engagé dans la recherche des solutions à la crise, une question demeure sans réponse : quelles sont les concessions qui ont été faites par l'autre camp (si tant est qu'il y en ait un) ? Entoutcas, bien que quelques bandits continuent de kidnapper, mutiler, rançonner, brûler, piller et violer, des centaines de jeunes ont quitté la brousse et déposé les armes pour rejoindre les centres de DDR de Bamenda et de Buea.

in line with our Constitution, enable us to seek ways and means of meeting the high aspirations of the people of the North-West and South-West Regions, but also of all the other components of our Nation.... It will also focus on issues that can address the concerns of the population of the North-West and South-West Regions, as well as those of the other re-gions of our country such as bilingualism, cultural diversity and social cohe-sion, the reconstruction and development of conflict-affected areas, the re-tur of refugees and displaced persons, the education and judicial system, decentralization and local development, the demobilization and reintegration of ex-combatants, the role of the diaspora in the country's development, etc."

For five days therefore, the sons and daughters of Cameroon, including those in the diaspora, put their heads under one thinking cap to carve out a new, united and indivisible Cameroon with appropriate and pertinent recommendations under the Chairmanship of Prime Minister, Head of Government, Chief Dr Joseph DION NGUTE.

The honesty of the president's intentions to implement the recom-mendations of the MND was revealed in a tweet soon after the closing. He promised that " *all the recommendations will be considered attentively and diligently with*



Resolving the Crisis in the North-West and South-West: A Constant Preoccupation of President Paul BIYA

Des milliers de réfugiés et de personnes déplacées regagnent leurs localités d'origine de plus en plus sécurisées, grâce à l'effort conjugué des autorités administratives, des forces de défense et de sécurité, des élites et des populations qui s'organisent en comités de vigilance pour traquer les terroristes. En somme, la vie reprend son cours dans les deux régions, comme en témoigne la reprise des activités dans les établissements scolaires et universitaires.

La crise dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest sur la scène internationale

De nombreux partenaires bilatéraux et multilatéraux accompagnent, chacun à sa façon, le Cameroun dans la recherche des solutions à la crise. Le Président Paul BIYA, ouvert et discret comme à l'accoutumée, s'est entretenu avec plusieurs personnalités à ce sujet aussi bien à Yaoundé que lors de ses voyages à l'étranger. Le Chef de l'État a écouté et examiné toutes les propositions formulées, éclairé les uns et les autres sur la situation et décidé dans l'intérêt supérieur de la nation. Néanmoins, le Cameroun constate que les principaux commanditaires des actes terroristes dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest et leurs familles vivent tranquillement à l'étranger. Il demande aux Etats amis qui les hébergent de bien vouloir les renvoyer dans leur pays d'origine afin qu'ils puissent répondre de leurs actes devant les instances compétentes. ■



a view to implementing them taking into account their relevance and feasibility, as well as the capacities of our country'. In this light therefore, the General Code on Decentralisation and Local Governance defended soon after by the Minister of Decentralisation, Georges ELANGA OBAM, during an Extraordinary Session of Parliament, the Special Status to the South West and North West Regions which is being implemented with the just ended Regional Elections that pave the way for Regional Assemblies and most-cried-for House of Chiefs in the NW and SW, the Presidential Plan for the Reconstruction and Development of the North West and South West Regions (PPRD-NW/SW) coordinated by Minister Paul TASONG, with international partners like the UNDP, the Law on the Promotion of Official Languages, the creation and functioning of the National Advanced School of Local Administration (NASLA) and more.

It thus goes without saying that if one man is committed to resolving the crisis in the North West and South West Regions of Cameroon, that man is President Paul BIYA. But one unanswered question remains, namely, what concessions have the other camp (if at all there is one) made? Although a few misguided hoodlums still kidnap, maim, ransom, burn, loot and rape, hundreds of them have left the bushes, dropped their guns and joined the DDR centres. Thousands of refugees and internally displaced persons are back to their homes in the two Regions, communities have formed vigilante groups to track the terrorists, life is back to normal in major cities of the NW and SW, schools have resumed in almost all the villages and towns of the regions, the economy is gradually recovering and life is getting better and better by the day. With the Special Status and other major projects in the offing in these two regions, there is no doubt that the secessionist agenda is a failure. President BIYA and the peace-loving Cameroonian people take the credit for a Cameroon, ONE AND INDIVISIBLE. ■



Une Armée moderne pour relever les défis sécuritaires *A Modern Army to Address Security Challenges*

L'Armée est la colonne vertébrale de toute nation. Elle est cette matrice où se féconde l'immunité du pays et qui préserve sa souveraineté et son indépendance. Sous le haut commandement du Président Paul BIYA, le Chef des Forces Armées camerounaises, l'institution militaire est perçue comme une légion de citoyens, garante de l'intérêt supérieur de la Nation, c'est-à-dire de son indépendance, de ses libertés publiques et de sa construction. Aujourd'hui, le Cameroun vit sous une menace de guerre permanente, provoquée par les velléités séparatistes, le terrorisme islamiste, la criminalité transfrontalière, sans oublier la piraterie maritime et la cybercriminalité devenues de véritables dangers pour notre stabilité.

The Army is the backbone of any nation. It is the matrix in which the country's immunity is developed and which preserves its sovereignty and independence. Under the leadership of President Paul BIYA, Commander-in-Chief of the Cameroon Armed Forces, the military institution is perceived as a legion of citizens and a guarantor of the Nation's best interest, independence and public liberties, as well as an instrument in the process of nation building. At present, Cameroon is under a permanent threat of war due to separatist tendencies, Islamist terrorism, cross-border crime as well as maritime piracy and cybercrime which are now real sources of danger to our stability.

Longtemps considéré comme un havre de paix, une terre d'accueil, un pays de prospérité où il fait bon vivre, le Cameroun paraît aujourd'hui victime de son hospitalité. La situation humanitaire à ses frontières avec le Nigeria, le Tchad et la République Centrafricaine s'est progressivement dégradée ces dix dernières années, en raison de l'insécurité instaurée par les rébellions armées de la Séléka, le Mouvement d'Emancipation pour le Delta du Niger (MEND), les Bakassi Freedom Fighters (BFF), le Front démocratique du peuple centrafricain d'Abdoulaye Miskine ou encore des éléments des forces armées centrafricaines en déroute, auxquels s'ajoutent la secte terroriste Boko-Haram. Fort heureusement, **à chaque menace, le Président de la République, Chef des Forces Armées, S.E. Paul BIYA, a su répliquer par des stratégies militaires adaptés et un dispositif de remparts sociaux qui ont permis de préserver l'intégrité du territoire national et de limiter à une portion congrue, les répercussions néfastes de ces conflits sur la population.**

Cameroon, which used to be considered as a haven of peace, a land of hospitality and plenty where life is good, now seems to be a victim of its hospitality. The humanitarian situation on its borders with Nigeria, Chad and the Central African Republic has gradually deteriorated over the last ten years due to insecurity created by the armed rebellions of the Séléka, the Movement for the Emancipation of the Niger Delta (MEND), the Bakassi Freedom Fighters (BFF), Abdoulaye Miskine's Democratic Front of the Central African People and elements of the Central African Armed Forces in disarray, including the Boko Haram Islamist terrorist sect. Fortunately, for each threat, the President of the Republic, Head of State and Commander-in-Chief of the Armed Forces, H.E. Paul BIYA, has responded by adopting appropriate military strategies and setting up a social protection system, helping to preserve the integrity of our national territory and to significantly limit the adverse effects of these conflicts on the population.



La lutte contre la secte islamiste Boko Haram

Ayant implanté ses bases dans le Nord-Est du Nigeria, notamment dans les Etats de Borno, Yobe et Adamawa, Boko Haram a lancé des croisades armées pour créer un califat islamique à cheval entre l'Afrique centrale et l'Afrique occidentale, notamment dans les Etats voisins que sont le Cameroun, le Tchad et le Niger. Les méthodes de cette organisation jihadiste affiliée à l'État islamique (EI) combinent attaques massives contre les positions des armées, embuscades, prises d'otages avec demande de fortes rançons, poses des mines antipersonnel et attaques-suicides dans des lieux publics. Ses actions immorales ont contraint plus de 80 000 civils nigériens à se réfugier au Cameroun où ils ont été pris en charge par le Gouvernement, appuyé par le Haut-commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, au camp de Minawao, à une quinzaine de kilomètres de Mokolo, chef-lieu du département du Mayo-Tsanaga, dans la région de l'Extrême-Nord.

La dégradation de cette situation a constitué le catalyseur d'une mobilisation régionale et internationale. Au Sommet de Paris en mai 2014, à l'initiative du Président français, François Hollande, les Chefs d'Etat des pays membres de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) ont décidé de mettre en œuvre une stratégie régionale de lutte contre cet ennemi commun, Boko Haram, et le terrorisme. Présent à cette rencontre de haut niveau, le Président Paul BIYA a, depuis Paris, déclaré la guerre à la secte obscurantiste. «*Nous sommes ici pour déclarer la guerre à Boko Haram*», avait-il indiqué à la presse. Aussitôt dit, aussitôt fait. Plusieurs milliers d'éléments de l'armée camerounaise ont été déployés dans la zone de conflit, notamment dans les départements du Mayo-Tsanaga, du Mayo-Sava et du Logone et Chari.

Auparavant, la secte jihadiste avait multiplié des incursions au Cameroun, procédant par des enlèvements et des attaques d'étrangers et de nationaux. Après l'enlèvement de la famille Fournier, le 19 février 2013 (libérée le 19 avril 2013), la secte a récidivé par des prises d'otages d'expatriés, notamment, le père Georges Vandenbeuch, enlevé dans la nuit du 13 au 14 novembre 2013 (libéré

Fight Against the Boko Haram Islamist Sect

Boko Haram, which has established its bases in North-eastern Nigeria, particularly in the states of Borno, Yobe and Adamawa, has launched an armed crusade for the establishment of an Islamic caliphate between Central and West Africa, particularly in the neighbouring states of Cameroon, Chad and Niger. The methods used by this jihadist organization which is affiliated to the Islamic State (ISIS) include brutal attacks against army positions, ambushes, hostage-taking with demand for high ransom, laying of anti-personnel mines and perpetuation of suicide attacks in public places. These inhuman actions have obliged more than 80 000 civilians to seek refuge in Cameroon where they have received care and support from the Government, backed by the United Nations High Commissioner for Refugees, in the Minawao Camp, located some 15 kilometres from Mokolo, the capital of the Mayo-Tsanaga Division in the Far North Region.

The deterioration of this situation has triggered mobilization at the regional and international levels. During the Paris Summit held in May 2014 at the behest of the French President, François Hollande, the Heads of State and Government of the Lake Chad Basin Commission (LCBC) member countries decided to implement a regional strategy to combat the common enemy, Boko Haram, and terrorism. President Paul BIYA, who was present at this high-level summit, declared war on the obscurantist sect from Paris. "We are here to declare war on Boko Haram," he told journalists at the end of the summit. No sooner said than done. Several thousands of Cameroonian Army troops were deployed to the conflict zone, particularly in Mayo-Tsanaga, Mayo-Sava and Logone-et-Chari Divisions.

Prior to this, the jihadist sect had multiplied incursions into Cameroon through kidnappings and attacks in the northern part of the country. After kidnapping the Fournier family on 19 February 2013 (released on 19 April 2013), the sect went on to take expatriates hostage, including Reverend Father Georges Vandenbeuch who was kidnapped on the night of 13 to 14 November 2013 (released on 31 December 2013), two Italian priests,

A Modern Army to Address Security Challenges

le 31 décembre 2013), les deux prêtres italiens, Giampaolo Marta et Gianantonio Allegri, et une religieuse canadienne, Gilberte Bussier, enlevés à Tchere, à 15 km de Maroua dans la nuit du 4 au 5 avril 2014 (relâchés dans la nuit du 31 mai au 1^{er} juin 2014). Mais deux assauts particulièrement retentissants ont eu lieu dans la nuit du 16 au 17 mai 2014 au camp chinois de Waza et à Kolofata, le 27 juillet 2014. L'intensité et la multiplication de ces attaques ont conduit le Président de la République, Chef des Forces Armées, à réorganiser le commandement militaire territorial. Le 14 août 2014, il crée une quatrième Région Militaire Interarmées (RMIA 4) et une quatrième Région de Gendarmerie (RG 4) avec poste de commandement (PC) à Maroua. Au sein de la RMIA 4 est créée la 41^{ème} Brigade d'Infanterie Motorisée basée à Kousséri. A la Gendarmerie Nationale, une Légion de Gendarmerie est aussi créée dans le Logone et Chari avec Kousséri comme PC et la Compagnie de Gendarmerie du Mayo-Louti est désormais rattachée à la RG4.

Giam-paolo Marta and Gianantonio Allegri, and a Canadian nun, Gilberte Bussier who was abducted in Tchere, 15 kilometres from Maroua, on the night of 4 to 5 April 2014 (released on the night of 31 May to 1 June 2014). The intensity and escalation of these attacks led the President of the Republic, Commander-in-Chief of the Armed Forces, to reorganize the territorial military command. On 14 August 2014, he created a fourth Joint Military Region (RMIA 4) and a fourth Gendarmerie Region (RG 4) with a Command Post (CP) in Maroua. The 41st Motorized Infantry Brigade based in Kousséri was created within RMIA 4. In the National Gendarmerie, a Legion was also created in Logone and Chari with a CP in Kousséri and the Mayo-Louti Gendarmerie Company is now attached to RG4. This reorganization of the territorial military command aimed to give a fresh impetus to the army, strengthen its operational capacity and, above all, enable it to more effectively cover the conflict zone. Through Operations Alpha (spearheaded by



Cette réorganisation du commandement militaire territorial a pour finalité d'insuffler une nouvelle dynamique à l'armée, d'augmenter ses capacités opérationnelles et surtout de lui permettre d'assurer un meilleur quadrillage de la zone de conflit. Grâce aux opérations Alpha (menée par le 1^{er} Bataillon d'Intervention Rapide, BIR) et Emergence (lancée par la RMIA 4), le Cameroun a mené plusieurs campagnes victorieuses qui ont énormément réduit les capacités opérationnelles de la secte Boko Haram.

Lorsque la Force Mixte Multinationale (FMM) est réactivée en 2015 (elle a été créée en 1994 pour faire face aux différentes formes d'insécurité transfrontalière dans les zones contiguës des États membres), le Cameroun s'est vu confier le PC du premier secteur basé à Mora. Ce secteur, fort de ses 2 500 hommes, assure la surveillance de la bande allant du Mayo-Louti au Lac Tchad. **Le rapport de force tourne très vite en faveur du Cameroun grâce à la bravoure, au patriotisme et au professionnalisme des forces de défense et de sécurité, auxquels viennent s'ajouter la collaboration fructueuse de la population.** En plus des motions de soutien initiées et exprimées par les élites et forces vives de toutes les régions du pays, la population, dans son ensemble, a activement participé à l'effort de guerre sous forme de dons en numéraire ou en nature. La mobilisation et la générosité illimitée des populations ont amené le Chef de l'Etat à créer un Comité interministériel ad hoc de gestion chargé d'assurer une meilleure répartition de ces dons aux forces de défense et de sécurité ainsi qu'aux populations affectées par cette crise. Avec une contribution initiale de 160 millions FCFA levée par le Président de la République, l'élan de solidarité des populations a permis de collecter 2,5 milliards de F. Une opération qui a non seulement fait de cette guerre une cause nationale, mais surtout permis de renforcer le lien Armée-Nation, concept cher au Chef de l'Etat, Chef des Forces Armées. Anéantie par les frappes de l'armée camerounaise, la secte terroriste est aujourd'hui en déroute. Elle ne procède plus que par des attaques sporadiques dans des villages à la recherche de la pitance.

the 1st Rapid Intervention Battalion - BIR) and Emergence (launched by RMIA 4), Cameroon launched many successful attacks that have significantly reduced the operational capacity of the Boko Haram sect.

When the Multinational Joint Force (MJF) was revived in 2015 (it was set up in 1994 to deal with various forms of cross-border insecurity in the contiguous zones of member states), the Command Post of the First Sector based in Mora was entrusted to Cameroon. This first sector comprising 2 500 troops is responsible for the surveillance of the strip from Mayo-Louti to Lake Chad. **The balance of power very quickly turned in favour of Cameroon thanks to the bravery, patriotism and professionalism of the Defence and Security Forces, as well as fruitful collaboration with the population.** Besides the motions of support initiated and expressed by members of the elite of all the country's regions, the population as a whole participated actively in the war by making donations in cash or in kind. The mobilization and continued generosity of the population led the Head of State to create an ad hoc inter-ministerial committee to ensure the better distribution of these donations to the Defence and Security Forces as well as the crisis affected population. From an initial contribution of 160 million CFA francs by the President of the Republic, a total of 2.5 billion CFA francs was raised thanks to the spirit of solidarity of the Cameroonians. This operation not only made this war a national cause, but also, and above all, helped to strengthen the Army and Nation, a concept dear to the Head of State, Commander-in-Chief of the Armed Forces. The terrorist sect which has been weakened by strikes launched by the Cameroonian Army is now in disarray. It now carries out only sporadic attacks in villages in search of food.



Lutte contre les bandes armées étrangères

La crise sociopolitique en République Centrafricaine produit des externalités négatives au Cameroun, surtout dans la partie orientale de sa frontière. Cette instabilité, ajoutée à la porosité de la frontière, longue de 800 km, fait de notre pays, un terreau pour les incursions des bandes armées, l'extension du phénomène des coupeurs de route, des prises d'otages, de la transhumance clandestine, du vol de bétail, de la circulation des armes légères, l'exploitation illicite des ressources fauniques et ligneuses. Le coup d'État du 23 mars 2013 a provoqué un afflux massif des populations centrafricaines vers le Cameroun, près de 200 000 personnes. Au nombre des entreprises criminelles qui accroissent l'insécurité dans cette région, figurent aussi les activités des rebelles de la Séléka. Ils disposent d'une artillerie de guerre de qualité et maîtrisent l'environnement.

Face à ce climat d'insécurité, les autorités camerounaises réagissent avec fermeté en renforçant le déploiement militaire, en intensifiant les contrôles de l'émigration et en assurant la surveillance étroite des activités économiques et des mouvements

Fight Against Foreign Armed Gangs

The socio-political crisis in the Central African Republic is creating negative externalities in Cameroon, especially in the eastern part of its border. This instability, coupled with the porosity of the 800-kilometre long border, makes our country a fertile ground for incursions by armed gangs, the expansion of the phenomenon of highway robbery, hostage-taking, clandestine transhumance, cattle theft, the circulation of light weapons, and the illicit exploitation of wildlife and timber resources. The 23 March 2013 coup d'état led to the massive influx of about 200000 Central Africans into Cameroon. The Séléka rebels are also among the criminal groups exacerbating insecurity in the region. They have quality military weapons at their disposal and master the area.

Faced with this insecurity situation, the Cameroonian authorities are responding firmly by stepping up the deployment of troops, intensifying the control of emigration and closely monitoring economic activities and population movements. Accordingly, by Decree of 21 February 2018, the 11th Motorized Infantry Brigade (BRIM) was split into two units creating





de population. Ainsi par décret du 21 février 2018, la 11^{ème} Brigade d'Infanterie Motorisée (BRIM) a éclaté en deux unités pour donner naissance à la 12^{ème} BRIM basée à Bertoua. D'autres unités, comme le 15^{ème} Bataillon d'Infanterie Motorisée (BIM) à Yokadouma et le 16^{ème} BIM à Garoua-Boulai, ont vu le jour.

Lutte contre la piraterie

Confronté au crime organisé et à la montée du terrorisme, le Cameroun est aussi aujourd'hui la cible des entrepreneurs de la piraterie maritime. L'interconnexion entre les trafiquants et les groupes terroristes qui écumant le golfe de Guinée est une source de préoccupation. Cette zone est devenue ces dernières années, l'épicentre de la piraterie maritime mondiale. L'activité industrielle et l'environnement

the 12th BRIM based in Bertoua. Other units, such as the 15th Motorized Infantry Battalion (BIM) in Yokadouma and the 16th BIM in Garoua-Boulai, were created.

Fight Against Piracy

Cameroon is presently grappling with organized crime and growing terrorism and is also the target of maritime piracy. The link between traffickers and the terrorist groups crisscrossing the Gulf of Guinea is a security concern for the country. In recent years, this area has become the epicentre of global maritime piracy. Industrial activities and the coastal environment provide a suitable environment for the emergence of armed gangs which carry out acts of piracy on

A Modern Army to Address Security Challenges

côtier constituant un cadre de prédilection et de développement des bandes armées qui se livrent aux actes de piraterie sur les navires et les gisements de pétrole offshore. La ceinture Douala-Limbe-Idabato-Campo concentre l'essentiel des actions criminelles des pirates de mer. On se rappelle qu'en septembre 2008, environ cinquante « gangsters des mers », lourdement armés, avaient débarqué à Limbé avec des embarcations rapides, pris d'assaut six banques du centre-ville et causé la mort d'un paisible citoyen. D'autres attaques se sont produites à Douala en 2011. En août 2020, 17 marins dont 9 Chinois et 8 Ukrainiens ont été kidnappés au large des côtes camerounaises. Mais les attaques les plus redoutables sont survenues au début des années 2000 quand le Cameroun et le Nigeria ont convenu de mettre en œuvre le verdict de la Haye sur leur différend terrestre et maritime.

La lutte contre la piraterie maritime est devenue depuis lors une priorité pour le Cameroun. Le Président de la République a instruit une augmentation des capacités opérationnelles

ships and offshore oil fields. Most of the criminal actions of sea pirates are concentrated in the Douala-Limbe-Idabato-Campo belt. It should be recalled that in September 2008, about fifty heavily armed "sea gangsters" disembarked in Limbe from fast boats and stormed six banks in the city centre, causing the death of a peaceful citizen. Other attacks took place in Douala in 2011. In August 2020, 17 sailors, including 9 Chinese and 8 Ukrainians, were kidnapped off the Cameroonian coast. However, the most serious attacks took place in the early 2000s when Cameroon and Nigeria agreed to implement the ruling of the ICJ at The Hague on their land and maritime boundary dispute.



de la Marine Nationale et créé une unité au sein du BIR, appelée le BIR Côte, pour combattre efficacement ces trafiquants. Le Cameroun a également développé une fructueuse coopération avec certains partenaires, tels que la France, l'Espagne, l'Union européenne et les Etats-Unis, ainsi qu'avec les pays membres de la Commission du golfe de Guinée, dans le but de mutualiser les moyens et les forces pour combattre efficacement cette criminalité en mer.

Lutte contre la cybercriminalité

La cybercriminalité est l'une des formes de délinquance qui connaît actuellement l'expansion la plus forte au Cameroun. De plus en plus, les malfaiteurs exploitent la rapidité, la fonctionnalité des techniques modernes, ainsi que l'anonymat qu'elles offrent pour commettre des infractions. Ces particularités criminogènes de la cybercriminalité ont vite créé la nécessité d'encadrer les agissements des utilisateurs des plateformes numériques surtout, avec la digitalisation des prestations économiques. Dans une posture avant-gardiste, le Président de la République a posé

Since then, Cameroon has prioritized the fight against maritime piracy. The President of the Republic ordered that the operational capacities of the National Navy should be strengthened and created a unit within the BIR known as the Coastal BIR in order to effectively combat these traffickers. The country has also developed fruitful cooperation ties with many partners such as France, Spain, the European Union and the United States, as well as with Gulf of Guinea Commission member countries to pool resources and forces so as to effectively combat this maritime crime.

Fight Against Cybercrime

Cybercrime is one of the fastest growing forms of crime in Cameroon. Criminals are increasingly exploiting the rapidity, functionality and anonymity of modern technology to commit crime. The criminogenic characteristics of cybercrime have quickly underscored the need to regulate the activities of digital platform users, especially by digitalizing economic activities. The President of the Republic took two important avant-garde measures. The first





deux grands actes : la création de l'Agence Nationale des Technologies de l'Information et de la Communication (ANTIC), en avril 2002. Cette nouvelle structure a pour mission, la promotion et le suivi de l'action des pouvoirs publics dans le domaine des Tic. Elle est surtout le reflet de la vision du Chef de l'Etat d'installer définitivement le Cameroun dans la modernité numérique. L'ANTIC peut être considérée comme le gendarme des réseaux socio-numériques au Cameroun ; la promulgation en 2010 de la loi sur la cyber-sécurité et la cybercriminalité. Ce texte réprime la diffusion ou la propagation par voie de communication électronique, des nouvelles sans pouvoir en rapporter la preuve de leur véracité. L'arsenal répressif national en matière de lutte contre la cybercriminalité est donc complet, que ce soit pour les règles générales transposables aux délits commis sur Internet, que pour les règles nouvelles conçues pour sanctionner les délits spécifiques sur Internet. ■

is the establishment of the National Agency for Information and Communication Technologies (ANTIC) in April 2002 whose mission is to promote and monitor the action of public authorities in the area of ICT. This decision reflects the Head of State's vision to resolutely steer Cameroon on the path to digital modernization. ANTIC can be considered as the gendarme of social-digital networks in Cameroon. The second measure is the promulgation in 2010 of the Law on Cybersecurity and Cybercrime in Cameroon. This instrument penalises the dissemination or propagation of information through electronic communication without establishing the veracity thereof. The national law enforcement arsenal regarding the fight against cybercrime is therefore complete both in terms of general rules which can be applied to Internet offences and the new rules intended to punish specific Internet offences. ■



Notre devoir de solidarité pour consolider l'unité nationale...

Our Duty of Solidarity to Consolidate National Unity ...

Les circonstances particulières ayant marqué l'année 2020 ont donné au « *berceau de nos ancêtres* », l'opportunité unique de laisser reverdir, aux yeux de tous et sous la houlette du Président de la République, S.E. Paul BIYA, deux valeurs fondatrices de la nation camerounaise : la solidarité et l'unité.

Perturbée par les graves conséquences de la pandémie de COVID-19, surprise par des catastrophes naturelles çà et là, attristée par les effets néfastes de la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, éberluée par l'anachronisme de quelques poussées irrédentistes par endroits, etc., la communauté nationale a eu besoin, pour faire face à tant de contrariétés, d'aller puiser aux sources profondes et revigorantes d'un vivre-ensemble largement consenti, dans l'unité et la solidarité.

S'agissant précisément de la solidarité, voici en substance ce qu'en dit le Président Paul BIYA : « *La société camerounaise moderne, dont nous appelons l'éclosion et l'épanouissement,*

The special circumstances that marked the year 2020 provided the "*cradle of our fathers*" with the singular opportunity to revive, in the eyes of all and under the leadership of the President of the Republic, H. E. Paul BIYA, two founding values of the Cameroonian nation, namely solidarity and unity.

Troubled by the serious consequences of the COVID-19 pandemic, stunned by natural disasters here and there, saddened by the harmful effects of the crisis in the North-West and South-West regions, dumbfounded by the anachronism of some isolated irredentist tendencies, etc., and, to address so many worrisome situations, the national community had to draw on the deep and invigorating sources of a broadly consensual living together in unity and solidarity.

President Paul BIYA has this to say regarding solidarity specifically: "*If modern Cameroonian society, the dawn and development of which*

serait un géant aux pieds d'argile si elle ne se nourrissait pas de ses valeurs traditionnelles aussi nombreuses qu'enrichissantes. L'une de ces valeurs fondamentales est le sens de la collectivité ici présentée comme devoir de solidarité ». (Paul BIYA, « Pour le Libéralisme Communautaire », 1987, p. 142)

La solidarité est donc pour le Président de la République, un devoir citoyen de coresponsabilité et d'interdépendance des uns vis-à-vis des autres, au sein de la nation. Elle doit être un lien fort et tangible qui rend les uns moralement obligés à l'égard des autres, face aux infortunes prégnantes du quotidien, comme celles énumérées ci-dessus. Devant de telles épreuves, il est juste et bon que la solidarité de la nation se fasse inventive et agissante.

we urge, were not nurtured by its numerous and enriching traditional values, it would be a giant with feet of clay. One of these fundamental values is the community spirit, presented here as the duty of solidarity". (Paul BIYA, "Communal Liberalism", 1987, p. 100)

The President of the Republic therefore considers solidarity as a civic duty of joint responsibility and interdependence within the nation. It must be a strong and tangible bond that creates a moral obligation towards each other, in the face of major everyday misfortunes, such as those listed above. In the face of such trials, it is only appropriate for national solidarity to become inventive and active.



Aucune surprise dès lors qu'en la matière, le Président-visionnaire montre la voie, et que le citoyen-agissant Paul BIYA donne l'exemple, en se déployant, avec une authentique empathie, tout au long de l'année 2020 sur les différents fronts où la solidarité nationale devait s'exercer. Et de fait, pour faire face au COVID-19 :

- il active un dispositif institutionnel tel que jadis recommandé par le Forum sur la Solidarité Nationale tenu en 2005, lui permettant de mettre en place un Fonds de solidarité nationale de lutte contre cette pandémie, doté d'une enveloppe initiale d'un (01) milliard de FCFA ;
- il offre des équipements de protection aux populations des 360 communes du Cameroun et du matériel médical aux formations sanitaires vouées à la prise en charge des malades ;
- il autorise la reprise des cours après plusieurs mois d'interruption en raison du confinement et dote les établissements scolaires et universitaires de matériels de prévention pour une application rigoureuse des mesures barrières.

It is therefore not surprising for the visionary President to lead the way, and for the citizen and active Paul BIYA to set the example, by being involved, with genuine empathy, throughout the year 2020, on the various fronts where national solidarity was required. Indeed, to deal with COVID-19:

- he set in motion an institutional mechanism as recommended earlier by the National Solidarity Forum held in 2005, which enabled him to set up a National Solidarity Fund to combat the pandemic, with an initial allocation of 1 (one) billion of CFA francs;
- he offered protective equipment to the populations of the 360 councils of Cameroon and medical equipment to health facilities specialized in providing care to the sick;
- he authorized the resumption of classes after several months of interruption due to containment measures, and provided schools and universities with prevention materials for strict compliance with protective measures.



Concomitamment, il porte assistance aux populations victimes de sinistres et autres catastrophes naturelles (inondations, glissements de terrains, incendies, effondrement de voies de communication, etc.), un peu partout sur l'ensemble du territoire national.

Ce bel engagement solidaire et cette promptitude à réagir face aux difficultés des autres, ont produit un effet d'essaimage. Inspirés par le Président Paul BIYA, de nombreux autres citoyens de bonne volonté, des amis et partenaires du Cameroun en ont fait un large écho et pris le relais de cette prévenance présidentielle, en venant généreusement renforcer le Fonds de solidarité nationale de lutte contre le coronavirus par leurs contributions variées en numéraire, matériels et équipements divers...

Dans le cas spécifique de la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, la solidarité nationale se déploie aussi, inlassablement, avec une étonnante grandeur d'âme, au regard du caractère dramatique des événements sur le terrain, et de l'ampleur des dégâts sociopolitiques qu'elle provoque. **Courageusement, le Président Paul BIYA donne le ton. Il choisit de tendre la main à ceux qui n'auraient mérité que d'essuyer les foudres de l'Etat, dans l'usage légitime de la force, et la rigueur impitoyable de la loi, comme cela se voit ailleurs, en Afrique et dans le monde.**

Ici, le devoir de solidarité a pris la forme d'une offre pacifiante de pardon, au bénéfice des concitoyens ayant indûment pris les armes contre leur propre nation. La faute a beau être lourde, mais l'idéal de solidarité en impose une morale du rachat, pour reconstituer la communauté originelle fragilisée. Alors, le Chef de l'Etat dira : « *...J'ai adressé une offre de paix aux membres des groupes armés, en les invitant à déposer les armes et à bénéficier d'un processus de réintégration dans la société* ». (Message à la Nation, le 10 septembre 2019).

Le Président Paul BIYA a ainsi insufflé l'esprit du pardon sur la nation aux prises avec une crise autodestructrice. Le peuple l'a entendu, il l'entend encore : « *...en manifestant de diverses façons sa solidarité avec les populations victimes*

Concurrently, he provided assistance to victims of catastrophes and other natural disasters (floods, landslides, fire outbreaks, collapsed roads, etc.) almost everywhere on the national territory.

Such strong commitment to solidarity and prompt reaction to the difficulties of others produced a spillover effect. Inspired by President Paul BIYA, many other citizens of goodwill, friends and partners of Cameroon gave it wide publicity and continued the President's thoughtfulness, generously replenishing the National Solidarity Fund to combat the coronavirus through their varied contributions in cash and kind.

In the specific case of the crisis in the North-West and South-West regions, national solidarity is also tirelessly expressed with astonishing generosity of spirit, in view of the tragic nature of events on the ground, and the extent of the ensuing socio-political damage. **President Paul BIYA courageously set the tone. He chose to reach out to those who would only have deserved to face the wrath of the State, in the legitimate use of force, and the full extent of the law, as seen elsewhere in Africa and the world.**

Here, the duty of solidarity took the form of a pacifying offer to forgive fellow citizens who wrongfully took up arms against their own nation. The fault may well be serious, but the ideal of solidarity calls for a morality of redemption, to rebuild the original weakened community, hence this statement by the Head of State: "*...I extended a hand of peace to members of armed groups by calling on them to lay down their arms and benefit from the process of reintegration into society*". (Message to the Nation, 10 September 2019)

President Paul BIYA thus instilled the spirit of forgiveness in the nation grappling with a self-destructive crisis. The people listened, and are still listening to him: "*...the Nation at large showed support for Government's policy by expressing, in various ways, solidarity with the populations who suffered the abuses and atrocities of armed gangs*". (Message to the Nation, 31 December 2019)

SPECIAL 2020 | Notre devoir de solidarité pour consolider l'unité nationale

des exactions et atrocités des bandes armées, la Nation, dans son ensemble, a montré qu'elle soutenait la politique du Gouvernement ». (Message à la Nation, le 31 décembre 2019).

Confirmation sur le terrain de cette communion de pensée : l'armée veille, les exactions faiblissent, les centres DDR (Désarmement, Démobilisation et Réintégration) s'emplissent de « combattants repentis », les forêts se vident, les investissements au Nord-Ouest et au Sud-Ouest reprennent avec ardeur et confiance, les déplacés internes trouvent partout bon accueil à défaut de regagner leurs terroirs...

Le citoyen ordinaire s'implique, comme pour recouvrer une partie meurtrie de lui-même. Dans les quartiers des grandes villes à travers le pays, des chefs et leurs communautés s'organisent pour offrir l'hospitalité et l'encadrement aux déplacés sinistrés, des écoles se restructurent en remodelant leurs curricula et en améliorant leurs capacités d'accueil, des églises revoient leurs programmations et leurs champs d'intervention, etc... **Instillée par le Président Paul BIYA, la solidarité nationale se déploie donc tous azimuts. Elle préfigure et alimente, tout à la fois, une valeur plus cruciale encore, celle de l'unité nationale.**

Une unité précieuse, et pourtant mise à mal régulièrement ces temps derniers par le développement au sein de la nation de quelques

This community of thought is confirmed on the ground: the army is keeping watch, abuses are reducing, DDR (Disarmament, Demobilization and Reintegration) centres are filling up with "repentant combatants", the population is coming out of the forest, investments in the North-West and in the South-West are resuming with enthusiasm and confidence, internally displaced people everywhere are receiving proper welcome, where they are not returning to their land, etc.

The ordinary citizen is involved, as if to recover a bruised part of himself. In the neighborhoods of the major cities across the country, traditional rulers and their communities are organizing themselves to offer hospitality and care to displaced disaster victims, while schools are being restructured through adjustment of their curricula and improvement of their enrolment capacities, churches are reviewing their schedules and areas of intervention, etc. **National solidarity instilled by President Paul BIYA is therefore being given full expression. It foreshadows and nurtures an even more crucial value, that of national unity.**

A precious unity, yet constantly undermined of late by the development of some counterproductive and ill-advised primary solidarity within the nation. Such is the case with outdated forms of identitarian closure



Our Duty of Solidarity to Consolidate National Unity ...

solidarités primaires contreproductives et malvenues. Ainsi en est-il des formes éculées de replis identitaires observées telles que le tribalisme exacerbé, le régionalisme calculateur, l'aventurisme sécessionniste, etc., qui sont autant de contre-valeurs à répudier radicalement, parce que menaçant la solidarité et l'unité nationales.

Constant, le Président Paul BIYA n'a eu de cesse de rappeler, chaque fois qu'il en a l'occasion, que le Cameroun ne se conçoit pas sans l'unité nationale. Et **l'unité du Cameroun ne va pas sans la riche diversité de nos cultures originelles**. L'unité nationale résulte d'une construction patiente, reposant non pas sur la base de solidarités mécaniques, primaires et exclusives en soi, mais sur la base de solidarités secondaires ouvertes, transcendant les identités particulières (sans les détruire), pour s'agréger dans une réalité supérieure, constituant la Nation, une et plurielle à la fois.

Cette unité-là sait se débarrasser des oripeaux encombrants du tribalisme et des irrédentismes pour s'orner des seuls atours qualitatifs et bienfaisants de la tribalité.

Dans cette logique, et sur les pas du Président de la République, S.E. Paul BIYA, l'année 2020 a bien donné à la communauté nationale l'exaltante opportunité d'assumer concrètement son devoir de solidarité, au service d'un Cameroun, un et indivisible. ■

currently observed such as exacerbated tribalism, manipulative regionalism, secessionist adventurism, etc., which are all counter-values to be radically rejected because they are a threat tonational solidarity and unity.

True to himself, President Paul BIYA has ceaselessly pointed, whenever he has the opportunity, that Cameroon cannot be imagined without national unity. And **the unity of Cameroon goes hand in hand with the rich diversity of our original cultures**. National unity stems from a patient construction, not based on mechanical, primary and self-exclusive solidarities, but on open secondary solidarities that transcend individual identities (without destroying them), to aggregate into a higher reality that constitutes the Nation, one and plural at the same time.

This unity is capable of getting rid of the cumbersome rags of tribalism and irredentism, and adorning itself only with qualitative and beneficial garbs of tribality.

In line with this, and in the footsteps of the President of the Republic, H.E. Paul BIYA, the year 2020 indeed gave the national community the exhilarating opportunity to actually take up its duty of solidarity, at the service of Cameroon, one and indivisible. ■





Une diplomatie pertinente au service de l'émergence

Relevant Diplomacy at the Service of Cameroon's Emergence

La diplomatie est un instrument nécessaire pour construire l'influence d'un Etat et stabiliser ses rapports avec les autres Etats. Elle est un outil de gestion de la politique étrangère par la négociation et le dialogue. Au-delà de son importance, la diplomatie est, avant tout, attestation de la valeur des Chefs d'Etat, modalité d'exercice de leur compétence relationnelle, moyen d'appréciation des conjonctures et des rapports de forces internationaux afin d'opérer les réajustements nécessaires.

Diplomacy is a vital instrument for extending the influence of the State and stabilizing its relations with other States. It is used as a tool for managing foreign policy through negotiation and dialogue. Besides its importance, it is, primarily, a confirmation of the importance of Heads of State, a mechanism for exercising their interpersonal competence, and a means of assessing international situations and power relations so as to make necessary changes.

Sous l'impulsion de son Chef, S.E. Paul BIYA, la diplomatie camerounaise s'avère pertinente dans la recherche de l'émergence du Cameroun. Deux arguments justifient cette assertion. D'abord, à l'épreuve des incertitudes nées au plan international avec la crise du multilatéralisme, les changements climatiques et leurs conséquences sur les écosystèmes, les mesures barrières prises par la communauté internationale pour freiner la propagation de la pandémie de COVID-19, et les multiples ingérences extérieures dans la crise sécuritaire, la diplomatie camerounaise se déploie pour contrecarrer les adversités et défendre ses intérêts dans le concert des nations. En 2020, elle a dévoilé le tact et la grande habileté stratégique du Chef de l'Etat qui maîtrise l'environnement et les grands dossiers internationaux de même que les défis auxquels son pays est confronté. **Leader respecté, y compris par des partenaires qui ne partagent pas ses options, le Président Paul BIYA s'est distingué, une fois de plus, par l'efficacité dans la discrétion, la mesure dans l'ambition, le respect de l'autre par l'action.**

Paré d'une forte légitimité, renouvelée par le peuple camerounais lors du scrutin du 7 octobre 2018, le Président Paul BIYA a mené une activité diplomatique intense, opéré des choix stratégiques d'une habileté toute particulière et posé des actes, dont les résultats éloquentes témoignent à suffisance d'une magistrature d'influence qui œuvre à la préservation de la souveraineté nationale, de l'intégrité territoriale et du rayonnement international du Cameroun. Sa méthode est restée constante et efficace. Fidèle à ses principes et valeurs, il privilégie la négociation sur une base de réciprocité et d'équité. En outre, comme on peut l'observer dans la redynamisation de l'action diplomatique au cours de l'année 2020, il ne cesse de réaffirmer son adhésion au multilatéralisme, à la coopération bilatérale, régionale et internationale, pour trouver des solutions aux questions de paix et de développement.

Under the leadership of H.E. Paul BIYA, Cameroon's diplomacy plays a significant role in the quest for the country's emergence. Two points justify this statement. First, in the face of global uncertainties due to the crisis of multilateralism, climate change and its consequences on ecosystems, the barrier measures taken by the international community to curb the spread of the COVID-19 pandemic, and the numerous external interferences in the security crisis in the country, Cameroon's diplomacy seeks to overcome adversity and to defend its interests in the concert of nations. In 2020, it revealed the tact and great strategic abilities of the Head of State who has a mastery of the environment and major international issues as well as the challenges facing his country. President Paul BIYA is a well-respected leader, even by partners who do not share his options. He has distinguished himself, once more by his efficiency and discretion, his ambition and his respect for others through action.

Equipped with the great trust renewed in him by the Cameroonian people during the 7 October 2018 elections, President Paul BIYA has carried out intense diplomatic activities, made strategic choices with remarkable skill and took action, whose brilliant results bear sufficient testimony to his influence which seeks to preserve the country's sovereignty, territorial integrity and international image. His method is consistent and effective. True to his principles and values, he prioritizes negotiation based on reciprocity and equity. In addition, he has continued to reaffirm his commitment to multilateralism and bilateral, regional and international cooperation to find solutions to peace and development issues, as reflected in the revitalization of diplomatic activities in 2020.





Une redynamisation de l'action diplomatique à la mesure des enjeux et des attentes

Si la diplomatie est de l'ordre des moyens et des instruments, elle participe aussi de la forme que prennent les interactions. La récente redynamisation de l'action diplomatique ainsi que la réorientation opportune et judicieuse de la carte diplomatique du pays révèlent la consolidation de la concertation et du dialogue comme instruments de renforcement de l'influence et de la respectabilité du Cameroun.

A l'observation attentive de la méthode BIYA en diplomatie, c'est la centralité des instruments de compromis et de persuasion que sont la concertation et le dialogue dans le traitement des problématiques globales et la défense des intérêts nationaux sur des crises internes, qui forment la colonne vertébrale de sa stratégie. Dès le 09 janvier 2020, dans son allocution devant le corps diplomatique accrédité au Cameroun, le Président Paul BIYA appelle à

Revitalizing Diplomatic Action in line with Stakes and Expectations

Although diplomacy deals with means and instruments, it also helps to shape interactions. The revitalization of the diplomatic action and the expedient and judicious reorientation of the country's diplomatic map reveal the strengthening of consultation and dialogue as instruments to strengthen Cameroon's influence and standing.

A careful observation of the BIYA method in diplomacy shows that compromise and persuasion through consultation and dialogue in handling global issues and defending national interests in internal crises are central to his strategy. In his address to the diplomatic corps accredited to Cameroon on 9 January 2020, President Paul BIYA underscored the need to forge a genuine and sincere international solidarity among States so as to address current

Relevant Diplomacy at the Service of Cameroon's Emergence

l'édification d'une solidarité internationale véritable et sincère entre les Etats pour faire face aux grands enjeux internationaux de l'heure (paix et sécurité, changements climatiques, mouvements migratoires, montée du populisme, crise du multilatéralisme, lutte mondiale contre les pandémies, etc.). Le Chef de l'Etat exhorte aussi les protagonistes de la « guerre commerciale » à trouver une issue à leur différend par le dialogue et la négociation, seuls capables de soutenir une mondialisation qui mette l'homme et son environnement au cœur de toute activité économique. Cette tribune a donné aussi l'opportunité au Président de la République de présenter l'ensemble des efforts entrepris pour restaurer la paix sur l'étendue du territoire national, témoigner sa gratitude aux partenaires bilatéraux et multilatéraux pour leur accompagnement bienveillant, repréciser les leviers de résolution de la crise socio politique aux relents séparatistes dans la partie anglophone du pays, à savoir, l'adoption d'un statut spécial pour les deux régions pour parachever la mise en place des institutions prévues par la Constitution, entre autres.

major international challenges (peace and security, climate change, migratory movements, the rise of populism, the crisis of multilateralism, the global fight against pandemics, etc.). The Head of State also urged the protagonists in the "trade war" to find a solution to their dispute through dialogue and negotiation which are the sole means of sustaining a globalization that places the human being and his environment at the heart of all economic activity. The President of the Republic used this occasion to present the various efforts made to restore peace throughout the national territory, to express his gratitude to bilateral and multilateral partners for their generous support, to clarify the levers for resolving the socio-political crisis with separatist undertones in the English-speaking regions of the country, namely the adoption of a special status for the two regions to complete the establishment of the institutions provided for in the Constitution, among others.

The audiences granted by the Head of State to foreign emissaries, ambassadors accredited to Yaounde and representatives of international





Les audiences accordées par le Chef de l'Etat aux émissaires étrangers, aux ambassadeurs accrédités à Yaoundé et aux représentants des Organisations internationales sont des moments de concertation et de dialogue franc avec des partenaires bilatéraux et multilatéraux. Elles mettent en lumière le souci de transparence du Chef de l'Etat, dans un style qui autorise d'évoquer librement tous les sujets d'intérêt commun, convergents ou divergents, pour dissiper les malentendus et rapprocher les points de vue. La méthode BIYA en diplomatie est donc pragmatique et réaliste. Les sujets traités lors des audiences de 2020 sont divers et touchent aux questions de paix et de sécurité, de respect des droits humains, de gouvernance, d'intégration sous-régionale, de gestion de la pandémie de COVID-19, de changements climatiques, etc. Et, lorsque la nécessité l'exige, le Chef de l'Etat sait se montrer persuasif avec ses interlocuteurs qui ne tarissent pas d'éloges et de reconnaissance au sortir de ces entretiens.

Bravant avec courage et détermination des vagues d'agitation menées par des groupuscules

organizations are moments for consultation and frank dialogue with bilateral and multilateral partners. They underscore the Head of State's concern for transparency, in a style that allows for the free discussion of all subjects of common interest, whether convergent or divergent, to dispel misunderstanding and reconcile viewpoints. The BIYA method in diplomacy is therefore pragmatic and realistic. The topics considered during audiences in 2020 were diverse and concerned peace and security, respect for human rights, governance, sub-regional integration, the management of the COVID-19 pandemic, climate change, etc. Whenever necessary, the Head of State uses persuasion with his interlocutors, who shower praises and gratitude to him at the end of these discussions.

President Paul BIYA who has braved waves of agitation stirred up by small unrepentant diaspora groups with courage and determination and never responds to provocation or allow himself to be disconcerted by false allegations made by some politically motivated advocates

Relevant Diplomacy at the Service of Cameroon's Emergence

impénitents de la diaspora, et sans jamais céder aux provocations ni se laisser déconcerter par des allégations mensongères de quelques chantres de l'humanisme juridique (les ONG de défense de droits de l'homme) politiquement marqués, le Président Paul BIYA prend de la hauteur. Il privilégie l'information objective et documentée des partenaires par les canaux diplomatiques consacrés pour rétablir l'image du Cameroun constamment écornée dans les médias étrangers influencés par une opposition en mal d'inspiration. Washington, Paris, Bruxelles, Ottawa, Berlin, Bruxelles, Madrid, Rome, New York, Genève, etc., sont régulièrement édifiés sur la situation des droits de l'homme et des libertés politiques au Cameroun, tant en ce qui concerne la lutte contre le terrorisme dans la partie septentrionale que les opérations de maintien de l'ordre partout où les populations sont victimes de violences de la part des bandes de hors-la-loi.

La redynamisation de l'action diplomatique a aussi pris la forme d'une réorientation opportune et judicieuse de la carte diplomatique.

of legal humanism (human rights NGOs), looks at the big picture. He prioritizes the dissemination of unbiased and documented information to partners through specific diplomatic channels with a view to restoring Cameroon's image which is frequently tarnished in foreign media under the influence of an opposition in need of inspiration. Washington, Paris, Brussels, Ottawa, Berlin, Brussels, Madrid, Rome, New York, Geneva, etc., are regularly informed about the situation of human rights and political freedoms in Cameroon with respect to the fight against terrorism in the northern part of the country as well as the law enforcement operations carried out wherever populations suffer violence committed by gangs of outlaws.

The revitalization of diplomatic activities has also taken the form of the expedient and judicious reorientation of Cameroon's diplomatic map.



Une réorientation opportune et judicieuse de la carte diplomatique du Cameroun

La carte est un outil de transmission de l'information aux partenaires stratégiques, en fonction des objectifs de politique étrangère ou des intérêts stratégiques que le Chef de l'Etat assigne au Gouvernement. Elle est tributaire de la lecture avisée et judicieuse des événements qui émaillent la scène internationale et doit s'inspirer des options politiques qui la commande. Ainsi perçu, le redéploiement diplomatique opéré par le Chef de l'Etat au cours de l'année 2020 procède de la logique de renforcement de la coopération bilatérale, régionale et sous régionale dans le but de poursuivre notre marche vers l'émergence.

La réorientation de la carte diplomatique du Cameroun peut aussi traduire une réorientation du curseur diplomatique. En effet, contrairement à une idée faussement répandue sur la « préférence asiatique » de la diplomatie camerounaise, les actes posés par

Expedient and Appropriate Reorientation of Cameroon's Diplomatic Map

The diplomatic map is a tool for disseminating information to strategic partners, depending on the foreign policy objectives or strategic interests assigned to the Government by the Head of State. It hinges on the informed and judicious reading of world events and inspired by the political options underpinning it. Therefore, the aim of the diplomatic redeployment initiated by the Head of State in 2020 is to strengthen bilateral, regional and sub-regional cooperation so as to pursue our progress towards emergence.

The reorientation of Cameroon's diplomatic map may also reflect the reorientation of the diplomatic compass. Contrary to a misconception about the "Asiatic preference" of Cameroon's diplomacy, the actions taken by President Paul BIYA in 2020 show that he remains faithful to the principle of diversification





le Président Paul BIYA en 2020 montrent qu'il demeure fidèle au principe de la diversification des partenaires. L'Europe et l'Afrique comptent tout autant que l'Asie (Chine, Corée du Sud, Japon, Inde, Arabie Saoudite, Qatar, etc.), dans la projection internationale du Cameroun. En prenant une vingtaine d'actes de nomination de nouveaux Ambassadeurs et de Représentants Permanents auprès des Organisations internationales, le Président Paul BIYA a répondu au double besoin d'efficacité et de réajustement stratégique de la politique étrangère, à l'aune des enjeux de développement de notre pays. Aussi, peut-on lire dans cette réorientation de la carte diplomatique, une volonté de redéfinir de nouveaux axes stratégiques pour l'émergence. En premier lieu, l'axe du multilatéralisme, avec comme autoroute principale Genève-Addis-Abeba, en passant par Paris, Rome, Vienne, La Haye. Ensuite, l'axe de la coopération bilatérale. Parce que le multilatéralisme n'exclut pas le bilatéralisme, des Ambassadeurs accrédités dans certains pays représentent également

of partners. Europe and Africa are as important as Asia (China, South Korea, Japan, India, Saudi Arabia, Qatar, etc.) in Cameroon's international outlook. By issuing close to twenty decrees to appoint new ambassadors and permanent representatives in international organizations, President Paul BIYA responded to the dual need to enhance the efficiency and ensure the strategic reorientation of our foreign policy to match it to the development challenges faced by our country. The reorientation of the diplomatic map also reflects the desire to redefine new strategic thrusts to achieve emergence. The first is the multilateral thrust whose main direction is the Geneva-Addis-Abeba axis, through Paris, Rome, Vienna and The Hague. The next thrust is the bilateral cooperation thrust as multilateralism does not exclude bilateralism. The ambassadors accredited to some countries also represent Cameroon in international organizations. Such is the case in Ethiopia, France, Italy, the Netherlands, the Federal Republic of Germany and Austria.



le Cameroun auprès des Organisations internationales. C'est le cas en Ethiopie, en France, en Italie, aux Pays-Bas, en République Fédérale d'Allemagne et en Autriche. La coopération bilatérale concerne les deux pôles majeurs que sont l'Europe et l'Afrique. Pour l'Europe, le Président de la République entend rassurer les partenaires historiques et stratégiques du raffermissement des relations diplomatiques, économiques et militaires, dans l'intérêt bien compris de toutes les parties. L'objectif étant de construire une image fondée sur la gestion transparente des situations complexes, avec la dédramatisation de la situation sociopolitique du pays, de densifier les leviers d'attraction de potentiels investissements directs étrangers.

Concernant l'Afrique, trois objectifs sont recherchés par le redéploiement des Chefs de mission diplomatique. Il s'agit de l'intensification des relations diplomatiques et surtout économiques avec l'Afrique du Sud, du raffermissement des liens avec les pays du Maghreb dans les domaines économiques et sécuritaires, des pays réputés pour leur résilience

Bilateral cooperation concerns the two major poles which are Europe and Africa. Concerning Europe, the President of the Republic wants to reassure our historical and strategic partners by deepening our diplomatic, economic and military ties in the best interests of all parties. The objective is to build an image based on the transparent management of complex situations by de-dramatizing the country's socio-political situation in order to strengthen the levers for attracting potential foreign direct investment.

Concerning Africa, three objectives are targeted by the redeployment of heads of diplomatic missions. These are the intensification of diplomatic and, in particular, economic relations with South Africa, the consolidation of economic and security ties with the Maghreb countries known for their resilience to crises and the struggle to preserve national sovereignty, and the consolidation of good neighbourly relations with two sister countries, Congo and Equatorial Guinea.

aux crises et la lutte pour la préservation de la souveraineté nationale, du renforcement des relations de bon voisinage avec deux pays frères, le Congo et la Guinée Equatoriale.

Résultats probants et immédiats

Le choix judicieux des hommes par le Chef de l'Etat pour diriger les missions diplomatiques n'a pas tardé à produire des résultats probants en termes de rayonnement diplomatique du Cameroun et de consolidation du leadership local et international. De nombreuses victoires diplomatiques ont consacré le rayonnement international du Cameroun en 2020. Le Chef de l'Etat a sagement usé de sa magistrature d'influence pour placer ses compatriotes à de prestigieux postes au sein des Organisations internationales, parfois au terme d'une compétition âpre où seuls le doigté, le tact, la compétence relationnelle et la patience permettent de triompher. Trois principales victoires méritent d'être saluées ici :

- La première victoire est la désignation de Madame Marie Thérèse Chantal Ngakono, épouse Mfoula Edjomo, au poste de Commissaire à l'Aménagement du Territoire et Infrastructures de la Commission de la CEEAC, le 30 juillet 2020, lors de la XVIIème session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEEAC ;
- La deuxième victoire est l'élection du diplomate et juriste, Maurice Kengne Kamga, le 26 août 2020, au poste de juge au Tribunal International du Droit de la Mer à Hambourg (Allemagne) ;
- La troisième victoire est l'élection de Madame Mariatou Yap, le 14 octobre 2020, au poste de Secrétaire Général de l'Organisation Internationale de Protection Civile (OIPC), lors de la XXIVème Assemblée Générale de l'OIPC à Genève, en Suisse.

Ces succès diplomatiques éclatants sont le résultat tangible d'une vision, des choix sagement pensés et de la compétence relationnelle. Elles trahissent d'ores et déjà l'ambition du Cameroun, non seulement de rayonner mais aussi d'influencer les processus de décision au sein des Organisations internationales. Elles sont également la



Compelling and Immediate Results

The careful selection of men by the Head of State to head diplomatic missions has quickly produced convincing results in terms of enhancing Cameroon's diplomatic influence and strengthening its leadership at the local and international levels. Many diplomatic victories confirmed Cameroon's international influence in 2020. The Head of State skilfully used his authority to place his compatriots in prestigious positions in international organizations, sometimes after a stiff competition in which only diplomacy, tact, interpersonal skills and patience prevail. Three major victories are worth mentioning here:

- The first is the appointment of Mrs Mfoula Edjomo, née Marie Thérèse Chantal Ngakono as Commissioner for Spatial Planning and Infrastructure of the ECCAS Commission on 30 July 2020 during the XVIIth Ordinary Summit of the Conference of Heads of State and Government of ECCAS;



résultante d'une « diplomatie de l'ombre » où le Chef de l'Etat pèse sur les grands dossiers internationaux sans contrarier les intérêts des partenaires du Cameroun.

Regain d'influence de la diplomatie camerounaise

Le regain d'influence de la diplomatie camerounaise est appréciable à l'aune du leadership retrouvé dans la conduite des grands dossiers thématiques au sein des instances de coopération multilatérale. Si l'on s'arrête seulement à l'Office des Nations Unies à Genève, l'année 2020 marque le retour de la confiance en la diplomatie camerounaise dans la coordination du Groupe africain sur la thématique de la Santé au sein de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS).

Le dynamisme de la diplomatie camerounaise a été salué par le Directeur Général de l'OMS et par les autres pays africains. Pour l'année 2021, l'Ambassadeur, Représentant Permanent du Cameroun à Genève s'est vu

- The second victory is the election of the diplomat and jurist, Maurice Kengne Kamga, on 26 August 2020 as Judge at the International Tribunal for the Law of the Sea in Hamburg, Germany;
- The third is the election of Mrs Mariatou Yap on 14 October 2020 as Secretary-General of the International Civil Defence Organization (ICDO) during the ICDO's XXIVth General Assembly in Geneva, Switzerland.

These brilliant diplomatic successes are the concrete expression of vision, well planned options and interpersonal skills. They are already indicating Cameroon's ambition to not only achieve prominence, but also to influence decision-making in international organizations. They are also the outcome of "shadow diplomacy" in which the Head of State has exerted influence on major international issues without compromising the interests of Cameroon's partners.

confier la coordination du Groupe africain sur la thématique des droits de l'homme au Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies. Il s'agit-là assurément d'une grande marque de confiance à l'endroit des autorités camerounaises dans la gestion des droits de l'homme.

Le regain d'influence de la diplomatie camerounaise s'analyse également dans la capacité d'anticipation sur des événements susceptibles de porter atteinte à l'image du pays. La force de persuasion du Chef de l'Etat a eu raison des initiatives de dénigrement du Cameroun, relativisant au passage la chape de plomb que faisaient peser les insinuations de certains partenaires souvent mal informés ou mal intentionnés. Il n'est pas anodin de constater que le Cameroun a maintenu sa position d'influence dans les instances multilatérales comme l'ONU, la Francophonie ou le Commonwealth, en confirmant d'ailleurs la confiance réitérée des dirigeants de ces institutions et des autres partenaires qui s'investissent à ses côtés dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, la restauration de la paix sociale et la réconciliation nationale dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, la consolidation de la démocratie et le respect des droits de l'homme.

Un leadership transformateur dans les grands dossiers

Les avancées encourageantes dans le processus de rationalisation des Communautés Economiques Régionales (CER) en Afrique Centrale permettent de mettre en lumière le leadership transformateur du Chef de l'Etat sur les grands dossiers. En effet, sur la base des orientations de l'Union africaine, la 13ème Conférence des Chefs d'Etats et de Gouvernement de la CEEAC, tenue en octobre 2007, à Brazzaville au Congo, a invité les Présidents en exercice de la CEEAC et de la CEMAC à mettre en place un comité de pilotage en vue de l'élaboration d'une feuille de route définissant les actions d'harmonisation des politiques, des programmes et instruments d'intégration des deux Communautés, pour aboutir, à terme, à une seule Communauté Economique Régionale en Afrique Centrale. Pour donner une impulsion à cette dynamique, la 14ème Conférence des Chefs d'Etat et de

Renewed Influence of Cameroon's Diplomacy

The renewed influence of Cameroon's diplomacy is commendable in the light of the renewed leadership in the conduct of major thematic issues in multilateral cooperation bodies. In the United Nations Office in Geneva, for example, 2020 marked the renewal of confidence in Cameroon's diplomacy in the coordination of the African Theme Group on Health within the World Health Organization (WHO). **The Director-General of WHO and other African countries have hailed the vitality of Cameroon's diplomacy.** Cameroon's Permanent Representative in Geneva has been entrusted with the task of coordinating the African Theme Group on Human Rights within the United Nations Human Rights Council in 2021. This undoubtedly demonstrates the confidence African countries have in Cameroonian authorities in the management of human rights.

The renewed influence of Cameroon's diplomacy can also be assessed based on its capacity to anticipate events that can tarnish the country's image. The Head of State's power of persuasion has prevailed over attempts to vilify the country by putting into perspective the consequences of the insinuations made by some ill-informed or ill-intentioned partners. It is important to note that Cameroon has maintained its position of influence in multilateral bodies such as the United Nations, the Francophonie and the Commonwealth, confirming the renewed confidence of the leaders of these institutions and other partners who have collaborated with in efforts to combat terrorism and violent extremism, restore social peace and national reconciliation in the North-West and South-West Regions, and strengthen democracy and the respect for human rights.

Transformative Leadership on Key Issues

The positive progress made in streamlining regional economic communities (RECs) in Central Africa demonstrates the Head of State's transformative leadership on key issues. In keeping with the African Union guidelines, the 13th Conference of Heads of State and Government of ECCAS held in October 2007 in



Gouvernement de la CEEAC tenue à Kinshasa en RDC, le 24 octobre 2009, a confié la Présidence dédiée au Président de la République du Cameroun. Le 31 mars 2015, les Présidents en exercice de la CEEAC et de la CEMAC ont signé une décision conjointe portant création, organisation et fonctionnement du Comité de Pilotage. Dans l'accomplissement de ce mandat, les activités menées jusqu'à ce jour, sous l'impulsion du Chef de l'Etat, S.E. Paul BIYA, sont parvenus à des résultats probants. Il s'agit, entre autres, de la mise en place d'un cadre juridique et institutionnel par la création des structures opérationnelles telles que le secrétariat technique, le cadre de concertation et de coordination CEEAC/CEMAC/COPILCER-AC et la signature d'un Accord entre l'Etat du Cameroun et le COPILCER-AC relatif aux régimes de facilités et de privilèges du secrétariat technique du COPILCER-AC, l'unification des zones de libre-échange de la CEEAC et de la CEMAC dont les textes y relatifs ont été adoptés par les ministres du COPILCER-AC et entérinés par les conseils des ministres de la CEMAC et de la CEEAC, la construction d'une nouvelle union douanière à 11 pays. A ce sujet, des études ont abouti à l'élaboration des projets de code des douanes, de tarif extérieur commun, de politique commerciale commune CEEAC/CEMAC. Au rang également des résultats obtenus, on peut citer l'élaboration des avant-projets de textes se rapportant à la création d'une seule Communauté Economique

Brazzaville, Congo, urged the sitting Presidents of ECCAS and CEMAC member countries to set up a steering committee in order to prepare a roadmap defining the actions to be implemented in order to harmonize the policies, programmes and instruments of integration of the two communities with a view to establishing a single Regional Economic Community in Central Africa. To give fresh impetus to this process, the 14th Conference of Heads of State and Government of ECCAS held in Kinshasa, DRC, on 24 October 2009, designated the President of the Republic of Cameroon as Chair. On 31 March 2015, the Presidents of ECCAS and CEMAC member countries issued a decision relating to the setting up, organization and functioning of the Steering Committee. The activities carried out within the framework of the execution of this mandate under the guidance of the Head of State, H.E. Paul BIYA, have yielded significant results. These include the establishment of a legal and institutional framework through the setting up of operational entities such as the Technical Secretariat, the ECCAS/CEMAC/COPILCER-AC consultation and coordination framework and the signing of an agreement between the Government of Cameroon and COPILCER-AC on the regime of facilities and privileges of the COPILCER-AC Technical Secretariat, the use of ECCAS and CEMAC free trade areas whose instruments were adopted by COPILCER-AC ministers and endorsed by the CEMAC and



Régionale en Afrique Centrale. De manière générale, le processus de rationalisation des deux Communautés économiques régionales a connu une évolution significative sous le leadership du Président Paul BIYA.

En définitive, l'année 2020 a permis d'attester, une fois de plus, que la magistrature d'influence du Président Paul BIYA est et demeure au service d'une diplomatie de développement du Cameroun. Résolument attaché à la défense de l'intérêt supérieur de la nation, le Chef de l'Etat se singularise par ses choix dont les résultats finissent toujours par déconcerter, même les critiques les plus acerbes de son style et de sa méthode. ■



ECCAS councils of ministers, and the creation of a new customs union comprising 11 countries. In this connection, the studies conducted led to the drafting of the Customs Code, the common external tariffs and the ECCAS/CEMAC trade policy. Other results include the preparation of preliminary draft instruments relating to the creation of a single Regional Economic Community in Central Africa. On the whole, the process of streamlining the two regional economic communities has reached advanced stage under the leadership of President Paul BIYA.

Ultimately, the year 2020 confirmed once more that President Paul BIYA's influential leadership is and remains at the service of Cameroon's development diplomacy. The Head of State who is resolutely committed to defending the best interests of the nation, distinguishes himself through his options whose outcomes always baffle even the most vocal critics of his style and method. ■



L'économie camerounaise face à la crise sanitaire et économique. De la résilience à la relance

The Cameroonian Economy in the Face of the Health and Economic Crisis: from Resilience to Recovery

L'économie nationale se trouve une fois de plus confrontée à un défi majeur : faire face à la fois à trois crises (sécuritaire, sanitaire et économique) et garder l'objectif de l'émergence. En effet, les réformes structurelles visant l'efficacité et l'efficience dans les investissements publics, le développement du secteur privé et la consolidation budgétaire des entreprises dans le cadre du programme économique et financier avec le Fonds Monétaire International (FMI) avaient permis de poser les bases d'une croissance durable et inclusive, le pays étant déjà sous pression de la crise sécuritaire dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest et dans les zones frontalières des régions de l'Extrême Nord (Boko Haram) et de l'Est (bandes armées étrangères). Avec l'opérationnalisation des résolutions du Grand Dialogue National et l'accélération du processus de décentralisation, cette dynamique avait permis de maintenir les perspectives macroéconomiques favorables pour l'année 2020 avec une croissance prévisionnelle estimée à 4%.

The national economy is once more faced with the major challenge of addressing three crises (security, health and economic) at the same time and pursuing the objective of achieving emergence. The structural reforms initiated to enhance the effectiveness and efficiency of public investments, private sector development and corporate budget consolidation within the framework of the economic and financial programme implemented with the backing of the International Monetary Fund (IMF) helped to lay the foundations for sustainable and inclusive growth, as the country began to face pressure due to the security crisis in the North-West and South-West Regions, the border areas of the Far-North Region (Boko Haram) and the East Region (foreign armed bands). This momentum as well as the operationalization of the resolutions of the Major National Dialogue and the acceleration of the decentralization process helped to maintain a positive macroeconomic outlook for 2020 with growth estimated at 4%.

Ces perspectives ont été assombries par la pandémie de COVID-19. Née en Chine à la fin de l'année 2019, le coronavirus s'est répandu très rapidement dans la plupart des pays du monde dès le début de l'année 2020, mettant l'économie internationale, depuis lors, dans une position extrêmement inconfortable. Cette crise additionnelle est venue accentuer les facteurs de vulnérabilité économique de notre pays (chute des cours du pétrole, dégradation des termes de l'échange, réduction du commerce extérieur et du tourisme), créant le risque d'entraver les avancées socioéconomiques, fruit du dur labeur de la communauté nationale ces dernières années.

Une relecture de l'économie nationale, sous le prisme de ces pressions conjoncturelles au moment même où tous les espoirs étaient permis, permet de dégager cinq points de réflexion : le contexte de crise, ses conséquences sur l'économie camerounaise reconnue comme résiliente, les mesures correctives dans le respect des options de développement, les perspectives par rapport à la vision 2035, et les choix de relance à travers la loi de finances de l'exercice 2021.

These prospects have been overshadowed by the COVID-19 pandemic. The coronavirus, which originated in China at end-2019, spread very rapidly to many countries worldwide in early 2020, placing the global economy in dire straits ever since. This additional crisis has exacerbated the factors of economic vulnerability in our country (falling oil prices, worsening terms of trade, reduction in foreign trade and tourism), with the risk of impeding socio-economic progress achieved in recent years through hard work by the national community.

A review of the national economy under the cyclical pressures prism at the very moment when there is every reason to hope, helps to identify five points for reflection, namely the context of the crisis, its consequences on the Cameroonian economy which is considered resilient, corrective measures with respect to development options, 2035 Vision prospects, and recovery options through the Finance Law for the 2021 financial year.



De la crise sanitaire à la secousse économique

Si le lien entre la santé des individus et l'activité économique est évident, on comprend facilement les proportions inimaginables de la pandémie de COVID-19 au niveau des puissances industrielles du Nord, qui servent de moteur à l'économie mondiale, ce qui permet d'expliquer les secousses localement enregistrées. Pour éviter que la crise sanitaire ne précipite le pays dans une nouvelle crise économique, le Président de la République, S.E. Paul BIYA, a mis en place un plan de riposte à plusieurs dimensions, dont les deux principales sont la fermeture des frontières et le confinement partiel.

Cependant, la fermeture des frontières aux mouvements des personnes physiques n'ayant pas mis fin à l'échange international, l'économie camerounaise est restée exposée aux fluctuations de l'économie mondiale et plus particulièrement à l'effondrement des cours des matières premières. Un tel contexte est toujours propice au recul des activités d'échange avec l'international, au regard de la chute des opérations d'importation et d'exportation, et conséquemment, la baisse des ressources douanières qui représentent un poste important des recettes de l'Etat.

Cette tendance, qui s'était déjà signalée quelques années plus tôt avec la chute des cours du pétrole, a permis en réalité de révéler la résilience de notre économie, marque concrète et tangible des résultats positifs d'une politique de stimulation des investissements productifs, de diversification et d'inclusion économique et sociale impulsée par le Chef de l'Etat. Celle-ci apporte la preuve que l'économie camerounaise est de moins en moins dépendante du pétrole. C'est d'ailleurs à ce titre que la Banque Mondiale note que les perspectives à moyen terme restent positives avec une croissance non pétrolière qui devrait augmenter progressivement grâce à la consolidation budgétaire au cours de la période 2020/2021, qui, combinée à un meilleur rapatriement des devises, soutiendra une reconstitution des réserves de la BEAC.

Les mesures de confinement adoptées de part et d'autre ont eu pour effet la contraction des

From Health Crisis to Economic Shock

Since the link between individual health and economic activity is obvious, it is easy to understand the unimaginable proportions of the COVID-19 pandemic in the industrial powers of the North which are the drivers of the global economy and, hence, the shocks felt locally. To prevent the health crisis from plunging our country into a new economic crisis, the President of the Republic, H.E. Paul BIYA, adopted a multidimensional response plan involving notably border closure and partial quarantine.

However, since the restriction of the movement of people across borders has not put an end to international trade, the Cameroonian economy has remained exposed to global economic swings, especially the collapse of commodity prices. Such a context always leads to a decline in trade with the external world owing to the decline in import and export transactions and, hence, a decrease in customs revenue, which is an important State budget item.

This trend, which was already visible a few years earlier with the fall in oil prices, has actually helped to demonstrate the resilience of our economy, which is a concrete and tangible sign of the positive outcomes of the policy of stimulation of productive investments, diversification and economic and social inclusion promoted by the Head of State. This is proof that the Cameroonian economy is increasingly less dependent on oil. It is for this reason that the World Bank has stated that the country's medium-term prospects remain positive, with non-oil growth expected to increase steadily thanks to fiscal consolidation during the 2020/2021 period which will, together with improved foreign exchange repatriation, sustain the replenishment of BEAC's reserves.

The quarantine measures adopted on both sides have led to the contraction of markets following the reversal of trends in the economic variables of production, consumption, employment and purchasing power, causing unemployment and the recurrence of poverty in rich nations. The integration of the global economy has exposed the Cameroonian economy to the same vagaries,



marchés, suite à l'inversion de tendance des variables économiques que sont la production, la consommation, l'emploi et le pouvoir d'achat, provoquant ainsi le chômage et la résurgence de la pauvreté dans les nations riches. L'intégration de l'économie mondiale a exposé de fait l'économie camerounaise aux mêmes aléas, soumettant une fois de plus sa résilience à l'épreuve du choc de la crise sanitaire. En effet, si ces mesures entravent le dynamisme interne de l'économie en réduisant de façon certaine les activités d'échange et en pénalisant des pans entiers, tels que le tourisme et les loisirs, logiquement, on aurait dû s'attendre à un effondrement total de la situation économique comme dans les nations industrialisées du Nord. Mais les résultats, comme il apparaît plus loin, même s'ils restent négatifs dans l'ensemble, démontrent plutôt la bonne tenue de l'économie camerounaise, comparativement aux autres économies de l'Afrique Subsaharienne ou en voie d'émergence.

once more subjecting its resilience to the shock of the health crisis. Though these measures hamper the internal vitality of the economy by reducing trade activities to a certain extent and penalizing entire sectors such as tourism and leisure, logically one should have expected the economic situation to worsen as it is the case in the industrialized nations of the North. However, though the results presented below are still largely negative, they confirm the good performance of the Cameroonian economy, compared with other sub-Saharan or emerging economies.

La résilience économique du Cameroun éprouvée par la crise sanitaire

Les conséquences économiques de la crise sanitaire touchent l'ensemble des pays du globe, indépendamment des continents. La Commission des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED) souligne que cette crise a plongé toutes les économies de l'Afrique Subsaharienne en récession, avec une chute du PIB de 1,8%. De son côté, le FMI estimait qu'au lieu d'une croissance prévue à 3,8% en 2020, l'économie camerounaise reculerait plutôt de -3,5%, une baisse s'expliquant, comme pour l'ensemble des pays du continent africain, par la chute du PIB des principaux partenaires au développement que sont la Chine, l'Union européenne (UE) ou encore les Etats-Unis.

Malgré sa résilience constatée et expliquée par le succès de la stratégie de diversification de son économie, le Cameroun n'a pu être épargné par les effets pervers de la crise sanitaire. Cependant, il n'a été touché que de façon marginale, tant en ce qui concerne le nombre de personnes contaminées que le nombre de décès. **Le choc a été amorti grâce aux mesures audacieuses et proactives prescrites par le Chef de l'Etat**, à travers la stratégie de riposte gouvernementale contre le COVID. Contrairement à bon nombre de pays, la cohérence et l'adaptation rapide de notre système sanitaire ainsi que la bonne gestion de la pandémie, ont permis au Cameroun d'amortir le choc tant redouté.

S'il reste évident que le COVID-19, au-delà de l'aspect sanitaire, a eu des effets négatifs sur la plupart des secteurs de l'économie dans ses dimensions macro et micro, ce d'autant plus qu'il est venu se greffer aux crises sécuritaires, on ne peut manquer de relever la prouesse réalisée par l'économie camerounaise, qui n'enregistre, en termes réels, qu'un recul de -2,6% seulement. Ce taux peut être perçu, au regard des estimations des institutions de Bretton Woods, comme la meilleure performance de l'Afrique Subsaharienne et de la catégorie des pays émergents ou en développement, sachant que les grandes puissances économiques du Nord battent des records avec des taux à deux

Cameroon's Economic Resilience Tested by the Health Crisis

The economic consequences of the health crisis affect all countries worldwide, irrespective of continent. The United Nations Commission on Trade and Development (UNCTAD) points out that this crisis has plunged all sub-Saharan African economies into recession, with GDP falling by 1.8%. For its part, the IMF projects the Cameroonian economy to decline by -3.5% compared with growth estimated initially at 3.8% in 2020. This is due, like in all African countries, to the decrease in the GDP of key development partners, namely China, the European Union (EU) and the United States.

In spite of its resilience which has been observed and attributed to the success of its economic diversification strategy, Cameroon has not been spared from the adverse effects of the health crisis. However, it has only been slightly affected in terms of the number of infected cases and deaths. **The shock has been cushioned through the bold and proactive measures prescribed by the Head of State through the Government's COVID-19 response strategy.** Unlike many countries, the coherence and rapid adaptation of our health system and the judicious management of the pandemic have enabled the country to absorb the much dreaded shock.

While it remains obvious that COVID-19, beyond the health aspect, has had negative effects on most sectors of the economy in both its macro and micro dimensions, especially as it has compounded the security crises, one fail to acknowledge the remarkable performance of the Cameroonian economy which suffered a decline of only -2.6% in real terms. In light of the estimates of the Bretton Woods institutions, this rate can be considered as the best performance in sub-Saharan Africa and among emerging or developing countries, given that the major economic powers of the North are breaking records with double-digit rates, none of which exceeds 20%. The same applies to inflation which has been contained at 2.4%, below the sub-regional convergence threshold of 3%.

The decline of the Cameroonian economy has



chiffres, d'aucunes allant même au-delà de 20%. Il en est de même de l'inflation contenue à 2,4%, un chiffre qui reste en dessous du seuil de convergence sous-régional fixé à 3%.

Le recul de l'économie camerounaise s'est caractérisé par une chute des importations et des exportations, toute l'activité d'échange entretenue avec l'extérieur ayant connu une contraction de 16% au premier semestre 2020. De manière générale, au niveau du système productif, le COVID-19 a eu un impact réel sur la santé des entreprises. Le Groupement Interpatronal du Cameroun (GICAM) estimait au 2^{ème} trimestre que ce choc affecte 96,6% des unités, constituées de 25% des grandes entreprises et 75% des PME. Les mesures prises pour stopper la propagation du virus ont entraîné la baisse de la demande intérieure, engendrant au niveau des entreprises, des contreperformances de plusieurs ordres (difficultés d'approvisionnement, d'écoulement des produits, de financement extérieur, baisse de la production, du volume d'affaires, etc.) et les obligeant à contracter les charges et leurs inducteurs (emplois, salaires, commandes, investissements, etc.). Mais, c'était le moindre mal, la seule solution permettant de parer aux effets dévastateurs observés dans les nations industrialisées.

been characterised by a fall in imports and exports, with all foreign trade activity having contracted by 16% in the first half of 2020. In the productive system as a whole, COVID-19 has had a significant impact on corporate health. Estimates by the Cameroon Employers' Association (GICAM) show that in the second quarter of 2020 this shock affected 96.6% of units, 25% of them major enterprises and 75% SMEs. The measures taken to halt the spread of the virus have led to a drop in domestic demand, causing enterprises to underperform in various ways (supply, product disposal and external financing difficulties, decrease in production and volume of turnover, etc.), obliging them to cut costs and their drivers (jobs, salaries, orders, investments, etc.). But this was a lesser evil as it was the only solution needed to counter the devastating effects observed in industrialized nations.

Despite the difficult context, the objectives of refinancing the economy on the money market were achieved in 2020 thanks to the mechanism put in place by the Government. In other words, **the State of Cameroon has remained credible among investors and the pandemic has not impeded the implementation of structuring and community projects**, the reconstruction

Grâce au dispositif mis en place par l'Etat, malgré le contexte difficile, les objectifs de refinancement sur le marché monétaire ont été atteints en 2020. En d'autres termes, **l'Etat du Cameroun est resté crédible pour les investisseurs et la pandémie n'a pas constitué un frein à la réalisation des projets structurants et communautaires**, la reconstruction des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest et l'intensification des travaux de préparation du CHAN 2021 et de la CAN 2022. Parallèlement, les assouplissements du service de la dette, dont a bénéficié le pays, permettront, sans nul doute, de consolider la position extérieure à court et moyen termes et de limiter les effets récessifs de la pandémie de COVID-19.

Un dispositif d'ajustement à la crise sanitaire tourné vers l'avenir

Pour juguler les effets pervers de la pandémie, un ensemble de mesures clairvoyantes, prescrites par le Chef de l'Etat en faveur des entreprises et des ménages, ont porté essentiellement sur un recadrage budgétaire mobilisant la solidarité nationale pour venir en aide aux personnes les plus affectées ou vulnérables, et assouplir certaines contraintes sur les entreprises. Nous pouvons en relever trois types : les dispositions budgétaires, les mesures en faveur des entreprises et celles prises en direction des secteurs sociaux.

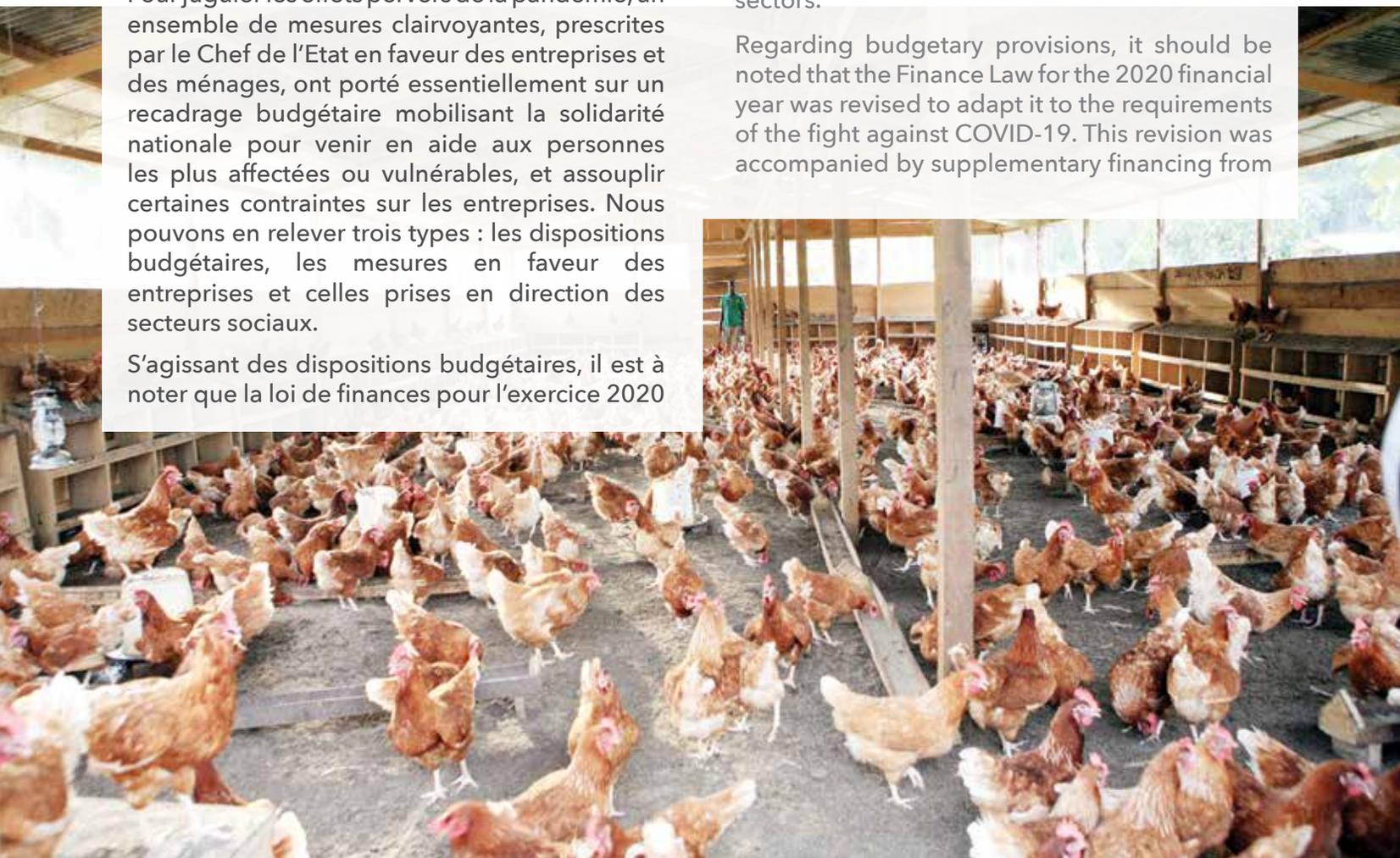
S'agissant des dispositions budgétaires, il est à noter que la loi de finances pour l'exercice 2020

of the North-West and South-West Regions and the intensification of preparatory works for CHAN 2021 and CAN 2022. Meanwhile, the easing of debt servicing, which has benefited the country, will certainly help to strengthen its external position in the short and medium term and limit the recessionary effects of the COVID-19 pandemic.

A Forward-looking Health Crisis Adjustment Mechanism

To curb the negative effects of the pandemic, the Head of State has prescribed a series of forward-looking measures in favour of enterprises and households focussing mainly on a budgetary framework that promotes national solidarity to assist the most affected or vulnerable people, and relaxes some constraints on enterprises. These measures fall under three categories: budgetary provisions, measures in favour of enterprises and measures in favour of the social sectors.

Regarding budgetary provisions, it should be noted that the Finance Law for the 2020 financial year was revised to adapt it to the requirements of the fight against COVID-19. This revision was accompanied by supplementary financing from



a été révisée pour s'adapter aux exigences de la lutte contre le COVID-19. Cette révision a été accompagnée de financements additionnels issus des partenaires traditionnels au développement. La constitution des ressources budgétaires s'est faite conformément aux orientations du Chef de l'Etat à travers le fonds spécial de solidarité nationale, ouvert pour faire face aux chocs créés par le coronavirus. **Cet appel à la solidarité nationale a mobilisé tous les acteurs nationaux et internationaux, donnant lieu à une dotation finale de 180 milliards de FCFA réinjectés dans l'économie, à titre de dotations d'investissement (27%) et de fonctionnement (73%).** Les fonds obtenus ont permis, en dehors de la recherche et de la prise en charge des cas confirmés de COVID-19, de soutenir les entreprises et les ménages à travers plusieurs programmes. Au vu des statistiques et de la progression de l'épidémie dans notre pays, le plan de riposte du Gouvernement a assurément permis d'asseoir la résilience sanitaire du pays, avec un taux de guérison de plus de 95%, et un taux de létalité d'environ 1,5%, sur un peu plus de 25 000 cas positifs recensés à la fin de l'année 2020.

Les entreprises locales ont bénéficié d'un soutien majeur sur le plan financier grâce à un déblocage de 50 milliards de FCFA alloués au paiement de la dette publique intérieure. Dans le souci de renforcer davantage la résilience économique, des fonds de relance ont été injectés dans différents domaines du système productif, à travers un soutien direct aux entreprises (10 milliards de FCFA) et des interventions plus fléchées (secteur du tourisme, encadrement des intervenants du secteur agricole dans l'optique de réduire la dépendance alimentaire, PME, artisanat et industrie pharmaceutique). Une batterie d'autres mesures visant à soulager la trésorerie des entreprises entrent également dans le décompte, avec l'assouplissement de certaines contraintes comptables et fiscales.

En ce qui concerne les secteurs sociaux, le développement des systèmes de formation et des enseignements à distance a occupé une place importante dans les mesures prescrites par le Chef de l'Etat pour assurer la bonne formation des jeunes camerounais et le développement continu des ressources

the country's traditional development partners. Budgetary resources were mobilized in keeping with the guidelines issued by the Head of State through the Special National Solidarity Fund set up to deal with the shocks created by the coronavirus. **This call for national solidarity mobilized all national and international actors, resulting in total contribution of 180 billion CFAF which was re-injected into the economy as investment (27%) and operating (73%) resources.** Besides research and the management of confirmed COVID-19 cases, the funds obtained were used to support enterprises and households through various programmes. Considering the statistics and the spread of the epidemic in our country, the Government's response plan has helped significantly to build the country's health resilience, with a recovery rate of over 95% and a case-fatality rate of about 1.5%, out of just over 25000 positive cases recorded at end-2020.

Local enterprises have benefited from substantial financial support through the allocation of 50 billion CFAF for the payment of domestic public debt. To further strengthen economic resilience, stimulus funds have been injected into various sectors of the productive system through direct support to enterprises (10 billion CFAF) and more targeted interventions (tourism sector, supervision of the agricultural sector actors in order to reduce food dependency, SMEs, handicrafts and the pharmaceutical industry). A series of other measures aimed at easing the cash flow of enterprises have also been introduced and some accounting and tax constraints relaxed.

Concerning the social sectors, the development of training and distance learning systems feature prominently in the measures prescribed by the Head of State to ensure the proper training of young Cameroonians and the continuous development of quality human resources in spite of the difficult context. To this end, additional resources (more than 19 billion CFAF) have been allocated for the education sector to ensure the continuation of face-to-face and distance learning, as well as to finance research and innovation so as to strengthen the production of essential pharmaceutical

humaines de qualité malgré le contexte. A cet effet, des ressources supplémentaires (plus de 19 milliards de FCFA) ont été allouées aux secteurs de l'éducation pour assurer la continuité des enseignements tant en présentiel qu'à distance, sans oublier le financement de la recherche et de l'innovation pour renforcer la production des produits pharmaceutiques de première nécessité et des semences améliorées. Les ménages ont également été mis au centre des mesures prescrites à travers le soutien aux catégories défavorisées, aux personnes vulnérables et plus exposées à la pandémie, telles que les enfants de la rue et les personnes âgées (2 milliards de FCFA) et une assistance aux ménages nécessiteux (16 milliards de FCFA).

Retrouver l'itinéraire de l'émergence

Au-delà de tous les efforts entrepris pour maintenir la résilience économique, le Cameroun reste confronté à un défi majeur : porter la croissance au niveau requis pour atteindre l'émergence et favoriser le progrès social. Dans cette perspective, le Gouvernement a adopté, à la fin de l'année 2020, un nouveau cadre de référence des politiques nationales : la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30). Elle rappelle avec emphase que la cohésion sociale et la prospérité partagée ne peuvent être que le résultat d'un effort collectif et d'un élan de solidarité nationale.

Toutes les institutions internationales prévoient la reprise de l'économie camerounaise en 2021 à un taux variant entre 3,3% et 4%. Le FMI, comme la Banque Mondiale, postule une augmentation des recettes non pétrolières portée par l'achèvement des investissements dans les projets d'infrastructures et une résolution progressive de la crise sécuritaire. Ces institutions notent que les réformes structurelles visant à accroître l'efficacité des investissements publics et à soutenir le développement du secteur privé porteront la croissance dans l'avenir.

L'économie camerounaise est donc semblable à un immense puzzle où les pièces s'encastrent progressivement, de façon harmonieuse, et dont la physionomie, à terme, dévoilera toute la cohérence du système. La résilience

products and improved seeds. Households have also been placed at the centre of the measures prescribed through support for underprivileged categories, vulnerable people and those more exposed to the pandemic such as street children and the elderly (2 billion CFAF) and assistance to needy households (16 billion CFAF).

Returning to the Path of Emergence

Despite all the efforts made to maintain economic resilience, Cameroon is still faced with the major challenge of increasing its growth so as to achieve emergence and promoting social progress. In this regard, at end-2020, the Government adopted a new national policy reference framework: the 2020-2030 National Development Strategy (SND30) which underscores the need to foster social cohesion and shared prosperity through collective effort and the drive towards national solidarity.

All international institutions project the Cameroonian economy will pick up in 2021 to stand at between 3.3% and 4%. The IMF, like the World Bank, projects an increase in non-oil revenue driven by the completion of investments in infrastructure projects and the gradual resolution of the security crisis. These institutions note that the structural reforms initiated to enhance the efficiency of public investment and support private sector development will drive future growth.

Thus, the Cameroonian economy appears as a huge jigsaw puzzle whose pieces are gradually being fitted together in a harmonious manner, and whose physiognomy will eventually reveal the coherence of the entire system. The resilience that has enabled the country to deal with the COVID-19 pandemic and its consequences is a perfect illustration of this fact. This health crisis, as well as international economic struggles and competition, reveal some trends which consider Africa as the reservoir of global growth, with the prospect of a vast deployment and relocation of all or part of the productive fabric of developed economies to the continent.

The experience of the COVID-19 crisis during which Cameroon has asserted itself as a model, through its effective management



qui a permis de faire face à la pandémie de COVID-19 et à ses conséquences, en est une parfaite illustration. Cette crise sanitaire ainsi que les batailles et la compétition économiques à l'international, dévoilent quelques tendances qui considèrent l'Afrique comme le réservoir de la croissance mondiale, avec en perspective un vaste mouvement de relocalisation de tout ou partie du tissu productif des économies développées.

L'expérience de la crise de COVID-19, au cours de laquelle le Cameroun s'est affirmé comme un modèle, avec une gestion efficace à portée pédagogique, peut aider l'économie nationale à se réinventer et à tirer son épingle du jeu. Il s'agira, à cet effet, de consolider le développement des infrastructures et du secteur privé, en mettant l'accent sur la finalisation des grands projets structurants, l'énergie, le transport, l'environnement des affaires, les services financiers et la qualité de la main d'œuvre. La bonne gouvernance sera également de mise, au travers de l'efficacité de la dépense publique, de l'amélioration de la réglementation dans les secteurs clés, en privilégiant des approches inclusives.

Tout en préservant la santé des populations et en engageant les ressources nécessaires vers



that serves as an example, can help to revitalize and improve the performance of the national economy. The aim will be to strengthen infrastructure and private sector development by focusing on the completion of major infrastructure, as well as energy, transport, business environment, and financial service sector projects and the improvement of the quality of the workforce. Good governance will also be promoted by enhancing the efficiency of public spending and improving regulation in key sectors through inclusive approaches.

While preserving the health of the population and committing the necessary resources towards leapfrogging in order to bridge the digital divide and keep pace with globalization, another requirement, and not the least, will be to train human capital adapted to the configuration of the economy. The objective is to link the education system to the development of skills so as to promote growth sectors: agriculture and agro-industry, the processing of raw materials, local consumption to support the policy of

un bond numérique, afin de rester en phase avec le trend de la globalisation, une autre exigence, et non des moindres, sera de former un capital humain adapté à la configuration de l'économie. Il s'agit d'arrimer le système éducatif à la production de compétences permettant d'adresser les secteurs porteurs de croissance : l'agriculture et l'agro-industrie, la transformation des matières premières, la consommation locale pour soutenir la politique de substitution ou à fort accent technologique pour accueillir les futures délocalisations. Des dispositifs stimulant l'entrepreneuriat, le développement de partenariats stratégiques et la formalisation progressive de l'informel devront également être envisagés. De telles réalités, qui remettent l'économie nationale sur l'itinéraire de l'émergence, rendent souhaitable la réforme du secteur de l'éducation et la reprise par l'Etat de l'investissement dans le supérieur par souci de cohérence et d'efficacité. De façon tout à fait logique, des politiques budgétaires semblent ici prioritaires afin d'accompagner ces choix et stimuler simultanément la production et la consommation.

Regard sur la loi de finances de l'exercice 2021

La loi de finances de l'exercice 2021 correspond à un début de matérialisation des options ci-dessus énoncées, malgré le contexte d'incertitude découlant de la persistance de la pandémie de COVID-19. Elle a été élaborée sous hypothèse d'une reprise économique, en tenant compte des engagements du Cameroun vis-à-vis de la Confédération africaine de football (CAF) et des défis auxquels le pays est confronté. D'une enveloppe globale de 4.865,2 milliards de FCFA, en augmentation de plus de 400 milliards de francs, elle table sur des prévisions de croissance de 3,3% et revient sur les trois défis, désormais érigés en priorités : la priorité d'ordre sécuritaire, la priorité d'ordre sanitaire fondée sur la stratégie de riposte et de résilience de l'économie pour limiter la propagation du coronavirus, et la priorité de relance économique.

Dans ses innovations, le dispositif annoncé dans l'itinéraire de l'émergence économique se profile avec l'opérationnalisation de la politique

substitution or technology-based sectors in order to accommodate future relocations. Measures to promote entrepreneurship, the development of strategic partnerships and the gradual formalization of the informal sector should also be envisaged. These realities, which restore the national economy on the path of emergence, justify the implementation of education sector reforms and the resumption by the State of investment in higher education to ensure coherence and efficiency. Logically, budgetary policies seem to be prioritized here to support these options and stimulate production and consumption.

Overview of the Finance Law for the 2021 Financial Year

The Finance Law for the 2021 financial year corresponds to the beginning of the materialization of the options presented above, amid the climate of uncertainty owing to the persistence of the COVID-19 pandemic. It has been prepared based on the assumption of an economic recovery, taking into account Cameroon's commitments to the Confederation of African Football (CAF) and the challenges faced by the country. The State budget for the 2021 financial year stands at 4 865.2 billion CFAF, up by more than 400 billion CFAF. It is based on a 3.3% growth forecast and focuses on the three challenges that have now been prioritized, namely the security priority, the health priority based on the response strategy and economic resilience to limit the spread of the coronavirus, and the economic recovery priority.

One of the innovations introduced is the mechanism contained in the economic emergence trajectory involving the implementation of the import-substitution policy, which reflects the Government's option to rely on local actors and encourage national champions in order to reduce the dependence of the Cameroonian economy on the outside world and promote job creation. The budget allocated for investments reflects the Government's objective to use most of the resources to finalize on-going projects and complete major first-generation structuring

The Cameroonian Economy in the Face of the Health and Economic Crisis: from Resilience to Recovery

d'import-substitution, qui traduit l'option du Gouvernement de miser sur les acteurs locaux et encourager les champions nationaux en vue de réduire la dépendance de l'économie camerounaise vis-à-vis de l'extérieur et de stimuler la création d'emplois. Au niveau de l'enveloppe consacrée à l'investissement, se dégage l'ambition de consacrer l'essentiel des ressources à la finalisation des projets en cours de réalisation et le parachèvement des grands projets structurants de première génération, afin de permettre au Cameroun d'atteindre ses objectifs de croissance et d'émergence. En bonne place, apparaît l'exécution du plan présidentiel de reconstruction et de développement des régions du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et de l'Extrême-Nord, composantes essentielles du processus de résolution des crises qui touchent ces régions. On peut aussi, entre autres, relever le renforcement de la discipline budgétaire au sein des administrations, qui devrait permettre de réduire le déficit budgétaire et de maîtriser l'endettement public ; autant, le plafonnement du Fonds spécial de développement du secteur de l'électricité, qui permettra de booster davantage l'offre d'énergie, ainsi qu'un ensemble de mesures fiscales de soutien à l'économie, dans l'optique d'améliorer le climat social et l'environnement des affaires.

Parvenu au terme de ces analyses, on peut dire que le Cameroun, sous la conduite magistrale d'un homme d'Etat sage, éclairé et très expérimenté, a su tirer les leçons de ses expériences passées pour figurer parmi les modèles dans la gestion de la crise sanitaire liée à la pandémie de COVID-19. Notre pays a su tirer profit de ses capacités de résilience économique, construites de manière prudente et efficace. **Aussi, la relance économique, à partir de l'année 2021, est-elle perçue comme une conséquence logique des choix politiques judicieux du Président Paul BIYA. ■**

projects so as to enable Cameroon to achieve its growth and emergence targeted. The implementation of the Presidential Plan for the Reconstruction and Development of the North-West, South-West and Far North Regions, which is an essential component in the resolution of the crises affecting these regions, features prominently in this package. It is also important to note, among other things, the strengthening of budgetary discipline in government services, which should help to reduce the budget deficit and control public debt, as well as the capping of the Special Appropriation Account for the Development of the Electricity Sector, which will further boost power supply, as well as a series of fiscal measures to support the economy so as to improve the social and business environment.

At the end of this analysis, one can say that Cameroon, under the able leadership of a wise, enlightened and very experienced statesman, has been able to draw lessons from its past experiences to serve as a model in the management of the health crisis linked to the COVID-19 pandemic. Our country has been able to take advantage of its economic resilience which has been built carefully and effectively. In addition, **economic recovery as from 2021 should be perceived as the logical outcome of President Paul BIYA's prudent political options. ■**





La transformation numérique au Cameroun et son impact sur l'économie nationale

Digital Transformation in Cameroon and its Impact on the National Economy

La transformation numérique ou transformation digitale, est un processus par lequel tous les segments de la société sont appelés à intégrer les procédés technologiques dans leur fonctionnement. Qu'il s'agisse d'innovations telles que les plateformes monétaires mobiles ou l'externalisation à grande échelle des processus commerciaux, la numérisation crée des emplois, élimine la pauvreté, réduit les inégalités, facilite la fourniture de biens et services et contribue à la réalisation de l'Agenda 2063 et des Objectifs de Développement Durable des Nations Unies. Elle est donc un vecteur de croissance, de productivité et de compétitivité des entreprises et des organisations, ainsi que de développement des Etats. Son caractère transversal fait qu'elle impacte tous les domaines de la vie et tous les secteurs de l'économie.

Digital transformation is the process by which all segments of society integrate technological processes into their operations. Whether these are innovations such as mobile currency platforms or the large-scale outsourcing of business processes, digitization creates jobs, eliminates poverty, reduces inequality, facilitates the delivery of goods and services and contributes to achieving Agenda 2063 and the United Nations Sustainable Development Goals. It is therefore a vector of growth, productivity and competitiveness for enterprises and organizations, as well as national development. Its cross-cutting nature implies that it has an impact on all spheres of life and sectors of the economy.

Au Cameroun, le discours du Chef de l'Etat dégage depuis au moins deux décennies une constance dans sa vision sur l'économie numérique : elle demeure la clé de voûte de notre développement économique.

A l'initiative du Président de la République, un forum international sur l'économie numérique a été organisé à Yaoundé du 15 au 17 mai 2017, sous le thème : « *Comment réussir l'économie numérique au Cameroun* ». Il s'agissait de présenter les atouts de cette activité pour notre pays, en s'inspirant des expériences réussies ici et ailleurs, de créer des conditions idoines pour réussir la transition qu'elle induit, et de mobiliser les financements internationaux en faveur des projets innovants dans ce secteur de l'économie numérique au Cameroun. Le développement de l'économie numérique constitue donc un véritable enjeu pour les pouvoirs publics dont l'engagement à dynamiser le secteur est résolu.

Le Chef de l'Etat en a défini la feuille de route dans son message à la jeunesse le 10 février 2016: « *Le Gouvernement devra poursuivre avec méthode et efficacité la mise en place d'une infrastructure adéquate, mais aussi l'assainissement et la bonne régulation de ce secteur clé, dans l'intérêt de l'économie nationale et du développement de l'emploi-jeune. Les instituts de formation, publics ou privés, sont appelés à jouer leur rôle pleinement. Ils doivent identifier les métiers nouveaux et adapter leurs programmes en conséquence. Les grandes entreprises et autres structures, publiques comme privées, sont appelées à donner l'exemple, en procédant progressivement à leur propre mutation numérique. Les institutions financières trouveront certainement leur intérêt à développer des programmes spécifiques, pour soutenir les projets portés par les jeunes dans cette nouvelle économie. C'est au prix d'un tel engagement collectif que nous allons gagner le pari d'une transition numérique réussie.* »

Des mutations profondes se sont opérées dans trois principaux domaines : le développement des infrastructures large bande, l'accroissement de la production et l'offre des contenus numériques à travers le développement d'une industrie locale du numérique, la recherche et l'innovation, la gouvernance et la formation.

In Cameroon, the Head of State has been consistent in his speeches for at least two decades, regarding his vision of the digital economy: it remains the cornerstone of our economic development.

On the initiative of the President of the Republic, an international forum on the digital economy was held in Yaounde from 15 to 17 May 2017 on the theme: "*How to develop a successful digital economy in Cameroon*". The aim was to present the advantages of the digital economy in our country by drawing lessons from success stories here and there so as to create the conditions conducive to achieving such transition, and to mobilize external financing for the implementation of innovative digital economy sector projects in Cameroon. Thus, the development of the digital economy constitutes a real challenge to the public authorities who are committed to ensuring the development of the sector.

In his message to the youth on 10 February 2016, the Head of State defined the roadmap of this process when he said: "*The Government should systematically and effectively continue setting up appropriate infrastructure, but also cleaning up and properly regulating this key sector in the interest of the national economy and the development of youth employment. Public or private training institutions are called upon to fully play their role. They must identify the new trades and tailor their syllabuses accordingly. Large enterprises and other public and private entities should set the example by progressively carrying out their own digital switchover. Financial institutions definitely stand to benefit by developing specific programmes to support youth-initiated projects in this new economy. It is through such collective commitment that we will be able to rise to the challenge of digital transition.*"

Profound changes have taken place in three main areas, namely the development of broadband infrastructure, the increase in the production and supply of digital content through the development of a local digital industry, research and innovation, and governance and training.



Le développement des infrastructures large bande

Dans le cadre des stratégies définies en vue du développement des TIC, des projets ont été mis en œuvre avec pour objectif de doter le Cameroun d'une infrastructure d'accès visant le maillage de tout le territoire, l'aménagement numérique des villes dans l'optique de faciliter et de promouvoir l'accès aux services numériques à moindre coût. La finalité est de construire des infrastructures de transport et d'acquérir les mécaniques de qualité, susceptibles de porter l'implantation de l'économie numérique, de favoriser l'accès aux réseaux et services modernes des télécommunications/TIC de qualité et à moindre coût à toutes les couches de la population. Pour ce qui est de la Poste, de l'arrimer aux exigences de l'économie numérique, et de favoriser l'accès généralisé aux produits et services postaux modernes, sur toute l'étendue du territoire national.

Le Cameroun dispose à ce jour d'un potentiel linéaire de près de 20 000 km de fibre optique, constituant l'ossature principale du réseau à

Development of Broadband Infrastructure

Projects have been implemented within the framework of ICT development strategies to provide Cameroon with access infrastructure so as to link the entire territory and expand digital services to towns and cities with a view to facilitating and promoting access to digital services at reduced cost. The ultimate aim is to build transmission infrastructure and procure quality equipment that can support the development of the digital economy, promote access to modern quality telecommunications/ICT networks and services at reduced cost for all segments of the population. In the domain of posts, the aim is to adapt postal services to the demands of the digital economy and to promote universal access to modern postal products and services nationwide.

So far, Cameroon has a linear potential of about 20 000 kilometres of optical fibre which forms the backbone of the interurban optical fibre network deployed by CAMTEL in Cameroon's ten regions. It covers 52 of the country's 58

Digital Transformation in Cameroon and its Impact on the National Economy

fibres optiques interurbaines déployées par CAMTEL, dans les dix régions du pays. Il dessert 52 des 58 départements et 209 arrondissements sur les 360 que compte le Cameroun, avec des bretelles vers les pays voisins, tels que le Congo, le Tchad, le Gabon, la Guinée Équatoriale, la RCA et le Nigéria.

Le développement des infrastructures large bande a également porté sur l'aménagement numérique des villes. Le premier volet consiste à déployer des boucles optiques urbaines dans tous les chefs-lieux de région, pour un linéaire total à date d'environ 450 km de boucles optiques urbaines dans les villes de Yaoundé, Douala, Limbé, Maroua, Bafoussam, Ebolowa, Bamenda, Garoua, Ngaoundéré, Bertoua et Buea en cours.

divisions et 209 of its 360 sub-divisions with links to neighbouring countries such as Congo, Chad, Gabon, Equatorial Guinea, CAR and Nigeria.

Broadband infrastructure development has also focused on expanding digital services to towns and cities. The first component consists in deploying urban optical loops in all regional capitals for a total length of about 450 kilometres in the cities of Yaounde, Douala, Limbe, Maroua, Bafoussam, Ebolowa, Bamenda, Garoua, Ngaoundere, Bertoua and Buea. This process is ongoing.

The second component concerns the densification of the wired, fixed and wireless access networks through the National Broadband Network (NBN) project.





Le deuxième volet concerne la densification des réseaux d'accès filaires et fixes sans fil à travers le projet National Broadband Network (NBN). Ainsi, 12 localités disposent d'accès large bande (xDSL et ITTx) pour une capacité globale de 39 936 accès, dont 15 872 pour la ville de Douala, 16 896 pour la ville de Yaoundé, 7168 dans les dix autres villes. Un projet d'extension est en cours pour porter la capacité totale à 1 000 000 accès. Cet aménagement numérique permet une couverture du territoire en réseaux 2G/3G/4G, améliorant de ce fait l'accès aux services et au réseau Internet.

La construction des infrastructures de stockage et d'accès est également à signaler. En effet, le Cameroun enregistre un certain nombre d'infrastructures de stockage et d'hébergement

Thus, 12 localities have broadband access (xDSL and ITTx) for a total capacity of 39 936 access points, 15 872 of them in the city of Douala, 16 896 in the city of Yaounde, and 7 168 in the other ten towns and cities. An extension project is being implemented to increase the total capacity to 1 000 000 access points. This digital development helps to cover the territory with 2G/3G/4G networks, thus, improving access to services and the Internet network.

Another development worth mentioning is the construction of storage and access facilities. Cameroon has a number of data storage and hosting infrastructure developed by operators. These include the data centres deployed by CAMPOST and CAMTEL as well as mobile phone

de données initiés par les opérateurs. Il s'agit notamment des Data Centers déployés par CAMPOST et CAMTEL ainsi que par les opérateurs de téléphonie mobile MTN, Orange et Viettel Cameroun. Ainsi, les domaines de la téléphonie mobile, de l'offre internet, et de l'utilisation des TIC ont connu ces dernières années une amélioration significative en termes d'offre de qualité.

Pour ce qui est de la connectivité internationale, le Gouvernement a également engagé la construction des points d'atterrissage de câbles sous-marins le long de sa façade maritime. A date, notre pays dispose de quatre (04) points d'atterrissage de câbles sous-marins à fibre optique en service, à savoir : SAT3 (South Atlantic 3) à Douala d'une capacité activée de 280 Gigabits par seconde (Gbps), mis en service le 18 février 2002 ; WACS (West Africa Cable System) à Limbé d'une capacité activée de 280 Gbps, mis en service le 1^{er} juillet 2015; NCSCS (Nigeria to Cameroon Submarine Cable System) à Kribi, d'une capacité activée de 40 Gbps, mis en service le 25 janvier 2016 ; SAIL (South Atlantic Inter Link) à Kribi, d'une capacité activée de 1,4 Tbps, mis en service le 15 décembre 2018.

En vue de permettre la conservation du trafic national au niveau local sans passer par des équipements basés à l'étranger, le Cameroun a construit deux points d'échange Internet (IXP) à Yaoundé et à Douala en 2016. Ces points permettent d'assurer l'échange de trafic Internet sur le territoire national, avec un impact positif sur l'augmentation des performances de fonctionnement et le taux de pénétration de l'Internet, en réalisant en même temps des économies de coût sur la bande passante au niveau local et au niveau international.

De ce qui précède, l'on note que **des avancées considérables ont été enregistrées au niveau de la couverture du territoire national tant par les réseaux téléphoniques que par l'accès à l'Internet, ainsi qu'une baisse significative des coûts d'accès aux services.**

operators, MTN, Orange and Viettel Cameroon. Mobile telephony, Internet services and ICT usage have therefore improved significantly in recent years, in terms of the quality of services provided.

Regarding international connectivity, the Government has also embarked on the construction of submarine cable landing points along its seafloor. To date, Cameroon has 4 (four) optical fibre submarine cable landing points which are operational, namely South Atlantic 3 (SAT3) in Douala with an activated capacity of 280 Gigabits per second (Gbps), commissioned on 18 February 2002; the West Africa Cable System (WACS) in Limbe with an activated capacity of 280 Gbps, commissioned on 1 July 2015; the Nigeria to Cameroon Submarine Cable System (NCSCS) in Kribi with an activated capacity of 40 Gbps, commissioned on 25 January 2016; and the South Atlantic Inter Link (SAIL) in Kribi with an activated capacity of 1.4 Tbps, commissioned on 15 December 2018.

To enable the conservation of national traffic at the local level without passing through foreign-based facilities, Cameroon built two Internet Exchange Points (IXPs) in Yaounde and Douala in 2016. These points help to ensure the exchange of Internet traffic on the national territory, thus increasing operational performance and the Internet penetration rate, as well as reducing bandwidth costs at the local and international levels.

In light of the above, **significant progress has been made to improve the coverage of the national territory in terms of telephone networks and Internet access, as well as to significantly reduce the cost of access to services.**





L'accroissement de la production et l'offre des contenus numériques

Les nombreuses infrastructures de télécommunication mises en place par l'Etat constituent un véritable facteur attractif pour les investisseurs. On enregistre une explosion de la pénétration Internet, en même temps que l'émergence de plateformes digitales locales qui apparaissent comme un levier de croissance à travers les nombreux services offerts. En effet, les technologies qu'on retrouve dans l'écosystème national, telles que l'intelligence artificielle, la robotique, la chaîne de blocs, les drones, l'Internet des objets, les technologies portables, l'impression 3D, le Big data et les logiciels de plateformes industrielles, des plateformes d'e-commerce, indiquent l'échelle et la vitesse avec lesquelles la technologie transforme les secteurs socio-économiques

Increasing the Production and Supply of Digital Content

The numerous telecommunications facilities built by the Government are a key factor in attracting investors. Internet penetration has increased significantly together with the emergence of local digital platforms which serve as a growth lever through the numerous services provided. The technologies found in the national ecosystem such as artificial intelligence, robotics, block chain, drones, the Internet of things, portable technologies, 3D printing, big data and industrial platform software, and e-commerce platforms indicate the scale and speed with which technology is transforming traditional socio-economic sectors in our country.

Digital Transformation in Cameroon and its Impact on the National Economy

traditionnels dans notre pays.

L'offre Internet s'est améliorée au fil du temps. Entre 2006 et 2018, la largeur de la bande Internet est passée de 159 à 32 500 Mbits pour la bande internationale et de 132 à 40 000 Mbits pour la bande nationale. Cela peut se comprendre au regard de la demande de plus en plus forte et de l'opérationnalité de quatre points d'atterrissage. Le nombre d'abonnés Internet a littéralement explosé, passant de 10% en 2007 à 35 % en 2020 pour un taux de pénétration d'environ 30 %. Le taux de pénétration du mobile a connu une évolution vertigineuse en nombre d'abonnés, évaluée en 2020 à près de 21,98 millions, soit un taux de pénétration de 90%.

Des avancées considérables ont été enregistrées au niveau de la couverture du territoire national tant par les réseaux téléphoniques que par l'accès à l'Internet et aux services postaux modernes avec un index de développement des TIC mesuré à 2.38 pour une moyenne en Afrique de 2.64.

Internet services have improved over time. Between 2006 and 2018, Internet bandwidth increased from 159 to 32 500 Mbps for the international band and from 132 to 40 000 Mbps for the national band. This is understandable given growing demand and the operationalization of four landing points. The number of Internet subscribers has literally exploded from 10% in 2007 to 35% in 2020 for a penetration rate of about 30%. The mobile telephony penetration rate has increased dramatically in terms of the number of subscribers estimated at about 21.98 million in 2020, that is a 90% penetration rate.

Significant progress has been made in the coverage of the national territory by telephone networks, Internet access and modern postal services with an ICT development index estimated at 2.38 compared with an African average of 2.64.





La digitalisation de l'Administration publique

Le Cameroun a connu depuis 2010 un progrès technologique remarquable à travers la dématérialisation du service public et social pour accroître l'efficacité des procédures et des processus dus aux usagers. Plusieurs plateformes se sont développées dans le cadre de la gouvernance électronique de l'Administration.

A titre d'exemple, l'on peut citer l'application SIGIPES, déployée par le Ministère de la Fonction Publique et la Réforme Administrative. Il assure la gestion des carrières du personnel de l'Etat et interagit avec une base de données installée dans ce département ministériel. Notons également l'application SYDONIA déployée par le Ministère des Finances (MINFI) pour le traitement et la gestion des recettes douanières. Elle a été remplacée par l'application CAMSIS. Mentionnons en outre l'application PROBMIS déployée par le MINFI. Elle assure la gestion du budget. L'application NEXUS+ déployée par la Direction Générale des Douanes, est chargée du suivi des cargaisons par géo localisation, tandis que l'application e-GUCE, déployée par le Guichet unique du commerce extérieur, permet la gestion des opérations de commerce

Digitization of Public Administration

Since 2010, Cameroon has experienced remarkable technological progress through the dematerialization of public and social services to increase the efficiency of procedures and processes provided to users. Many platforms have been developed within the framework of the Administration's e-governance programme.

An example is the Integrated Computerized State Personnel and Payroll Management System (SIGIPES) deployed by the Ministry of Public Service and Administrative Reform which is used to manage the careers of State employees and interacts with a database installed in this ministry. Another application is the Automated System for Customs Data (ASYCUDA) deployed by the Ministry of Finance (MINFI) for the processing and management of customs revenue. It has been replaced by the Cameroon Customs Information System (CAMCIS). Another application used to manage the budget is the Integrated Programme Budget System of the State of Cameroon (PROBMIS) deployed by MINFI. The NEXUS+ software deployed by the General Directorate of Customs is used to track shipment through geo-localization, while

Digital Transformation in Cameroon and its Impact on the National Economy

extérieur. L'application de télé-déclaration de la CNPS, la dématérialisation des procédures de marchés publics(e-procurement) du Ministère des Marchés Publics et la digitalisation de l'administration fiscale font également partie de ces avancées numériques.

Un important gisement de startups

Au-delà des efforts de digitalisation de l'Administration publique, de nombreuses activités des startups ont été menées dans le développement des applications, constituant un pan important du développement d'une industrie locale TIC. Le Cameroun dispose d'un important gisement de startups du numérique qui ont pour principales activités le développement des applications et des plateformes digitales. Plusieurs d'entre elles se présentent comme de véritables « pépites » pour le développement économique de notre pays. **Près de 3 000 startups du numérique dans les domaines du développement des applications, réalité virtuelle et augmentée, intelligence**

the e-GUCE software deployed by the Single Window for Foreign Trade is used to manage foreign trade transactions. Some of these digital advances also include the electronic filing system of the National Social Insurance Fund (NSIF), the dematerialization of public procurement procedures (e-procurement) of the Ministry of Public Contracts and the digitalization of the General Directorate of Taxation.

A Large Pool of Start-ups

Besides the efforts made to digitalize government services, many start-up activities have been carried out to develop applications which is an important component of the development of a local ICT industry. Cameroon has a large pool of digital start-ups whose main activities are the development of digital applications and platforms. Many of them are genuine "nuggets" for our country's economic development. **About 3 000 digital start-ups in the domains of software development, virtual and augmented reality, artificial intelligence, robotics, and e-commerce have**

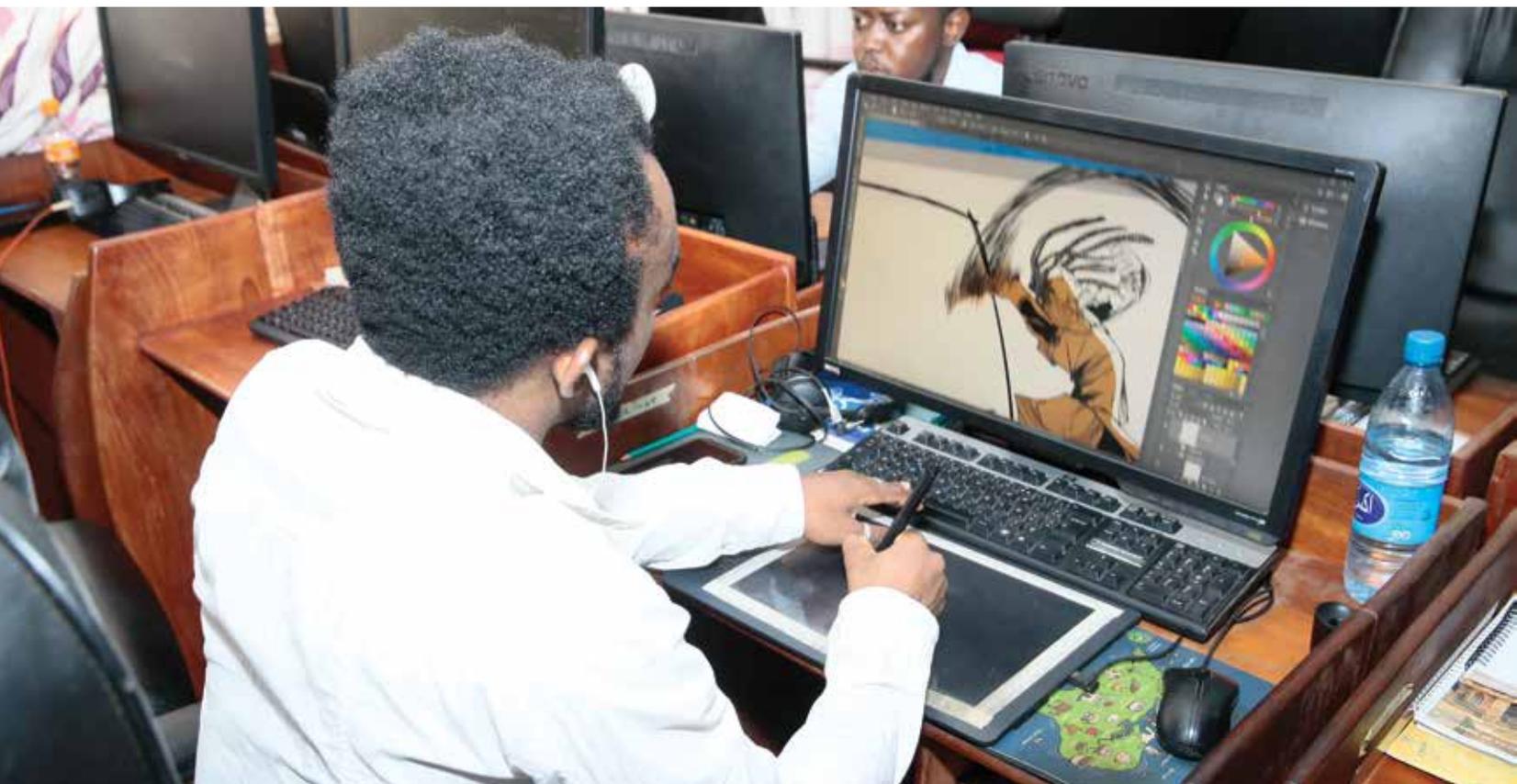


artificielle, robotique, e-commerce, sont recensées. Cet écosystème de développement local des TIC favorise la transformation digitale de notre société. **Certaines ont aujourd'hui une notoriété internationale.**

Pour conforter et encourager l'éclosion d'un véritable entrepreneuriat local TIC, générateur d'emplois et créateur des richesses, le Gouvernement, sous l'impulsion du Chef de l'Etat, a mis en place des mesures d'accompagnement des startups camerounaises à travers, entre autres, des formations de renforcement des capacités, des appuis institutionnels et la promotion de leurs innovations. La mesure la plus déterminante porte sur le projet de construction d'un Centre National pour la Recherche et le Développement du Numérique au Cameroun. Ce projet consiste à réaliser un Cyberparc ayant pour mission, entre autres, de favoriser la création d'entreprises TIC et de soutenir leur croissance, de promouvoir un environnement global favorable à l'innovation et aux acteurs du pôle, de drainer les investissements directs étrangers. Les travaux de construction de ce Centre s'achèveront au cours de l'année 2021.

been identified. This local ICT development ecosystem promotes the digital transformation of our society. **Some of them are now internationally renowned.**

To strengthen and promote the emergence of a genuine local wealth and job-creating ICT entrepreneurship, the Government, under the auspices of the Head of State, has implemented measures to support Cameroonian start-ups by, among other things, providing training to build capacity, providing institutional support and promoting their innovations. The most crucial measure is the implementation of the Project to Build a National Digital Research and Development Centre in Cameroon. This project consists in building a cyber park to, among other things, encourage the setting up of ICT enterprises and support their growth, promote the creation of a global environment conducive to innovation and development of pole clusters, and attract foreign direct investments. The construction of this centre will be completed in 2021.



Formation et gouvernance

L'arrimage de l'Ecole Nationale Supérieure des Postes Télécommunications et des TIC (SUPP 'TIC) au programme de développement des ressources humaines selon les standards internationaux, participe de ce mouvement de promotion de la politique numérique au Cameroun. SUP' PTIC a été sélectionnée comme Centre d'excellence de l'Union Internationale des Télécommunications à la suite d'un processus d'écrémage rigoureux.

S'agissant de la gouvernance, il convient de relever que la transformation numérique exige une régulation efficace et proactive. Pour accélérer le développement de ce secteur, l'Etat doit jouer son rôle de régulateur et de facilitateur afin de favoriser le développement harmonieux des activités des opérateurs privés. A cet effet, le cadre législatif et réglementaire a été étoffé et de nombreuses actions sont menées pour encadrer l'activité.

La transformation digitale est consubstantielle à la sécurité et à la sûreté de la société qui débouche sur la question de la cybersécurité. Pour assurer un cyberspace résilient et sûr, une loi sur la cybercriminalité a été adoptée par l'Assemblée Nationale et promulguée par le Chef de l'Etat. Au plan opérationnel, plusieurs actions de renforcement de capacité et de formation des acteurs sont engagées. C'est le cas de la campagne nationale de promotion de la cybersécurité et de sensibilisation à l'usage responsable des réseaux sociaux. L'objectif est de mettre en place une coalition nationale autour de la cybersécurité et d'amener les usagers jeunes comme moins jeunes, à adopter des comportements responsables sur internet.

En définitive, l'évaluation du processus de transformation digitale au Cameroun à travers une analyse de l'offre et de la demande des produits et services des télécommunications montre une nette amélioration, même si des efforts sont encore à faire au regard des besoins sans cesse croissants. L'inclusion numérique est aussi un défi à relever à travers la démocratisation des TIC. ■

Training and Governance

The linkage between the National Advanced School of Posts, Telecommunications and ICT (SUPP'TIC) and the Human Resources Development Programme, in line with international standards, is part of efforts to promote digital policy in Cameroon. SUP'TIC was selected as a Centre of Excellence of the International Telecommunication Union after a rigorous selection process.

Regarding governance, it should be noted that digital transformation requires effective and proactive regulation. To fast-track the development of this sector, the Government should play its regulatory and facilitating role to promote the harmonious development of the activities of private operators. To this end, the legal and regulatory framework has been expanded and many actions are being implemented to supervise sector activities.

Digital transformation is an integral part of the safety and security of society, which raises the issue of cybersecurity. To ensure a resilient and safe cyberspace, a law on cybercrime was adopted by the National Assembly and promulgated by the Head of State. Operationally, many capacity building and training actions are being implemented. This is the case of the national cyber security promotion and awareness campaign on the responsible use of social networks. The objective is to set up a national cyber security coalition and to encourage young and older users to adopt responsible behaviour on the Internet.

To sum up, the evaluation of the digital transformation process in Cameroon through the analysis of the supply of and demand for telecommunication products and services shows a significant improvement. However, more efforts are needed to meet the ever-growing needs. Digital inclusion is also a challenge to be met through the democratization of ICT. ■



Révolution dans le secteur des télécommunications. Un nouveau départ pour le régulateur

Revolution in the Telecommunications Sector: A New Beginning for the Regulator

Le Président de la République, Paul BIYA, a signé le 03 décembre 2020, le décret N° 2020/727 portant réorganisation et fonctionnement de l'Agence de Régulation des Télécommunications (ART). Ce décret qui abroge les dispositions du décret n° 2012/203 du 20 avril 2012, annonce clairement le renforcement des pouvoirs de l'ART et entend en accroître l'efficacité..

The President of the Republic, Paul BIYA, signed Decree No. 2020/727 of 3 December 2020 to lay down the reorganization and functioning of the Telecommunications Regulatory Agency (TRA). This decree, which repeals the provisions of Decree No. 2012/203 of 20 April 2012, clearly aims to strengthen TRA and enhance its efficiency.

Ainsi, l'ART est désormais un établissement public à caractère spécial, « *géré suivant les règles de la comptabilité privée, conformément aux dispositions de l'Acte Uniforme OHADA relatif au droit des Sociétés Commerciales et du groupement d'Intérêt Économique* » (article 2(2)). Elle est désormais affranchie des services d'un agent comptable et d'un contrôleur financier relevant du Ministère des Finances. Ses opérations budgétaires pourront ainsi être exécutées sans contrainte de visa préalable. En revanche, un Commissaire aux Comptes désigné par le Conseil d'administration sera chargé, outre des missions classiques de certification des comptes, d'effectuer les contrôles et les vérifications nécessaires pour éclairer le Conseil, les autorités de tutelle et le Ministère public, le cas échéant, de tout fait de gestion délictueux.

Thus, TRA is now a special public establishment "governed by the private accounting rules, in accordance with the provisions of the OHADA Uniform Act Relating to Commercial Companies and Economic Interest Groups" (Article 2(2)). It no longer requires the services of an Accounting Officer and a Financial Controller attached to the Ministry of Finance. Its budgetary transactions can be carried out without prior approval. On the other hand, an Auditor appointed by the Board of Directors shall, in addition to the traditional tasks of certifying accounts, conduct all necessary controls and verifications and report, where applicable, any irregularities to the Board of Directors, the supervisory authorities and the Public Prosecutor's Office.



Aux termes de ce décret présidentiel, les attributions du Directeur Général de l'ART sont également renforcées en matière de recouvrement des créances. En effet, les décisions de sanctions pécuniaires infligées aux opérateurs constituent dorénavant des titres exécutoires (article 7 (g)). De plus, l'ART bénéficie du privilège du Trésor pour le recouvrement de ses ressources (article 36(3)). Il s'agit là, sans doute, d'une réponse à l'effronterie des opérateurs du secteur des télécommunications à contester de manière récurrente les sanctions ordonnées par l'ART. **Dans un secteur où sont recensées des pratiques frauduleuses à des fins mercantiles, les actes véreux pourront être réprimés sans que les opérateurs sanctionnés n'usent de dilatoire.**

Le titre exécutoire est censé permettre un recouvrement forcé des créances, notamment par ponction dans les comptes bancaires des opérateurs, tandis que le privilège du Trésor garantirait le recouvrement prioritaire des créances de l'ART, dans l'hypothèse de la faillite de l'opérateur.

D'autre part, l'agence n'est plus assujettie au Code des marchés publics, ce qui va réduire le délai de contractualisation des prestataires. En effet, la décision d'octroi des marchés sera prise par le Directeur Général après avis d'une Commission interne de passation des marchés, dont une résolution du Conseil d'administration « précise les modalités d'organisation et de fonctionnement, de désignation de ses membres et d'évaluation des offres » (article 53). L'ART a ainsi les moyens d'intervenir plus efficacement, y compris dans l'urgence, le circuit d'approbation des dépenses étant désormais entièrement interne.

En somme, **l'ART doté de nouvelles compétences, selon la volonté du Chef de l'Etat, a l'opportunité de mieux assurer sa mission de régulation. Il revient désormais à l'équipe managériale de faire preuve de professionnalisme, de justice et d'équité dans l'exercice de ses nouvelles missions. ■**

This Presidential Decree also strengthens the powers of the Director-General of TRA regarding debt collection. Decisions concerning pecuniary penalties imposed on defaulting operators are henceforth enforceable (Article 7 (g)). In addition, for the recovery of its resources, the Agency shall have the preferential right of the Treasury (Article 36(3)). This is undoubtedly a response to telecommunications sector operators' effrontery to repeatedly challenge the penalties imposed by the Agency. **In a sector where fraudulent practices for commercial gain have been identified, corrupt actions could be punished without giving the operators penalized the opportunity to use delaying tactics.**

The enforceable decision should enable the forced recovery of debts, particularly through deductions from operators' bank accounts, while the preferential right of the Treasury would prioritize the recovery of the Agency's debts in the event where the operator is bankrupt.

Furthermore, the Agency shall no longer be subject to the Public Contracts Code, thus helping to reduce the time taken to conclude contracts with service providers. The decision to award contracts will be taken by the Director-General on the recommendation of an internal tenders board of which a resolution of the Board of Directors shall specify the terms and conditions of organization and functioning, the appointment of its member and evaluation of bids (Article 53). TRA therefore has the means to intervene more effectively, including in case of emergency, as the expenditure approval channel is now entirely internal.

In short, **TRA, which has been endowed with new competences, according to the will of the Head of State, shall be in a position to better discharge its regulatory duties. It is now left to Management to demonstrate professionalism, justice and fairness in the discharge of its new duties. ■**



**Le port du masque
dans l'espace public reste obligatoire**

***Wearing of face masks
in public places is still mandatory***



Riposte contre le COVID-19. Le discours, la méthode et les résultats

COVID-19 Response: Discourse, Method and Results

Grâce à une stratégie et à un déploiement méthodiques et réalistes impulsés par le Président de la République, Paul BIYA, le Cameroun contrôle remarquablement la propagation de la pandémie. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Au moment où l'année 2020 s'achève, le pays affiche un taux de guérison de 97%, un taux de létalité de moins 2%, un taux de sévérité de 0,1% et un taux d'occupation des lits de 1%. Ces chiffres se situent bien loin des prévisions apocalyptiques du mois de mars 2020, lorsque les premiers cas ont été enregistrés. Certes, la maladie n'a pas été totalement éradiquée, mais la situation épidémiologique n'a rien à voir avec le cataclysme redouté.

Cameroon is doing remarkably well in curbing the spread of the pandemic thanks to a methodical and realistic strategy and deployment initiated by the President of the Republic, Paul BIYA. The numbers speak for themselves. As the year 2020 draws to a close, the country can boast of a 97% treatment rate, a 2% case fatality rate, a 0.1% severity rate and a 1% bed occupancy rate. These figures are a far cry from the apocalyptic picture painted in March 2020, when the first cases were recorded. Although it is true that the disease has not been totally eradicated, the epidemiological situation has nothing to do with the dreaded cataclysm.

A l'analyse, l'on constate que **notre système de santé a su répondre à la menace grâce à la stratégie de riposte nationale mise en œuvre sous l'impulsion du Président de la République.**

Dès le mois de février 2020, alors que l'alerte épidémiologique est lancée au plan international, le Gouvernement anticipe et suspend à juste titre la délivrance des autorisations d'importation de produits alimentaires d'origine animale et halieutique. Dans la foulée, le numéro vert 1510 est activé pour faciliter le partage d'informations avec le public sur la maladie, ses manifestations, sa dangerosité, les modalités de dépistage et de prise en charge. Et lorsque survient le premier cas, le 6 mars 2020, le système est déjà en alerte maximale. La machine va progressivement se roder et prendre la mesure du défi, au fur et à mesure que l'épidémie progresse dans le pays.

Aux commandes de cette riposte, le Président Paul BIYA privilégie l'action et l'urgence de contenir la menace, travaillant à trouver l'approche la plus appropriée, dans un contexte marqué par les atermoiements de la science sur l'élaboration des protocoles sanitaires et de laboratoires, la rude concurrence pour s'approvisionner en équipements médicaux appropriés sur le marché mondial et l'insuffisance de personnels soignants.

Concentré sur cet immense défi à relever, le Chef de l'Etat arrête 13 premières mesures fortes ; il charge le Premier Ministre, Chef du Gouvernement de les rendre publiques, le 17 mars 2020. Ainsi, des restrictions sont imposées aux frontières terrestres, aériennes et maritimes ; tous les vols passagers en provenance de l'étranger sont suspendus. Seuls les vols cargos et les navires transportant des produits de consommation de première nécessité ainsi que des biens et matériels essentiels, sont autorisés sous certaines conditions. La délivrance des visas d'entrée au Cameroun est suspendue, les établissements scolaires, universitaires et professionnels sont fermés, les rassemblements de plus de 50 personnes sont

Analysis shows that **our health system has been able to respond to the threat thanks to the national response strategy implemented under the impetus of the President of the Republic.**

When the epidemiological alert was issued internationally in February 2020, the Government rightly took a pre-emptive action by suspending the issuance of authorizations to import food products of animal and fishery origin. In the wake of this measure, a toll-free number, 1510, was activated to facilitate the sharing of information with the public on the disease, its manifestations, its gravity and its screening and treatment methods. When the first case was reported on 6 March 2020, the system was already on full alert. The mechanism was gradually fine-tuned and adapted to the challenge as the epidemic progressed in the country.

As the mastermind behind the response plan, President Paul BIYA prioritizes action and the urgent need to contain the threat, by striving to find the most appropriate approach against a backdrop marked by the procrastination of science on the development of health and laboratory protocols, fierce competition for the supply of appropriate medical equipment on the world market and insufficient health workers.

Focused on meeting this huge challenge, the Head of State took a first series of thirteen strong measures and instructed the Prime Minister, Head of Government, to make them public on 17 March 2020. Restrictions were thus imposed on land, air and sea borders, while all passenger flights from abroad were suspended. Only cargo flights and vessels transporting essential consumer products as well as essential goods and materials were authorized under certain conditions. The issuance of entry visas to Cameroon was suspended, schools, universities and vocational training establishments were closed, gatherings of more than 50 people were prohibited nationwide and sports competitions were suspended or canceled. Drinking establishments, restaurants and other leisure facilities were systematically closed at 6 p.m. A system to regulate consumer flows in markets and shopping centers was established, urban and interurban travel was authorized only

interdits sur toute l'étendue du territoire national, les compétitions sportives sont suspendues ou annulées. Les débits de boissons, les restaurants et autres lieux de loisirs sont systématiquement fermés à partir de 18 heures. Un système de régulation des flux de consommateurs dans les marchés et centres commerciaux est instauré ; les déplacements urbains et interurbains ne sont autorisés qu'en cas d'extrême nécessité ; les transports en commun sont invités à s'adapter aux mesures de protection de leurs passagers ; des formations sanitaires, des hôtels et autres lieux d'hébergement, des véhicules et équipements spécifiques, nécessaires à la mise en œuvre du plan de riposte sont réquisitionnés pour la prise en charge des malades diagnostiqués. Les administrations publiques sont encouragées à adopter le télétravail lorsque c'est possible, les missions à l'étranger des membres du Gouvernement et des agents publics sont suspendues. **Les populations doivent observer les mesures strictes recommandées par l'Organisation Mondiale de la Santé, à savoir : le lavage régulier des mains, la distanciation physique, le port obligatoire du masque facial dans l'espace public...**, etc. Grâce à ces mesures rigides, mais ô combien salutaires, le Cameroun passe résolument à la vitesse supérieure, avec pour défi de maîtriser la progression de l'épidémie sur son territoire.

in cases of extreme necessity, public transport services were requested to adapt to passenger protection measures and health facilities, hotels and other accommodation facilities, special vehicles and equipment required for the implementation of the response plan were requisitioned for the care of diagnosed patients. Government services were encouraged to adopt teleworking whenever possible, and missions abroad by members of Government and public officials were suspended. **The population had to observe strict measures recommended by the World Health Organization, namely: regular hand washing, physical distancing, compulsory wearing of face masks in public places,** etc. Thanks to these rigid, but very salutary measures, Cameroon is resolutely upping its game, with the challenge being to curb the spread of the epidemic on its territory.

President Paul BIYA sent the following soothing, educational and rallying message through his social media (Facebook, Twitter) platforms: *"Dear compatriots, the world is facing a serious and unprecedented health crisis. It will affect our daily lives and economy. I urge you to scrupulously comply with the guidelines issued by the Government and the World Health Organization. Together, we must bar the spread of the coronavirus. I count on your citizenship, courage and sense of responsibility".*



COVID-19 Response: Discourse, Method and Results

A travers ses plateformes sur les réseaux sociaux (Facebook, Twitter), le Président Paul BIYA adresse ce message apaisant, pédagogique et mobilisateur : *« Chers compatriotes, le monde fait face à une crise sanitaire grave et sans précédent. Elle va impacter nos comportements quotidiens et notre économie. Je vous invite à respecter scrupuleusement les prescriptions du Gouvernement et de l'Organisation Mondiale de la Santé. Ensemble, nous devons barrer la voie à la propagation du coronavirus. Je compte sur votre civisme, votre courage et votre sens des responsabilités. »*

Le Chef de l'Etat crée un Fonds de solidarité nationale pour la lutte contre le COVID-19, doté d'une enveloppe initiale d'un milliard de FCFA. Cette initiative suscite un bel élan de solidarité nationale. Entreprises, pays amis, partenaires, citoyens anonymes... contribuent à renflouer ce fonds. Le plan national de lutte contre le COVID-19 dispose de ressources pour optimiser la prévention et la prise en charge. Le dispositif est de plus en plus déconcentré pour mieux maîtriser l'épidémie, qui gagne progressivement toutes les dix régions.

Le Chef de l'Etat pose un autre acte fort en accordant aux 360 communes du pays, un don spécial constitué de 50.000 cartons de savon, 1,5 million de masques de protection, 50.000 masques chirurgicaux, 75.000 seaux de ménage, 40.000 bidons lave-mains ainsi que

The Head of State set up a National Solidarity Fund to Fight the Coronavirus, with an initial allocation of one billion CFA francs. The initiative sparked off a great show of national solidarity. Companies, friendly countries, partners, anonymous citizens, etc. helped to replenish the fund. The National Plan to Fight COVID-19 has the resources it takes to optimize prevention and treatment. The mechanism is increasingly being decentralized to better control the epidemic, which is gradually spreading to all the ten regions.





des kits de dépistage rapide et des appareils d'assistance respiratoire destinés aux hôpitaux, le tout pour une valeur de deux (02) milliards de FCFA. Outre ce matériel de prévention, il prescrit l'intensification de la campagne de sensibilisation des populations. On assiste ainsi à une appropriation des gestes barrières par les citoyens jusque dans l'arrière-pays.

Au regard de l'impact de la crise sanitaire sur le quotidien des ménages, surtout les plus pauvres, ainsi que sur celui des secteurs comme l'hôtellerie et les loisirs, le commerce, les transports et même de certaines filières agricoles, à l'instar de la filière tomate, le Président de la République décide d'assouplir certaines mesures édictées le 17 mars. Les opérateurs du secteur hôtellerie et loisirs (établissements d'hébergement, restaurants, débits de boissons...) sont de nouveau autorisés à ouvrir au-delà de 18 heures, avec obligation de respecter les mesures barrières. Sous les mêmes conditions, les restrictions concernant la limitation du nombre de passagers dans les transports publics sont aussi levées. Une enveloppe de 25 milliards de FCFA est dégagée pour soutenir la trésorerie des entreprises confrontées à l'apurement des stocks de crédits de TVA, en attente de remboursement. Plusieurs

The Head of State took another strong measure by granting the 360 councils of the country a special donation consisting of 50 000 cartons of soap, 1.5 million protective masks, 50 000 surgical masks, 75 000 household buckets, 40 000 hand-wash containers as well as rapid screening kits and respiratory assistance devices for hospitals, all valued at two (2) billion CFA francs. Besides this prevention material, he prescribed the stepping up of the public awareness campaign. We thus witnessed ownership of preventive gestures by citizens, even those in the hinterland.

With regard to the impact of the health crisis on the daily lives of households, especially the poorest, as well as that of sectors such as hotels and leisure, trade, transport and even some agricultural sectors like the tomato sub sector, the President of the Republic decided to ease certain measures taken on 17 March 2020. Operators in the hotel and leisure sector (accommodation establishments, restaurants, drinking establishments, etc.) were once again authorized to open after 6 p.m., on condition that they comply with protective measures. Restrictions concerning the limitation of the number of passengers in public transport vehicles were also lifted under the same conditions. The sum of 25 billion CFA francs was released to support the cash flow of companies grappling with VAT credit stock clearance, pending reimbursement. Many other tax relief-related decisions (exemption and suspension of many taxes and duties) were taken.

In a message to the nation on 19 May 2020, the Head of State explained his decision to cancel 20th May National Day celebrations in order to preserve the health of Cameroonians. He took stock of the initial effects of the national pandemic response plan. He once again called on his fellow citizens to be courageous: *"The first thing I would like to tell you today is not to panic. Admittedly, this is a daunting challenge. However, we can meet it together as we have done in many other circumstances"*.

President Paul BIYA also called for a **"united front"** of all the vital forces of the nation to overcome the pandemic, and congratulated health professionals for their high sense of duty.

autres décisions liées aux allègements fiscaux (exonération et suspension de nombreux impôts et taxes) sont prises.

Dans un message à la nation, le 19 mai 2020, le Chef de l'Etat explique sa décision d'annuler les célébrations de la Fête Nationale du 20 Mai, par souci de protéger la santé des Camerounais. Il dresse un état des lieux des premiers effets de la riposte nationale contre la pandémie. Une fois de plus, il invite ses concitoyens à garder courage : *« La première chose que je voudrais vous dire en ce jour est de ne pas céder à la panique. Le défi est certes grand mais nous sommes capables de le relever ensemble comme nous l'avons fait en de nombreuses autres circonstances. »*

Le Président Paul BIYA appelle également à **une « union sacrée » de toutes les forces vives de la nation pour vaincre la pandémie**, et félicite le corps médical pour son sens élevé du devoir. Il incite à la mobilisation de formules et astuces de la pharmacopée locale et de la médecine traditionnelle pour traiter cette maladie. Il fait ainsi un clin d'œil aux nombreuses initiatives observées sur place, aussi bien du côté de la médecine conventionnelle que de la médecine traditionnelle. Les Camerounais qui se sont engagés avec enthousiasme dans la recherche d'un traitement reçoivent aussitôt l'encadrement des pouvoirs publics.

Au moment où l'on enregistre une résurgence sournoise de la maladie, **l'appel à la responsabilité de tous et de chacun est plus que jamais de rigueur**. En effet, si l'on peut se réjouir des résultats remarquables de la stratégie de riposte nationale, il n'échappe aussi à personne que tous les efforts fournis, peuvent tomber à l'eau à tout moment, si le relâchement observé et décrié depuis quelques mois se poursuit. Ces mots du Président de la République doivent résonner comme une piqûre de rappel : *« Chacun de nous doit se sentir concerné et apporter sa contribution au combat contre la propagation du virus. »* Car, *« N'oublions pas que la négligence d'une seule personne peut nuire gravement à l'ensemble de la communauté »*. ■



He encouraged the mobilization of formulas and tips from the local pharmacopoeia and traditional medicine to treat this disease. He thus threw a knowing glance at the many local initiatives taken in both conventional and traditional medicine. The authorities immediately provided supervision to Cameroonians who enthusiastically engaged in the search for a treatment.

With an insidious resurgence of the disease, **it is mandatory more than ever before for each and every one to be responsible**. Indeed, although there is reason to be pleased with the remarkable results recorded by the national response strategy, it is an open secret that all the efforts made may be reduced to nothing at any moment if the laxity observed and criticized for some months now continues. These words by the President of the Republic must be a wakeup call: *“Everyone must feel concerned and contribute their quota to the fight against the spread of the virus”*. Because, *“We should bear in mind that negligence by a single person can seriously harm the entire community”*. ■



Djaili Amadou Amal et Hemley Boum. Ces belles plumes féminines qui font la fierté du Cameroun

Djaili Amadou Amal and Hemley Boum: Award-winning Female Writers Who Made Cameroon Proud

Au terme de l'année 2020, deux figures féminines, deux romancières camerounaises de premier plan, se sont distinguées dans les hautes sphères de la littérature francophone grâce à leur génie créateur.

Les écrivaines camerounaises Djaili Amadou Amal et Hemley Boum ont toutes les deux illuminées, chacune à sa manière, le ciel des muses de leur plume étincelante et incandescente en remportant de façon absolument inédite, deux prestigieux prix littéraires.

At the close of 2020, two female figures, two leading Cameroonian novelists distinguished themselves in the high spheres of francophone literature thanks to their creative genius.

Each in her own way, Cameroonian writers Djaili Amadou Amal and Hemley Boum illuminated the sky of the muses with their bright and incandescent pen by winning two prestigious literary awards in an absolutely unprecedented way.

Djaïli Amadou, est la lauréate du Prix Goncourt des Lycéens 2020 pour son roman *Les Impatientes* paru aux éditions Emmanuelle Collas à Paris, à l'issue des délibérations du jury le 2 décembre 2020. Elle est également le vainqueur du Prix Orange du Livre en Afrique en 2019, Prix de la Presse panafricaine au Salon du Livre de Paris et Prix du Jury de la Fondation Prince Claus à Amsterdam en 2010.

Hemley Boum pour sa part, remporte le Prix Ahmadou Kourouma 2020 pour son œuvre *Les Jours viennent et passent* publiée à Paris aux éditions Gallimard en 2019. Ce Prix lui est remis le 30 octobre 2020, en marge du Salon international du livre et de la presse de Genève. Cette auteure a aussi été récompensée en 2013 par le Prix Ivoire, en 2015 par le Grand Prix littéraire d'Afrique Noire et en 2016 par le Prix Ethiopiques (Prix spéciale du Jury).

Ainsi auréolées par les institutions littéraires en tant qu'instances de légitimation et de consécration des écrivains, les valeureuses et talentueuses impétrantes ont reçu les félicitations écrites de Son Excellence Paul BIYA, Président de la République, Chef de l'Etat, pour leur créativité et leur engagement en faveur de l'édification d'une société camerounaise moderne.

À travers l'écriture, Djaïli Amadou Amal dénonce les discriminations faites aux femmes, les pesanteurs sociales liées aux traditions et aux religions, en même temps qu'elle promeut la culture du terroir, et singulièrement les valeurs culturelles peules. Elle s'est donnée pour mission de raconter le quotidien oppressant des femmes d'Afrique subsaharienne.

Dans *Les impatientes*, à travers trois récits parallèles mais intimement liés, la romancière relate comment on inculque aux femmes la munyal, la patience en Peul. Bien plus, ces récits mettent en lumière, les points de vue de trois jeunes femmes de la ville de Maroua à qui la romancière choisit de donner la parole, en en faisant des narratrices successives d'histoires quasi identiques qui se font écho.

Il s'agit pour l'auteure, de reprendre sous le prisme du jaillissement et de la déploration, les destins de femmes passives, complètement inféodées à des pères, oncles et maris

Djaïli Amadou's novel *Les Impatientes*, published by Emmanuelle Collas publishers in Paris, won her the "Prix Goncourt des Lycéens" 2020 at the end of jury deliberations on 2 December 2020. She also won the Orange Book Award in Africa 2019, the Prix de la Presse Panafricaine (Pan-African Journalism Award) at the Paris Book Fair and the Jury Award of the Prince Claus Foundation in Amsterdam in 2010.

Hemley Boum, on her part, won the Ahmadou Kourouma Award 2020 with her book *Les Jours viennent et passent*, published in Paris by Gallimard publishers in 2019. This award was handed over to her on 30 October 2020, on the sidelines of the Geneva International Book and Press Fair. She also won the "Prix Ivoire" in 2013, the "Grand Prix littéraire d'Afrique Noire" in 2015 and the "Prix Ethiopiques" (Special Jury Award) in 2016.

Thus crowned by literary institutions recognized as bodies that legitimate and consecrate writers, the valiant and talented award winners received written congratulations from His Excellency Paul BIYA, President of the Republic, Head of State, for their creativity and their commitment to the building of a modern Cameroonian society.

Through writing, Djaïli Amadou Amal denounces discrimination against women and social constraints linked to traditions and religions, and promotes the local culture, in particular Fulani cultural values. Her goal is to narrate the oppressive daily life of women in sub-Saharan Africa.

In *Les Impatientes*, the novelist recounts, through three parallel but intimately linked stories, how munyal, patience in Fulani, is inculcated in women. Beyond that, the stories bring to light the points of view of three young women in the city of Maroua, whom the novelist chooses to narrate almost identical stories that are a reflection each other.

The author seeks to highlight and deplore the destinies of passive women completely subservient to all powerful fathers, uncles and husbands; women who are virtually kept under house arrest in golden prisons; women who

SPECIAL 2020 | Djaili Amadou Amal et Hemley Boum. Ces belles plumes féminines qui font la fierté du Cameroun

surpuissants ; quasi assignées à résidence dans des prisons dorées ; ne pouvant même pas étudier dans la plupart des cas, l'obtention du Baccalauréat relevant dans ces conditions, du luxe ou de l'effronterie.

Le lecteur découvre un livre violent, parfois difficilement supportable pour les âmes sensibles, mais également urgent, nécessaire et important. Tel un réquisitoire, ce même lecteur assiste, sous la forme de la figure de style bien connue de l'hypotypose, à la monstration sans fard ni fioritures, des conditions d'assujettissement de ces personnages féminins dans *la fabula*.

cannot even study in most cases, for whom obtaining the "Baccalauréat" is a luxury or effrontery under such conditions.

The reader leaves through a book that is violent, sometimes difficult to bear for the faint-hearted, but which is also urgent, necessary and important. Like in an indictment, the reader is treated, through the well-known hypotyposis figure of speech, to an unvarnished and unembellished demonstration of the conditions of subjugation under which these female characters in the *fabula* live.

However, there is a slight glimmer of hope as,



Djaili Amadou Amal and Hemley Boum: Award-winning Female Writers Who Made Cameroon Proud

Toutefois, on note comme une légère lueur d'espoir puisque dans le dénouement, Ramla, répudiée par son mari Alhadji, rejoint son amoureux Aminou, auquel elle était initialement destinée et avec lequel elle projetait de s'épanouir en Tunisie, lui comme ingénieur, elle comme pharmacienne.

Dans un style fortement imagé, Hemley Boum dans *Les jours viennent et passent*, aborde la délicate et non moins sensible question de la transmission et l'identité. Elle se saisit du réel par l'entremise de trois destins de femmes, par le biais de l'histoire passée et contemporaine du Cameroun, son pays natal.

A travers une galerie de portraits de mères et de leurs enfants qui luttent pour leur survie dans une société patriarcale en déliquescence, elle réussit le pari de mêler, la petite et la grande Histoire. Le roman de ces trois générations est celui du Cameroun.

Par ailleurs, l'écrivaine « *revient sur le tragique destin d'un pays confronté à Boko Haram* », en s'inspirant des attentats de Kolofata en 2015. Ce faisant, elle prend fait et cause en faveur de la dignité humaine et du droit à l'éducation, afin de permettre à la femme et à la jeunesse camerounaise de s'accomplir pleinement, de rêver d'un monde meilleur et de prétendre à un avenir radieux.

Si l'on admet que l'œuvre littéraire vise l'évasion, le dépaysement, il convient d'affirmer qu'il s'agit tout aussi d'élargir l'univers de référence des divers publics d'ici et d'ailleurs, et, de leur faire partager d'autres visions du monde.

Dès lors, se pose la question fondamentale de toute critique littéraire profonde à savoir, détecter et décrire les linéaments d'une esthétique, et expliquer leur relation spécifique avec un univers idéologico-culturel particulier. Demeure entière, l'interrogation sur ce que veut dire l'expression d'une culture par une esthétique, attendu que le discours littéraire a pour matériau le langage.

Rayonnement international du Cameroun

C'est dans ces entrelacs que l'on peut voir, apprécier et mesurer à sa juste valeur, la puissance de la diplomatie culturelle qui se

in the denouement, Ramla, repudiated by her husband Alhadji, is reunited with her lover Aminou, for whom she was initially intended and with whom she planned to live a fulfilled life in Tunisia, him as an engineer and her as a pharmacist.

In a style peppered with imagery, Hemley Boum in *Les Jours viennent et passent* broaches the delicate and sensitive issue of transmission and identity. She uses the destinies of three women to put the reader in touch with reality through the past and contemporary history of Cameroon, her native country.

Through a gallery of portraits of mothers and their children fighting for survival in a declining patriarchal society, she succeeds in blending anecdotes and history. The story of these three generations is the story of Cameroon.

Furthermore, the writer "revisits the tragic fate of a country grappling with Boko Haram", drawing inspiration from the Kolofata attacks in 2015. In doing so, she champions the cause of human dignity and of the right to education in order to enable Cameroonian women and youth to achieve their full potential, to dream of a better world and to aspire to a bright future.

While it is true that the aim of a literary work is to procure a feeling of escape, of change of scenery, it should be admitted that it also seeks to broaden the reference universe of the various audiences from here and beyond, and to share other visions of the world with them.

This consequently raises the fundamental question of any profound literary criticism, namely to detect and describe the lineaments of aesthetics, and to explain their specific relationship with a particular ideological and cultural universe. The question as to what is meant by expression of a culture through aesthetics remains entirely unanswered, given that the tool of literary discourse is language.

Cameroon's international influence

It is through these knotworks that one can perceive, appreciate and rightly fathom the power of cultural diplomacy nurtured and enriched by the creative imagination of these intrepid and daring women of letters.

nourrit et s'enrichit de l'imagination créatrice de ces femmes de lettres intrépides et audacieuses.

De ce point de vue, les félicitations du Chef de l'Etat sont d'autant plus méritées que par leurs multiples exploits, ces héroïnes des temps modernes, ont remarquablement et activement contribué au rayonnement international du Cameroun en 2020, au regard du retentissement phénoménal, de l'accueil enthousiaste et de l'engouement sans précédent suscités par l'annonce de leurs distinctions respectives.

Elles traduisent à suffisance, l'engagement du Chef de l'Etat en faveur des arts, des sports et de la culture, tel que attesté dans son projet de société auquel le peuple camerounais a massivement adhéré en le plébiscitant à l'élection présidentielle du 7 octobre 2018.

On peut y également voir, la manifestation éloquente de la volonté présidentielle de soutien à la politique culturelle, volonté matérialisée par la création depuis 2001 d'un Compte d'affectation spéciale dans le but d'encourager, entre autres missions, l'excellence dans la création, la production et la diffusion des œuvres de l'esprit (décret N°2001/389 du 05 mai 2001).

Sur le terrain de l'excellence, il faut savoir qu'au mois de septembre 2019, au nom du Président de la République, le Premier Ministre, Chef du Gouvernement a élevé Djaili Amadou Amal au rang d'Officier de l'Ordre de la valeur à l'occasion de la rentrée culturelle et artistique nationale.

Deux semaines plus tard, au cours d'une cérémonie en l'honneur de l'enfant prodige dans sa ville natale à Maroua, elle reçoit des mains du Gouverneur de la Région de l'Extrême-Nord, la lettre de félicitations du Chef de l'Etat pour ses œuvres.

Fort de ce qui précède, il n'échappera à personne que le Premier des Camerounais suit personnellement avec la plus haute attention, les événements les plus marquants de la scène culturelle camerounaise et mondiale, à l'instar de la trajectoire des lauréates du Prix Goncourt des Lycéens et du Prix Ahmadou Kourouma de la fin d'année 2020.

From this standpoint, these heroines of modern times are all the more deserving of the congratulations of the Head of State as, through their many exploits, they remarkably and actively contributed to the international influence of Cameroon in 2020, given the phenomenal impact, the enthusiastic reception and the unprecedented enthusiasm generated by the announcement of their respective awards.

The Head of State's congratulation are an ample reflection of his commitment to the arts, sports and culture, as attested to by his societal project for which the Cameroonian people showed their massive support by voting for him in the 7 October 2018 presidential election.

We can also see them as an eloquent expression of the presidential will to support cultural policy, a will materialized by the setting up in 2001 of



Djaïli Amadou Amal and Hemley Boum: Award-winning Female Writers Who Made Cameroon Proud

Dans un contexte sanitaire planétaire contraignant marqué par la pandémie de COVID-19 à laquelle nous devons continuer à faire face, **les lauriers qu'elles ont remportés de haute lutte constituent un réel motif de fierté pour le peuple camerounais tout entier.**

Les autrices Djalil et Boum ont emprunté une écriture de la résilience à la fois sensible et forte pour évoquer le destin de générations de femmes, de familles déchirées par les soubresauts de l'histoire de leur pays, le Cameroun, mais aussi la France, pays de l'exil.

Toutes les deux, elles ont su traduire mieux que quiconque, les aspirations légitimes des femmes camerounaises dans une société moderne et ouverte, tout en restant profondément attachées à leurs racines.

Au demeurant, à l'orée de l'année 2021, il nous revient de célébrer et de porter en triomphe en tant que peuple fier et jaloux de sa diversité comme de sa liberté, ces deux écrivaines les plus impactantes du Cameroun en 2020. Elles sont les dignes héritières d'une longue lignée d'auteur(e)s emblématiques du Cameroun et du Continent connus et reconnus en leur temps par la critique et le public pour leur très grand talent littéraire. ■



a Special Appropriation Account aimed, among other things, at encouraging excellence in the creation, production and distribution of works of the mind (Decree No. 2001/389 of 5 May 2001).

In the area of excellence, it should be stated that in September 2019 the Prime Minister, Head of Government, on behalf of the President of the Republic, raised Djaïli Amadou Amal to the rank of Officer of the Order of Valour at the opening of the New National Cultural and Artistic Season.

Two weeks later, during a ceremony in honour of the child prodigy in her hometown of Maroua, she received from the Governor of the Far North Region the Head of State's letter of congratulations for her works.

In light of the foregoing, it is an open secret that the First Cameroonian personally monitors with the keenest attention, the greatest events on the Cameroonian and world cultural scene, such as the trajectory of the winners of the "Prix Goncourt des Lycéens" and the Ahmadou Kourouma Award at the end of 2020.

In a constraining global health context marked by the COVID-19 pandemic which we must continue to fight, their hard-won laurels are a real source of pride for the entire Cameroonian people.

Djalil and Boum have used a sensitive and strong writing of resilience to discuss the fate of generations of women, of families torn apart by the upheavals of the history of their country, Cameroon, but also of France, country of exile.

Both of them were able to express better than anyone else the legitimate aspirations of Cameroonian women in a modern and open society, while remaining deeply attached to their roots.

Moreover, at the dawn of the year 2021, it is incumbent on us as a people proud and jealous of its diversity and its freedom, to celebrate and hail these two most impactful Cameroonian writers in 2020. They are the worthy heirs of a long lineage of emblematic authors from Cameroon and the continent known and recognized in their time by critics and the public for their great literary talent. ■



République du Cameroun
Republic of Cameroon

Le Président de la République
The President of the Republic

Yaoundé, le **02 DEC 2020**
The

Madame,

Il M'est agréable de vous adresser Mes chaleureuses félicitations, pour avoir été l'heureuse récipiendaire du Prix *Ahmadou Kourouma 2020*, que vient de vous décerner le Jury éponyme au Salon du livre de Genève.

Grâce à votre belle œuvre intitulée "*Les jours viennent et passent*", vous avez de nouveau obtenu un prix littéraire prestigieux.

Sous votre plume singulière, transparait une forte inspiration féminine, une grande passion intime et une réelle ambition légitime, portées vers les femmes africaines, ainsi que sur l'héritage, les défis et l'avenir de Notre pays et de Notre continent.

Puisse, ce prix se garnir d'autres lauriers, afin qu'à travers vous, rayonne davantage le Cameroun et sa foisonnante littérature.

Veuillez agréer, **Madame**, avec Mes hommages, les assurances de Ma Considération distinguée./-

À
Madame Hemley BOUM
Ecrivaine
S/C
Les Editions Gallimard,
5 Rue Gaston Gallimard 75007
-PARIS-





République du Cameroun
Republic of Cameroon

Le Président de la République
The President of the Republic

Yaoundé, le ... **07 DEC 2020** ...
The

Madame,

J'apprends avec plaisir, que l'Académie Goncourt vient de vous attribuer le *Prix Goncourt des lycéens 2020*.

Je vous adresse Mes chaleureuses félicitations, pour le succès littéraire remporté par votre livre intitulé "*Les impatientes*". Cet ouvrage avait déjà été distingué en remportant le premier Prix Orange du Livre en Afrique.

Le Cameroun est fier de vous, car vous avez notamment fait honneur à la jeunesse et aux femmes de notre pays.

En outre, vous êtes une citoyenne engagée qui milite pour une société moderne, qui reste enracinée dans les nobles valeurs africaines.

Veillez agréer, **Madame**, avec Mes hommages, les assurances de Ma parfaite considération./-



A
Madame DJAÏLI AMADOU AMAL
Ecrivaine
s/c
de Monsieur le Ministre des Arts et de la Culture
YAOUNDE



CHAN 2021 et CAN 2022. Offrir à la jeunesse des rendez-vous mémorables

CHAN 2021 and AFCON 2022: Offering Youths a Memorable Jamboree

Le Cameroun hôte de l'Afrique du football. Notre pays abrite en effet, du 16 janvier au 7 février 2021, la cinquième édition du Championnat d'Afrique des Nations (CHAN). Cette compétition se jouera sur les sites de Yaoundé, Douala, et Limbe. Le Comité local d'organisation a pris le temps nécessaire pour peaufiner les préparatifs en vue d'offrir aux délégations attendues les meilleures conditions d'accueil et de sécurité pour un séjour à la hauteur de la tradition de l'hospitalité camerounaise. Elles ne peuvent pas en attendre moins.

Cameroon hosts African football. From 16 January to 7 February 2021, our country will host the fifth edition of the African Nations Championship (CHAN). This competition will take place in the Yaounde, Douala, and Limbe sites. The Local Organizing Committee has taken time to fine-tune preparations in order to offer the delegations expected the best reception and security conditions to ensure that their stay reflects Cameroon's legendary hospitality. They expect nothing less.

Les autorités camerounaises, au premier rang desquelles le Président de la République, S.E. Paul BIYA, se sont fortement investies pour faire du CHAN une belle fête, la plus grande fête jamais organisée pour cette compétition, en attendant d'accueillir dans quelques mois, la 33^{ème} édition de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN), la grand-messe du football continental.

A ce jour, sur les sites des deux compétitions à savoir, Yaoundé, Douala, Limbe, Garoua et Bafoussam, la plupart des infrastructures (sportives, hôtelières, hospitalières, routières, logistiques etc.) sont disponibles et fonctionnelles. La Confédération Africaine de Football (CAF) a exprimé sa satisfaction pour la qualité des infrastructures présentées. Pour tout, le Cameroun subjugué tout simplement les observateurs avec ces stades qui font pâlir d'envie.

Cameroonian authorities, led by the President of the Republic, H.E. Paul BIYA, have invested heavily in making CHAN a beautiful celebration, the biggest ever organized for this competition, while waiting to host in a few months, the 33rd edition of the Africa Cup of Nations (AFCON), the continental football jamboree.

So far, most of the facilities (sports, hotel, hospital, road, logistics, etc.) are ready and functional on the sites of the two competitions, that is Yaounde, Douala, Limbe, Garoua and Bafoussam. The African Football Confederation (CAF) has expressed satisfaction with the quality of facilities presented. All things considered, Cameroon simply captivates observers with these stadiums which make others envious.





La révolution en matière d'infrastructures sportives

Pour le CHAN, c'est le site de Douala qui fera la vedette en abritant deux des quatre poules de la compétition. Dans la banlieue de Japoma, un complexe sportif ultramoderne doté d'un stade principal d'une capacité de 50 000 places et de deux aires d'entraînement, dresse fièrement son allure majestueuse, attendant de faire vibrer d'émotions les amoureux du sport roi. Aux dires des spécialistes, le Stade de Japoma fait partie des plus beaux stades d'Afrique à ce jour.

Le mythique Stade de la Réunification de la capitale économique a également été rénové et valide désormais les standards internationaux

Sports Infrastructure Revolution

For CHAN, the Douala site will steal the show by hosting two of the four groups in the competition. In the suburb of Japoma, an ultramodern sports complex with a 50 000-seat stadium and two training grounds, stands majestically waiting to thrill lovers of the king sport. According to specialists, the Japoma Stadium is one of the most beautiful stadiums in Africa to date.

The mythical Reunification Stadium in the economic capital has also been renovated and now complies with the most rigorous international standards. In November

les plus rigoureux. Il a d'ailleurs accueilli, en guise de test, au mois de novembre 2020, les matches éliminatoires de la CAN 2022, opposant le Cameroun au Mozambique et la République Centrafricaine au Maroc. Des essais grandeur nature qui ont permis de jauger le degré de fonctionnalité de cette infrastructure chargée de réminiscences. En dehors du stade principal, le complexe de la Réunification dispose également d'un terrain d'entraînement d'une capacité de 1500 places assises, avec toutes les commodités requises.

A Douala, deux autres stades vont servir pour les entraînements des équipes et des officiels techniques lors du CHAN 2021 et de la CAN 2022. Il s'agit du Stade Mbappé Leppé à Akwa et du Stade de Bonamoussadi dans le quartier éponyme. Ces deux infrastructures offrent une capacité de 1500 places assises.

Non loin de la capitale économique, dans la ville balnéaire de Limbe, le Stade Omnisports inauguré en 2014, qui a déjà servi à l'occasion de la CAN féminine en 2016, a lui aussi reçu un coup de neuf pour les compétitions à venir. La tribune principale a bénéficié d'un nouveau toit et l'environnement immédiat du stade (routes, parkings, stade annexe) a été réaménagé. Le « *Centenary Stadium* » et le « *Middle Farm Stadium* » serviront pour les entraînements, avec une configuration qui correspond aux exigences de la CAF. Buea, le chef lieu de la région du Sud-Ouest, a également bénéficié de l'aménagement du Stade municipal de Molyko et du Buea Town Stadium pour les entraînements.

A Yaoundé, le Stade Omnisports Ahmadou Ahidjo a été rénové pour la deuxième fois en moins de cinq ans afin de se hisser à la hauteur des grandes compétitions mondiales. Cette enceinte de 40 000 places va accueillir lors du CHAN, les équipes de la poule A, parmi lesquels le pays hôte, le Cameroun. Tel qu'il se présente aujourd'hui, le Stade Ahmadou Ahidjo est une infrastructure moderne répondant aux standards de confort et de sécurité requis par la CAF et la FIFA. Le Stade de Mfandena, comme on l'appelle affectueusement, dispose également de deux terrains d'entraînement. A l'entrée nord de la capitale, le Stade d'Olembé, d'une capacité de

2020, it also hosted, as a test, the AFCON 2022 qualifiers between Cameroon and Mozambique and the Central African Republic and Morocco. These were full-scale tests that helped to gauge the degree of functionality of this memorable infrastructure. Besides the main stadium, the Reunification complex also has a 1500-seat training ground with all the necessary amenities.

In Douala, two other stadiums will be used for training by teams and technical officials during CHAN 2021 and AFCON 2022. These are the Mbappé Leppé Stadium in Akwa and the Bonamoussadi Stadium in the eponymous neighbourhood. Each of these facilities have a capacity of 1500 seats.

Not far from the economic capital, in the seaside town of Limbe, the Omnisports Stadium inaugurated in 2014, which had already been used for the women's AFCON in 2016, has also been given a facelift for the upcoming competitions. The roof of the main stand has been renewed and the immediate surroundings of the stadium (roads, car parks and annex stadium) have been renovated. The Centenary Stadium and the Middle Farm Stadium, whose installations meet CAF requirements, will be used for training. Similarly, the Molyko Municipal Stadium and the Buea Town Stadium in Buea, capital of the South-West Region, have also been renovated and will be used for training.

In Yaounde, the Ahmadou Ahidjo Omnisports Stadium has been renovated for the second time in less than five years to make it fit to host major world competitions. During the CHAN, this 40000-seat stadium will host teams in Group A, including the host country, Cameroon. As it stands now, the Ahmadou Ahidjo Stadium is a modern facility that meets the comfort and safety standards of CAF and FIFA. The Mfandena Stadium, as it is affectionately called, also has two training grounds. At the northern entrance to the capital, the 60 000-seat fully covered Olembé Stadium is receiving finishing touches. In a few months, it will be the main

60 000 places assises entièrement couvert, est en cours de finition. Dans quelques mois, il sera la principale attraction de la CAN. Yaoundé dispose par ailleurs, d'autres infrastructures comme le Stade militaire de Yaoundé, le complexe sportif de la BEAC, entièrement modernisé pour les compétitions continentales, et bien d'autres infrastructures annexes.

Dès le mois de janvier 2022, à l'occasion de la Coupe d'Afrique des Nations, les villes de Garoua, au Nord, et de Bafoussam à l'Ouest, entreront en scène. A Bafoussam, l'offre en infrastructures sportives est plus que satisfaisante. Davantage, à l'image des villes de Limbe et Buea (région du Sud-Ouest), qui mutualisent leurs atouts, c'est toute la région de l'Ouest qui est mobilisée pour la réussite de la CAN. Le Chef de l'Etat a voulu que cette CAN reste non seulement dans les annales du football continental comme la plus réussie, mais aussi comme la plus inclusive au plan national. En effet, outre la ville de Bafoussam où se trouve le stade principal, et disposant de deux autres stades pouvant servir pour les entraînements, les villes de Bandjoun et de Mbouda disposent chacune d'un stade fonctionnel pour la préparation des équipes.

Enfin, Garoua, dans la région du Nord, le Stade Roumde Adjia a été remis à neuf et offre l'image d'une belle enceinte de 25 000 places. Il abrite également un stade annexe. Dans cette ville, quatre autres infrastructures sportives, les stades du CENAJES, de Poupoure, de Reyre et le complexe sportif de Coton sport complètent l'offre.

D'une manière générale, le Cameroun dispose d'infrastructures sportives de qualité et en quantité suffisante pour accueillir ces tournois de football dans les meilleurs conditions.

Toutes ces belles et grandes réalisations ont été rendues possibles grâce à l'implication du Président de la République qui a engagé ses principaux collaborateurs à relever le défi d'une parfaite organisation du CHAN et de la CAN au Cameroun.

Au sein de la CAF, l'optimisme est total, comme en témoigne le rapport de la dernière réunion du Comité exécutif du mois de décembre 2020 qui « *note avec satisfaction que le pays hôte*

attraction of AFCON. Yaounde also has other facilities such as the Yaounde Military Stadium and the BEAC sports complex that have been modernized for continental competitions, and many other ancillary facilities.

From January 2022, on the occasion of the Africa Cup of Nations, the cities of Garoua in the North and Bafoussam in the West will step onto the scene. The sports facilities available in Bafoussam are very satisfactory. In addition, the entire West Region, like the cities of Limbe and Buea in the South-West Region, which pool their strengths, is mobilized to ensure the success of AFCON. The Head of State wants this AFCON to remain in the annals of continental football not only as the most successful, but also as the most inclusive at the national level. Besides the city of Bafoussam which hosts the main stadium and two other stadiums that can be used for training, the cities of Bandjoun and Mbouda each have a functional stadium which can be used for training by teams.

Lastly, in Garoua (North Region), the Roumde Adjia Stadium has been refurbished and is now a beautiful 25000-seat facility with an annex stadium. The city also has four other sports facilities, namely the CENAJES, Poupoure and Reyre stadiums, as well as the Coton Sport complex.

On the whole, **Cameroon has a good number of quality sports facilities to host the football tournaments in the best conditions.** All these beautiful and great achievements have been made thanks to the involvement of the President of the Republic who has mobilized his key collaborators to take up the challenge of ensuring a hitch-free organization of the CHAN and AFCON in Cameroon.

There is total optimism within CAF, as evidenced by the report of the last Executive Committee meeting held in December 2020, which "*notes with satisfaction that the host country is ready to host the event*" (CHAN). No Comment.

est prêt à accueillir l'évènement » (CHAN).
No Comment !

Si tous les moyens ont été mis en branle pour gagner le pari de l'organisation des deux compétitions, le Cameroun n'oublie pas le jeu en lui-même. Sur le plan purement sportif, tous les moyens sont mis en œuvre pour que les Lions Indomptables A' inscrivent leur nom au palmarès des vainqueurs de cette catégorie. Tandis que du côté de l'équipe fanion, les Lions Indomptables du Cameroun, on s'active pour être prêt à rugir le moment venu.

du mois de décembre 2020 qui « *note avec satisfaction que le pays hôte est prêt à accueillir l'évènement »* (CHAN).
No Comment !

Si tous les moyens ont été mis en branle pour gagner le pari de l'organisation des deux compétitions, le Cameroun n'oublie pas le jeu en lui-même. Sur le plan purement sportif, tous les moyens sont mis en œuvre pour que les Lions Indomptables A' inscrivent leur nom au palmarès des vainqueurs de cette catégorie. Tandis que du côté de l'équipe fanion, les Lions Indomptables du Cameroun, on s'active pour être prêt à rugir le moment venu. ■

Although all hands are on deck to meet the challenge of organizing the two competitions, Cameroon has an eye on the game itself. From a purely sporting perspective, all measures are being taken to enable the Intermediate Indomitable Lions to inscribe their name on the list of winners in this category. Meanwhile, the main team, the Indomitable Lions of Cameroon, is getting ready to roar when the time comes. ■

Dossier réalisé avec les contributions de :

- ✓ Ministre des Postes et Télécommunications
- ✓ Prof. Paul-Célestin NDEMBIYEMBE
- ✓ Prof. Claude BEKOLO
- ✓ Prof. Manassé ABOYA ENDONG
- ✓ Prof. Alphonse Joseph TONYE
- ✓ Prof. Yves Paul MANDJEM
- ✓ Prof. James MOUANGUE KOBILA
- ✓ Prof. George EWANE NGIDE
- ✓ Norbert ELOUNDOU ENGAMA
- ✓ Dr Denis NGAE
- ✓ Yves ATANGA
- ✓ Grégoire DJAARMAÏLA
- ✓ Simon Pierre ETOUNDI

Coordination

Nicolas AMAYENA

Relecture

Nicolas AMAYENA

Victor BANSI SUHYANG

Jean Christian ATANGANA

Jeanne d'Arc OTAM.



Camerounaises, Camerounais,
Mes chers compatriotes,

Vous comprendrez, j'en suis sûr, que je commence ce message traditionnel en vous parlant de l'irruption, sur notre planète, de la pandémie du corona virus. A cet égard, l'année 2020 restera certainement dans les mémoires comme une année sombre, marquée par des centaines de milliers de morts à travers le monde.

Comme la quasi-totalité des pays, le Cameroun a été touché. Peut-être moins gravement que d'autres Etats. Malgré nos efforts, le COVID-19 a endeuillé de nombreuses familles et provoqué de graves difficultés dans le fonctionnement de notre économie et de notre société.

Fellow Cameroonians,
My dear compatriots,

I am convinced that you understand why I am beginning this traditional message by talking about the outbreak of the coronavirus pandemic on our planet. In this regard, 2020 will undoubtedly be remembered as a dark year marked by hundreds of thousands of deaths worldwide.

Like almost all countries, Cameroon was affected, perhaps less severely than other States. Despite our efforts, COVID-19 plunged many families into mourning and seriously hampered the functioning of our economy and society.

Je saisis cette occasion pour saluer de nouveau le dévouement de nos médecins, infirmiers et, de façon générale, de notre personnel de santé, grâce auquel de nombreuses vies ont pu être sauvées et continuent de l'être.

Il est peut-être trop tôt pour essayer de tirer les leçons de ce douloureux épisode qui, d'ailleurs, se poursuit. Est-il nécessaire de rappeler que l'actuelle pandémie n'est pas la première et que l'Histoire nous a appris que des épidémies ont anéanti des populations entières : la plus récente s'étant déclarée au lendemain de la Première Guerre mondiale.

Faut-il y voir la responsabilité de l'homme, coupable d'exploiter sans modération les ressources naturelles de la planète et de se livrer sans cesse à des conflits générateurs de massacres et de maladies, ainsi qu'à des expériences pour développer des armes nouvelles? La question doit, je crois, être posée. Quelle que soit la réponse, c'est le mérite de notre époque d'avoir clairement soulevé le problème de la relation entre l'homme et son milieu naturel. C'était, me semble-t-il, l'objectif de la Conférence de Paris sur le réchauffement climatique dont les recommandations restent d'actualité.

Quoi qu'il en soit, nous ne devons pas pour autant dormir sur nos lauriers. J'ai personnellement constaté que la plupart de nos concitoyens ne respectent plus les mesures de protection édictées par le Gouvernement.

Au moment où, partout ailleurs, l'on constate une deuxième vague de l'épidémie, couplée à l'apparition d'une nouvelle souche du virus plus contagieuse, je vous exhorte de nouveau à porter vos masques, à vous laver régulièrement les mains et à faire appel à un médecin ou à tout autre personnel de santé au cas où des symptômes apparaissent. C'est le seul moyen de préserver les vies et de freiner la propagation du virus.

Mes chers compatriotes,

L'attention que nous avons dû porter à la situation sanitaire ne nous a pas empêchés de nous consacrer aux autres tâches essentielles liées à la gestion de notre pays, c'est-à-dire :

- ✓ assurer la sécurité et la paix sur toute l'étendue de notre territoire national ;

I take this opportunity to hail once more the dedication of our physicians, nurses and health personnel as a whole, thanks to whom many lives have been and continue to be saved.

It is perhaps too early to try to draw lessons from this painful episode which, moreover, is continuing. Needless to recall that this pandemic is not the first and history has it that epidemics wiped out entire populations, the most recent occurring in the wake of the First World War.

Should man take the blame because of his wanton exploitation of the planet's natural resources and his constant engagement in conflicts leading to massacres and diseases, as well as experiments to develop new weapons? I believe the question needs to be asked. Whatever the answer, our era should take credit for clearly posing the problem of the relationship between man and his natural environment. This was, I believe, the objective of the Paris Conference on Global Warming, whose recommendations are still relevant today.

In any case, we should not rest on our laurels. I have personally observed that most of our fellow citizens no longer comply with the protective measures prescribed by the Government.

At a time when, everywhere else, there is a second wave of the epidemic, coupled with the appearance of a new and more contagious strain of the virus, I urge you once again to put on your face masks, to wash your hands regularly and to consult a physician or any other health personnel if you notice any symptoms. This is the only way to save lives and to curb the spread of the virus.

My dear compatriots,

Our focus on the health situation did not prevent us from devoting ourselves to other essential tasks related to the management of our country, namely:

- ✓ maintaining security and peace throughout our national territory;
- ✓ strengthening our democratic process; and
- ✓ pursuing our economic, social and cultural development programme.

In recent years, our country has been facing external threats, particularly on our eastern border and in the northern part of our country.

- ✓ consolider notre processus démocratique,
- ✓ enfin, poursuivre la réalisation de notre programme de développement sur les plans économique, social et culturel.

Depuis quelques années, notre pays fait face à des menaces venant de l'extérieur, notamment à notre frontière orientale et dans la partie septentrionale de notre territoire.

Dans le premier cas, il s'agit de bandits de grands chemins, attirés par des proies faciles que constituent de paisibles éleveurs et leurs troupeaux.

Dans le second, ce sont désormais des raids isolés de Boko Haram ou des tentatives d'attentats-suicides confiés à des adolescents. La vigilance et l'action efficaces de nos forces de défense et de sécurité ont fait diminuer sensiblement les actes de ces criminels.

La situation est différente dans nos régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest où des groupes armés, entretiennent un climat de terreur et d'insécurité. C'est ainsi que, périodiquement, ils attaquent des communautés isolées et également des établissements d'enseignement pour dissuader les parents d'y envoyer leurs enfants. La liste est déjà longue des exactions et des crimes qu'ils ont commis. L'un des plus odieux est celui qui a eu lieu récemment à Kumba et qui s'est soldé par la mort de 07 écoliers et des blessures infligées à plusieurs autres.

Ce crime qui choque la conscience humaine, ne restera pas impuni. Tous les coupables seront recherchés sans relâche, et traduits devant la justice. D'ores et déjà, l'opinion publique, et particulièrement celle de nos deux régions concernées, peut se rendre compte, si ce n'est déjà fait, que ces soi-disant « sécessionnistes » ne sont en réalité que des assassins, et qui plus est, des assassins d'enfants innocents. C'est peu dire que la tuerie de Kumba a suscité l'indignation générale.

C'est le moment pour moi d'en appeler, une fois de plus, à la responsabilité des pays amis qui hébergent les commanditaires et des organisations qui financent et animent, par divers canaux, les bandes armées dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Tous ceux qui, au terme des enquêtes, seront identifiés comme donneurs d'ordres ou complices de ces crimes odieux, devront répondre de leurs actes.

In the first case, the threat comes from highway robbers lured by easy prey, namely peaceful stockbreeders and their herds.

In the second, the threat now takes the form of isolated raids by Boko Haram or suicide bomb attempts by teenagers. The effective vigilance and action of our Defence and Security Forces have significantly reduced the activities of these criminals.

The situation is different in the North-West and South-West Regions where armed groups maintain an atmosphere of terror and insecurity. They attack isolated communities and educational institutions from time to time to discourage parents from sending their children to school. The list of atrocities and crimes committed by these groups is already long. One of the most heinous of them is that which took place in Kumba recently, resulting in the death of seven school children with several others injured.

This crime, which is a shock to the human conscience, will not go unpunished. All the perpetrators will be hunted down relentlessly and brought to justice. Already, public opinion, particularly in the two regions concerned, can realize, if that is not yet the case, that these so-called "secessionists" are actually nothing more than murderers, and what is more, murderers of innocent children. To say that the Kumba carnage caused widespread outrage is an understatement.

I would now like to appeal, once more, to the sense of responsibility of the friendly countries hosting the sponsors and of the organizations financing and running the armed gangs in the North-West and South-West Regions, through various channels. All those who would be identified at the end of investigations as initiators or accomplices of these odious crimes will answer for their actions.

Yet our Government has continued to demonstrate its commitment to openness and dialogue by, for example, releasing many former secessionists and facilitating their reintegration into society.

Furthermore, after the Major National Dialogue, the Government fast-tracked the implementation of an ambitious decentralization policy which includes a special status for our North-West and South-West



Pourtant, notre Gouvernement n'a jamais cessé d'apporter la preuve de sa volonté d'ouverture et de dialogue en libérant par exemple de nombreux ex-sécessionnistes et en facilitant leur réinsertion dans la société.

D'autre part, après la tenue du Grand Dialogue National, il a accéléré la mise en œuvre d'une ambitieuse politique de décentralisation qui comporte notamment, pour nos régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, l'accession à un statut spécial tenant compte de leurs spécificités et de leurs aspirations.

J'exhorte de nouveau les jeunes enrôlés dans les bandes armées à sortir de brousse et à regagner les centres de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR) afin de retrouver, comme leurs autres jeunes compatriotes, une vie normale.

Regions, which takes into account their specificities and aspirations.

I once more urge the youths who have been enlisted in armed gangs to come out of the bush and sign up with the Disarmament, Demobilization and Reintegration (DDR) centres in order to return to a normal life, like their other young compatriots.

The prevailing insecurity in the North-West and South-West Regions has caused untold damage to our country. Our democracy allows for the peaceful expression of all opinions, in compliance with the laws and regulations in force. Otherwise, peace and stability would be jeopardized.

L'insécurité dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest n'a que trop porté préjudice à notre pays. Notre démocratie permet l'expression pacifique de toutes les opinions, mais dans le respect des lois et règlements. Sinon, la paix et la stabilité seraient menacées.

C'est le lieu de se féliciter de l'attitude patriotique de ceux de nos concitoyens du Nord-Ouest et du Sud-Ouest qui, non seulement, coopèrent de plus en plus avec les forces de défense et de sécurité, mais aussi entreprennent de lutter courageusement contre ces bandes armées. Ils ont pris conscience que ces gens-là n'agissent pas dans l'intérêt des populations.

Je voudrais également saluer ici la bravoure de nos forces de défense et de sécurité qui n'ont pas failli à leur devoir de protection de l'intégrité du territoire nationale, des personnes et des biens. Elles méritent le respect et la considération de tous. Je les encourage à persévérer et à demeurer une force républicaine, respectueuse des droits humains.

Par ailleurs, l'on doit regretter que quelques-uns de nos compatriotes, regroupés autour d'une personnalité dont les ambitions avaient été déçues lors de la dernière élection présidentielle, aient profité des difficultés sécuritaires et sanitaires pour tenter de susciter une insurrection, faussement appelée «marches pacifiques». Grâce à la maturité du peuple camerounais, ces marches ont heureusement été peu suivies.

Est-il vraiment nécessaire de rappeler qu'en démocratie, l'accès aux responsabilités politiques est assuré par la voie des urnes et non par la rue, par certains médias ou par les réseaux sociaux ?

C'est précisément le cas au Cameroun où le processus démocratique se déroule selon les dispositions de notre Constitution et selon les règles fixées par nos lois. La période récente en a donné un bon exemple :

- ✓ en mars 2018, le mandat des sénateurs est renouvelé ;
- ✓ en octobre 2018, le Chef de l'Etat est élu avec une très large majorité ;
- ✓ en février 2020, des élections législatives ont lieu, assurant au Gouvernement une majorité confortable à l'Assemblée Nationale ;
- ✓ à la même date, les élections municipales mettent fin au système des délégués du gouvernement dans les grandes villes, désormais gérées par des maires élus ;

I hail the patriotic spirit of those of our fellow citizens in the North-West and South-West Regions who are not only increasingly cooperating with the Defence and Security Forces, but are also courageously fighting these armed gangs. They have realized that these gangs are not acting in the interest of the people.

I would also like to commend here the bravery of our Defence and Security Forces that have not failed in their duty to protect the integrity of the national territory, the people and property. They deserve the respect and consideration of everyone. I encourage them to keep it up and to remain a republican force that respects human rights.

It is equally regrettable that some of our compatriots, who rallied around a personality who failed to achieve his ambitions during the last presidential election, took advantage of security and health difficulties to try to stir up a revolt falsely referred to as "peaceful marches". Fortunately, very few people took part in these marches, thanks to the maturity of Cameroonians.

Needless to recall that in a democracy, access to political office is secured through the ballot box and not through the street, certain media organs or social media networks.

This is precisely the case in Cameroon where the democratic process is being conducted in accordance with the provisions of our Constitution and the rules laid down by our laws, as amply illustrated by the following recent happenings:

- ✓ In March 2018, the term of office of Senators was renewed.
- ✓ In October 2018, the Head of State was elected with an overwhelming majority.
- ✓ In February 2020, legislative elections were held, with the Government securing a comfortable majority in the National Assembly.
- ✓ On the same date, municipal elections put an end to the system of government delegates in major towns, which are now managed by elected mayors.
- ✓ In December 2020, regional elections completed the implementation of the provisions of the decentralization process.

Thus, with each passing day, our political will to implement the democratic agenda that is in line with

✓ en décembre 2020, les élections régionales viennent de compléter les dispositions prévues dans le processus de décentralisation.

Ainsi se confirme, chaque jour davantage, notre volonté politique de mener à bien le projet démocratique répondant aux souhaits véritables du peuple camerounais, projet initié dès mon accession à la magistrature suprême et qui a conduit, quelques années plus tard, à l'institution du multipartisme.

A ceux qui critiquent les imperfections de notre démocratie, je réponds que nous n'avons eu que quelques décennies pour la mettre en place. Les grands pays démocratiques, de leur côté, n'y sont parvenus qu'au terme de plusieurs siècles marqués par des révolutions, des guerres civiles et même des épisodes de dictature.

Pour ma part, je suis bien conscient de tout ce qui reste à faire. Mais j'ai la conviction que nous sommes sur la bonne voie et que bientôt, nous pourrions tous être fiers de nos avancées démocratiques.

Mes chers compatriotes,

Il faut bien reconnaître que le contexte international – notamment la pandémie du corona virus et la baisse de la croissance mondiale – n'a pas facilité la bonne tenue de nos finances publiques et de notre économie au cours de l'année qui s'achève.

Tout en maintenant nos objectifs de croissance, nous avons dû prendre des mesures de consolidation budgétaire et de soutien à l'économie afin de passer ce cap difficile et de rendre possible une politique de relance en 2021.

C'est ainsi qu'il a été décidé de finaliser les projets qui concernent le Championnat d'Afrique des Nations 2021 et la Coupe d'Afrique des Nations de Football 2022, de poursuivre la mise en œuvre des plans de reconstruction et de développement des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ainsi que de l'Extrême-Nord.

Malgré ces efforts, il est prévisible que notre taux de croissance, qui s'était stabilisé autour de 4 % au cours des dernières années, subisse une nette érosion en 2020 et que l'inflation reparte légèrement à la hausse. L'impact du ralentissement de l'économie mondiale et

Message to the Nation 31 December 2020

the genuine aspirations of the Cameroonian people is further strengthened, an agenda initiated upon my accession to the helm of State and which led, a few years later, to the institution of the multiparty system.

To those who are criticizing the imperfections of our democracy, I would like to say that it took us just a few decades to put it in place. The major democratic countries, for their part, did so only after several centuries marked by revolutions, civil wars and even episodes of dictatorship.

For my part, I am well aware of all that is still to be done. I am, however, convinced that we are on the right track and that soon we will all be proud of our democratic progress.

My dear compatriots,

It must be acknowledged that the international context – in particular the coronavirus pandemic and the decline in global growth – took a toll on the performance of our public finance and our economy during the year that is drawing to an end.

While maintaining our growth targets, we had to take fiscal consolidation and economic support measures in order to weather these difficult times and enable the implementation of a recovery policy in 2021.

Thus, a decision was taken to finalize African Nations Championship (CHAN) 2021 and Africa Cup of Nations (AFCON) 2022 projects, and to continue to implement plans for the reconstruction and development of the North-West, South-West and Far-North Regions.

Despite these efforts, it is expected that our growth rate, which had stabilized at around 4% in recent years, will witness a sharp decline in 2020 and that inflation will inch up. This is undoubtedly due to the impact of the global economic downturn and our domestic economic trends, especially the increase in security spending.

Nonetheless, Cameroon's economy has maintained a certain capacity to rebound despite the difficulties. Thanks to support from our international partners and, in the event of a decline in the pandemic, there is reason to hope for recovery in the coming months.



en ce qui concerne l'augmentation des dépenses de sécurité, y ont sans doute contribué.

Néanmoins, il apparaît qu'en dépit des difficultés, l'économie camerounaise a conservé une certaine capacité de rebond. Grâce à l'appui de nos partenaires internationaux et, dans l'hypothèse d'un recul de la pandémie, il est alors permis de penser qu'une reprise est possible dans les mois à venir.

Dans cet esprit, je voudrais maintenant appeler votre attention sur le lancement récent de notre Stratégie Nationale de Développement (SND) qui remplace le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) arrivé à son terme.

La Stratégie Nationale de Développement définit les grands axes de notre planification jusqu'en 2030.

to the recent launch of our National Development Strategy (NDS) which replaces the Growth and Employment Strategy Paper (GESPP) that has come to an end.

The National Development Strategy defines the main thrusts of our planning up to 2030. The document draws lessons from past experiences and sets new goals for the next decade, notably the structural transformation of our economy and inclusive development.

It will therefore be necessary to step up the fight against poverty, unemployment and the lingering informal sector. It will also be necessary to strive to achieve an 8% growth rate by embarking on the structural transformation of our economy and enhancing the effectiveness of public spending. In so doing, we will put all the odds of achieving emergence by 2035 on our side.

Message to the Nation 31 December 2020

Ce document tire les leçons des expériences passées et fixe de nouveaux objectifs pour la décennie à venir, notamment une transformation structurelle de notre économie et un développement inclusif.

Il conviendra donc de passer à la vitesse supérieure pour lutter contre la pauvreté, le chômage et la persistance du secteur informel. Il faudra également s'efforcer d'atteindre un taux de croissance de 8 % en procédant à une transformation structurelle de notre économie et en améliorant l'efficacité de la dépense publique. Ainsi, nous conserverons toutes les chances de parvenir à l'émergence à l'horizon 2035.

Bien entendu, nous poursuivrons par ailleurs la mise en œuvre de notre politique de développement social qui a été définie au début du septennat en cours, qu'il s'agisse de l'emploi des jeunes, de l'éducation, de la santé et de la famille.

Telles sont, mes chers compatriotes, les grandes lignes de l'action que, malgré les difficultés, le Gouvernement s'est employé à mettre en œuvre au cours des derniers mois et qu'il va poursuivre dans les prochaines années. Celles-ci seront cruciales pour notre marche vers l'émergence.

J'ai la conviction que nous pourrons atteindre nos objectifs, à condition que nous acceptions de faire les efforts nécessaires et d'entreprendre les réformes indispensables.

Camerounaises, Camerounais,

Mes chers compatriotes,

L'année qui s'achève n'a pas été une année facile. Nous avons dû relever de nombreux et importants défis. Nous devons rester, comme par le passé, unis et déterminés. Le peuple camerounais a toujours montré qu'il était à la hauteur des enjeux qui le concernent. Il faut s'en féliciter.

Bonne et heureuse année, à toutes et à tous.

Vive la République !

Vive le Cameroun !

Naturally, we will also continue to implement our social development policy which was defined at the start of the current seven-year term concerning youth employment, education, health and family.

These, my dear compatriots, are the outlines of the action that the Government has, despite the difficulties, strove to implement in recent months and that it will continue to implement in the coming years, which will be crucial for our progress towards emergence.

I am convinced that we will be able to achieve our objectives, provided that we agree to make the required efforts and to embark on the needed reforms.

Fellow Cameroonians,

My dear compatriots,

The year that is ending has not been an easy one. We had to meet many major challenges. We must remain united and determined, like in the past. The Cameroonian people have always risen to the challenges facing them. We should be proud of this.

Happy and Prosperous New Year to you all.

Long live the Republic!

Long live Cameroon!





Cameroun-Guinée Equatoriale. En bons voisins *Cameroon, Equatorial Guinea Determined to Collaborate*

Le Président de la République, S.E. Paul BIYA, a reçu en audience, le 22 décembre 2020, le Ministre d'État de la Présidence du Gouvernement de Guinée Equatoriale chargé de l'Intégration Régionale, Monsieur Baltasar Engonga Edjo, porteur d'un pli fermé du Président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo adressé à son homologue camerounais.

Les échanges entre les deux Chefs d'Etat se situent dans le cadre du renforcement de la coopération sous-régionale. Celle-ci fait face à des tensions sécuritaires qui ne peuvent

Member States of the Economic and Monetary Community of Central Africa (CEMAC) have an obligation to exercise steadfastness, solidarity and cooperation in order to tame the current security, economic and health challenges in the sub-region. The leaders have demonstrated that they understand these dynamics and have continued to build their bilateral and multilateral trust for the benefit of the population within this economic zone.

It is against this backdrop that the Republic of Equatorial Guinea's Minister of State for

être apaisées que si les différentes parties s'emploient à consolider dans leurs rapports la recherche de la paix et du développement, en particulier en zones frontalières.

Une telle approche de la coopération est d'autant plus nécessaire en cette période de crise sanitaire mondiale où sont recherchées des solutions conjointes pour garantir aux populations l'accès aux soins de qualité. En outre, pour faire face aux conséquences de la pandémie de COVID-19 sur les économies de la sous-région, les deux pays ont besoin de se concerter régulièrement. ■



Regional Integration, His Excellency Baltasar Engonga Edjo'o and the Vice Minister of Defence, Mr Cándido Ncogo Engono Nchama were received at the Unity Palace on 22 December 2020 by H.E. Paul BIYA, President of the Republic of Cameroon, and current Chair of the CEMAC Heads of State Conference.

Cameroon and Equatorial Guinea have been exemplary in the resolution of bilateral misunderstandings, mostly security and economic. Thus, both countries stand in a better position to counsel on the issues at stake.

Yaounde and Malabo are equally bound to exchange permanently to foster cooperation ties and guarantee confidence between their peoples. Thus, President Teodoro Obiang Nguema Mbasogo's message of solidarity to his Cameroonian counterpart is a mark of great respect, honour, reverence and acknowledgement of his management style - that always hunts for peace and conviviality. ■





Septembre

Le Président de la République a signé 83 décrets et 82 arrêtés, dont certains sont ci-dessous recensés.

- **Décret N°2020/524 du 02 septembre 2020** portant nomination du Coordonnateur National Adjoint du Comité National de Désarmement, de Démobilisation et de Réintégration. Lieutenant-colonel Ekosso Lyssonge Francis.
- **Décret N°2020/526 du 02 septembre 2020** fixant le nombre de Conseillers Régionaux par Département et par catégorie.
- **Décret N°2020/527 du 02 septembre 2020** fixant les modalités de prise en charge, par l'Etat des frais afférents à la participation des membres des collèges électoraux à l'élection des Conseillers Régionaux.
- **Décret N°2020/528 du 02 septembre 2020** fixant les modalités de rémunération, les indemnités et les autres avantages alloués aux membres des organes exécutifs et délibérants des Régions, Communautés Urbaines et Communes.
- **Décret N°2020/529 du 03 septembre 2020** accordant une prolongation d'activité à un fonctionnaire. Monsieur Ndongo Daniel Urbain, Ministre Plénipotentiaire, du 19 avril 2020 au 19 avril 2022.
- **Décret N°2020/530 du 03 septembre 2020** habilitant le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire à signer avec le Fonds International de Développement Agricole (FIDA), un Accord de Crédit d'un montant de 47 millions de dollars US, soit environ 28,589 milliards de francs CFA, pour le financement de la deuxième phase du Projet d'Appui au Développement des Filières Agricoles (PADFA).
- **Décret N°2020/531 du 03 septembre 2020** habilitant le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire à signer avec la DEUTSCHE Bank, un Accord de Prêt garanti



par US EXIM BANK d'un montant de 5 millions de dollars US, soit environ 3 milliards de francs CFA, pour le financement des études de faisabilité et de conception du Projet de réhabilitation et d'extension de capacité du système de traitement et de distribution d'eau potable pour les villes de Buea, Tiko et Mutenguéné.

▪ **Décret N°2020/532 du 03 septembre 2020** accordant une prolongation d'activité à un fonctionnaire de la Sûreté Nationale. Monsieur Adamou Baba, Commissaire de Police, du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2022.

▪ **Décret N°2020/533 du 03 septembre 2020** modifiant le Décret n°2017/041 du 13 février 2017 portant concession d'une pension de retraite, revalorisation d'une pension permanente d'invalidité et allocation des avantages de la réserve mobilisable à un Officier. Colonel Bile Abessolo Marcel.

▪ **Décret N°2020/534 du 03 septembre 2020** portant concession d'une pension de retraite, revalorisation d'une pension permanente d'invalidité et allocation des avantages de la réserve mobilisable à un Officier. Le Chef d'Escadron Wangkake André.

▪ **Décret N°2020/536 du 07 septembre 2020** portant nomination à titre exceptionnel dans l'Ordre de la Valeur. Monsieur Adoum Gargoum, Ministre Délégué (MINREX) et autres.

▪ **Décret N°2020/537 du 07 septembre 2020** portant nomination à titre exceptionnel dans l'Ordre de la Valeur. Monsieur Thierry Banneo, Colonel, Attaché de sécurité intérieur près de l'Ambassade de France au Cameroun, Yaoundé.

▪ **Décret N°2020/538 du 07 septembre 2020** portant promotion ou nomination à titre exceptionnel dans l'ordre de la Valeur. Professeur Gana Fomban Rose, épouse Leke et autres.

▪ **Décret N°2020/539 du 07 septembre 2020** portant promotion à titre exceptionnel dans l'ordre de la Valeur. Excellence Hans Peter Schadek, Ambassadeur, Chef de la Délégation de l'Union Européenne, arrivé en fin de séjour au Cameroun.

▪ **Décret N°2020/540 du 07 septembre 2020** portant promotion à titre posthume dans l'Ordre de la Valeur. Feue Dade Kaole Berthe, épouse Aléokol, Vice-présidente/Trésorière Générale de la Fondation Chantal BIYA (Messok).

▪ **Décret N°2020/541 du 07 septembre 2020** portant promotion à titre posthume dans l'Ordre de la Valeur. Feue Tsanga Delphine, Membre du Conseil Electoral d'Elecama/ Ancienne Ministre et Ancienne Député.

▪ **Décret N°2020/542 du 07 septembre 2020** portant promotion à titre posthume dans l'Ordre de la Valeur. Feue Bagdama Amati René De gaule, Chef de Groupement (Mbandjock).

▪ **Décret N°2020/544 du 07 septembre 2020** portant nomination à titre posthume dans l'Ordre de la Valeur. Feue Ekata'a Mbang Théodore, Maire de la Commune de Mengong.

▪ **Décret N°2020/545 du 07 septembre 2020** portant nomination à titre posthume dans l'Ordre du Mérite camerounais. Feue Nkotto Joseph, Instituteur Principal de l'Enseignement Général de classe exceptionnelle.

▪ **Décret N°2020/546 du 07 septembre 2020** portant nomination à titre posthume dans l'Ordre du Mérite camerounais. Feue Tsila Jean Claude, Administrateur Civil Principal, Préfet du Mfoundi.

▪ **Décret N°2020/547 du 07 septembre 2020** portant convocation des collèges électoraux en vue de l'élection des Conseillers Régionaux.

▪ **Décret N°2020/548 du 09 septembre 2020** portant nomination d'un Haut-commissaire en République d'Afrique du Sud. Monsieur Anua'a-Gheyle Solomon Azoh-Mbi.

▪ **Décret N°2020/549 du 09 septembre 2020** portant nomination de Sous-préfets. Monsieur Nseth III Christian Bernard et autres.

▪ **Décret N°2020/550 du 09 septembre 2020** portant classement au domaine public artificiel, des terrains nécessaires aux travaux d'aménagement d'un espace vert au lieu-dit « Mokolo I », Arrondissement de Bertoua 1^{er}, Département du Lom et Djerem, Région de l'Est.

▪ **Décret N°2020/551 du 09 septembre 2020** portant nomination de cent trente-deux (132) Elèves-Commissaires de Police. Monsieur Abessolo Roger et autres.

▪ **Décret N°2020/552 du 11 septembre 2020** portant nomination d'un Ambassadeur au Royaume des Pays-Bas. Madame Liguemoh Ondo Madeleine.



▪ **Décret N°2020/553 du 11 septembre 2020** portant nomination de la Présidente du Conseil d'Administration de la Centrale Nationale d'Approvisionnement en Médicaments et Consommables Médicaux Essentiels (CENAME). Madame Bell Marie Mélanie.

▪ **Décret N°2020/554 du 11 septembre 2020** portant nomination du Directeur Général de la Centrale Nationale d'Approvisionnement en Médicaments et Consommables Médicaux Essentiels (CENAME). Monsieur Vandil Deli.

▪ **Décret N°2020/555 du 14 septembre 2020** accordant une prolongation d'activité à un fonctionnaire. Monsieur Nanga Charles, du 21 novembre 2020 au 21 novembre 2022.

▪ **Décret N°2020/556 du 14 septembre 2020** ratifiant l'Accord de Prêt d'un montant de 5 millions de dinars Koweïtien, équivalent à 15 millions de dollars US, soit environ 8 865 000 000 de francs CFA, conclu le 13 janvier 2020 entre la République du Cameroun et le Fonds Koweïtien pour le Développement Economique Arabe (FKDEA), pour le financement partiel du Projet de construction de la route Olama-Kribi, tronçon Bingambo-Grand-Zambi.

▪ **Décret N°2020/557 du 14 septembre 2020** portant intégration de Monsieur Nguema Nguema Paul Fabrice dans le corps des personnels de l'Enseignement Supérieur. Au grade de Chargé de Cours de 2^{ème} classe, 2^{ème} échelon.

▪ **Décret N°2020/558 du 14 septembre 2020** portant intégration de Monsieur Miaffo David dans le corps des personnels de l'Enseignement Supérieur. Au grade de Chargé de Cours de 2^{ème} classe, 1^{er} échelon.

▪ **Décret N°2020/559 du 14 septembre 2020** portant intégration de Monsieur Abdala Zedou, dans le corps des personnels de l'Enseignement Supérieur. Au grade de Chargé de Cours de 2^{ème} classe, 1^{er} échelon.

▪ **Décret N°2020/560 du 14 septembre 2020** portant intégration de Monsieur Mballa Atangana Yves Vincent, dans le corps des personnels de l'Enseignement Supérieur. Au grade de Chargé de Cours de 2^{ème} classe, 1^{er} échelon.

▪ **Décret N°2020/561 du 14 septembre 2020** portant intégration de Monsieur Awomo Ndong Jean Colbert, dans le corps des personnels de

l'Enseignement Supérieur. Au grade de Chargé de Cours Stagiaire.

▪ **Décret N°2020/562 du 14 septembre 2020** portant intégration de Monsieur Zangmo Tefogoum Ghislain, dans le corps des personnels de l'Enseignement Supérieur. Au grade de Chargé de Cours de 2^{ème} classe.

▪ **Décret N°2020/563 du 14 septembre 2020** portant intégration de Monsieur Mountapmbeme Pemi Njoya Yaya, dans le corps des personnels de l'Enseignement Supérieur. Au grade de Chargé de Cours de 2^{ème} classe, 1^{er} échelon.

▪ **Décret N°2020/564 du 14 septembre 2020** portant intégration de Monsieur Yamben Michel Freddy Harry, dans le corps des personnels de l'Enseignement Supérieur. Au grade de Chargé de Cours de 2^{ème} classe, 1^{er} échelon.

▪ **Décret N°2020/565 du 14 septembre 2020** portant intégration de Monsieur Wandji Georges, dans le corps des personnels de l'Enseignement Supérieur. Au grade de Chargé de Cours de 2^{ème} classe, 2^{ème} échelon.

▪ **Décret N°2020/566 du 14 septembre 2020** portant intégration de Madame Mandeng Diane, dans le corps des personnels de l'Enseignement Supérieur. Au grade de Chargée de Cours de 2^{ème} classe, 1^{er} échelon.

▪ **Décret N°2020/567 du 14 septembre 2020** portant intégration de Monsieur Wassouni François, dans le corps des personnels de l'Enseignement Supérieur. Au grade de Chargé de Cours Stagiaire.

▪ **Décret N°2020/568 du 14 septembre 2020** portant intégration de Monsieur Sobze Serge François, dans le corps des personnels de l'Enseignement Supérieur. Au grade de Chargé de Cours Stagiaire.

▪ **Décret N°2020/569 du 14 septembre 2020** portant intégration et promotion de Monsieur Beda Tibi, dans le corps des personnels de l'Enseignement Supérieur. Au grade de Maître de conférences de classe exceptionnelle.

▪ **Décret N°2020/570 du 14 septembre 2020** portant intégration et promotion de Monsieur Kolyang, dans le corps des personnels de l'Enseignement Supérieur. Au grade de Professeur de classe exceptionnelle, indice 1350.



- **Décret N°2020/571 du 14 septembre 2020** portant intégration et promotion de Monsieur Nguelefack Téléspore Benoit, dans le corps des personnels de l'Enseignement Supérieur. Au grade de Chargé de Cours de 2^{ème} classe, 1^{er} échelon.
- **Décret N°2020/572 du 14 septembre 2020** portant reversement de Monsieur Dalhatou Sadou, dans le corps des personnels de l'Enseignement Supérieur. Au grade de Chargé de Cours de 2^{ème} classe, 2^{ème} échelon.
- **Décret N°2020/573 du 14 septembre 2020** portant reversement de Monsieur Abba Paltaha, dans le corps des personnels de l'Enseignement Supérieur. Au grade de Chargé de Cours de 2^{ème} classe, 1^{er} échelon.
- **Décret N°2020/574 du 14 septembre 2020** portant reversement de Monsieur Makon Thomas Beauregard, dans le corps des personnels de l'Enseignement Supérieur. Au grade de Chargé de Cours de 1^{ère} classe, 1^{er} échelon.
- **Décret N°2020/575 du 15 septembre 2020** portant naturalisation de Monsieur Nzabashobora Valius, du Rwanda.
- **Décret N°2020/576 du 15 septembre 2020** portant reversement et promotion de Monsieur Mbanja Jean Claude Nganou, dans le corps des personnels de l'Enseignement Supérieur. Au grade de Chargé de cours de 2^{ème} classe.
- **Décret N°2020/577 du 15 septembre 2020** portant reversement et promotion de Madame Mbanja née Dora Ngum Shu, dans le corps des personnels de l'Enseignement Supérieur. Au grade de Chargée de cours de 1^{ère} classe, 1^{er} échelon.
- **Décret N°2020/578 du 15 septembre 2020** portant reversement et promotion de Monsieur Teguaia Alexis, dans le corps des personnels de l'Enseignement Supérieur. Au grade de Maître de conférences de classe exceptionnelle.
- **Décret N°2020/579 du 15 septembre 2020** portant reversement et promotion de Monsieur Yomi Jean, dans le corps des personnels de l'Enseignement Supérieur. Au grade de Maître de conférences de 2^{ème} classe, 6^{ème} échelon.
- **Décret N°2020/580 du 15 septembre 2020** portant reversement et promotion de Monsieur Hambate Gomdje Valery, dans le corps des personnels de l'Enseignement Supérieur. Au grade de Chargé de cours de 2^{ème} classe, 1^{er} échelon.
- **Décret N°2020/581 du 15 septembre 2020** portant reversement et promotion de Madame Nkoa, née Ng'Awono Ndzana Thérèse, dans le corps des personnels de l'Enseignement Supérieur. Au grade de Chargée de cours de 1^{ère} classe, 1^{er} échelon.
- **Décret N°2020/582 du 15 septembre 2020** portant intégration de Madame Mbuyo Pami Elvine, épouse Nguelefack, dans le corps des personnels de l'Enseignement Supérieur. Au grade de Chargée de cours de 2^{ème} classe, 2^{ème} échelon.
- **Décret N°2020/583 du 15 septembre 2020** portant intégration de Madame Ngoupaye Temkou Gwladys, dans le corps des personnels de l'Enseignement Supérieur. Au grade de Chargée de cours de 2^{ème} classe, 1^{er} échelon.
- **Décret N°2020/584 du 15 septembre 2020** portant intégration de Madame Gouanlong Kamgang Nadège Ingrid, épouse Aboubakar, dans le corps des personnels de l'Enseignement Supérieur. Au grade de Chargée de cours de 2^{ème} classe, 1^{er} échelon.
- **Décret N°2020/585 du 15 septembre 2020** portant reversement de Monsieur Sababa, dans le corps des personnels de l'Enseignement Supérieur. Au grade de Chargé de cours Stagiaire.
- **Décret N°2020/586 du 15 septembre 2020** portant nomination des Magistrats de l'Ordre Judiciaire au Siège des Tribunaux Militaires. Monsieur Oumarou et autres.
- **Décret N°2020/587 du 15 septembre 2020** portant nomination des Magistrats de l'Ordre Judiciaire au Siège des Tribunaux Militaires. Madame Ndanga Zang Anne Danielle, épouse Oumen Guele Esseba et autres.
- **Décret N°2020/591 du 15 septembre 2020** portant classement au domaine public artificiel, des terrains nécessaires aux travaux de construction d'une ligne moyenne tension 30 KV entre Bertoua et Lom Pangar, dans le Département du Lom et Djerem, Région de l'Est.
- **Décret N°2020/592 du 23 septembre 2020** modifiant le Décret n°2001/343 du 08 novembre 2001 portant mise à la retraite et concession d'une pension de retraite à un Officier. Colonel Mboussi Onana Clément.
- **Décret N°2020/593 du 23 septembre 2020** portant concession d'une pension de retraite, revalorisation d'une pension permanente d'invalidité



et allocation des avantages de la réserve mobilisable à un Officier. Colonel Tantan Francis.

▪ **Décret N°2020/594 du 23 septembre 2020** portant concession d'une pension de retraite et allocation des avantages de la réserve mobilisable à un Officier. Colonel Togolo Jonas Médard.

▪ **Décret N°2020/595 du 23 septembre 2020** portant concession d'une pension de retraite et allocation des avantages de la réserve mobilisable à un Officier. Chef d'Escadron Hamidou Lapep Dadje Denis.

▪ **Décret N°2020/596 du 23 septembre 2020** portant concession d'une pension de retraite et allocation des avantages de la réserve mobilisable à un Officier. Capitaine de Corvette Mani Enama Jean Claude.

▪ **Décret N°2020/597 du 23 septembre 2020** portant admission au Corps des Officiers d'Active des Forces de Défense et nomination au grade de Sous-lieutenant. L'Elève-Officier d'Active Nana Dambia Berger Ulrich.

▪ **Décret N°2020/598 du 23 septembre 2020** portant admission au Corps des Officiers d'Active des Forces de Défense et nomination au grade de Sous-lieutenant. Adjudants Yobo Etienne Géraldine ; Al-Bachar Moussa.

▪ **Décret N°2020/599 du 24 septembre 2020** portant nomination d'un Inspecteur Général au Ministre de la Santé Publique. Madame Kouakap, née Djinou Ntchana Solange Chantal, Pharmacienne.

▪ **Décret N°2020/602 du 29 septembre 2020** habilitant le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire à signer avec la COMMERZBANK AKTIENHESELLSCHAFT, un Accord de Prêt d'un montant de 58 246 175,58 dollars US, soit environ 33,8 milliards de francs CFA, pour le financement du renouvellement du partenariat avec le Groupement « OMP SOLUTIONS », dans le cadre du soutien du contingent camerounais de la Mission Multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation en République Centrafricaine (MINUSCA).

▪ **Décret N°2020/603 du 29 septembre 2020** portant attribution d'une pension d'ancienneté à Monsieur Mviena Pierre Marie (Mle 087 298-A), Magistrat Hors Hiérarchie de 2^{ème} groupe, 2^{ème} échelon.

▪ **Décret N°2020/604 du 29 septembre 2020** portant reversement de Monsieur Tetanye Ekoe, dans le corps des personnels de l'Enseignement Supérieur. Au grade de Chargé de cours de 2^{ème} classe, 3^{ème} échelon.

▪ **Arrêté N°0725/CAB/PR du 01 septembre 2020** portant avancement d'échelon, et allouant la pension d'ancienneté à Monsieur Assala Amadiang Jean Bernard, (Mle 366 475-M), Commissaire de Police révoqué.

▪ **Arrêté N°0727/CAB/PR du 01 septembre 2020** allouant la pension de réversion à l'ayant cause de Monsieur Mbarga Mezang Paul François, (Mle 052 624-A), Commissaire de Police décédé à la retraite.

▪ **Arrêté N°0731/CAB/PR du 01 septembre 2020** portant reclassement, admission à la retraite et allouant la pension d'ancienneté à Monsieur Wamba Martin, (Mle 122 700-M), Officier de Police Principal.

▪ **Arrêté N°0733/CAB/PR du 03 septembre 2020** portant admission à la retraite et allouant la pension d'ancienneté à Monsieur Nyuyki Takeh Peter, (Mle 067 400-B), Commissaire Divisionnaire.

▪ **Arrêté N°0742/CAB/PR du 03 septembre 2020** portant concession et revalorisation d'une pension permanente d'invalidité à un Officier. Lieutenant-colonel Mbonabe André.

▪ **Arrêté N°0744/CAB/PR du 03 septembre 2020** portant concession d'une pension permanente d'invalidité à un Officier. Capitaine Toumba Todou Gabriel.

▪ **Arrêté N°0745/CAB/PR du 03 septembre 2020** portant concession d'une pension permanente d'invalidité à un Officier. Lieutenant de Vaisseau Awong Bachelin Henri Jules.

▪ **Arrêté N°0746/CAB/PR du 03 septembre 2020** portant concession d'une pension permanente d'invalidité à un Officier. Lieutenant Balemagna Efonokon Achille.

▪ **Arrêté N°0747/CAB/PR du 03 septembre 2020** portant attribution d'un capital-décès et concession d'une pension de réversion aux ayants-cause d'un officier. Lieutenant Um Jean.

▪ **Arrêté N°0748/CAB/PR du 04 septembre 2020** allouant le capital-décès quintuplé à la succession de Monsieur Bandi Yakouali Yakoula Jean Baptiste (Mle 587 481-O), Officier de Police de 1er grade.



- **Arrêté N°0749/CAB/PR du 04 septembre 2020** constatant la cessation d'activité des suites de décès et liquidant les droits de la succession de Monsieur Bandi Yakouali Yakoula Jean Baptiste (Mle 587 481-O), Officier de Police de 1^{er} grade.
- **Arrêté N°0752/CAB/PR du 09 septembre 2020** portant nomination de deux cent dix (210) Elèves-Officiers de Police. Monsieur Aba Dendewai et autres.
- **Arrêté N°0753/CAB/PR du 09 sept 2020** portant admission à la retraite et allouant la pension d'ancienneté à Monsieur Mback Jean Pierre Antoine (Mle 520 699-S), Commissaire de Police Principal.
- **Arrêté N°0762/CAB/PR du 15 septembre 2020** portant révocation d'office de Madame Nchuo Fatima Atoh (Mle B-059 028), Gardien de la Paix de 1^{er} grade.
- **Arrêté N°0763/CAB/PR du 15 septembre 2020** allouant le capital-décès quintuplé à la succession de Monsieur Mouloug A Zang Jean Jacques (Mle 587 542-S), Officier de Police de 1^{er} grade.
- **Arrêté N°0764/CAB/PR du 15 septembre 2020** constatant la cessation d'activité des suites de décès et liquidant les droits de la succession de Monsieur Mouloug A Zang Jean Jacques (Mle 587 542-S), Officier de Police de 1^{er} grade.
- **Arrêté N°0765/CAB/PR du 15 septembre 2020** portant reclassement, admission à la retraite et allouant la pension d'ancienneté à Madame Pemboura Adama épouse Ntieche (Mle 118 539-Q), Officier de Police Principal.
- **Arrêté N°0766/CAB/PR du 15 septembre 2020** portant reclassement, avancement d'échelon, admission à la retraite de Monsieur Sodjague Bissie Marcellin (Mle 148 427-F), Inspecteur de Police de 2^{ème} grade décédé à la retraite, puis liquidant les droits de sa succession.
- **Arrêté N°0770/CAB/PR du 17 septembre 2020** modifiant et complétant certaines dispositions de l'arrêté n°0021/CAB/PR du 20 janvier 2020 portant admission à la retraite et allouant la pension d'ancienneté à Monsieur Nguiamba Daniel (Mle 355 505-D), Commissaire Divisionnaire.
- **Arrêté N°0771/CAB/PR du 17 septembre 2020** modifiant et complétant certaines dispositions de l'arrêté n°0041/CAB/PR du 25 janvier 2020 portant admission à la retraite et allouant les pensions d'ancienneté et d'invalidité permanente à

Monsieur Ngouanom Pierre Marie (Mle 155 366-G), Commissaire Divisionnaire.

- **Arrêté N°0772/CAB/PR du 17 septembre 2020** modifiant et complétant certaines dispositions de l'arrêté n°0933/CAB/PR du 24 décembre 2019 portant admission à la retraite et allouant la pension d'ancienneté à Monsieur Bissai Otto (Mle 501-018-X), Commissaire Divisionnaire.
- **Arrêté N°0773/CAB/PR du 17 septembre 2020** modifiant et complétant certaines dispositions de l'arrêté n°0931/CAB/PR du 24 décembre 2019 portant admission à la retraite et allouant la pension d'ancienneté à Monsieur Atenkhu Nzombeng Agathon Raphael (Mle 364 019-Z), Commissaire Divisionnaire.
- **Arrêté N°0774/CAB/PR du 17 septembre 2020** modifiant et complétant certaines dispositions de l'arrêté n°0024/CAB/PR du 21 janvier 2019 portant admission à la retraite et allouant les pensions d'ancienneté et d'invalidité permanente à Monsieur Doum Ndongo Patrice (Mle 165 464-H), Commissaire Divisionnaire.
- **Arrêté N°0775/CAB/PR du 17 septembre 2020** modifiant et complétant certaines dispositions de l'arrêté n°0655/CAB/PR du 07 novembre 2018 portant admission à la retraite et allouant la pension d'ancienneté à Monsieur Hamadou (Mle 122 786-J), Commissaire de Police.
- **Arrêté N°0777/CAB/PR du 17 septembre 2020** portant reclassement, puis modifiant et complétant certaines dispositions de l'arrêté n°0007/CAB/PR du 15 janvier 2019 portant admission à la retraite et allouant la pension d'ancienneté à Monsieur Ekoule Nicolas (Mle 355 314-L), Officier de Police Principal.
- **Arrêté N°0778/CAB/PR du 17 septembre 2020** constatant la cessation d'activité des suites de décès et liquidant les droits de la succession de Monsieur Goulu Tapa Blaise (Mle 599 998-E), Commissaire de Police Principal.
- **Arrêté N°0779/CAB/PR du 17 septembre 2020** constatant la cessation d'activité des suites de décès et liquidant les droits de la succession de Monsieur Ayuinfonezum Obenatem, Commissaire de Police.
- **Arrêté N°0780/CAB/PR du 17 septembre 2020** constatant la cessation d'activité des suites de décès et liquidant les droits de la succession de Monsieur Oumarou Godje (Mle 570 930-Y), Inspecteur de Police Principal.



- **Arrêté N°0781/CAB/PR du 17 septembre 2020** portant reclassement, puis constatant la cessation d'activité des suites de décès et liquidant les droits de la succession de Monsieur Wang Eugène Blaise (Mle 606 806-M), Inspecteur de Police Principal.
- **Arrêté N°0783/CAB/PR du 17 septembre 2020** portant reclassement, avancement d'échelons puis admission à la retraite et allouant les pensions d'ancienneté et d'invalidité permanente à Monsieur Bagua Ntsogo (Mle 138 389-K), Officier de Police Principal.
- **Arrêté N°0784/CAB/PR du 17 septembre 2020** portant reclassement, avancement d'échelon, admission à la retraite et allouant la pension d'ancienneté à Monsieur Nguema Mba Aaron (Mle 366 467-J), Officier de Police Principal.
- **Arrêté N°0785/CAB/PR du 17 septembre 2020** portant avancement d'échelon, admission à la retraite et allouant la pension d'ancienneté à Mademoiselle Denaimou Odette (Mle 253 193-O), Officier de Police de 2ème grade.
- **Arrêté N°0786/CAB/PR du 17 septembre 2020** allouant la pension de réversion aux ayants-cause de Monsieur Nkoth Etienne (Mle 011 407-W). Officier de Police de 2ème grade décédé à la retraite.
- **Arrêté N°0792/CAB/PR du 18 septembre 2020** accordant le capital-décès quintuplé à la succession de Monsieur Tewe Mboumghe Prosper (Mle 702 286-M), Gardien de la Paix Principal.
- **Arrêté N°0794/CAB/PR du 18 septembre 2020** mettant fin à la disponibilité de Monsieur Fakouo Zacharie (Mle 368 864-X), Commissaire Divisionnaire.
- **Arrêté N°0795/CAB/PR du 18 septembre 2020** portant admission à la retraite et allouant la pension d'ancienneté à Madame Ebai Agatha Achare (Mle 155 978-U), Commissaire de Police.
- **Arrêté N°0796/CAB/PR du 18 septembre 2020** portant admission à la retraite et allouant la pension d'ancienneté à Monsieur Djambou Jean Marie (Mle 149 512-X), Commissaire de Police.
- **Arrêté N°0797/CAB/PR du 18 septembre 2020** allouant la pension de réversion aux ayants-cause de Monsieur Ncha Ekwe Jonh (Mle 110 712-J), Officier de Police de 2ème grade décédé à la retraite.
- **Arrêté N°0798/CAB/PR du 18 septembre 2020** allouant les pensions de réversion et d'invalidité

permanente à l'ayant cause de Monsieur Kongo Emmanuel Mama Gustave (Mle 048 171-P), Officier de Police de 1er grade décédé à la retraite.

- **Arrêté N°0800/CAB/PR du 18 septembre 2020** portant avancement d'échelon et allouant la pension d'ancienneté à Monsieur Ngoua Jean (Mle 356 016-M), Officier de Police de 2ème grade révoqué.
- **Arrêté N°0801/CAB/PR du 18 septembre 2020** constatant la cessation d'activité des suites de décès et liquidant les droits de la succession de Monsieur Yagouda Daniel (Mle 359 666-O). Officier de Police de 1er grade.
- **Arrêté N°0802/CAB/PR du 18 septembre 2020** portant révocation d'office de Monsieur Aji Georges Stanley (Mle Q-107 729), Gardien de la Paix de 1er grade.
- **Arrêté N°0804/CAB/PR du 23 septembre 2020** portant attribution du capital-décès et concession d'une pension de réversion aux ayants-cause d'un Officier. Feu le Lieutenant-Colonel Ketem Albert.
- **Arrêté N°0805/CAB/PR du 23 septembre 2020** portant concession et revalorisation d'une pension permanente d'invalidité à un Officier. Le Colonel Mengue Meyong Théophile.
- **Arrêté N°0806/CAB/PR du 23 septembre 2020** portant concession d'une pension permanente d'invalidité à un Officier. Le Colonel Lameu Foudjing Zéphyrin Romuald.
- **Arrêté N°0807/CAB/PR du 23 septembre 2020** portant concession d'une pension permanente d'invalidité à un Officier. Lieutenant-colonel Mevono Ngomba Dieudonné Jules.
- **Arrêté N°0808/CAB/PR du 23 septembre 2020** portant concession d'une pension permanente d'invalidité à un Officier. Lieutenant Evina serges Marcel.
- **Arrêté N°0809/CAB/PR du 23 septembre 2020** portant concession d'une pension permanente d'invalidité à un Officier. Le Sous-lieutenant Djibrilla Sali.
- **Arrêté N°0810/CAB/PR du 23 septembre 2020** portant concession d'une pension permanente d'invalidité à un Officier. Le sous-lieutenant Zemkou Stéphanie.



- **Arrêté N°0811/CAB/PR du 23 septembre 2020** portant concession d'une pension de réversion et réversion d'une pension permanente d'invalidité aux ayants-cause d'un Officier. Le Lieutenant-colonel Ningaohim Joseph.
- **Arrêté N°0812/CAB/PR du 25 septembre 2020** plaçant en position de disponibilité Madame Ngwepekeum Nkeh Gladys (Mle 606 020-U), Inspecteur de Police Principal.
- **Arrêté N°0813/CAB/PR du 25 septembre 2020** allouant la pension d'invalidité permanente à Monsieur Obe Mbarga René (Mle 768 887-T), Officier de Police de 2ème grade.
- **Arrêté N°0815/CAB/PR du 25 septembre 2020** portant admission à la retraite et allouant la pension d'ancienneté à Monsieur Nseghe Emmanuel Kuh (Mle 169 148-W), Inspecteur de Police de 1er grade.
- **Arrêté N°0816/CAB/PR du 29 septembre 2020** constatant la cessation de fonctions d'un Magistrat et allouant le capital-décès et une pension de réversion aux ayants-droits de Monsieur Evinebane Ombwa Claude, Magistrat de 4ème grade 3ème échelon.
- **Arrêté N°0818/CAB/PR du 29 septembre 2020** portant révocation d'office de Monsieur Amengle André Cyril (M-057 330), Gardien de la Paix de 1er grade, pour abandon de poste. Fait constaté le 08 juillet 2020.

Octobre

le Président de la République a signé un total de 110 textes, dont 46 Décrets et 64 Arrêtés.

- **Décret N°2020/606 du 05 octobre 2020** portant mise à la retraite et versement dans la réserve mobilisable pour limite d'âge de grade d'un personnel Officier de la Gendarmerie Nationale. Colonel Kuengue Denis.
- **Décret N°2020/607 du 05 octobre 2020** portant mise à la retraite et versement dans la réserve mobilisable pour limite d'âge de grade d'un personnel Officier de la Marine Nationale. Capitaine de Frégate Messomevou Emile.
- **Décret N°2020/609 du 05 octobre 2020** portant admission au corps des Officiers d'active des forces de défense et nomination au grade de Sous-lieutenant. L'élève-Officier d'active Kounga Dangnanou.
- **Décret N°2020/611 du 05 octobre 2020** portant concession d'une pension de retraite, revalorisation d'une pension permanente d'invalidité et allocation des avantages de la réserve mobilisable à un Officier. Colonel Mvogo Gabriel.
- **Décret N°2020/612 du 05 octobre 2020** portant concession d'une pension de retraite, revalorisation d'une pension permanente d'invalidité et allocation des avantages de la réserve mobilisable à un Officier. Colonel Nguimba Laurent Hubert Claude.
- **Décret N°2020/613 du 05 octobre 2020** portant concession d'une pension de retraite, revalorisation d'une pension permanente d'invalidité et allocation des avantages de la réserve mobilisable à un Officier. Capitaine de Vaisseau Nlend Jean Calvin.
- **Décret N°2020/614 du 05 octobre 2020** portant concession d'une pension de retraite, revalorisation d'une pension permanente d'invalidité et allocation des avantages de la réserve mobilisable à un Officier. Capitaine de Vaisseau Samba Samuel Awazi.
- **Décret N°2020/615 du 05 octobre 2020** portant concession d'une pension de retraite, revalorisation d'une pension permanente d'invalidité et allocation des avantages de la réserve mobilisable à un Officier. Chef d'Escadron Tafotchou Fidèle.



- **Décret N°2020/616 du 05 octobre 2020** portant concession d'une pension de retraite, revalorisation d'une pension permanente d'invalidité et allocation des avantages de la réserve mobilisable à un Officier. Colonel Awoa Nicodème.
- **Décret N°2020/618 du 09 octobre 2020** portant nomination de responsables à l'Ecole Internationale des Forces de Sécurité (EIFORCES). Lieutenant-colonel Njoya Moutapbemo et autres.
- **Décret N°2020/619 du 09 octobre 2020** portant nomination du Secrétaire Général de la Commission Nationale pour l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture. Monsieur Abdoul-Aziz Yaouba, Chargé de Cours, précédemment Vice-Doyen chargé de la Recherche et de la Coopération à l'Université de Maroua.
- **Décret N°2020/620 du 09 octobre 2020** accordant une prolongation d'activité à un fonctionnaire. Monsieur Biatcha Jean Stéphane, professeur de lycées d'enseignement secondaire, pour la période du 02 novembre 2020 au 02 novembre 2022.
- **Décret N°2020/621 du 09 octobre 2020** accordant une prolongation d'activité à un fonctionnaire. Monsieur Fouda Pierre Joseph, Maître de Conférences, pour la période du 07 novembre 2020 au 07 novembre 2022.
- **Décret N°2020/622 du 12 octobre 2020** portant concession d'une pension de retraite, revalorisation d'une pension permanente d'invalidité et allocation des avantages de la réserve mobilisable à un Officier. Colonel Aweh Francis Anocha.
- **Décret N°2020/623 du 12 octobre 2020** portant concession d'une pension de retraite et allocation des avantages de la réserve mobilisable à un Officier. Colonel Owona Martin Claude.
- **Décret N°2020/625 du 12 octobre 2020** portant concession d'une pension de retraite, revalorisation d'une pension permanente d'invalidité et allocation des avantages de la réserve mobilisable à un Officier. Lieutenant-colonel Batekeba Bateke Jean Pierre.
- **Décret N°2020/626 du 12 octobre 2020** portant concession d'une pension de retraite, revalorisation d'une pension permanente d'invalidité et allocation des avantages de la réserve mobilisable à un Officier. Lieutenant-colonel Fopa Lucas.
- **Décret N°2020/627 du 12 octobre 2020** portant concession d'une pension de retraite et allocation des avantages de la réserve mobilisable à un Officier. Lieutenant-colonel Mvondo James.
- **Décret N°2020/629 du 12 octobre 2020** portant concession d'une pension de retraite, revalorisation d'une pension permanente d'invalidité et allocation des avantages de la réserve mobilisable à un Officier. Capitaine Mofema Lyonga Samuel.
- **Décret N°2020/630 du 15 octobre 2020** portant nomination d'un Ambassadeur. Monsieur Mpouel Bala Lazare, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République du Cameroun auprès de la République du Congo.
- **Décret N°2020/631 du 19 octobre 2020** portant intégration de Madame Awounang Djouaka Christèle Gladisse, dans le corps des personnels de l'Enseignement Supérieur, au grade de Chargée de Cours de 2ème classe, 2ème échelon, indice 785.
- **Décret N°2020/632 du 19 octobre 2020** portant création, organisation et fonctionnement du Centre de Réhabilitation des Personnes Handicapées de Maroua.
- **Décret N°2020/636 du 22 octobre 2020** portant admission au corps des Officiers d'active des forces de défense et nomination au grade de Sous-lieutenant. Oyie Ndzie Polycarpe Fael; Fouda Rodrigue Jean Jacques.
- **Décret N°2020/637 du 22 octobre 2020** portant admission au corps des Officiers d'active des forces de défense et nomination au grade d'Enseigne de Vaisseau de 2ème classe. Mininamou Clément; Kwami Ndoussi Nathanel.
- **Décret N°2020/638 du 22 octobre 2020** portant admission au corps des Officiers d'active des forces de défense et nomination au grade d'Enseigne de Vaisseau de 2ème classe. Atangana Tsoungui Charles Bertrand ; Belobo Bouli Antoine Emmanuel.
- **Décret N°2020/639 du 24 octobre 2020** portant nomination d'un responsable au Ministère de la Défense. 11^{ème} Brigade d'Infanterie Motorisée. Commandant : Général de Brigade Assoualaï Blama.
- **Décret N°2020/640 du 24 octobre 2020** portant nomination d'un responsable au Ministère de la Défense. 41^{ème} Brigade d'Infanterie Motorisée. Commandant : Colonel Kinvy Ngande Guillaume.



- **Décret N°2020/641 du 26 octobre 2020** portant attribution de la Croix de la Valeur Militaire à titre posthume. Général de Division en deuxième section Dagafounangsou Simon Pierre.
- **Décret N°2020/642 du 26 octobre 2020** portant concession d'une pension de retraite à un Officier. Capitaine de Vaisseau Betangane.
- **Décret N°2020/643 du 26 octobre 2020** portant nomination du Représentant Permanent de la République du Cameroun auprès de l'Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques (OIAC), à La Haye. Madame Liguemoh Ondo Madeleine.
- **Décret N°2020/644 du 26 octobre 2020** portant nomination du Représentant Personnel du Président de la République du Cameroun auprès du Conseil Permanent de la Francophonie. Monsieur Ekoumou André-Magnus.
- **Décret N°2020/645 du 26 octobre 2020** portant nomination du Délégué Permanent de la République du Cameroun auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO) à Paris. Monsieur Ekoumou André-Magnus.
- **Décret N°2020/646 du 26 octobre 2020** portant nomination d'un Ambassadeur. Monsieur Foumane Sébastien, Ambassadeur de la République du Cameroun auprès de la République Italienne.
- **Décret N°2020/647 du 27 octobre 2020** portant intégration des administrateurs des greffes, promotion 2017-2019. Assou'ou Angounou Jules ; Djongue Fissou Alexis et autres.
- **Décret N°2020/648 du 28 octobre 2020** instituant une journée de deuil national, samedi 31 octobre 2020, en la mémoire des victimes de l'attaque, le 24 octobre 2020 du complexe scolaire « Mother Francisca International Bilingual Academy » Fiango à Kumba, département de la Mémé.
- **Décret N°2020/649 du 28 octobre 2020** ratifiant l'Accord de prêt d'un montant de 12 millions de dollars US, soit environ 7 milliards de francs CFA, conclu entre la République du Cameroun et la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA), pour le financement du Projet de construction et d'équipement de l'Hôpital Régional annexe de Mbalmayo.
- **Arrêté N°0824/CAB/PR du 05 octobre 2020** portant concession et revalorisation d'une pension permanente d'invalidité à un Officier. Lieutenant Akamba Abina Marie Agathe.
- **Arrêté N°0825/CAB/PR du 05 octobre 2020** portant concession d'une pension permanente d'invalidité à un Officier. Lieutenant Akamba Abina Marie Agathe.
- **Arrêté N°0826/CAB/PR du 05 octobre 2020** portant concession d'une pension permanente d'invalidité à un Officier. Lieutenant Ebanda Louis David Marc.
- **Arrêté N°0827/CAB/PR du 09 octobre 2020** portant nomination de responsables à l'Ecole Internationale des Forces de Sécurité (EIFORCES). Capitaine Mbita Mbita Rodrigue et autres.
- **Arrêté N°0828/CAB/PR du 12 octobre 2020** portant concession d'une pension permanente d'invalidité à un Officier. Capitaine Daiawe Céline.
- **Arrêté N°0829/CAB/PR du 12 octobre 2020** portant concession d'une pension permanente d'invalidité à un Officier. Capitaine Omboudou Omboudou Lucas.
- **Arrêté N°0830/CAB/PR du 12 octobre 2020** portant concession d'une pension permanente d'invalidité à un Officier. Lieutenant Ngock Bertrand Valery.
- **Arrêté N°0831/CAB/PR du 12 octobre 2020** portant concession d'une pension permanente d'invalidité à un Officier. Lieutenant Ngono Bisse Jeanne.
- **Arrêté N°0832/CAB/PR du 12 octobre 2020** portant attribution d'un capital-décès, concession d'une pension de réversion et réversion d'une pension permanente d'invalidité aux ayants-cause d'un officier. Feu Capitaine Njapa Roger.
- **Arrêté N°0833 /CAB/PR du 13 octobre 2020** portant admission à la retraite et allouant la pension d'ancienneté à Monsieur Ibrahima Iya (Mle 142 514-M), Commissaire Divisionnaire.
- **Arrêté N°0835 /CAB/PR du 13 octobre 2020** portant admission à la retraite et allouant la pension d'ancienneté à Monsieur Balti Albert (Mle 360 688-R), Commissaire de Police Principal.



- **Arrêté N°0836 /CAB/PR du 13 octobre 2020** portant admission à la retraite et allouant la pension d'ancienneté à Monsieur Evoung Pierre (Mle 503 076-O), Commissaire de Police Principal.
- **Arrêté N°0837 /CAB/PR du 13 octobre 2020** portant admission à la retraite et allouant la pension d'ancienneté à Monsieur Moume Ngom Etia (Mle 156 413-L), Commissaire de Police.
- **Arrêté N°0838 /CAB/PR du 13 octobre 2020** portant admission à la retraite et allouant la pension d'ancienneté à Monsieur Djomo Engoutou Mathieu (Mle 165 414-B), Commissaire de police.
- **Arrêté N°0840 /CAB/PR du 13 octobre 2020** portant admission à la retraite et allouant la pension d'ancienneté à Monsieur Essomba Jean (Mle 169 292-S), Commissaire de police.
- **Arrêté N°0850/CAB/PR du 13 octobre 2020** constatant la cessation d'activité des suites de décès et liquidant les droits de la succession de Monsieur Ambassa Epila Serge (Mle 571 457-P), Commissaire de Police.
- **Arrêté N°0853/CAB/PR du 13 octobre 2020** portant reclassement, admission à la retraite et allouant les pensions d'ancienneté et d'invalidité permanente à Monsieur Sao Tchatchoua Clément (Mle 162 695-M), Commissaire de Police.
- **Arrêté N°0854/CAB/PR du 13 octobre 2020** allouant une pension d'invalidité permanente à Monsieur Vuchi Jeremiah Toh (Mle 355 324-U), Commissaire de Police.
- **Arrêté N°0860/CAB/PR du 13 octobre 2020** portant révocation d'office de Monsieur Mvotoung Ndjoukong Aoudou (Mle 587 617-M), Inspecteur de Police Principal, pour abandon de poste.
- **Arrêté N°0861/CAB/PR du 13 octobre 2020** portant révocation d'office de Madame Tabe Nguekeng Héracluse Faguet (Mle X-059 795), Gardien de la Paix de 1^{er} grade, pour abandon de poste.
- **Arrêté N°0865/CAB/PR du 24 octobre 2020** portant nomination de responsables au Ministère de la Défense, Chefs de bataillon. Lagle Mandangu Jacques ; Nko'o Serge Hans Roger et autres.
- **Arrêté N°0866/CAB/PR du 26 octobre 2020** portant concession d'une pension permanente d'invalidité à un Officier Général. Vice-Amiral Ngouah-N'gally Guillaume.
- **Arrêté N°0867/CAB/PR du 26 octobre 2020** portant concession d'une pension permanente d'invalidité à un Officier. Colonel Djatchou Sani Hilaire.
- **Arrêté N°0869/CAB/PR du 26 octobre 2020** portant concession d'une pension permanente d'invalidité à un Officier. Capitaine Mvogo Bruno.
- **Arrêté N°0870/CAB/PR du 26 octobre 2020** portant concession d'une pension permanente d'invalidité à un Officier. Capitaine Mvondo Bitya'a Etienne Marcel.
- **Arrêté N°0871/CAB/PR du 26 octobre 2020** portant concession d'une pension permanente d'invalidité à un Officier. Lieutenant Mbida Didier Damien.
- **Arrêté N°0872/CAB/PR du 26 octobre 2020** portant concession d'une pension permanente d'invalidité à un Officier. Lieutenant Ngeuleu Tchaye.
- **Arrêté N°0873/CAB/PR du 26 octobre 2020** modifiant l'Arrêté n°0354/CAB/PR du 16 juillet 2015 portant concession d'une pension permanente d'invalidité à un Officier. Lieutenant Tsala Yvette.
- **Arrêté N°0874/CAB/PR du 26 octobre 2020** portant concession d'une pension de réversion à l'ayant-cause d'un Officier. Lieutenant de vaisseau Ngeh Kinyang Paul.





Novembre

Le Président de la République a signé 67 décrets et 92 arrêtés.

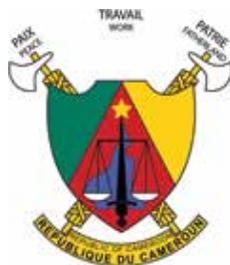
- **Arrêté N°0875/CAB/PR du 26 octobre 2020** portant attribution du capital-décès et concession d'une pension de réversion aux ayants-cause d'un Officier. Feu Lieutenant Etolo Angoula Lazare.
- **Arrêté N°0876/CAB/PR du 26 octobre 2020** portant attribution d'un capital-décès quintuplé. Adjudant Aghoding Fengwei Mbiame.
- **Arrêté N°0877/CAB/PR du 28 octobre 2020** allouant une pension de réversion à l'ayant cause de Monsieur Kountha Moïse (Mle 060 075-Q), Inspecteur de Police de 1^{er} grade décédé à la retraite.
- **Arrêté N°0879/CAB/PR du 28 octobre 2020** portant révocation d'office de Monsieur Ngu Edette Ozimba (Mle T-059 310), Gardien de la Paix de 1^{er} grade, pour abandon de poste.
- **Arrêté N°0880/CAB/PR du 28 octobre 2020** portant révocation de Monsieur Eyene Eyene Emmanuel Victor (Mle 766 124-P), Gardien de la Paix de 1^{er} grade, pour abandon de poste.
- **Arrêté N°0882/CAB/PR du 30 octobre 2020** portant révocation d'office de Monsieur Fotsa Kamga Sylvain Conscience (Mle M-101 664), Gardien de la Paix de 1^{er} grade, pour abandon de poste.
- **Décret N°2020/651 du 02 novembre 2020** accordant une prolongation d'activité à un fonctionnaire. Monsieur Nde Sambone, Inspecteur principal des régies financières (impôts), du 21 octobre 2020 au 21 octobre 2022.
- **Décret N°2020/652 du 02 novembre 2020** portant reversement et promotion de Monsieur Kuaban Christopher, dans le corps des personnels de l'Enseignement Supérieur, au grade de Professeur de classe exceptionnelle.
- **Décret N°2020/653 du 02 novembre 2020** portant intégration et promotion de Monsieur Tchuenguem Fohouo Fernand-Nestor, dans le corps des personnels de l'Enseignement Supérieur, au grade de Professeur de classe exceptionnelle.
- **Décret N°2020/654 du 02 novembre 2020** portant intégration et promotion de Monsieur Wanda Robert, dans le corps des personnels de l'Enseignement Supérieur, au grade de Professeur de 1^{ère} classe, 2^{ème} échelon.
- **Décret N°2020/655 du 02 novembre 2020** portant reversement et promotion de Monsieur Tata Simon Ngenge, dans le corps des personnels de l'Enseignement Supérieur, au grade de Chargé de Cours de 2^{ème} classe, 5^{ème} échelon.
- **Decree N°2020/656 of 02 November 2020** to appoint an Ambassador. Mr. Ndocki Victor, to the Federal Republic of Germany.
- **Décret N°2020/657 du 02 novembre 2020** portant reversement et promotion de Monsieur Atchou Guillaume, dans le corps des personnels de l'Enseignement Supérieur, au grade de Chargé de Cours de 2^{ème} classe, 5^{ème} échelon.
- **Décret N°2020/658 du 02 novembre 2020** portant reversement et promotion de Monsieur Atenke Eoa Sosthène Marie Xavier, dans le corps des personnels de l'Enseignement Supérieur, au grade de Chargé de Cours de 2^{ème} classe, 5^{ème} échelon.
- **Décret N°2020/659 du 02 novembre 2020** portant intégration de Madame Soufo Laurentine, épouse Soh Kengne, dans le corps des personnels de l'Enseignement Supérieur, au grade de Chargée de Cours de 2^{ème} classe, 1^{er} échelon.
- **Décret N°2020/660 du 02 novembre 2020** portant intégration de Madame Ngatchic Metsagang Thérèse Josiane, dans le corps des personnels de l'Enseignement Supérieur, au grade de Chargée de Cours stagiaire.
- **Décret N°2020/661 du 02 novembre 2020** portant intégration de Monsieur Tenyang Noël, dans le corps des personnels de l'Enseignement Supérieur, au grade de Chargé de Cours Stagiaire.
- **Décret N°2020/663 du 03 novembre 2020** portant concession d'une pension de retraite, revalorisation d'une pension permanente d'invalidité et allocation des avantages de la réserve mobilisable à un Officier. Lieutenant-colonel Alingwa Joseph Tangwe.
- **Décret N°2020/664 du 03 novembre 2020** portant concession d'une pension de retraite, revalorisation d'une pension permanente d'invalidité et allocation des avantages de la réserve mobilisable à un Officier. Lieutenant-colonel Belloumgoto André.



- **Décret N°2020/665 du 03 novembre 2020** portant concession d'une pension de retraite, revalorisation d'une pension permanente d'invalidité et allocation des avantages de la réserve mobilisable à un Officier. Lieutenant-colonel Djorowe Gaston.
- **Décret N°2020/666 du 03 novembre 2020** portant concession d'une pension de retraite et allocation des avantages de la réserve mobilisable à un Officier. Commandant Ngue Pierre Siméon Petit.
- **Décret N°2020/667 du 03 novembre 2020** portant concession d'une pension de retraite, revalorisation d'une pension permanente d'invalidité et allocation des avantages de la réserve mobilisable à un Officier. Chef de Bataillon Nkongnjoupa Paul.
- **Décret N°2020/668 du 03 novembre 2020** portant concession d'une pension de retraite et allocation des avantages de la réserve mobilisable à un Officier. Capitaine Djounguep Jean Claude.
- **Décret N°2020/670 du 03 novembre 2020** portant concession d'une pension de retraite, revalorisation d'une pension permanente d'invalidité et allocation des avantages de la réserve mobilisable à un Officier. Capitaine Medza Désiré Victorien.
- **Décret N°2020/671 du 03 novembre 2020** portant concession d'une pension de retraite, revalorisation d'une pension permanente d'invalidité et allocation des avantages de la réserve mobilisable à un Officier. Capitaine Mehoune Edong Aimé Guy Armand.
- **Décret N°2020/672 du 03 novembre 2020** portant concession d'une pension de retraite, revalorisation d'une pension permanente d'invalidité et allocation des avantages de la réserve mobilisable à un Officier. Capitaine Voundi Claude.
- **Décret N°2020/673 du 03 novembre 2020** portant concession d'une pension de retraite, allocation des avantages de la réserve mobilisable et réversion aux ayants-cause d'un Officier. Chef d'Escadron Bika Mendou Charles Diderot.
- **Décret N°2020/674 du 03 novembre 2020** portant concession d'une pension de retraite, allocation des avantages de la réserve mobilisable et réversion aux ayants-cause d'un Officier. Chef d'Escadron Nnanga Bilo'o Henri.
- **Décret N°2020/675 du 03 novembre 2020** portant concession d'une pension de retraite, revalorisation d'une pension permanente d'invalidité, allocation des avantages de la réserve mobilisable et réversion aux ayants-cause d'un Officier. Lieutenant de Vaisseau Nguimato Claude.
- **Decree N°2020/676 of 03 November 2020** to lay down the organization and functioning of the National Decentralization Board (NDB).
- **Décret N°2020/677 du 03 novembre 2020** ratifiant l'Accord de Vente à température N°2, d'un montant de 19,72 millions de dollars US, soit environ 11,7 milliards de francs CFA, conclu le 30 avril 2020 entre la République du Cameroun et la Banque Islamique de Développement (BID), pour la mise en œuvre du Projet d'élimination de la transmission du VIH/SIDA de la mère à l'enfant au Cameroun.
- **Décret N°2020/678 du 03 novembre 2020** portant inscription au tableau d'avancement de grade au choix de vingt-deux (22) Commissaires de Police Principaux au grade de Commissaire Divisionnaire au titre de l'année 2020. Monsieur Ondo Jean Rachilin et autres.
- **Décret N°2020/679 du 03 novembre 2020** portant avancement de grade au choix de vingt-deux (22) Commissaires de Police Principaux au grade de Commissaire Divisionnaire. Monsieur Emati Charles et autres.
- **Décret N°2020/680 du 03 novembre 2020** portant inscription au tableau d'avancement de grade au choix de neuf (09) Commissaires de Police au grade de Commissaires de Police Principal au titre de l'année 2020. Monsieur Biakolo Akoa Michel et autres.
- **Décret N°2020/681 du 03 novembre 2020** portant avancement de grade au choix de neuf (09) Commissaires de Police au grade de Commissaire de Police Principal. Monsieur Yeke né vers 1962 et autres.
- **Décret N°2020/682 du 03 novembre 2020** portant concession d'une pension de retraite, revalorisation d'une pension permanente d'invalidité et allocation des avantages de la réserve mobilisable à un Officier. Capitaine Tjebi Benoît.
- **Decree N°2020/683 of 04 November 2020** to appoint the Permanent Representative of the Republic of Cameroon to the World Food Programme (WFP) in Rome. Mister Foumane Sebastien.
- **Decree N°2020/684 of 04 November 2020** to appoint the Permanent Representative of the Republic of Cameroon to the United Nations Food and Agriculture Organization (FAO) in Rome. Mister Foumane Sebastien.



- **Decree N°2020/685 of 04 November 2020** to appoint the Permanent Representative of the Republic of Cameroon to the International Fund for Agricultural Development (IFAD) in Rome. Mister Foumane Sebastien.
- **Decree N°2020/686 of 04 November 2020** to grant Cameroonian Nationality. Mister Bouhadir Gnassan Mikhael; (Lebanon).
- **Decree N°2020/687 of 04 November 2020** to appoint the Chairperson of the Board of Directors of the National Cereals Board. Mister Dybrilla Nana.
- **Decree N°2020/688 of 04 November 2020** to appoint the Director General of the National Cereals Board. Mister Mohamadou Gassimou.
- **Décret N°2020/689 du 09 novembre 2020** portant organisation et fonctionnement du Comité Interministériel des Services Locaux (CISL).
- **Décret N°2020/690 du 09 novembre 2020** portant détachement d'un Magistrat. Monsieur Moukete Ekoume Francis Guillaume, Magistrat de 2ème grade.
- **Décret N°2020/691 du 09 novembre 2020** portant inscription de dix-sept (17) Officiers de Police Principaux sur la liste d'aptitude pour l'accès au cadre des Commissaires de Police au titre de l'année 2020. Monsieur Alhadji Adam et autres.
- **Décret N°2020/692 du 10 novembre 2020** modifiant le Décret N°2019/398 du 08 août 2019 portant concession d'une pension de retraite, revalorisation d'une pension permanente d'invalidité et allocation des avantages de la réserve mobilisable à un Officier. Colonel Nyamey Ebenezer.
- **Décret N°2020/693 du 10 novembre 2020** portant concession d'une pension de retraite, revalorisation d'une pension permanente d'invalidité et allocation des avantages de la réserve mobilisable à un Officier. Colonel Onana Bene François.
- **Décret N°2020/694 du 10 novembre 2020** portant concession d'une pension de retraite et allocation des avantages de la réserve mobilisable à un Officier. Colonel Tsila Barthélemy Marie.
- **Décret N°2020/695 du 10 novembre 2020** portant concession d'une pension de retraite et allocation des avantages de la réserve mobilisable à un Officier. Capitaine Engama Tsala.
- **Décret N°2020/696 du 13 novembre 2020** portant abaissement de grade de Monsieur Assila Tsed Léandre (Mle 578 722-L), Commissaire de Police Principal, pour indécatesse ou compromission portant atteinte à la considération de la Police, par extorsion de fonds aux usagers. Fait commis courant 2015.
- **Décret N°2020/697 du 13 novembre 2020** portant révocation d'office de Monsieur Njock Paul Anicet (Mle 570 405-M), Commissaire de Police, pour abandon de poste. Fait constaté le 20 septembre 2018.
- **Décret N°2020/698 du 16 novembre 2020** modifiant certaines dispositions du Décret N°2009/312 du 29 septembre 2009 portant révocation d'office de Monsieur Nlend Etienne (Mle 055 197-X), Commissaire de Police.
- **Décret N°2020/699 du 19 novembre 2020** portant admission au Corps des Officiers d'Active des Forces de Défense et nomination au grade de Capitaine. Elève-Officier Médecin Ndjangueli Jeannine Renée.
- **Décret N°2020/700 du 24 novembre 2020** portant classement au domaine public artificiel, des terrains nécessaires aux travaux de construction des aménagements hydroélectriques de Longa Mali et Colomine, ainsi que des réseaux électriques associés, dans le Département du Lom et Djerem, Région de l'Est.
- **Décret N°2020/704 du 24 novembre 2020** portant concession d'une pension de retraite, revalorisation d'une pension permanente d'invalidité et allocation des avantages de la réserve mobilisable à un Officier. Colonel Amatakana Oloumou.
- **Décret N°2020/705 du 24 novembre 2020** portant concession d'une pension de retraite, revalorisation d'une pension permanente d'invalidité et allocation des avantages de la réserve mobilisable à un Officier. Colonel Beyegue Guy.
- **Décret N°2020/706 du 24 novembre 2020** portant concession d'une pension de retraite, revalorisation d'une pension permanente d'invalidité et allocation des avantages de la réserve mobilisables à un Officier. Colonel Njume Charles Ndille.
- **Décret N°2020/707 du 24 novembre 2020** portant concession d'une pension de retraite, revalorisation d'une pension permanente d'invalidité et allocation des avantages de la réserve mobilisables à un Officier. Colonel Yemba Njoh Fidèle Blaise.



- **Décret N°2020/708 du 24 novembre 2020** modifiant le Décret N°2019/549 du 21 octobre 2019 portant concession d'une pension de retraite, revalorisation d'une pension permanente d'invalidité et allocation des avantages de la réserve mobilisables à un Officier. Lieutenant-colonel Ienda Etienne.
- **Décret N°2020/709 du 24 novembre 2020** modifiant le Décret N°2016/042 du 27 janvier 2016 portant concession d'une pension de retraite, revalorisation d'une pension permanente d'invalidité et allocation des avantages de la réserve mobilisables à un Officier. Commandant Kouotou Jean Pierre.
- **Décret N°2020/710 du 24 novembre 2020** portant avancement d'échelon de onze (11) Officiers de Police Principaux et promotion de quatre-vingt-seize (96) Elèves-Commissaires de Police dans le cadre de Commissaire de Police, reclassement de quatre-vingt-seize (96) Commissaires de Police et avancement d'échelon de certains Commissaires de Police. Monsieur Ngam Wainkem Raphaël et autres.
- **Décret N°2020/711 du 27 novembre 2020** accordant une prolongation d'activité à un fonctionnaire. Monsieur Yampen Ousmanou, Administrateur Civil Principal, du 31 août 2020 au 31 août 2022.
- **Décret N°2020/712 du 27 novembre 2020** portant intégration d'un (01) ancien Elève-Commissaire de Police dans le cadre des Commissaires de Police. Monsieur Ambassa Bikele Stève Roméo, ancien élève-Commissaire de Police, Ingénieur de conception de 2ème année de l'Ecole Nationale Supérieure de Police.
- **Décret N°2020/713 du 30 novembre 2020** portant classement au domaine public artificiel, des terrains nécessaires aux travaux de construction des ouvrages d'évacuation d'énergie du Projet d'aménagement hydroélectrique de Memve'ele (poste de transformation de Nkolnkoumou), dans le département du Mfoundi, Région du Centre.
- **Décret N°2020/714 du 30 novembre 2020** portant classement au domaine public artificiel, des terrains nécessaires aux travaux de construction de la double ligne terne 400 KV « Nkolnkoumou-Nyom 2 », dans le Département de la Mefou et Akono, Région du Centre.
- **Arrêté N°0883/CAB/PR du 02 novembre 2020** portant admission à la retraite et allouant la pension d'ancienneté à Monsieur Oum Oum Jean Calvin, (Mle 520 618-C) Commissaire Divisionnaire.
- **Arrêté N°0884/CAB/PR du 02 novembre 2020** portant admission à la retraite et allouant la pension d'ancienneté à Monsieur Njountsop Fidèle, (Mle 156 236-T) Commissaire de Police.
- **Arrêté N°0885/CAB/PR du 02 novembre 2020** portant admission et allouant la pension d'ancienneté à Monsieur Dibong Dieudonné (Mle156 212-A), Commissaire de Police.
- **Arrêté N°0886/CAB/PR du 02 novembre 2020** portant admission à la retraite et allouant la pension d'ancienneté à Monsieur Zoua Daniel (Mle 134 682-M), Commissaire de Police.
- **Arrêté N°0887/CAB/PR du 02 novembre 2020** allouant la pension proportionnelle à Monsieur Ngassa Handou Ernest (Mle 571 495-A), Officier de Police Principal révoqué.
- **Arrêté N°0888/CAB/PR du 02 novembre 2020** constatant la cessation d'activité des suites de décès et liquidant les droits de la succession de Mademoiselle Fadene Chantal (Mle 702 368-I), Inspecteur de Police de 2ème grade.
- **Arrêté N°889/CAB/PR du 04 novembre 2020** portant admission à la retraite et allouant la pension d'ancienneté à Madame Nga Oyono Akong Marie épouse Ngoug (Mle 500 940-R), Commissaire de Police.
- **Arrêté N°0890/CAB/PR du 04 novembre 2020** allouant la pension d'invalidité permanente à Monsieur Mbide Livinus Nyume (Mle 586 756-V), Inspecteur de Police de 2ème grade.
- **Arrêté N°0891/CAB/PR du 04 novembre 2020** portant inscription de cinquante-six (56) Inspecteurs de Police Principaux sur la liste d'aptitude pour l'accès au cadre des Officiers de Police au titre de l'année 2020. Monsieur Engama Mofan Achille Benoit et autres.
- **Arrêté N°0892/CAB/PR du 04 novembre 2020** portant inscription au tableau d'avancement de grade au choix de quatre cent quarante-sept (447) Inspecteurs de Police de 2ème grade au grade d'Inspecteur de Police Principal au titre de l'année 2020. Monsieur Korassi François et autres.
- **Arrêté N°0893/CAB/PR du 04 novembre 2020** portant reclassement, avancement au choix de quatre cent quarante-sept (447) Inspecteurs de Police de 2ème grade au grade d'Inspecteur de Police Principal et avancement d'échelon de certains Inspecteurs de Police Principaux. Monsieur Amougou Ntolo Emmanuel et autres.



- **Arrêté N°0894/CAB/PR du 04 novembre 2020** portant inscription au tableau d'avancement de grade au choix de quatre cent trente deux (432) Inspecteurs de Police de 1^{er} grade au grade d'Inspecteur de Police de 2^{ème} grade au titre de l'année 2020. Monsieur Mobia Issac et autres.
- **Arrêté N°0895/CAB/PR du 04 novembre 2020** portant reclassement, avancement de grade au choix de quatre cent trente deux (432) Inspecteurs de Police de 1^{er} grade au grade d'Inspecteur de Police de 2^{ème} grade et avancement d'échelon de certains Inspecteurs de Police de 2^{ème} grade. Monsieur Njoupouo Laurence Sarah et autres.
- **Arrêté N°0896/CAB/PR du 04 novembre 2020** portant nomination de deux (02) Inspecteurs de Police Stagiaires.
- **Arrêté N°0897/CAB/PR du 04 novembre 2020** portant titularisation de deux (02) Inspecteurs de Police Stagiaires. Monsieur Abdoul Issayeguie Djibril et Monsieur Ava Eko Come Olivier.
- **Arrêté N°0898/CAB/PR du 04 novembre 2020** portant inscription de neuf cent trente (930) Gardiens de la paix Principaux sur la liste d'aptitude pour l'accès au cadre des Inspecteurs de Police au titre de l'année 2020. Monsieur Batipamentchatat Théophile et autres.
- **Arrêté N°0899/CAB/PR du 04 novembre 2020** portant prolongation de trois (03) ans à Monsieur Kambang Emmanuel Epoma (Mle 559 411-J), Traducteur Interprète, du 22 juillet 2020 au 22 juillet 2023.
- **Arrêté N°0900/CAB/PR du 06 novembre 2020** portant titularisation de trois cent soixante-onze (371) Officiers de Police Stagiaires et avancement d'échelon de certains Officiers de Police de 1^{er} grade. Monsieur Ousmanou Sali et autres.
- **Arrêté N°0901/CAB/PR du 06 novembre 2020** portant inscription au tableau d'avancement de grade au choix de quatre cent quatre-vingt-six (486) Officiers de Police de 1^{er} grade au grade d'Officier de police de 2^{ème} grade au titre de l'année 2020. Monsieur Koutoum et autres.
- **Arrêté N°0902/CAB/PR du 06 novembre 2020** portant avancement d'échelon de neuf (09) Officiers de Police de 1^{er} grade et avancement de grade au choix de quatre cent quatre-vingt-six (486) Officiers de Police de 1^{er} grade au grade d'Officiers de Police de 2^{ème} grade. Monsieur Mvondo Ezo'o et autres.
- **Arrêté N°0903/CAB/PR du 06 novembre 2020** portant inscription au tableau d'avancement de grade au choix de deux cent trente-neuf (239) Officiers de Police de 2^{ème} grade au grade d'Officier de police Principal au titre de l'année 2020. Monsieur Wangitou Raphael et autres.
- **Arrêté N°0904/CAB/PR du 06 novembre 2020** portant avancement d'échelon de deux cent vingt-cinq (225) Officiers de Police de 2^{ème} grade et avancement de grade au choix de deux cent trente-neuf (239) Officiers de police de 2^{ème} grade au grade d'Officiers de Police Principal. Monsieur Haman Mahai et autres.
- **Arrêté N°0905/CAB/PR du 06 novembre 2020** portant concession et revalorisation d'une pension permanente d'invalidité à un Officier. Colonel Bouba Bakary.
- **Arrêté N°0906/CAB/PR du 06 novembre 2020** portant concession d'une pension permanente d'invalidité à un Officier. Capitaine de Vaisseau Hamadou Lame.
- **Arrêté N°0907/CAB/PR du 06 novembre 2020** portant concession d'une pension permanente d'invalidité à un Officier. Lieutenant-colonel Darrel Efu Egbe.
- **Arrêté N°0908/CAB/PR du 06 novembre 2020** portant concession d'une pension permanente d'invalidité à un Officier. Lieutenant-colonel Ndikum Azieh.
- **Arrêté N°0909/CAB/PR du 06 novembre 2020** portant concession d'une pension permanente d'invalidité à un Officier. Chef d'Escadron Abimbo Laurence.
- **Arrêté N°0910/CAB/PR du 06 novembre 2020** portant concession et revalorisation d'une pension permanente d'invalidité à un Officier. Capitaine Amougou Antoine.
- **Arrêté N°0911/CAB/PR du 06 novembre 2020** portant concession d'une pension permanente d'invalidité à un Officier. Lieutenant Etaba Massina Jules.
- **Arrêté N°0912/CAB/PR du 06 novembre 2020** portant concession d'une pension permanente d'invalidité à un Officier. Lieutenant Mbonteh Prudence Nsali.



- **Arrêté N°0913/CAB/PR du 06 novembre 2020** portant concession d'une pension permanente d'invalidité à un Officier. Lieutenant Ntede Angèle.
- **Arrêté N°0914/CAB/PR du 06 novembre 2020** portant concession d'une pension permanente d'invalidité à un Officier. Lieutenant Guiswe Kowe Albert.
- **Arrêté N°0915/CAB/PR du 06 novembre 2020** portant concession et revalorisation d'une pension permanente d'invalidité à un Officier. Enseigne de Vaisseau de 1^{ère} classe Hemele Mbondi Constant.
- **Arrêté N°0916/CAB/PR du 06 novembre 2020** portant concession d'une pension permanente d'invalidité à un Officier. Sous-Lieutenant Ekwa Essoua Calvin.
- **Arrêté N°0917/CAB/PR du 06 novembre 2020** portant concession d'une pension permanente d'invalidité à un Officier. Sous-Lieutenant Emmanuel Yato.
- **Arrêté N°0918/CAB/PR du 06 novembre 2020** portant concession d'une pension permanente d'invalidité à un Officier. Sous-Lieutenant Messina Alphonse Richard.
- **Arrêté N°0919/CAB/PR du 06 novembre 2020** portant concession d'une pension de réversion et réversion d'une pension permanente d'invalidité aux ayants-cause d'un Officier. Feu le Colonel Zaoro Michel.
- **Arrêté N°0920/CAB/PR du 09 novembre 2020** portant admission en stage de perfectionnement à l'Académie de Police du Caire de quatre fonctionnaires de la sureté Nationale. Monsieur Aku Matain Marc Yuh et autres.
- **Arrêté N°0921/CAB/PR du 09 novembre 2020** constatant la cessation d'activité des suites de décès et liquidant les droits de la succession de Madame Tsogo Noëlle Jocelyne (Mle 583 329-V), Inspecteur de Police de 1^{er} grade.
- **Arrêté N°0922/CAB/PR du 10 novembre 2020** portant concession d'une pension de réversion et réversion d'une pension permanente d'invalidité à l'ayant cause d'un Officier. Feu le Chef d'Escadron Koa Atangana Célestin.
- **Arrêté N°0923/CAB/PR du 10 novembre 2020** portant inscription au tableau d'avancement au choix de cent quatre-vingt-sept (187) Gardiens de la Paix de 2^{ème} grade au grade de Gardiens de la Paix Principal au titre de l'année 2020. Monsieur Nyanjo Bona André et autres.
- **Arrêté N°0924/CAB/PR du 10 novembre 2020** portant avancement d'échelon de certains Gardiens de la Paix de 2^{ème} grade et reclassement de cent quatre-vingt-sept (187) Gardiens de la Paix de 2^{ème} grade au grade de Gardiens de la Paix Principal. Monsieur Dogo Rolland Yungsi et autres.
- **Arrêté N°0925/CAB/PR du 10 novembre 2020** portant inscription au tableau d'avancement au choix de deux mille quatre cent vingt sept (2427) Gardiens de la Paix de 1^{er} grade au grade de Gardiens de la Paix de 2^{ème} grade au titre de l'année 2020. Monsieur Eloungou Martin et autres.
- **Arrêté N°0926/CAB/PR du 10 novembre 2020** portant avancement d'échelon de vingt-neuf (29) Gardiens de la Paix de 1^{er} grade, reclassement de deux mille quatre cent quarante-sept (2447) Gardiens de la Paix de 1^{er} grade au grade de Gardiens de la Paix de 2^{ème} grade. Monsieur Onambebe Mbida Louis Prosper et autres.
- **Arrêté N°0927/CAB/PR du 10 novembre 2020** rapportant les dispositions de l'Arrêté N°0401/CAB/PR du 26 juin 2018 portant nomination de trois cent cinquante (350) Gardiens de la Paix Stagiaires ; en ce qui concerne exclusivement six (06) Gardiens de la Paix Stagiaires. Monsieur Bilegue Dzou Richard Paul.
- **Arrêté N°0928/CAB/PR du 10 novembre 2020** portant titularisation de huit (08) Gardiens de la Paix Stagiaires et avancement d'échelon. Monsieur Bindzi Manda Appolinaire Landry et autres.
- **Arrêté N°0929/CAB/PR du 13 novembre 2020** portant admission à la retraite et allouant une pension d'ancienneté à Monsieur Akono Elanga Edouard (Mle 156 157-M), Commissaire de Police Principal.
- **Arrêté N°0930/CAB/PR du 13 novembre 2020** portant admission à la retraite et allouant la pension d'ancienneté à Monsieur Tegno (Mle 355 786-V), Commissaire de Police Principal.
- **Arrêté N°0931/CAB/PR du 17 novembre 2020** modifiant et complétant certaines dispositions de l'Arrêté N°0340/CAB/PR du 02 juin 2020 portant admission à la retraite et allouant la pension d'ancienneté à Monsieur Zoa Ngoni Médard (Mle 520 512-B), Commissaire Divisionnaire.
- **Arrêté N°0932/CAB/PR du 17 novembre 2020** modifiant et complétant certaines dispositions de l'Arrêté N°0453/CAB/PR du 26 juin 2020 portant



admission à la retraite et allouant la pension d'ancienneté à Monsieur Monkouop Mouminou (Mle 145 972-U), Commissaire Divisionnaire.

▪ **Arrêté N°0933/CAB/PR du 17 novembre 2020** modifiant et complétant certaines dispositions de l'Arrêté N°01117/CAB/PR du 28 octobre 2013 constatant la cessation d'activité des suites de décès et liquidant les droits de la succession de Monsieur Ndinga Go'o Emmanuel (Mle 156 137-S), Officier de Police de 2^{ème} grade.

▪ **Arrêté N°0934/CAB/PR du 17 novembre 2020** modifiant et complétant certaines dispositions de l'Arrêté N°0520/CAB/PR du 06 août 2019 allouant une pension de réversion aux ayants cause de Monsieur Toumba Guilva (Mle 148 094-I), Inspecteur de Police de 2^{ème} grade décédé à la retraite.

▪ **Arrêté N°0936/CAB/PR du 17 novembre 2020** portant admission à la retraite et allouant la pension d'ancienneté à Madame Assomo Victorine épouse Manda (Mle 369 979-J), Inspecteur de Police Principal.

▪ **Arrêté N°0937/CAB/PR du 17 novembre 2020** portant admission à la retraite et allouant la pension d'ancienneté à Monsieur Keah Vincent (Mle 537 359-B), Inspecteur de Police Principal.

▪ **Arrêté N°0938/CAB/PR du 17 novembre 2020** portant avancement d'échelon, admission à la retraite et allouant une pension d'ancienneté à Monsieur Ngan Nlend (Mle 356 026-K), Commissaire de Police.

▪ **Arrêté N°0939/CAB/PR du 17 novembre 2020** portant avancement d'échelon, admission à la retraite et allouant une pension proportionnelle à Monsieur Tita Babila Moses (Mle 350 811-T), Gardien de la Paix de 1^{er} grade.

▪ **Arrêté N°0940/CAB/PR du 17 novembre 2020** autorisant le remboursement des retenues de 10% pour pension à Monsieur Onana Laye Didier (Mle 702 238-N), Gardien de la Paix de 1^{er} grade révoqué.

▪ **Arrêté N°0941/CAB/PR du 17 novembre 2020** portant révocation d'office de Monsieur Mengue Nzana Clément Olivier (Mle 571 456-X), pour abandon de poste fait constaté le 02 juin 2017.

▪ **Arrêté N°0942/CAB/PR du 17 novembre 2020** portant révocation d'office de Monsieur Forcho Leke Richard (Mle 571 505-B), Inspecteur de Police Principal, pour abandon de poste. Fait constaté le 07 août 2020.

▪ **Arrêté N°0943/CAB/PR du 17 novembre 2020** portant révocation d'office de Monsieur Bekolo Tsogo Dieudonné (Mle J-107 837) Gardien de la Paix 1^{er} grade, pour abandon de poste. Fait constaté le 15 septembre 2020.

▪ **Arrêté N°0944/CAB/PR du 17 novembre 2020** portant révocation d'office de Monsieur Ateba Bekono Denis Cédric (Mle T- 057 412), Gardien de la Paix de 1^{er} grade, pour abandon de poste. Fait constaté le 29 avril 2020.

▪ **Arrêté N°0951/CAB/PR du 23 novembre 2020** portant avancement d'échelon, admission à la retraite et allouant les pensions d'ancienneté et d'invalidité permanente à Monsieur Edoa Gilbert (Mle 365 080-X), Commissaire de Police.

▪ **Arrêté N°0952/CAB/PR du 23 novembre 2020** portant admission à la retraite et allouant la pension d'ancienneté à Monsieur Enyegue Mbolong (Mle 154 241-L), Commissaire Divisionnaire.

▪ **Arrêté N°0956/CAB/PR du 24 novembre 2020** portant concession d'une pension permanente d'invalidité à un Officier. Enseigne de Vaisseau de 1^{ère} classe Pouengui Pokam Max Keller.

▪ **Arrêté N°0957/CAB/PR du 24 novembre 2020** portant promotion et reclassement de deux cent trente et un (231) anciens Elèves-Officiers de Police dans le cadre des Officiers de Police et avancement d'échelon de certains Officiers de Police de 1^{er} grade. Monsieur Nana Madji et autres.

▪ **Arrêté N°0958/CAB/PR du 24 novembre 2020** portant avancement d'échelon de certains Inspecteurs de Police Principaux. Madame Aissatou Oumoul et autres.

▪ **Arrêté N°0959/CAB/PR du 24 novembre 2020** portant nomination de soixante (60) Elèves-Gardiens de la Paix. Monsieur Abe Essama Herbert Christe Yann.

▪ **Arrêté N°0960/CAB/PR du 24 novembre 2020** portant concession d'une pension permanente d'invalidité à un Officier. Colonel Asse Louis Marie.

▪ **Arrêté N°0961/CAB/PR du 24 novembre 2020** portant concession et revalorisation d'une pension permanente d'invalidité à un Officier. Commandant Fobang Obadian Fomunyoh.

▪ **Arrêté N°0962/CAB/PR du 24 novembre 2020** portant concession d'une pension permanente d'invalidité à un Officier. Lieutenant Akono Yomo Eugénie.



- **Arrêté N°0963/CAB/PR du 24 novembre 2020** portant concession d'une pension permanente d'invalidité à un Officier. Lieutenant Mendama Meka Richard.
- **Arrêté N°0964/CAB/PR du 24 novembre 2020** portant concession d'une pension permanente d'invalidité à un Officier. Enseigne de Vaisseau de 1^{ère} classe Malenky Paul.
- **Arrêté N°965/CAB/PR du 24 novembre 2020** portant concession d'une pension permanente d'invalidité à un Officier. Enseigne de Vaisseau de 1^{ère} classe Ndoman Kouye Antoine.
- **Arrêté N°0966/CAB/PR du 27 novembre 2020** allouant la pension de réversion à l'ayant cause de Monsieur Manga Kono Fabien, (Mle 010 644-A), Commissaire Divisionnaire décédé à la retraite.
- **Arrêté N°0968/CAB/PR du 27 novembre 2020** allouant le capital-décès quintuplé à la succession de Monsieur Adoum Abdoulaye (Mle 606 620-J), Inspecteur de Police Principal.

Décembre

Le Président de la République a promulgué 07 textes de lois et signé 93 décrets et 66 arrêtés

- **Loi N°2020/012 du 17 décembre 2020** autorisant le Président de la République à ratifier l'Accord de coopération en matière de police criminelle entre les Etats de l'Afrique centrale, signé le 18 septembre 2015 à Yaoundé.
- **Law NO 2020/012 of 17 December 2020** To Authorize the President of the Republic to ratify the Criminal Police Cooperation Agreement between Central African States, Signed in Yaounde, Cameroon, on 18 September 2015.
- **Loi N°2020/013 du 17 décembre 2020** autorisant le Président de la République à ratifier la Convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux Conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert des bénéfices, adoptée le 24 novembre 2016 à Paris (France).
- **Law NO 2020/013 of 17 December 2020** To Authorize the President of the Republic to ratify the Multilateral Convention to implement Tax Treaty Related Measures to prevent Base Erosion and profit Shifting, Adopted at Nagoya, Japan Paris, France, on 24 November 2016.
- **Loi N°2020/014 du 17 décembre 2020** autorisant le Président de la République à procéder à l'adhésion du Cameroun au Protocole additionnel de Nagoya-Kuala Lumpur Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, adopté le 15 octobre 2010 à Nagoya (Japon).
- **Law NO 2020/014 of 17 December 2020** To Authorize the President of the Republic to proceed with Cameroon's Accession to the Nagoya-Kuala Lumpur Supplementary Protocol on Liability and Redress to the Cartagena Protocol on Biosafety, Adopted at Nagoya, Japan, on 15 October 2010.
- **Loi N°2020/015 du 17 décembre 2020** autorisant le Président de la République à ratifier l'Accord entre le Gouvernement de la République du Cameroun et le Gouvernement des Emirats Arabes Unis relatif aux services aériens entre leurs territoires respectifs et au-delà, signé le 10 mars 2020 à Dubaï.
- **Law NO 2020/015 of 17 December 2020** To Authorize the President of the Republic to ratify the Agreement between the Government of the Republic of Cameroon and the Government of the United Arab Emirates, relating to Air Services between their Respective Territories and Beyond, Signed in Dubai on 10 March 201420.
- **Loi N°2020/016 du 17 décembre 2020** autorisant le Président de la République à ratifier l'Accord de coopération en matière de migration



entre le Gouvernement de la République du Cameroun et le Conseil Fédéral Suisse, signé le 26 septembre 2014.

▪ **Law N° 2020/016 of 17 December 2020** To Authorize the President of the Republic to ratify the Agreement on Migration Issues between the Government of the Republic of Cameroon and the Swiss Federal Council, Signed on 26 September 2014.

▪ **Loi N°2020/017 du 17 décembre 2020** portant loi de finances de règlement de la République du Cameroun pour l'exercice 2019.

▪ **Law N° 2020/017 of 17 December 2020** Settlement Law of the Republic of Cameroon for the 2019 Financial Year.

▪ **Loi N°2020/018 du 17 décembre 2020** portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2021.

▪ **Law N° 2020/018 of 17 December 2020** Finance Law of the Republic of Cameroon for the Financial Year.

▪ **Décret N°2020/715 du 1^{er} décembre 2020** portant nomination du Représentant Permanent de la République du Cameroun auprès du Centre International des Nations Unies à Vienne (Autriche). Monsieur Ndocki Victor.

▪ **Décret N°2020/716 du 1^{er} décembre 2020** portant naturalisation de Monsieur Niyonsaba Progène (Rwanda).

▪ **Décret N°2020/717 du 1^{er} Décembre 2020** portant naturalisation de Monsieur Ngayaboshya Faustin (Rwanda).

▪ **Décret N°2020/718 du 1^{er} décembre 2020** portant naturalisation de Monsieur Ibrahima Djoubairou Hamadou (Mali).

▪ **Décret N°2020/719 du 1^{er} décembre 2020** portant naturalisation de Monsieur Bulu Khaba Elite (RDC).

▪ **Décret N°2020/720 du 1^{er} décembre 2020** portant naturalisation de Monsieur Dushime Nyubi Parfait.

▪ **Décret N°2020/721 du 1^{er} décembre 2020** portant naturalisation de madame Uwanyiligira Immaculée, épouse Dushimimana (Rwanda).

▪ **Décret N°2020/722 du 1^{er} décembre 2020** portant classement au domaine public artificiel, des

terrains nécessaires aux travaux d'aménagement de certaines rues dans la ville de Ngaoundéré, Département de la Vina, Région de l'Adamaoua.

▪ **Décret N°2020/723 du 02 décembre 2020** portant admission au corps des Officiers d'Active des forces de défense et nomination au grade de Sous-lieutenant. Les élèves-Officiers d'Active Aba Ndzengue Frank Wilfried Parfait ; Mahamat Goni Emma.

▪ **Décret N°2020/724 du 02 décembre 2020** portant concession d'une pension de retraite et revalorisation d'une pension permanente d'invalidité à un Officier. Colonel Ndjalle Ndandou Frédéric.

▪ **Décret N°2020/725 du 02 décembre 2020** portant concession d'une pension de retraite à un Officier. Colonel Nke Désiré Magloire.

▪ **Décret N°2020/726 du 02 décembre 2020** portant nomination d'un Ambassadeur. Monsieur Samuel Djobo en République Tunisienne.

▪ **Décret N°2020/727 du 03 décembre 2020** portant réorganisation et fonctionnement de l'Agence de Régulation des Télécommunications.

▪ **Décret N°2020/728 du 03 décembre 2020** accordant une prolongation d'activité à un fonctionnaire. Monsieur Billy Eko John (du 12 novembre 2020 au 12 novembre 2022).

▪ **Décret N°2020/729 du 03 décembre 2020** portant classement au domaine public artificiel des terrains nécessaires aux travaux de construction de la route Olama-Kribi, dans le Département du Nyong et So'o, Région du Centre.

▪ **Décret N°2020/730 du 03 décembre 2020** accordant une prolongation d'activité à certains fonctionnaires du Ministère de l'Administration Territoriale. Monsieur Aboubakar Iyama (du 31 août 2020 au 31 août 2022) et autres.

▪ **Décret N°2020/731 du 04 décembre 2020** portant classement au domaine public artificiel des terrains nécessaires aux travaux de construction de la ligne 30 KV Tibati-Ngaoundal et d'un poste neuf 225/30KV à Tibati, Département du Djerem, Région de l'Adamaoua.

▪ **Décret N°2020/732 du 04 décembre 2020** portant classement au domaine public artificiel des terrains nécessaires aux travaux de construction de la double terne 400 KV « Edéa-Nkolndoumou », dans le Département du Nyong et Kellé, Région du Centre.



- **Décret N°2020/733 du 04 décembre 2020** portant classement au domaine public artificiel des terrains nécessaires aux travaux d'aménagement de certaines rues dans la ville de Yaoundé, Département du Mfoundi, Région du Centre.
- **Décret N°2020/734 du 04 décembre 2020** portant classement au domaine public artificiel des terrains nécessaires aux travaux de construction des lignes MT de 30 KV monophasées dans le cadre du Projet de Renforcement et d'Extension des Réseaux Electriques de Transports et de Distribution (PRERETD) dans certains axes du Département du Mayo-Kani, Région de l'Extrême-Nord.
- **Décret N°2020/735 du 04 décembre 2020** portant classement au domaine public artificiel des terrains nécessaires aux travaux de construction des lignes 30 KV mono et triphasées du Projet de Renforcement et d'Extension des Réseaux Electriques de Transports et de Distribution (PRERETD) dans certaines localités des Arrondissements de Yagoua, Vélé, Guéré, Doukoula, Datchéka et Tchatibali, dans le Département du Mayo-Danay, Région de l'Extrême-Nord.
- **Décret N°2020/736 du 04 décembre 2020** portant classement au domaine public artificiel des terrains nécessaires aux travaux de construction d'une ligne 30 KV monophasée dans le cadre du Projet de Renforcement et d'Extension des Réseaux Electriques de Transports et de Distribution (PRERETD) dans certaines localités de l'Arrondissement d'Ebebda, Département de la Lékié, Région du Centre.
- **Décret N°2020/737 du 04 décembre 2020** portant classement au domaine public artificiel des terrains nécessaires aux travaux de construction des lignes 30 KV mono et triphasées dans le cadre du Projet de Renforcement et d'Extension des Réseaux Electriques de Transports et de Distribution (PRERETD) dans le Département de l'Océan, Région de du Sud.
- **Décret N°2020/738 du 04 décembre 2020** habilitant le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire à signer avec la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC), un Accord de prêt d'un montant de 15 milliards de francs CFA, pour le financement partiel du Plan de riposte contre la pandémie de la Covid-19.
- **Décret N°2020/739 du 09 décembre 2020** portant naturalisation de Monsieur Monday Odupute (Nigéria).
- **Décret N°2020/740 du 09 décembre 2020** portant attribution d'une pension d'ancienneté à Madame Ndemo Marie Noëlle (Mle 087 295-M), Magistrat Hors Hiérarchie, 2ème groupe, 2ème échelon, indice 1200.
- **Decree N°2020/741 of 09 December 2020** to grant a long service pension to Mister Simenou Etienne, (Sce 161 906-L), Judicial and Legal Officer, Third Scale, Incremental Position 3, index 950.
- **Decree N°2020/742 of 09 December 2020** to grant a long service pension to Mister Ayuk Lucy Nkongho, (Sce 114 683-J), Judicial and Legal Officer, Super Scale, Group 2 Incremental Position 2, index 1200.
- **Decree N°2020/743 of 09 December 2020** to grant Cameroonian nationality. Mister Samer Ramez Zayat (Lebanon).
- **Décret N°2020/749 du 14 décembre 2020** portant création de la Société Nationale des Mines(SOCAMINES).
- **Décret N°2020/750 du 14 décembre 2020** portant approbation des statuts de la Société Nationale des Mines (SOCAMINES).
- **Décret N°2020/751 du 15 décembre 2020** portant attribution d'une pension d'ancienneté à Madame Massauh Anastasie, épouse Ngakou (Mle 142 403-Q), Magistrat 4ème grade, 3ème échelon, indice 1115.
- **Décret N°2020/752 du 15 décembre 2020** portant attribution d'une pension d'ancienneté à Monsieur Nzonteu Jacob (Mle 114 837-X), Magistrat 4ème grade, 3ème échelon, indice 1115.
- **Décret N°2020/753 du 16 décembre 2020** portant nomination de responsables au Ministère des Travaux Publics. Monsieur Mbole Mbole Benoît Parfait et Monsieur Takuete Donnat.
- **Décret N°2020/754 du 16 décembre 2020** portant nomination d'un Inspecteur Général des Services au Ministère des Enseignements Secondaires. Monsieur Akat Fidelis Etta.
- **Décret N°2020/755 du 17 décembre 2020** portant classement au domaine public artificiel des terrains nécessaires aux travaux de construction de la ligne 30 KV triphasée au lieu-dit « Ekom-



omvan » et des bretelles monophasées aux lieux-dits « Ekoumeyene » et « Afanloum » dans le cadre du Projet de Renforcement et d'Extension des Réseaux Electriques de Transport et de Distribution (PRERETD), Département de la Mefou et Afamba, Région du Centre.

▪ **Décret N°2020/756 du 18 décembre 2020** portant nomination de Secrétaires Généraux des Services de Gouverneurs de Région. Monsieur Fombole Mathias Tayem et autres.

▪ **Décret N°2020/757 du 18 décembre 2020** portant nomination d'Inspecteurs Généraux des Services Régionaux. Monsieur Garba Bakari et autres.

▪ **Décret N°2020/758 du 18 décembre 2020** portant nomination de Préfets. Monsieur Djaidai Yacouba et autres.

▪ **Décret N°2020/759 du 18 décembre 2020** portant nomination de Sous-préfets. Monsieur Mohaman Yaya et autres.

▪ **Décret N°2020/760 du 18 décembre 2020** modifiant le Décret n°2020/357 du 02 juillet 2020 portant concession d'une pension de retraite, revalorisation d'une pension permanente d'invalidité et allocation des avantages de la réserve mobilisable à un Officier. Colonel Ekobe Joseph.

▪ **Décret N°2020/761 du 18 décembre 2020** portant concession d'une pension de retraite, revalorisation d'une pension permanente d'invalidité et allocation des avantages de la réserve mobilisable à un Officier. Colonel Tabi Nouma Quentin.

▪ **Décret N°2020/762 du 18 décembre 2020** modifiant le Décret n°2019/013 du 17 janvier 2019 portant concession d'une pension de retraite, revalorisation d'une pension permanente d'invalidité et allocation des avantages de la réserve mobilisable à un Officier. Colonel Amadou Bahagobiri.

▪ **Décret N°2020/763 du 18 décembre 2020** portant concession d'une pension de retraite, revalorisation d'une pension permanente d'invalidité et allocation des avantages de la réserve mobilisable à un Officier. Capitaine de Vaisseau Kadem Fabien.

▪ **Décret N°2020/764 du 18 décembre 2020** modifiant le Décret n°2018/662 du 05 novembre 2018 portant concession d'une pension de retraite, revalorisation d'une pension permanente d'invalidité et allocation des avantages de la réserve mobilisable à un Officier. Chef d'Escadron de 1er échelon Ibrahim.

▪ **Décret N°2020/765 du 18 décembre 2020** modifiant le Décret n°2008/403 du 19 novembre 2018 portant concession d'une pension de retraite, revalorisation d'une pension permanente d'invalidité et allocation des avantages de la réserve mobilisable à un Officier. Chef de Bataillon Tchouta Isaac.

▪ **Décret N°2020/766 du 18 décembre 2020** portant concession d'une pension de retraite et allocation des avantages de la réserve mobilisable à un Officier. Capitaine Onana Nemi.

▪ **Décret N°2020/767 du 21 décembre 2020** accordant une prolongation d'activité à Monsieur Egbe Achuo Hillman, Magistrat, de deux ans, pour compter du 09 juillet 2017.

▪ **Décret N°2020/768 du 21 décembre 2020** portant admission à la retraite par anticipation du Magistrat Mayang Alexis (Mle 554 421-W).

▪ **Décret N°2020/769 du 21 décembre 2020** portant attribution d'une pension d'ancienneté à Monsieur Mbah Njei Solomon (Mle 105 981-M), Magistrat Hors Hiérarchie de 2^{ème} groupe, 2^{ème} échelon, indice 1200.

▪ **Décret N°2020/770 du 21 décembre 2020** portant attribution d'une pension d'ancienneté à Monsieur Tonye Pierre (Mle 151 834-E), Magistrat de 4^{ème} grade, 3^{ème} échelon, indice 1115.

▪ **Décret N°2020/771 du 21 décembre 2020** portant attribution d'une pension d'ancienneté à Monsieur Nantchouang Daniel (Mle 171 883-M), Magistrat 4^{ème} grade, 3^{ème} échelon, indice 1115.

▪ **Décret N°2020/772 du 21 décembre 2020** portant attribution d'une pension d'ancienneté à Monsieur Tabi Ottou Lucien André Aubert (Mle 167 162-F), Magistrat 4^{ème} grade, 3^{ème} échelon, indice 1115.

▪ **Décret N°2020/773 du 24 décembre 2020** déterminant les modalités d'exercice des fonctions de « Public Independent Conciliator » auprès des régions du Nord-Ouest et du Sud-ouest.

▪ **Décret N°2020/774 du 24 décembre 2020** fixant les modalités de rémunération, les indemnités et les autres avantages alloués au « Public Independent Conciliator ».

▪ **Décret N°2020/775 du 28 décembre 2020** portant avancement au choix de certains Administrateurs des greffes, au grade d'Administrateurs Principal des greffes.



- **Décret N°2020/776 du 28 décembre 2020** portant reclassement sur titre de certains Greffiers Principaux au grade d'Administrateurs de greffes.
- **Décret N°2020/777 du 28 décembre 2020** portant reclassement sur titre de certains Greffiers Principaux au grade d'Administrateurs de greffes.
- **Décret N°2020/778 du 28 décembre 2020** portant reclassement sur titre de certains Greffiers Principaux au grade d'Administrateurs de greffes.
- **Décret N°2020/793 du 28 décembre 2020** portant inscription au tableau d'avancement de grades des personnels Officiers d'Active des Forces de Défense au titre de l'année budgétaire 2021. Monsieur Messi Ngolla Jean Vincent et autres.
- **Décret N°2020/794 du 28 décembre 2020** portant promotion aux grades supérieurs, des personnels Officiers d'Active des Forces de Défense au titre du premier semestre de l'année budgétaire 2021. Monsieur Messi Ngolla Jean Vincent et autres.
- **Décret N°2020/795 du 28 décembre 2020** portant admission au Corps des Officiers d'Active des Forces de Défense et inscription au tableau d'avancement de grade, des Adjudants-chefs et Maîtres-Principaux des Forces de Défense, au titre de l'année budgétaire 2021. Monsieur Mbala Atangana Fabrice Amedee et autres.
- **Décret N°2020/796 du 28 décembre 2020** portant promotion aux grades de Sous-lieutenant et Enseigne de Vaisseau de 2ème classe, des Adjudants-chefs et Maîtres-Principaux des Forces de Défense inscrits au tableau d'avancement de grade, au titre de l'année budgétaire 2021. Monsieur Mbala Atangana Fabrice Amedee et autres.
- **Décret N°2020/797 du 29 décembre 2020** portant ratification de l'Accord de Coopération en matière de Police criminelle entre les Etats de l'Afrique Centrale, signé le 18 septembre 2015 à Yaoundé (Cameroun).
- **Décret N°2020/798 du 29 décembre 2020** portant ratification de la Convention Multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert des bénéfices, adoptée le 24 novembre 2016 à Paris(France).
- **Décret N°2020/799 du 29 décembre 2020** portant ratification de l'Accord entre le Gouvernement de la République du Cameroun et le Gouvernement des Emirats Arabes Unis relatif aux services aériens entre leurs territoires respectifs et au-delà, signé le 10 mars 2020 à Dubaï.
- **Décret N°2020/800 du 29 décembre 2020** portant ratification de l'Accord de Coopération en matière de migration entre le Gouvernement de la République du Cameroun et le Conseil Fédéral Suisse, signé le 26 septembre 2014.
- **Décret N°2020/801 du 29 décembre 2020** portant adhésion du Cameroun au Protocole Additionnel de Nagoya-Kuala Lumpur sur la responsabilité et la réparation relatif au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, adopté le 15 octobre 2010 à Nagoya (Japon).
- **Décret N°2020/802 du 30 décembre 2020** portant harmonisation de l'âge de départ à la retraite des fonctionnaires, à compter du 1er janvier 2021. Harmonisé à Soixante (60) ans, pour le personnel des catégories « A » et « B » et à Cinquante-cinq (55) ans, pour le personnel des catégories « C » et « D ».
- **Décret N°2020/803 du 30 décembre 2020** portant détachement d'un Magistrat. Monsieur Zoh Ondo Gilles Fabrice.
- **Décret N°2020/804 du 30 décembre 2020** portant détachement d'un Magistrat. Madame Ngba Ndo Virginie, épouse Nkeng.
- **Décret N°2020/805 du 30 décembre 2020** portant détachement d'un Magistrat. Monsieur Mahouve Michelle Gaëlle.
- **Décret N°2020/806 du 31 décembre 2020** portant classement au domaine public artificiel des terrains de contenance superficielle globale de 29 ha 08a 67ca nécessaires pour les travaux d'aménagement de certaines voiries et drains de la ville de Douala, dans le Département du Wouri, Région du Littoral.
- **Arrêté N°0973/CAB/PR du 02 décembre 2020** portant concession d'une pension permanente d'invalidité à un Officier. Colonel Ekwaingen Michael.
- **Arrêté N°0974/CAB/PR du 02 décembre 2020** portant concession d'une pension permanente d'invalidité à un Officier. Capitaine de Vaisseau Kenfack Dongmo Emmanuel.
- **Arrêté N°0975/CAB/PR du 02 décembre 2020** portant concession d'une pension permanente d'invalidité à un Officier. Chef de Bataillon Nkongo Amoga Timothée.



- **Arrêté N°0976/CAB/PR du 02 décembre 2020** portant concession d'une pension permanente d'invalidité à un Officier. Commandant Ndounga Ndounga Paul Henry.
- **Arrêté N°0977/CAB/PR du 02 décembre 2020** portant concession d'une pension permanente d'invalidité à un Officier. Capitaine Belle Pierre Clément.
- **Arrêté N°0978/CAB/PR du 02 décembre 2020** portant concession d'une pension permanente d'invalidité à un Officier. Lieutenant de Vaisseau Zoa Edzina Clément.
- **Arrêté N°0979/CAB/PR du 02 décembre 2020** portant concession d'une pension permanente d'invalidité à un Officier. Lieutenant Ekouma Constant Harrison.
- **Arrêté N°0980/CAB/PR du 02 décembre 2020** modifiant l'Arrêté N°0228/CAB/PR du 06 avril 2018 portant concession d'une pension permanente d'invalidité à un Officier. Lieutenant Wapi Carriga.
- **Arrêté N°0981/CAB/PR du 02 décembre 2020** portant concession d'une pension permanente d'invalidité à un Officier. Enseigne de Vaisseau de 1^{ère} classe Mvoto Bikinda David.
- **Arrêté N°0982/CAB/PR du 02 décembre 2020** portant concession d'une pension permanente d'invalidité à un Officier. Enseigne de Vaisseau de 1^{ère} classe Ma'a Charles Eric.
- **Arrêté N°0983/CAB/PR du 02 décembre 2020** portant concession d'une pension de réversion et réversion d'une pension permanente d'invalidité à l'ayant-cause d'un Officier. Feu le Colonel Nchankou Adamou.
- **Arrêté N°0984/CAB/PR du 02 décembre 2020** portant attribution du capital-décès et concession d'une pension de réversion aux ayants-cause d'un Officier. Feu l'Enseigne de Vaisseau de 1^{ère} classe Adoum Ramadan.
- **Arrêté N°0985/CAB/PR du 04 décembre 2020 portant révocation d'office de Madame Akamba Eto Justine**, épouse Betima Ndongo (Mle 606 130-W) Inspecteur de Police Principal.
- **Arrêté N°0986/CAB/PR du 08 décembre 2020** portant avancement d'échelon, admission à la retraite et allouant la pension d'ancienneté à Madame Nkumeh Miriam Viwum, épouse Ndong (Mle 502 125-J), Commissaire de Police.
- **Arrêté N°0987/CAB/PR du 09 décembre 2020** portant rappel d'un Sous-officier en service à la Mission Militaire près l'Ambassade du Cameroun en France. L'Adjudant-chef Balla Jacqueline.
- **Arrêté N°0988/CAB/PR du 14 décembre 2020** accordant renouvellement de la mise en disponibilité de Monsieur Foussam Mfoko Jules Alexis (Mle 699 624-N), Gardien de la Paix Principal.
- **Arrêté N°0989/CAB/PR du 17 décembre 2020** constatant la cessation d'activité des suites de décès et liquidant les droits de la succession de Monsieur Nomo Tobie (Mle 366 099-M), Commissaire Divisionnaire.
- **Arrêté N°0990/CAB/PR du 17 décembre 2020** allouant les pensions de réversion et d'invalidité permanente aux ayants cause de Monsieur Mbida Dieudonné (Mle 022 271-S), Commissaire Divisionnaire décédé à la retraite.
- **Arrêté N°0991/CAB/PR du 17 décembre 2020** allouant la pension de réversion à l'ayant-cause de Monsieur Bikobo Ndomo Nestor Roger (Mle 050 114-L), Officier de Police Principal décédé à la retraite.
- **Arrêté N°0992/CAB/PR du 17 décembre 2020** allouant la pension de réversion à l'ayant-cause de Monsieur Kammani Lazare (Mle 077 677-B), Officier de Police, de 2^{ème} grade décédé à la retraite.
- **Arrêté N°0993/CAB/PR du 17 décembre 2020** allouant la pension de réversion aux ayants-cause de Monsieur Jonas Tiku Ncha (Mle 158 477-K) Inspecteur de Police de 1^{er} garde, décédé à la retraite.
- **Arrêté N°0994/CAB/PR du 17 décembre 2020** portant renouvellement de la mise en disponibilité de Madame Kamta Matchofo épouse Koagang Eunice, (Mle 582 638-H) Inspecteur de Police Principal.
- **Arrêté N°0995/CAB/PR du 17 décembre 2020** portant admission à la retraite et allouant la pension d'ancienneté à Monsieur Owona Ekoan Thierry, (Mle 366 105-M) Commissaire Divisionnaire.
- **Arrêté N°0996/CAB/PR du 17 décembre 2020** portant avancement d'échelon, admission à la retraite et allouant la pension d'ancienneté à Monsieur Ekoa Lazare, (Mle 366 113-K) Commissaire Divisionnaire.
- **Arrêté N°0997/CAB/PR du 17 décembre 2020** portant admission à la retraite et allouant la pension



d'ancienneté à Mademoiselle Kwedi Christine (Mle 155 950-M), Commissaire de Police.

▪ **Arrêté N°0998/CAB/PR du 17 décembre 2020** portant admission à la retraite et allouant la pension d'ancienneté à Monsieur Mbole William Etengene, (Mle 127 990-H) Commissaire de Police.

▪ **Arrêté N°0999/CAB/PR du 17 décembre 2020** portant admission à la retraite et allouant la pension d'ancienneté à Monsieur Kankeu Hyppolite (Mle 147 263-G), Commissaire de Police.

▪ **Arrêté N°1000/CAB/PR du 17 décembre 2020** constatant la cessation d'activité des suites de décès et liquidant les droits de la succession de Monsieur Amougou Amougou Simeon, (Mle 156 180-X) Commissaire de Police.

▪ **Arrêté N°1001/CAB/PR du 18 décembre 2020** modifiant l'Arrêté N°8380/CAB/PR du 29 mai 2018 portant attribution du capital-décès, concession d'une pension de réversion et réversion d'une pension permanente d'invalidité aux ayants-cause d'un Officier Général. Général de Division Tumenta Chomu Martin.

▪ **Arrêté N°1002/CAB/PR du 18 décembre 2020** portant concession d'une pension permanente d'invalidité à un Officier. Capitaine Bouloumsala Alphonse.

▪ **Arrêté N°1003/CAB/PR du 18 décembre 2020** portant concession d'une pension permanente d'invalidité à un Officier. Lieutenant Londo Essome Anne Marie.

▪ **Arrêté N°1004/CAB/PR du 18 décembre 2020** portant concession d'une pension permanente d'invalidité à un Officier. Lieutenant Olanga Rachel Danielle.

▪ **Arrêté N°1005/CAB/PR du 18 décembre 2020** portant concession d'une pension permanente d'invalidité à un Officier. Lieutenant Yomi Patrice.

▪ **Arrêté N°1006/CAB/PR du 18 décembre 2020** portant concession et réversion d'une pension permanente d'invalidité aux ayants-cause d'un Officier. Feu le Lieutenant Onguene Nga François.

▪ **Arrêté N°1007/CAB/PR du 21 décembre 2020** portant admission à la retraite et allouant la pension d'ancienneté à Monsieur Ndjanfeu Phillipe, (Mle 162 022-F) Commissaire Divisionnaire.

▪ **Arrêté N°1008/CAB/PR du 21 décembre 2020** portant avancement d'échelon, admission à la retraite et allouant la pension d'ancienneté à Madame Abodo Estelle Marthe épouse Enguene (Mle 130 466-S) Commissaire de Police.

▪ **Arrêté N°1009/CAB/PR du 21 décembre 2020** portant avancement d'échelon, admission à la retraite et allouant la pension d'ancienneté à Monsieur Wouwe Charles (Mle 147 173- G) Commissaire de Police.

▪ **Arrêté N°1016/CAB/PR du 22 décembre 2020** portant admission à la retraite et allouant la pension d'ancienneté à Monsieur Ntouwoua Jean Marcel, (Mle 366 041-M) Commissaire Divisionnaire.

▪ **Arrêté N°1017/CAB/PR du 22 décembre 2020** portant avancement d'échelon, admission à la retraite et allouant la pension d'ancienneté à Monsieur Manga Zambo Félicien (Mle 366 599-V) Commissaire de Police.

▪ **Arrêté N°1018/CAB/PR du 22 décembre 2020** portant admission à la retraite et allouant la pension d'ancienneté à Madame Ngwingmowing Muna Maryslessor, (Mle 136 248-D) Commissaire de Police.

▪ **Arrêté N°1019/CAB/PR du 22 décembre 2020** portant admission à la retraite et allouant la pension d'ancienneté à Monsieur Ngolembe, (Mle 169 042-V) Commissaire de Police.

▪ **Arrêté N°1020/CAB/PR du 22 décembre 2020** portant avancement d'échelon, admission à la retraite et allouant la pension d'ancienneté à Monsieur Lewa Albert (Mle 356 134-M) Commissaire de Police.

▪ **Arrêté N°1021/CAB/PR du 22 décembre 2020** constatant la cessation d'activité des suites de décès et liquidant les droits de la succession de Monsieur Nzinga Pierre, (Mle 359 168-A) Commissaire de Police.

▪ **Arrêté N°1022/CAB/PR du 22 décembre 2020** constatant la cessation d'activité des suites de décès et liquidant les droits de la succession de Monsieur Aldjim Gérard, (Mle 570 367-O) Commissaire de Police Principal.

▪ **Arrêté N°1023/CAB/PR du 22 décembre 2020** portant admission à la retraite et allouant la pension d'ancienneté à Monsieur Heutchou Félicien, (Mle 149 899-A) Officier de Police Principal.



- **Arrêté N°1024/CAB/PR du 22 décembre 2020** portant admission à la retraite et allouant la pension d'ancienneté à Monsieur Bias Simon Pierre, (Mle 147 356-P) Officier de Police de 2ème grade.
- **Arrêté N°1025/CAB/PR du 22 décembre 2020** modifiant et complétant certaines dispositions de l'Arrêté N°462/CAB/PR du 28 avril 2014 portant révocation de Monsieur Isom Félix, (Mle 546 104-S) Inspecteur de Police de 2ème grade.
- **Arrêté N°1026/CAB/PR du 23 décembre 2020** portant avancement d'échelon, admission à la retraite et allouant la pension d'ancienneté à Monsieur Tchokouthe François, (Mle 520 671-Z) Commissaire de Police.
- **Arrêté N°1027/CAB/PR du 28 décembre 2020** portant avancement d'échelon, constatant la cessation d'activité des suites de décès et liquidant les droits de la succession de Monsieur Sambit John Ladji (Mle 130 080-J), Officier de Police de 1er grade.
- **Arrêté N°1028/CAB/PR du 28 décembre 2020** modifiant et complétant certaines dispositions de l'Arrêté N°0852/CAB/PR du 05 décembre 2019 portant admission à la retraite et allouant la pension d'ancienneté à Monsieur Ondoua Ondoua Marcel (Mle 366 279-M), Commissaire Divisionnaire.
- **Arrêté N°1029/CAB/PR du 28 décembre 2020** portant avancement d'échelon, reclassement, admission à la retraite et allouant la pension d'ancienneté à Monsieur Kendume Ndikwa Gabriel (Mle 150 208-D), Officier de Police Principal.
- **Arrêté N°1030/CAB/PR du 30 décembre 2020** allouant la pension de réversion à l'ayant cause de Monsieur Ambassa Eyili Basile (Mle 051 516-H), Commissaire Divisionnaire décédé à la retraite.
- **Arrêté N°1031/CAB/PR du 30 décembre 2020** portant avancement d'échelon, admission à la retraite et allouant la pension d'ancienneté à Monsieur Asongwefor John Atanga (Mle 162 731-D), Commissaire de Police.
- **Arrêté N°1032/CAB/PR du 30 décembre 2020** portant admission à la retraite et allouant la pension d'ancienneté à Monsieur Affangha Enobuta John Etingening (Mle 539 827-F), Commissaire de Police.
- **Arrêté N°1033/CAB/PR du 30 décembre 2020** portant admission à la retraite et allouant la pension d'ancienneté à Mademoiselle Zame Ango Doline (Mle 507 652-M), Officier de Police Principal.
- **Arrêté N°1034/CAB/PR du 30 décembre 2020** portant avancement d'échelon, constatant la cessation d'activité des suites de décès et liquidant les droits de la succession de Monsieur Achamo Guillaume (Mle 132 562-V), Officier de Police Principal.
- **Arrêté N°1035/CAB/PR du 30 décembre 2020** portant reclassement, admission à la retraite et allouant la pension d'ancienneté à Monsieur Beukeu Médard (Mle 169 132-V), Officier de Police Principal.
- **Arrêté N°1036/CAB/PR du 30 décembre 2020** allouant la pension de réversion à l'ayant cause de Monsieur Menye Jacques-Louis (Mle 011 008-M), Officier de Police de 2ème grade, décédé à la retraite.
- **Arrêté N°1037/CAB/PR du 30 décembre 2020** modifiant et complétant certaines dispositions de l'Arrêté N°0004/CAB/PR du 04 janvier 2017, en ce qui concerne exclusivement Monsieur Nankam Rodrigue Patrick Aimé (Mle 610 756-Z), Inspecteur de police de 1er grade. ■

Récapitulatif des actes signés par le Président de la République en 2020

Lois	Décrets	Arrêtés	Total
18	806	1037	1861



La marraine honore la petite reine *The Patroness Honours Cycling Competition*

La 20^{ème} édition du Grand Prix Cycliste International soutenu par la Première Dame, Chantal BIYA, s'est achevée en apothéose, dimanche 22 novembre 2020, au Boulevard du 20 Mai à Yaoundé. Au terme de cette compétition âprement disputée, chacun des concurrents a reçu un merveilleux cadeau spécial offert par l'épouse du Chef de l'Etat.

The 2020 Grand Prix Chantal BIYA reached its climax on Sunday 22 November at the 20 May Boulevard in Yaounde. This was marked by the distribution of special gifts to all the cyclists offered by the patroness, spouse of the Head of State at the end of this hard-fought competition, which was in its 20th edition.

La veille, Madame Chantal BIYA a rehaussé, par sa présence, l'arrivée de la quatrième étape disputée entre Zoétéle et Meyomessala dans la Région du Sud et remportée par le Rwandais Moïse Mugisha, vainqueur au final de cette vingtième édition. Le prix du maillot bleu récompensant le meilleur Camerounais a été décerné au coureur Clovis Kamzong Abossolo.

Lors de la cérémonie protocolaire qui s'en est suivie, Madame Chantal BIYA s'est livrée volontiers, dans sa bonne humeur habituelle, à la remise des différents prix aux lauréats des différents maillots. Une expression avouée de son attachement à la jeunesse sportive en général et à la petite reine en particulier. Un coup de pédale fascinant de la marraine de la compétition. ■

Mrs. Chantal BIYA graced the tour as chief guest at the end of the fourth lap between Zoetele and Meyomessala in the South Region. Team Rwanda's Moïse Mugisha bagged the yellow jersey, while the prize for the blue jersey was awarded to Clovis Kamzong Abossolo, the best Cameroonian cyclist.

During the official ceremony that followed, the First Lady, in her usual good mood, happily handed out prizes to the leading athletes - a proof of her strong attachment to young sportsmen in general and cycling in particular. A fascinating pedal force from the competition's patroness. ■





Honneur à la lauréate du Prix Goncourt des Lycéens 2020 *First Lady Salutes Award-winning Cameroonian Writer Djaili Amadou Amal*

L'écrivaine Djaili Amadou Amal, lauréate du prestigieux Prix Goncourt des Lycéens 2020, a été reçue en audience, mercredi 23 décembre 2020, par la Première Dame, Madame Chantal BIYA.

L'épouse du Chef de l'Etat a saisi cette occasion pour exprimer à la gagnante sa fierté de la recevoir pour célébrer un triomphe qui honore le Cameroun en général et la gente féminine en particulier. En effet, le processus d'attribution du prix Goncourt des Lycéens est un agrégat complexe de consécration d'une sensibilité culturelle, d'exaltation de la valeur de la création littéraire, et une construction socioculturelle dont les ramifications innervent le corps social. C'est dire qu'avec ce trophée, notre compatriote entre dans le cercle très fermé des icônes de la société et de la culture camerounaise.

The fight against gender violence, the promotion and protection of the rights of women in Cameroon and beyond, were put on the spotlight once again at the East Wing of the Unity Palace on 23 December 2020 when First Lady Chantal BIYA met with Djaili Amadou Amal - Cameroonian writer and feminist activist.

Both ladies shared convergent views on the necessity to raise the status of women - a key mission of the First Lady's humanitarian projects.

Mrs. Chantal BIYA congratulated Djaili Amadou Amal for her astute engagement and remarkable achievements. She also reminded the special guest of her esteem and that of Cameroon, a very important clarion call for the novelist to continue the good fight.

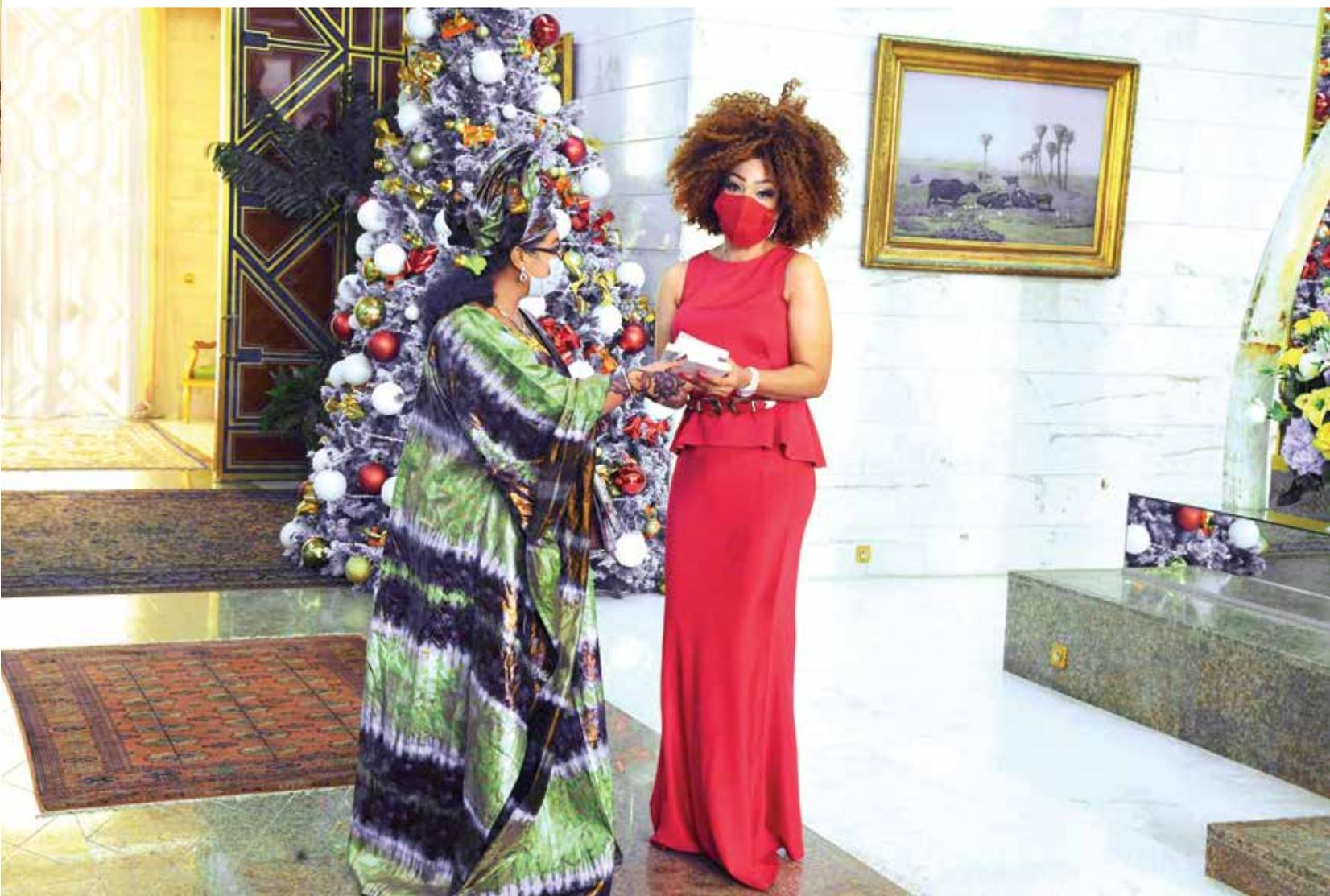
Il ne reste plus qu'à espérer que son laurier contribue à encourager la lecture chez les jeunes.

Très émue au terme de cet entretien, Djaili Amadou Amal a exprimé toute sa reconnaissance à la Première Dame pour ses félicitations et ses encouragements. Cette rencontre lui par ailleurs permis d'évoquer avec la Première Dame, la problématique développée dans son œuvre, à savoir les violences faites aux femmes et la scolarisation de la jeune fille, des questions pour lesquelles Madame Chantal BIYA a toujours été particulièrement préoccupée.

En rappel, le Prix Goncourt des Lycéens 2020 a été décerné à Djaili Amadou Amal, le 02 décembre 2020 à Paris, pour son roman *Les Impatientes*. ■

It was a grand moment of recognition for the award-winning author of *"Les Impatientes"* - a novel on women empowerment that won the "Prix Goncourt des Lycéens 2020" and the "Prix Goncourt Choix de l'Orient 2020".

Djaili Amadou Amal was greatly impressed with the kind words of encouragement from the First Lady - who saluted the writer for her contribution that has widened Cameroon's influence on the world map of impactful literary works. The laureate seized the opportunity to hand over some copies of the celebrated book to the UNESCO Goodwill Ambassador for Education and Social Inclusion - Mrs. Chantal BIYA. ■





Cérémonie de l'arbre de Noël 2020

Mrs. Chantal BIYA Rewards Excellence at 'Les Coccinelles'

Le rendez-vous traditionnel entre la marraine du complexe scolaire « Les Coccinelles » du Palais de l'Unité et les quatre-vingt-dix jeunes apprenants s'est déroulé, le mercredi 23 décembre 2020, dans le strict respect des mesures barrières de lutte contre la propagation du COVID-19.

Lors de cette cérémonie, la Première Dame a suivi avec une attention soutenue, les activités présentées par les élèves : chants, récits, ballets modernes et traditionnels, sketches, etc. Lors de la représentation de circonstance, les enfants, dans leur uniforme aux parures de couleur verte, rouge et jaune, ont excellé dans l'expression artistique et la démonstration des aptitudes indispensables à leur croissance que sont la curiosité et l'ouverture d'esprit, l'imagination et

The strict respect of COVID-19 safety measures imposed a cut down on the number of guests but it did not hamper the characteristic effervescence and ambiance of the Christmas Tree Lighting Ceremony at "Les Coccinelles" School Complex of the Unity Palace on 23 December 2020.

Mrs. Chantal BIYA - patroness of the 20-year-old nursery and primary school - was on campus to commune with the pupils ahead of the Christmas holidays and reward them for their excellent academic performances.

The schoolchildren, clad in their beautiful official outfit thrilled their guests with well-rehearsed Christmas carols, poems, sketches, and ballet - with beats from the popular "assiko" dance. This

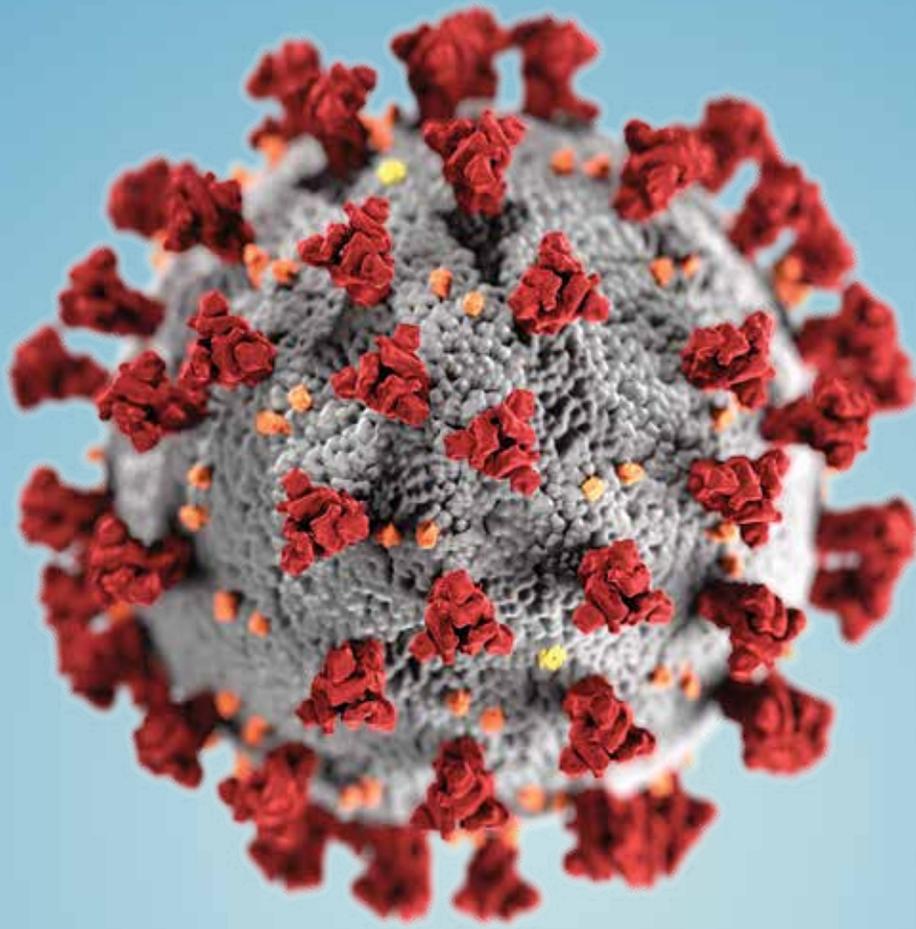
la créativité, la confiance en soi, la concentration, l'autonomie, la persévérance, l'esprit d'initiative, le respect de la nature et de l'environnement, le sens de l'observation et la capacité d'écoute.

Après cette belle séquence, Madame Chantal BIYA a procédé avec sa joie et sa tendresse communicatives, à la remise des cadeaux aux élèves. Djaili Amadou Amal, lauréate du Prix Goncourt des Lycéens 2020, invitée spéciale, ainsi que les rares personnalités invitées lui ont emboité le pas. Après une séance de photos souvenirs, la marraine de l'école a visité les travaux en salle. C'est avec les mains pleines de cadeaux et le cœur en joie que les petits écoliers ont dit merci et au revoir à la Première Dame. ■

was followed by the distribution of a variety of Christmas gifts to all the pupils by the First Lady and her special guests - among whom was Cameroonian writer Djaili Amadou Amal - winner of the "Prix Goncourt des Lycéens 2020" and the "Prix Goncourt Choix de l'Orient 2020".

First Lady Chantal BIYA's presence was a mark of appreciation towards the staff and pupils who continue to brave the odds of the COVID-19 pandemic while maintaining the zeal of obtaining and providing quality education. It was also a symbolic incentive to the entire educational family: teachers, pupils, students and other administrators - wherever they are in the national triangle - to stay resilient and passionate throughout this academic year. ■





Attention !
Le COVID-19 n'est pas vaincu.
Respectons les mesures-barrières.

Attention !
COVID-19 is not yet eliminated.
Let's respect the safety measures.

LE TEMPS DES OPPORTUNITÉS

NEWSLETTER ON THE
MANDATE OF GREAT
OPPORTUNITIES



